
SUR UNITÉ COMMUNISTE

Notre organisation

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	p. 5
NOTRE ORGANISATION.....	p. 9
I. NOS PRINCIPES FONDATEURS ET NOS LIGNES DE DÉMARCATIION	p. 13
1. <i>Unité communiste</i> se revendique — comme son nom l’indique — du communisme	p. 15
2. <i>Unité communiste</i> affirme comme nécessité à l’instauration du communisme la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat	p. 28
3. <i>Unité communiste</i> lutte pour la reconstitution d’une opposition extraparlamentaire, vers la reconstruction du Parti	p. 43
4. <i>Unité communiste</i> veut mener une lutte idéologique contre l’opportuniste sous toutes ses formes, pour régénérer la théorie et l’idéologie du mouvement communiste	p. 48
5. <i>Unité communiste</i> se prononce comme unitaire et rejette le sectarisme d’organisation, sous toutes ses formes et quels que soient ses prétextes, pour œuvrer à la reconstruction du Parti	p. 54
6. <i>Unité communiste</i> est engagée dans les luttes progressistes du peuple, qu’elles soient économiques ou politiques, quelle que soit leur forme de mobilisation	p. 72
7. <i>Unité communiste</i> ambitionne de créer un cadre de camaraderie sain dans lequel construire sur la durée une formation militante professionnalisante.....	p. 80
8. <i>Unité communiste</i> possède un fonctionnement selon le principe de l’accord entre totale liberté dans le débat et totale unité dans l’action	p. 86
9. <i>Unité communiste</i> est fondée sur un consensus politique et sur le libre débat théorique et idéologique.....	p. 92
10. <i>Unité communiste</i> applique la méthode du socialisme scientifique.	p. 99
11. <i>Unité communiste</i> défend la théorie historique du matérialisme dialectique.....	p. 104
12. <i>Unité communiste</i> s’inscrit dans la continuité et dans l’étude de l’histoire du mouvement ouvrier mondial	p. 123
13. <i>Unité communiste</i> considère que la France est un pays impérialiste, et qu’en tant que tel, il est notre priorité de communiste de la combattre.....	p. 132

14.	<i>Unité communiste</i> est internationaliste et est solidaire des luttes des peuples dominés et des travailleuses et travailleurs de tous les pays.....	p. 139
15.	<i>Unité communiste</i> prend pour évidence que la lutte féministe, ainsi que les luttes d’émancipations LGBTI, font partie des tâches immédiates des communistes.....	p. 145
16.	<i>Unité communiste</i> reconnaît l’écologie comme pleinement constitutive du programme présent et futur des communistes, d’un absolu sérieux.....	p. 160
II. NOS POINTS D’UNITÉS		p. 171
CONCLUSION		p. 175

INTRODUCTION

Ce document présente notre organisation, *Unité communiste*, sa raison d'être et ses conceptions.

Le paysage politique français ne manque pas de groupuscules se revendiquant du communisme et de la révolution, et nous sommes les premiers à le reconnaître. Qu'est-ce qui, en conséquence, justifie donc notre création et notre existence ? C'est ce que nous voulons expliquer ici.

Il ne s'agit pas d'un programme ou d'une analyse définitive, ce qui serait ridicule étant donné la dimension modeste de notre structure, mais d'abord de présenter nos conclusions de base. Celles autour desquelles nous nous sommes fondés et celles que nous avons atteintes pendant nos années d'existence et d'activité, sur lesquelles nous construisons. L'objectif est de rendre compte de nos évolutions et des questions autour desquelles nous nous transformons.

La lectrice ou le lecteur constatera que ce document n'a pas pour seule ambition d'exposer ce qui pourrait faire notre originalité. Pourquoi ? Car est à propos à la fois ce qu'est notre organisation et ce qu'elle défend. Or, il est impossible de répondre à ces questions sans présenter extensivement aussi quelles sont les conceptions qui font notre contenu. Ainsi, nous ne pouvons pas échapper aux lieux communs du communisme — qui ne sont cependant jamais superflus de réasséner. Ce ne sont donc pas seulement les particularités de notre organisation qui sont résumées, mais aussi certaines généralités du communisme, dont nous esquissons notre compréhension. Nous avons ici un double objectif de propagande et de formation militante, ce qui explique le format que nous avons choisi.¹

Nous sommes fondés sur un constat simple et de longue date : il existe aujourd'hui en France un vide politique laissé par l'effondrement et la décadence des organisations communistes se revendiquant de la révolution. La mutation achevée du *Parti communiste français* (PCF) en parti politique comme les autres, autant dans la forme que dans le fond, en est le plus éclatant exemple. Il a abandonné la transformation radicale du monde en s'intégrant totalement à l'idéologie et aux institutions politiques bourgeoises.

1. En raison de la diversité et de la complexité des sujets abordés, avec la préoccupation de concilier les attentes d'exhaustivité et de synthèse, nous avons choisi de donner aux notes de bas de page la fonction de « version longue » de ce document, où nous précisons et développons certains points qui ne peuvent pas l'être dans le corps de texte.

Ce vide ne peut être comblé que par une organisation neuve et puissante, capable d'unir et d'organiser les exploités et les opprimés, pour créer une société nouvelle. Son premier but doit être de rendre possible un changement de système politique, de cette démocratie qui camoufle mal la dictature des plus riches, vers notre démocratie : par et pour celles et ceux qui font notre société en produisant toutes ses richesses, sans celles et ceux qui se les accaparent. Ce changement, nous pensons qu'il ne peut advenir que sous une forme révolutionnaire, avec un contenu de classe, c'est-à-dire communiste.

Le XXI^e siècle, nous en sommes convaincus, n'est pas et ne sera pas un siècle pacifié, mais plutôt la fin d'une éphémère accalmie. C'est la dissipation d'une courte illusion qui a existé dans nos pays riches, avec la fin de la Guerre froide, la victoire éclatante mais factice du capitalisme, et l'avènement du néolibéralisme sur les ruines du consensus keynésien.

Le communisme est souvent accusé d'être une idéologie morte, la relique politique d'un échec. Nous pensons l'inverse : au contraire, nous avons trouvé dans le communisme une destination et les moyens de changer le cours du XXI^e siècle, pour répondre au défi qu'il nous soumet, vers un autre futur.

Poser la question du communisme, c'est selon nous poser celle de la prise du pouvoir et de la lutte idéologique en ce sens. Cela implique le problème épineux de l'organisation politique de classe et de combat, et de sa construction. Autant d'interrogations à savoir poser et à oser résoudre.

La révolution n'est pas un caprice ou un rêve, ce n'est que la seule option raisonnable, car la seule qui rende possible une alternative. Or, cette alternative au système capitaliste-impérialiste n'est pas une interrogation d'ordre scolaire ou morale, c'est une fatalité qui s'impose à toutes et tous : soit l'on brise la machine, soit l'on meurt avec elle. Aujourd'hui est décisif : allons-nous nous unir derrière la cause du prolétariat, ou dépérir sur une terre brûlée, stagnant dans l'épuisement des ressources ?

Le communisme est — avec la même actualité maintenant qu'il y a 150 ans — une nécessité à la libération des travailleuses et travailleurs de tous les pays, et avec eux, de l'humanité toute entière. Au III^e millénaire, il est également devenu une condition *sine qua non* à la survie de nos sociétés. Le dilemme se posait et s'impose encore à nous : socialisme ou barbarie ?

NOTRE
ORGANISATION

Unité communiste est une organisation politique qui se revendique de la lutte révolutionnaire pour une société communiste.

L'*Unité communiste de Lyon* a été créée en février 2016. Elle est devenue *Unité communiste* (UC) en juin 2020, à l'occasion de notre premier bilan collectif à valeur de congrès, et de notre fusion avec *Éco défense* — une organisation créée en décembre 2017 qui se revendiquait de l'écologie révolutionnaire et prolétarienne. C'est à cette occasion que nous avons évalué nos premières années d'existence et renié un certain idéalisme pour repenser notre raison d'exister et devenir ce que nous sommes actuellement. Cette synthèse se fit tant aux niveaux pratique, théorique qu'idéologique, et ce à l'issue d'importants débats et d'une restructuration interne. C'est pourquoi nous reconsidérons rétrospectivement l'union entre les camarades de l'*Unité communiste de Lyon* et d'*Éco défense* comme une *de facto* fusion. *Unité communiste* revendique cette double continuité.

Notre organisation est née à Lyon, mais elle ne se circonscrit pas à une ville. Nous ambitionnons de continuer à nous développer partout en France.

En janvier 2018, nous sommes devenus membres des Amis de l'ICOR, et en décembre de la même année, membres à part entière de la Coordination internationale des partis et organisations révolutionnaires (ICOR). Avec nos camarades de l'*Union prolétarienne marxiste-léniniste* (UPML), nous sommes les deux organisations françaises qui participent à cette coordination, dans laquelle nous coopérons à ce titre.

Nous avons lancé le collectif *Drapeau rouge* en février 2021 pour porter le mot d'ordre de la solidarité populaire pendant la crise pandémique. Ce premier essai fut immature mais riche d'enseignements. En septembre 2021, nous avons impulsé la création de *Renforce ton camp* (RTC) avec pour objectif de militer à l'échelle de quartiers à reconstruire une conscience et une solidarité de classe « de la ville à la campagne ». Cependant, même si RTC est effectivement notre initiative, elle reste une organisation autonome politiquement et en pratique. En avril 2024, nous nous sommes retirés du projet et en avons fait un bilan autocritique. Cependant, nous ne regrettons pas cet investissement à destination du peuple qui nous a permis d'y mener une agitation réellement politique (ni économique ni syndicale) et un important travail d'enquête. L'expérience pratique de *Drapeau rouge* et de RTC nous a apporté un recul que nous mettons à profit aujourd'hui.

Il existe de nombreuses méconceptions sur notre organisation — *Unité communiste* — et son contenu. Cette méconnaissance de notre groupe est en partie de notre faute : nous avons exposé nos idées au fil de nombreux articles et de multiples brochures depuis notre création, mais nulle part condensé de manière synthétique. Nous n'avons de même jamais répondu à certaines questions fondamentales — telles que notre orientation théorico-idéologique ou notre relation à l'ICOR — ce qui a laissé libre cours à certaines spéculations. Ici, nous cherchons à rattraper ce manquement.

I. NOS PRINCIPES FONDATEURS ET NOS LIGNES DE DÉMARCATIION

1. *UNITÉ COMMUNISTE SE REVENDIQUE — COMME SON NOM L'INDIQUE — DU COMMUNISME*

Qu'est-ce que le communisme ? La fin du mode de production capitaliste et son remplacement par le mode de production communiste. La société sans classe sociale — sans exploitation ni domination —, sans État, de l'organisation consciente de la production par la libre association des producteurs, où toutes et tous créent l'abondance qui satisfait les besoins de chacun.

Le communisme est déduit comme l'abolition du Capital, c'est-à-dire de l'exploitation du Travail qui est permise par la propriété privée (capitaliste) des moyens de production (usines, machines, terres agricoles, technologie, etc.). Cette exploitation prend principalement la forme du salariat et du profit.

Dans le mode de production communiste, les moyens de production sont possédés et gérés par la société dans son ensemble, c'est-à-dire socialisés, pour œuvrer au plein développement et à la pleine résolution des besoins humains de toutes et tous. La socialisation totale de la production résout l'opposition entre la nature sociale du travail et la nature privée du profit.² La loi de la concurrence, inhérente au libre marché, est révoquée. Avec elle, c'est la lutte permanente des monopoles pour la suprématie — la conquête et la reconquête sans fin des marchés —, qui s'achève. L'anarchie de la production capitaliste laisse donc la place au calcul rationnel de la planification économique centralisée. La rareté et la monnaie s'évanouissent et sont remplacées par le libre accès de toutes et tous à la production de toutes et tous. « La centralisation nationale des moyens de production deviendra la base naturelle d'une société formée par des associations

2. D'une part, la production engage des masses croissantes de travailleuses et de travailleurs (directement et indirectement), organisées selon une logistique de plus en plus complexe, donc toutes et tous entremêlés et interdépendants. D'autre part, une partie de cette production sociale est unilatéralement captée par une minorité de capitalistes, en concurrence entre eux pour augmenter leur proportion du profit total, ce qui divise en autant d'intérêts particuliers antagoniques la production générale de la société. Cette contradiction du système capitaliste, entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'accumulation, s'exprime aussi dans la relation entre capacité de production et capacité de consommation. Pour engranger du profit, il faut produire et consommer, l'un proportionnellement à l'autre. Mais pour augmenter le taux de profit, il faut augmenter le taux d'exploitation, c'est-à-dire augmenter la productivité et réduire les salaires (ce qui réduit la capacité de consommation). La capacité de production tend à croître (hausse des forces productives) et la capacité de consommation tend à décroître (baisse du prix de reproduction de la force de travail), il y a donc tendance à la crise de surproduction.

de producteurs libres et égaux, qui agiront en connaissance de cause selon un plan commun et rationnel», pour que la production soit «de chacun selon ses capacités» et sa répartition «à chacun selon ses besoins».

La logique maîtresse de la production pour l'échange marchand et l'accumulation infinie de valeur marchande est abolie. Elle est remplacée par celle de la plus grande émancipation individuelle et collective possible. La vie n'est plus l'enchaînement frénétique de la vente et de l'achat : se vendre aujourd'hui pour s'acheter un lendemain, et ainsi de suite. C'est «une forme de société supérieure dont le principe fondamental est le plein et libre développement de chaque individu» et l'«association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous». Le travail, comme vente d'une marchandise pour produire des marchandises, c'est-à-dire comme activité aliénante de création de valeur, disparaît. Il n'y a plus de contradiction entre l'œuvre personnelle et sociale, car elles ne sont plus que deux aspects d'une même réalisation humaine.

C'est la fin des contradictions sociales, c'est-à-dire les relations d'asservissement et de coercition (économique, mais aussi politique) qui font de la société un système instable, chaotique et violent : un monde sans guerre permanente de tous contre tous. Le gouvernement des personnes s'éteint pour laisser place à l'administration des choses. L'État, en tant que structure produite par et pour la domination d'une classe sur une autre, se dissipe.

Le règne de la nécessité laisse place à celui de la liberté, non plus seulement formelle, mais réelle : ne plus connaître la faim et le froid, avoir un foyer, être soigné, être éduqué, connaître la sécurité d'un avenir garanti, être maître de son corps et de son temps, pouvoir dédier sa vie à se réaliser dans les sciences et la culture, etc.

La rareté n'est dans l'économie capitaliste pas le symptôme d'un dysfonctionnement (une production insuffisante) : ç'en est une composante essentielle. Ce mode de répartition est intrinsèque à ce mode de production. La production marchande génère et nécessite la rareté, c'est pourquoi elle généralise la rareté autant qu'elle s'étend. L'addition est sans fin : il faut toujours que les besoins subsistent, pour toujours vendre plus et plus cher, car impossible d'accumuler si ceux-ci sont réellement satisfaits, donc finis. La recherche du profit maximal rend impossible une équivalence offre/demande pérenne. Il faut qu'il y ait cette disproportion persistante entre ce qui peut être acheté et ce qui doit être acheté (dans le temps), aussi pour que le prolétariat soit toujours contraint de vendre sa force de travail, c'est-à-dire de rester pleinement disponible sur le marché

du travail pour échapper au manque — survivre. Si abondance il y avait, les marchés (dont celui du travail) seraient désertés, ce qui serait le comble de l'impensable et de l'impossible pour une société marchande, où la finalité est l'accumulation — en l'occurrence le profit. Pourquoi vendre sa force de travail, ou acheter, si ses besoins sont déjà pleinement satisfaits et garantis ? Le Capital impose fatalement une rareté socialement déterminée : les besoins sociaux doivent rester supérieurs aux moyens de résolution des besoins sociaux, en se développant extensivement (de nouveaux besoins) ou intensivement (l'augmentation du prix des besoins).

En bref, car le Capital est le processus de production, circulation et accumulation (maximale et infinie) de la valeur marchande, le Capital se reproduit avec la logique de la rareté, et sa dynamique est celle de l'extension de la rareté.

Sous le communisme, le problème de la rareté n'est plus qu'une simple équation entre les besoins présents à satisfaire et la production future à prévoir : l'on passe de l'abondance en puissance à l'abondance en fait. La résolution des besoins et leur développement sont la seule mesure du calcul économique. Les modalités de leur satisfaction et de leur extension sont déterminées collectivement, par le concours du calcul écologique et industriel, et des syndicats de producteurs et de consommateurs. Cette concorde aujourd'hui impossible est rendue imaginable lorsqu'il n'existe plus la rivalité insurmontable pour le partage du fruit de l'exploitation. La loi de la valeur ne joue plus aucun rôle, ni comme dirigeante de la production ni comme régulatrice de sa répartition, elle n'existe plus : ne reste que la valeur d'usage des moyens de résolution des besoins — les utilités.

Le nœud gordien est coupé. L'humain n'est plus la ressource la plus consommable, mais le bien le plus précieux : d'un simple moyen, une fin en soit. La survie n'est plus un combat quotidien à gagner, car la production devient la libre participation à la prospérité commune. L'activité productive et la réalisation de soi ne se contredisent plus — l'aliénation —, mais se confondent dans une même œuvre. L'individu et le collectif ne sont plus enchaînés à un poste de travail, qui accapare jalousement l'existence en dévorant temps, énergie et santé.

Le communisme, aussi éloigné soit-il de ce que l'on connaît aujourd'hui, n'est pas une utopie imaginée et que l'on chercherait à appliquer au monde, c'est-à-dire en contraignant la réalité avec nos idées. C'est tout à l'opposé la conséquence nécessaire que nous avons conclue de notre étude de l'Histoire et de la société capitaliste, c'est-à-dire ce que nous comprenons comme le futur des tendances présentes de la société. Le communisme n'en est pas une option parmi d'autre, mais son devenir. Le capitalisme n'existe que depuis quelques

siècles et n'est qu'une courte phase transitoire, chaotique mais passagère. Sa terminaison dans le communisme est autant une continuité qu'une rupture : sa continuité de la socialisation, centralisation, internationalisation et industrialisation croissante de la production et de l'échange ; et sa rupture dans la crise de la propriété privée des moyens de production pour l'échange marchand et l'accumulation de valeur marchande.

C'est pourquoi nous disons le « déduire » de l'analyse de la réalité. L'on comprend le communisme en comprenant le capitalisme. Car l'état actuel des choses est celui de la subordination et de l'exploitation du prolétariat, le communisme se définit comme « l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat » et « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ».

La lutte des classes, avant d'être une prescription (une injonction politique), est une description (un constat factuel) : la lutte des classes existe. Ni le prolétariat ni les révolutionnaires ne l'inventent ou ne l'amènent. Leur seul crime est de la voir là où elle est, et d'en tirer des conclusions politiques appropriées, c'est-à-dire de la mener avec et pour leur classe. Là où les communistes voient la lutte des classes et veulent la terminer — par la victoire du prolétariat —, les réactionnaires, eux, nient son existence pour mieux la mener avec et pour leur classe, pour la perpétuer — avec leur domination dans celle-ci. Les gagnants d'un jeu inégal vont croire ou feindre qu'il n'y a pas de jeu, ou que ses règles sont justes, pour ne pas les changer — et continuer de gagner.

Aujourd'hui, la lutte des classes est polarisée entre le Travail et le Capital, incarnés dans le prolétariat et la bourgeoisie : le capitaliste vit par et pour son capital, il n'est plus que le Capital incarné, et le prolétaire n'est plus que la marchandise qu'il vend, le Travail incarné.³

3. Au sens strict, le prolétaire n'est pas une marchandise, mais un individu libre qui vend librement une marchandise : sa force de travail. Mais dans le capitalisme, le prolétaire n'a d'importance que par la marchandise qu'il vend, sa perpétuation n'est que celle de son rôle dans les rapports de production (la reproduction de sa force de travail). Il n'est considéré, politiquement et économiquement, que comme moyen dans le procès de production capitaliste, instrument pour la valorisation de la valeur marchande. Il finit donc, en conséquence, par n'être plus qu'un simple prolongement de la force de travail, une contingence au-delà de la seule nécessité de l'achat et de la reproduction de celle-ci. Pour cela, même s'il n'en est pas une *per se*, le prolétaire choit au rang de la marchandise.

Le communisme est conçu comme le dépassement du capitalisme et de ses catégories (bourgeoisie, prolétariat, etc.) par la crise de ses catégories (la révolution du prolétariat contre la bourgeoisie, etc.). Les classes ont dû apparaître, et elles doivent disparaître. Cette transition est rendue possible et nécessaire pour trois raisons :

1. le prolétariat ne possède aucun moyen d'exploitation, il est exploité et ne peut directement bénéficier d'aucune exploitation, son intérêt est donc l'abolition de l'exploitation ;
2. le prolétariat n'est pas dominé personnellement mais impersonnellement (par le Capital), il est déjà constitué d'individus libres vendant librement une marchandise (le « travail libre ») et ne peut donc pas demander une autre libération que celle du « travail » lui-même (de l'anarchie de la production, de la valeur marchande, de l'aliénation, du « règne de la nécessité », etc.) ;
3. le prolétariat est la classe montante du système capitaliste-impérialiste, par opposition à la petite bourgeoisie et à la paysannerie « agonisantes », il y a donc tendance mondiale à la prolétarianisation du travail.⁴

C'est sur ces deux derniers points qu'il se distingue notamment des précédentes classes serviles et prolétaires, par exemple les esclaves et les prolétaires de l'Antiquité.

Le prolétariat se trouve dans une situation d'oligopsonie : il doit vendre sa capacité à produire pour se reproduire, mais il y a beaucoup de vendeurs (de prolétaires) pour un petit nombre d'acheteurs (de bourgeois). Ainsi, les prolétaires sont tous placés en concurrence les uns avec les autres par le Capital, pression accentuée par l'existence de son armée de réserve (le chômage). Un prolétaire n'a *in fine* qu'un seul moyen de se distinguer de ses concurrents, baisser le prix de vente de sa force de travail, car il ne possède que celle-ci. Sous le capitalisme,

4. Les artisans et paysans, issus du mode de production féodal, et les petits bourgeois sont progressivement contraints de devenir des prolétaires. Les prolétaires sont une proportion importante et croissante des masses productives du monde. Malgré des stagnations ou reculs localisés, cette réalité tendancielle mondiale n'a jusqu'à aujourd'hui pas été contredite.

la vie du prolétaire n'est qu'une marchandise, et pour maximiser le profit, il faut que celle-ci soit la moins chère possible. Chaque prolétaire est dispensable, donc la force de travail du prolétariat reste la marchandise la plus abordable.⁵

La petite bourgeoisie se trouve dans une situation analogue d'oligopsonne au grand capital. Cependant, ce qui distingue fondamentalement sa situation de celle du prolétaire (même embourgeoisé), c'est qu'elle possède un petit capital qui ne la laisse pas totalement démunie sur le marché, c'est-à-dire totalement dépourvue face aux oligopsones. Elle n'a pas que sa force de travail à vendre, mais également avec elle son capital (aussi modeste soit-il) qui lui permet de se valoriser, de négocier face au grand capital lorsqu'elle doit vendre sa production — la situation d'oligopsonne n'est pas aussi absolue. Ainsi, la petite bourgeoisie, aussi précaire soit-elle, reste attachée à son capital et aux maigres privilèges qu'elle en retire, car elle redoute plus la prolétarianisation que l'approfondissement de sa soumission au grand capital. Le capital de la petite bourgeoisie lui donne un rapport de force non nul avec les oligopsones (par rapport au prolétariat, qui, en l'absence d'organisation syndicale, n'a rien à opposer au despotisme des capitalistes).

Ce qui détermine la classe, c'est la place dans les rapports de production. Ce qui nous intéresse est toujours « l'essence sociale » de ces rapports (tels qu'ils existent dans la base matérielle) et non pas tels qu'ils nous apparaissent juridiquement et idéologiquement (tels qu'ils existent dans la superstructure sociale). Ainsi, ce qui détermine la classe dans le mode de production capitaliste, c'est le rapport au Capital.⁶ « Rapport de production » n'est pas synonyme à « rapport aux moyens de production ». Pourquoi ? Car un rapport de production capitaliste n'est pas un rapport juridique de propriété (défini par la superstructure sociale), mais un rapport d'exploitation de la production de valeur marchande (défini par la base matérielle). L'élément clé pour définir une classe ou une autre est donc toujours la relation au surtravail et à la survaleur — l'exploitation et son profit —, car c'est ce qui permet de déceler la place dans les rapports de production

5. D'où la loi d'airain des salaires : la baisse tendancielle du prix de vente de la force de travail au minimum nécessaire pour assurer sa reproduction. Cette loi est causée par le rapport de force nécessairement au désavantage du prolétariat, dans son rapport au Capital — par définition.

6. Pour définir le prolétaire, le petit bourgeois et le bourgeois, c'est-à-dire tout le spectre entre le Travail dans sa forme pure (prolétariat) et le Capital dans sa forme pure (bourgeoisie), il faut regarder le rapport au Capital (la place dans le rapport de production). L'on peut identifier celui-ci aussi par le degré d'oligopsonne dans la relation au Capital, c'est-à-dire le degré de domination par celui-ci : ce n'est pas un critère de classe en soi, mais c'est un indicateur utile, car il est le ressort sous-tendant la domination et l'exploitation par le Capital.

au-delà des normes légales de possession. La propriété privée d'un moyen de production (le rapport aux moyens de production) n'est un critère d'appartenance de classe que parce que, et dans la mesure où, elle est concomitante avec la perception d'un profit extrait de l'exploitation (le rapport de production). Inversement, l'absence de propriété privée des moyens de production ne fait le prolétaire que parce qu'elle est concomitante avec l'exploitation (le surtravail).⁷

Le Capital n'est pas un objet, mais une relation sociale par l'intermédiaire d'un objet. Le facteur décisif n'est pas la propriété de l'objet intermédiaire, mais la relation en question. Ainsi, être bourgeois c'est « posséder un moyen de production » uniquement parce que cette possession rend possible l'exploitation du Travail. Pareillement, être prolétaire c'est « ne posséder que sa force de travail à vendre » uniquement parce que cette dépossession rend nécessaire l'exploitation par le Capital. Et être petit-bourgeois c'est « posséder un petit moyen de production » uniquement dans la mesure où cela implique l'extraction d'un profit qui permet d'échapper à l'exploitation, mais qui ne permet pas encore la reproduction élargie du capital (sa croissance). Ce qui importe, c'est toujours la relation (le Capital) derrière l'objet et son régime de propriété (les

7. Le salariat est la forme d'exploitation privilégiée par le Capital, il s'est généralisé avec l'apparition du prolétariat industriel, pour lequel il s'est appliqué en premier. Mais aujourd'hui, percevoir un salaire et produire un surtravail (être exploité) — donc être un prolétaire — ne signifie pas appartenir objectivement au Travail (à ce pôle de la contradiction Travail-Capital). Avec la croissance et la concentration du Capital, le travail salarié s'est étendu à des classes de prolétaires intermédiaires qui sont exploitées mais qui dans leurs rapports de production (la division de l'activité productive) sont alliées avec le Capital contre le Travail et bénéficient matériellement de cette alliance — il existe un salariat « petit-bourgeois ». Ces prolétaires sont ceux de l'encadrement de la production de surtravail (les managers, les cadres, etc.), ils incarnent la relation de domination de la machine sur l'ouvrier, du Capital sur le Travail. De l'autre côté du problème, un livreur en microentreprise est-il un petit bourgeois ou un prolétaire ? Même s'il est dépendant du grand capital pour vendre sa production (un compte validé), il possède bien son moyen de production (son téléphone et son véhicule). Cette question — entre autres — expose tout le problème de l'analyse formaliste de classe, par opposition à une analyse authentiquement matérialiste. La frontière entre le prolétariat (la classe exploitée) et la petite bourgeoisie, est brouillée par trois phénomènes : 1) l'existence d'un travail salarié « petit-bourgeois » (un prolétariat intermédiaire), 2) l'aristocratisation ouvrière (l'allègement de l'exploitation — « l'embourgeoisement » — des prolétaires), et 3) la tendance toujours présente à la prolétarianisation de la petite bourgeoisie (qui se fait pressante de nouveau, après un répit de quelques décennies dans les pays impérialistes). Pourtant, pouvoir tracer la limite entre ceux qui produisent du surtravail, et ceux qui en profitent est d'une importance stratégique et tactique première pour la lutte des classes.

moyens de production et la réglementation politique de leur usage). Ce qui fait le bourgeois, c'est la survaleur (dont le profit entre autres formes), et ce qui fait le prolétaire, c'est le surtravail (l'exploitation).⁸

La propriété privée est une institution sociale au service du Capital (d'où l'amalgame), mais ce n'est pas le Capital *per se*. Elle confère et impose l'exclusivité de l'usage d'un bien matériel ou immatériel, mais elle est *in fine* contingente à l'exploitation qu'elle consacre. C'est le titre de propriété d'un terrain ou d'une machine, le brevet d'une technologie ou le droit d'exploitation d'une création artistique, qui permettent de les faire fructifier. Mais le Capital n'est ni le titre de propriété, ni le brevet, ni le droit d'exploitation, mais l'extraction de surtravail qu'ils instituent et légitiment.⁹

Nous nous battons pour les intérêts supérieurs du prolétariat, le communisme, qu'est-ce que cela signifie ? Interroger les intérêts objectifs de chacun, c'est poser la question de l'échelle et de l'échéance. Doit-on se battre pour l'intérêt d'un prolétaire, des prolétaires d'une usine, du prolétariat d'un pays, ou du prolétariat (sans adjectif, c'est-à-dire comme classe internationale) ? Les moyens doivent-ils être ensuite calculés selon une fin immédiate, de court terme, de moyen terme ou de long terme ? Où se trouvent les « vrais » intérêts de la classe que nous défendons ? Il n'y a pas de rupture entre ces échelles et ces échéances, mais leur continuité n'est pas linéaire ou directe, car il y a autant concorde que discorde d'intérêt entre elles (individualisme, corporatisme, chauvinisme, immédia-

8. Voilà pourquoi le Capital ne disparaît pas « automatiquement », mais subsiste indemne, après l'abolition formelle de la propriété privée et la nationalisation des moyens de production. De plus, la bourgeoisie défend le Capital, mais le Capital crée sa bourgeoisie. Supprimer la classe capitaliste et la propriété privée des moyens de production, à un instant T, ce n'est pas supprimer le Capital, et si rien n'y contrevient, celui-ci restaurera tôt ou tard une bourgeoisie sous une forme ou une autre (par exemple, bureaucratique), puis celle-ci la propriété privée des moyens de production. Le Capital peut survivre même dans une situation d'exploitation et de reproduction non optimale : sa résilience n'est pas à sous-estimer. Il ne faut pas prendre le problème à l'envers en inversant l'ordre des déterminants. Il faut combattre la bourgeoisie pour combattre le Capital, car c'est son incarnation sociale et politique, et la propriété privée, car ce sont ses normes légales et idéologiques. Mais avoir vaincu la bourgeoisie et aboli la propriété privée, ce n'est pas avoir vaincu et aboli le Capital, en tant que phénomène émergent impersonnel, aux causes et aux logiques plus fondamentales, car matérielles : la rareté, la loi de la valeur et la production marchande.

9. Le diplôme est une institution dans la directe continuité de la propriété privée, en ce qu'elle régule l'accès au Capital, c'est-à-dire au statut de petit-bourgeois ou de bourgeois : elle œuvre de manière protéiforme à la reproduction sociale respective des prolétaires et capitalistes, en excluant les premiers de l'accès au Capital. Cependant, le diplôme n'est lui-même un capital qu'au sens vulgaire ou bourdieusien du terme — c'est-à-dire un objet ou un avantage possédé.

tisme, opportunisme, etc.). Nous ne nous battons pas pour certains intérêts du prolétariat, ou pour tous ceux-ci en même temps, mais bien d'abord pour ses intérêts supérieurs desquels procède notre stratégie immédiate.

Cependant, ce qu'il est important de rappeler, c'est que toutes ces contradictions, certes bien réelles, trouvent leur résolution dans l'échelle la plus générale et l'échéance la plus longue. Pourquoi? Car le plus grand intérêt de tous est dans le communisme, il outrepassa tous les intérêts d'échelle et d'échéance moindre. C'est en cela que la révolution communiste mondiale est une finalité unificatrice — la cause de l'humanité toute entière.¹⁰

Avoir un intérêt est une chose, le savoir en est une autre (la conscience subjective correspondante à ses intérêts objectifs). La lutte politique consiste aussi à accompagner cette conscience par un travail de propagande minutieux. Plus l'on généralise ses objectifs et se projette loin dans le temps, plus l'on fait correspondre notre lutte avec nos intérêts (qui trouvent leur aboutissement dans le communisme).

10. Le communisme est l'intérêt le plus haut, le plus profond, de l'humanité entière. Mais cela ne signifie pas que toutes et tous vont s'accorder sur son advenue, précisément car cet intérêt rentre en contradiction avec tous ceux d'échéances et d'échelles moindres. Seul le prolétariat observe une concordance suffisante entre ses intérêts immédiats et particuliers, et le communisme, pour qu'il y lutte effectivement jusqu'à terme (la révolution communiste mondiale) — contrairement aux autres classes. Par exemple, la bourgeoisie internationale observe un intérêt général immédiat à s'unir contre le risque de révolution communiste mondiale, mais elle en est incapable, pourquoi? En raison de la discordance persistante entre ses intérêts particuliers (par exemple, nationaux) et ses intérêts généraux immédiats. À cause des contradictions intercapitalistes et interimpérialistes, la bourgeoisie internationale doit d'abord être mise au pied du mur — au sens propre et figuré — pour que ses intérêts immédiats concordent suffisamment à ses différents niveaux d'intérêts (corporatiste, national, international, etc.) pour achever l'unité dans la contre-révolution mondiale. L'intérêt de classe n'est pas le seul intérêt, et la conscience de classe n'est pas la seule conscience. C'est une rationalité entre autres rationalités, mais c'est le facteur déterminant, la tendance lourde qui se retrouve toujours au chef et au pied des choix individuels et des mouvements collectifs. Idéologiquement, la conscience de classe est la compréhension de cet intérêt profond et supérieur (qui conditionne et détermine tous les autres), et ainsi le dépassement des fausses consciences qui mystifient et obscurcissent le rapport de soi au monde (la morale, la nation, la foi, etc.). Elle est vraie-conscience, non pas car la classe serait la seule catégorie réelle, mais car c'est la seule catégorie qui offre une compréhension effective de l'Histoire dont on fait partie. Par exemple, la nation ou le genre ne sont pas moins « vrais » que la classe, mais l'Histoire de l'humanité est celle de la lutte des classes, pas celle de la lutte des nations ou des genres, etc. Par la même, la contradiction de classe n'est pas la seule contradiction sociale à exister et à faire l'Histoire, mais c'est sa contradiction fondamentale (basique), c'est-à-dire qui la conditionne et la dirige prise comme totalité dans le temps.

La souveraine médiocrité du capitalisme n'épargne personne, y compris les capitalistes, car tous les acteurs sont soumis aux mêmes « règles du jeu » : même ceux qui y gagnent ne sont libres que dans cette mesure, et seulement de lutter pour reproduire leur domination. La tyrannie du Capital n'est pas tant personnelle (celle de ses représentants incarnés) qu'impersonnelle (celle de sa forme). Son mode de relation, c'est-à-dire sa dynamique — l'accumulation — et sa logique — la valeur marchande —, se métastasent partout dans le monde, et profanent tous les aspects de la vie en s'y appliquant, des plus intimes aux plus sacrés. Insatiable en extension et en intensité, le Capital est totalitaire. Le patron en profite (par définition), mais il n'en est pas moins l'esclave que l'ouvrier.

Nous autres, habitantes et habitants des pays impérialistes, vivons le « *capitalist dream* ». Une vie relativement épargnée de la faim, du froid et de la maladie. Le « relativement » n'est pas superflu, car malgré toute la magnanimité de nos pays impérialistes, aucune marchandise ne saurait être offerte, laissée en abondance. Notre privilège, c'est le léger relâchement de l'étau de la rareté qui enserme toute la société capitaliste, étouffée par la loi universelle et illimitée de la valorisation (maximale) de la valeur pour son accumulation (infinie). Mais, il ne faut pas oublier que notre statut n'a en rien changé : certes, il n'existe plus de livret ouvrier, certes des libertés démocratiques et sociales ont été accordées, mais notre vie de prolétaire ne reste qu'une marchandise glorifiée. La division internationale de la production et de la consommation nous a laissé le beau rôle : un allègement de la rareté ici par son extension partout ailleurs — nous achetons ce que le reste du monde doit produire pour acheter sa survie quotidienne. Cependant, du début à la fin, nous ne restons qu'un engrenage dans cette machine qui nous est indifférente : nous-mêmes moyens de production de marchandises — la valorisation de la valeur — et moyens de consommation de marchandises — la circulation de la valeur.

Certains ont acquis la conviction, ou l'habitude de croire, qu'ils seraient en leur qualité humaine, le centre ou la finalité du monde auquel ils participent — le capitalisme : si cette crédulité n'a pas déjà été balayée, ce n'est qu'une question de décennies avant qu'elle ne le soit.

Les statistiques de la consommation d'antidépresseurs et de drogues (légal et illégal), y compris et surtout dans les pays impérialistes, sont un argument marxiste en soi. Se sentir étranger à sa vie est la plus normale des réactions lorsque sa vie est passée à des activités qui nous sont étrangères. Quoi de plus normal que de rechercher alors un dérivatif ? « L'opium du peuple » peut prendre de nombreuses formes. L'aliénation n'est pas un problème contextuel, c'est une conséquence inévitable de la vie comme vendeur de marchandise vivant à travers

d'autres marchandises. La course contre la rareté qui nous oppose au Capital, pour le contrôle de notre temps et de notre énergie, n'est pas une transition temporaire du progrès humain vers une utopie bourgeoise, c'est à l'opposé un état de fait inéluctable dans ce mode de production.¹¹

Voilà ce qu'a de plus beau à nous offrir le système capitaliste : le privilège d'être un vendeur de marchandises relativement chère sur le marché mondial du travail, bénéficiant du bas coût des marchandises du reste du monde (le travail des pays exploités). Une rareté moins dure, des crises moins violentes, des promesses de confort moins inatteignables, etc. Voilà notre grande récompense historique pour avoir accepté la paix sociale, vendue par notre bourgeoisie impérialiste, jusqu'à aujourd'hui. Et pourtant, est-ce le bonheur et l'accomplissement personnel qui dominent nos vies ? Aucunement : c'est le stress de trouver et garder un revenu et un logement, et l'assourdissante sensation de vide qui dominent tous leurs aspects. Nous ne sommes libres de nos choix, de notre circulation et de notre temps, qu'autant que nous le permettent le diktat du travail et de sa reproduction. Voilà le « *capitalist dream* », et en disant cela, considérons qu'il n'est octroyé qu'à une très petite minorité de l'humanité — celle née dans les bons pays.

Le capitalisme nous offre ce qu'il a de plus radieux, de plus profond et de plus abouti. Nous vivons la fin de l'ère dorée où le pillage planétaire nous donne le droit à une médiocrité supportable. Et nous observons lentement mais sûrement, impuissants, notre retour dans l'invivable.

Le capitalisme est une absurdité généralisée, mais moins dans son fonctionnement que pour sa fonction. C'est un système relativement efficace, avec sa propre cohérence, mais il est dévolu à et régi par des catégories obsolètes, qui le condamnent. La loi de la valeur est la loi de la rareté, car elle a historiquement émergé comme régulation de la rareté (dans la production et l'accès

11. Cette course, c'est la lutte pour limiter l'exploitation en augmentant le prix de vente de la force de travail, pour augmenter le prix de sa reproduction (le temps et la consommation disponibles après le travail). Or, cette course est « un travail de Sisyphe » à recommencer sans cesse, car il n'a pas et ne peut pas avoir de fin dans un mode de production où la force de travail est une marchandise.

à la production), mais de solution elle est devenue le problème. La production marchande (c'est-à-dire pour la valeur) est la mère de toutes les aberrations qui font la norme de la vie à notre époque.¹²

Le communisme met une fin à cette ère arriérée de la Civilisation. Ce n'est pas un simple réaménagement des dominations et des modes d'exploitation, comme l'a été l'évolution des sociétés pendant ces derniers millénaires jusqu'alors, mais plutôt la fin de la domination et de l'exploitation en général. C'est le programme politique maximum du prolétariat, mais c'est aussi le minimum qu'il puisse avoir raison de demander dans sa rébellion. L'« irréalisme » et le « nihilisme » dont nous accusent les capitalistes ne sont pas les nôtres. Les bourgeois n'existent que comme catégories et relations capitalistes personnifiées, nier ces dernières revient donc pour eux à les nier eux-mêmes. Le « réalisme capitaliste » n'est qu'un nouveau « droit divin », « harmonie céleste », ou « ordre naturel », c'est-à-dire une autre « vérité suprême » de la classe dominante (son idéologie historiquement située et déterminée). Cette vision du monde n'est pas la nôtre car leur « monde » n'est pas le nôtre. Notre « réalisme », c'est leur « apocalypse », car notre classe doit dévorer la leur.

En tant que tel, par ce qu'il permet, le communisme est un avènement au caractère prométhéen : l'humanité se libère de sa faiblesse et de ses chaînes, pour brandir le feu transformateur de la technique et de la raison. Cette dimension eschatologique (relative à la fin du monde et au salut) n'a rien de millénariste (de type religieux). Ce n'est que la fin d'une époque : la rupture avec les sociétés de classes, mais la continuité de l'histoire du développement humain.

Homo sapiens existe depuis environ 300 000 ans, là où l'agriculture et l'élevage n'existent de manière attestée que depuis environ 12 000 ans. C'est avec l'émergence de la rareté consécutive de l'augmentation de la pression anthropique sur l'environnement, d'une part, puis de forces productives générant un surplus (la généralisation de l'agriculture et de l'élevage), d'autre part, que sont apparus la propriété privée et les rapports de production d'exploitation. D'abord, de l'Homme sur la Femme, puis d'une classe sur une autre. La production exploitée pour l'accumulation n'a donc existé que pendant environ 4 %

12. La valeur étant une abstraction socialement déterminée (« le travail abstrait » incorporé dans les marchandises, c'est-à-dire un « algorithme social » qui s'y applique), la vie d'un prolétaire sous le capitalisme n'est donc ni plus ni moins que l'activité productive exploitée et sa reproduction, pour l'accumulation infinie d'une abstraction (comme fin en soi), par d'autres que lui (ceux qui l'exploitent et le dominant).

de l'histoire humaine. Les sociétés gouvernées par le principe de rareté et ses corollaires, l'exploitation et l'accumulation, ne sont donc que des phénomènes très récents pour notre espèce.

L'apparition de la marchandise, puis sa généralisation sous le capitalisme, ont été une transformation radicale. Son abolition ne le sera pas moins, mais elle ne sera que la fin de cette relativement courte transition des civilisations, du communisme primitif vers le communisme. De l'abondance, vers la rareté, et de la rareté vers l'abondance à nouveau.

2. UNITÉ COMMUNISTE AFFIRME COMME NÉCESSITÉ À L'INSTAURATION DU COMMUNISME LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Si ce n'est la question du pouvoir, tout est illusion. Lorsque l'on ose la poser, l'on sait alors qu'il est impossible d'abolir la dictature bourgeoise dans le régime bourgeois, car celui-ci a été conçu par et pour celle-ci, par et pour la bourgeoisie. Il ne nous reste qu'une conclusion à accepter : la révolution, c'est-à-dire le renversement par la force d'une classe par une autre.

Cette lutte révolutionnaire ne peut, par nature, être que violente. Pour être victorieuse, elle devra être menée par une organisation politique d'un type supérieur — le Parti communiste —, centre de direction idéologique, politique et militaire. La révolution dont nous parlons est en substance une guerre civile de classe, dans la continuité de la lutte des classes qui est une réalité préexistante *de facto*, qu'il s'agit ainsi d'abolir.

La révolution ne se décide pas, elle n'est ni élue ni décrétée, elle s'impose à toutes et tous avec l'intensification de la crise du capitalisme et de l'impérialisme. Cette crise est tant économique que politique. Elle sera mûre lorsque la bourgeoisie ne pourra plus soumettre le prolétariat et lorsque les pays dominants ne pourront plus soumettre les pays dominés, ni par la violence ni en achetant leur consentement. Et réciproquement, lorsque le prolétariat et les pays dominés ne pourront plus tolérer leur domination. La crise atteint un point de rupture lorsque la reproduction de l'ancien ordre des choses devient impossible tant par les dominants que par les dominés. Alors, le changement radical — de classe — des choses devient avec évidence la seule issue possible. Pour qu'il y ait une situation révolutionnaire, il faut en résumé une condition à la fois objective (la réalité matérielle d'existence) et subjective (la conscience et l'organisation) favorable au « choix » de la rupture avec l'ordre établi. Cependant, notre devoir n'est pas d'attendre passivement cette situation, mais plutôt de travailler dès maintenant à la défaite du capitalisme et de l'impérialisme. Nous n'attendons pas la crise décisive (le « Grand Soir »), mais nous nous préparons aux opportunités que représentent les convulsions du capitalisme-impérialisme enfant et pourrissant.

La réussite de l'offensive révolutionnaire est *in fine* une question de force, sa victoire est notre seule responsabilité. Si nous sommes sérieux quand nous nous prétendons révolutionnaires, alors il faut poser la question comme un problème militaire. Cet aspect n'est pas unilatéral, mais il n'en est pas moins décisif. Dire «révolution!», c'est dire «vaincre les forces armées de la classe dominante avec les forces armées des classes dominées». Nous ne pouvons pour cela nous reposer sur aucun miracle, mais seulement sur nos propres forces et notre propre endurance : c'est à nous seuls de mettre en adéquation nos moyens avec nos fins. L'Histoire ne réserve que le malheur aux vaincus. Évidemment, la puissance de notre État impérialiste contemporain paraît invincible, mais ce n'est qu'un colosse aux pieds d'argile qui se fissurent déjà, ébranlé par la crise : cette forteresse imposante est édifiée sur des sables mouvants, ils l'éroderont et l'avalent inéluctablement.¹³

C'est en son nom propre que le prolétariat doit gagner, mais pour assurer sa victoire, il doit rallier à lui autant d'alliés que possible dans son combat contre la classe capitaliste. C'est en cela que le prolétariat et son Parti doivent être le fer de lance derrière lequel doit être unie une alliance populaire révolutionnaire : un front unique des classes exploitées et dominées qui ont un rôle progressiste à jouer contre le capitalisme. À l'époque de l'impérialisme et du capitalisme monopoliste, la classe capitaliste peut se faire plus violente et plus despotique contre toutes les autres classes de la société. Dans celle-ci, seul le prolétariat a l'opportunité historique de dépasser le capitalisme, mais il n'est en revanche pas le seul à y avoir (objectivement) et à y voir (subjectivement) un intérêt.¹⁴

13. L'augmentation des moyens et de leur complexité technique est toujours aussi une augmentation de la dépendance à ces moyens, ce qui se traduit donc par l'accroissement proportionnel de la dépendance énergétique, commerciale, en personnel compétent, aux réseaux de communications, aux voies de circulations, etc. La complexité de l'État bourgeois impérialiste contemporain est autant sa plus grande force que sa plus grande faiblesse : malgré la puissance et la résilience exceptionnelle qu'elle lui octroie, elle ne le rend pas plus hermétique à la crise générale du système capitaliste-impérialiste, mais au contraire plus perméable à celle-ci.

14. Attention : le populaire et le prolétarien sont intimement liés, mais ce ne sont pas des termes interchangeables ! Le prolétariat fait partie des masses populaires — le peuple. En France, les masses populaires (ou classes travailleuses) sont composées par le prolétariat et la petite bourgeoisie. Le prolétariat est une classe exploitée et dominée (par le Capital, au profit de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie), là où la petite bourgeoisie n'est pas exploitée mais est dominée. Le prolétariat contient le prolétariat industriel mais ne s'y réduit pas : il existe un prolétariat du secteur primaire (l'exploitation des ressources naturelles), secondaire (l'industrie) et tertiaire (les services). La petite bourgeoisie rassemble elle aussi des conditions disparates : travailleuses et travailleurs indépendants (artisans, boutiquiers, médecins, avocats, etc.), patrons de petites entreprises (travaillant avec leurs salariés ou n'en ayant pas), agriculteurs exploitants, etc. Certaines professions sont plus hétérogènes

Avec la croissance du capital, celui-ci se concentre autant qu'il se « décompose » plus intensément. Le capitalisme observe une double tendance à la monopolisation et à la reconfiguration permanente des marchés. D'abord, les entreprises les moins performantes sont défaites et absorbées par les plus performantes, jusqu'à ce que la compétition ne laisse plus qu'un petit nombre de vendeurs en concurrence sur un marché (l'oligopole). Puis, ces corporations oligopolistes fusionnent ou forment des alliances de corporations suffisamment puissantes pour assurer leur hégémonie sur un ou plusieurs marchés donnés, ce qui crée des corporations ou des alliances de corporations monopolistes, c'est-à-dire capables de se soustraire aux mécanismes régulateurs de la concurrence dans la poursuite du profit (les court-circuiter). En revanche, aucune corporation en lutte n'est capable de supprimer durablement la concurrence entre monopoles, car il est impossible de sécuriser une alliance suffisamment stable dans la durée, d'unilatéralement supprimer les monopoles adverses, et d'empêcher totalement que de nouveaux challengers n'apparaissent (d'autres monopoles se lançant sur un nouveau marché, ou de nouvelles corporations ambitieuses). La tendance à la monopolisation continue, mais la concentration du capital atteint un plafond au-delà duquel les monopoles ne peuvent plus croître stablement. En conséquence, alors même que chaque corporation et cartel monopoliste recherche la suprématie, les marchés nationaux et internationaux sont déchirés par d'incessantes conquêtes et reconquêtes — qui se traduisent en nouvelles crises. Du fait de ces deux tendances contraires, aucune restriction légale ne peut durablement prévenir la création de monopoles, et la guerre des monopoles entre eux est inévitablement permanente tant que ceux-ci existent. De plus, en politique, les monopoles condensent tous ce que la bourgeoisie a de réactionnaire, et ceux-ci dominent inévitablement l'État bourgeois : c'est le capitalisme monopoliste d'État.

La monopolisation et le capitalisme monopoliste d'État ont pour conséquence une contre-tendance à la stagnation et à la décomposition des forces productives, qui contrevient à la tendance à la hausse des forces productives (pour la hausse du profit).¹⁵

que d'autres, et présentent diverses conditions de classe, comme par exemple le cas des professions intellectuelles (dont les professeurs), qui recourent des rapports de production prolétaire et petit-bourgeois.

15. Aujourd'hui, monopoles, impérialisme, et capitalisme monopoliste d'État sont une trinité inséparable. Ils correspondent à l'actuel stade de maturité du capitalisme (sa phase impérialiste « suprême »), où une masse critique d'accumulation est atteinte, qui crée ces nouveaux effets émergents. À partir de là, la croissance des moyens de production est plus chaotique et les crises plus générales et plus destructrices : c'est le « pourrissement » du capitalisme au stade impérialiste.

Le pouvoir des monopoles capitalistes — au fur et à mesure de la crise du capitalisme et de l'offensive néolibérale — jette et continuera de jeter une proportion croissante des masses populaires dans les bras du prolétariat : c'est la paupérisation et la prolétarianisation croissante des masses populaires. Lutter contre le despotisme des monopoles est leur intérêt commun. Celui-ci doit être révélé et exploité par le prolétariat, pour qu'il mène dans son propre intérêt et selon sa propre direction une lutte populaire révolutionnaire contre le capitalisme, jusqu'au communisme.

L'alliance populaire dont nous parlons sera constituée par le prolétariat et les strates les plus paupérisées et précarisées de la petite bourgeoisie. Le centre dirigeant de cette alliance (son cœur et son cerveau) sera les fractions les plus appauvries, les plus conscientes et les plus organisées du prolétariat : celles et ceux qui — pour caricaturer — « n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes » (la condition objective), et qui le sachant, veulent s'élancer à la conquête d'un monde à gagner (la condition subjective).¹⁶

La guerre civile de classe sera menée par le prolétariat allié avec le peuple.¹⁷ Dans un pays impérialiste comme la France, nous ne pouvons pas statuer de la forme stratégique exacte que prendra cette guerre révolutionnaire. Cependant, au-delà des circonstances irrémédiablement imprévues et des développements nécessairement particuliers, l'expérience historique nous permet de déduire certains principes généraux que nous pensons universels.

Premièrement, la supériorité de la guerre mobile, des stratégies de conflit asymétrique, et des tactiques de guérilla. Il faut attendre de l'État bourgeois une résistance formidable, acharnée jusqu'aux dernières extrémités. La puissance

16. Pour que cette stratégie soit gagnante pour les communistes, il faut tant que la direction soit assurée sans partage par le prolétariat et son Parti (non pas être une compromission collaborationniste de classe), et que celle-ci vise au renversement des institutions bourgeoises (non pas à leur participation).

17. Dans les premières éditions de ce document, nous écrivions « La guerre civile de classe sera menée par le prolétariat allié avec le peuple, elle sera donc une guerre populaire. ». Nous avons pris la décision de retirer cette mention, car elle était la source de beaucoup de confusions. « Guerre populaire » est souvent utilisé indistinctement de « guerre populaire prolongée » (une stratégie révolutionnaire créée par Mao pour les pays semi-coloniaux semi-féodaux). Cet usage n'était pas le nôtre. Nous avons initialement choisi le terme « guerre populaire », premièrement, pour décrire la forme de classe de la révolution, c'est-à-dire l'alliance du prolétariat avec le peuple, et deuxièmement, pour insister sur sa nature militaire et de masse, et ainsi distinguer notre conception de certaines interprétations occultant ces caractères selon nous essentiels.

d'un État impérialiste contemporain n'est pas plus illimitée que celle de n'importe quel autre État de l'Histoire, mais par rapport à ces derniers, ses moyens sont disproportionnellement développés — tant en force qu'en intelligence. Lorsque l'offensive révolutionnaire sera à l'ordre du jour, il sera diminué, mais loin d'être neutralisé. Pour imaginer gagner, il faut donc comprendre que l'État bourgeois ne va pas s'effondrer de lui-même, ni après quelques coups, mais seulement lorsqu'il aura été intégralement disloqué. Il faut comprendre alors aussi que cette entreprise de longue haleine n'est que la nôtre. Car les réactionnaires seront beaucoup plus forts que les révolutionnaires pendant la majeure partie du conflit, une conclusion apparaît clairement : l'importance des principes de mobilité et d'asymétrie. L'engagement ouvert et frontal avec un ennemi supérieur en nombre, en équipement, en formation, et disposant d'un espace de manœuvre encore large et d'une logistique efficace, n'est qu'offrir une victoire facile à celui-ci. Se retrancher est tout autant suicidaire. Il faut être fort là où les réactionnaires sont faibles, et faire jouer cet avantage absolu en appliquant certaines lois fondamentales : ne choisir d'engager que quand et où l'on est certain de gagner, et n'engager que pour l'annihilation totale. Il faut détruire l'ennemi unité par unité, divisé en autant de parties et isolé sur autant de terrains sur lesquels l'on dispose d'un ascendant écrasant, garantissant une réussite assurée. L'importance de la guérilla est, autant que possible, de frapper sans être frappé en retour : imposer des pertes maximales en subissant des pertes minimales. Elle supprime les lignes de front et transforme tout le territoire en zone de combat, où l'armée régulière se dilue en vain. L'enjeu est de provoquer la paralysie et la décomposition des forces réactionnaires : couper les chaînes de ravitaillement, désorganiser la logistique, saper le moral, etc. Exsangue et désarticulé, à l'issue de ce long processus, il est alors seulement possible et pertinent de décapiter l'État bourgeois.

Deuxièmement, l'engagement de l'ensemble des masses populaires dans le conflit de classe. La révolution et son issue ne sont pas l'affaire que d'une élite militante, mais bien *in fine* celle des classes exploitées et dominées dans leur ensemble, dont une proportion relativement importante est amenée à jouer un rôle actif dans celle-ci. L'implication générale des masses populaires dans le conflit est non seulement inévitable, mais surtout un *sine qua non* pour défaire l'État bourgeois. La guérilla trouve aussi une importance spéciale avec le contenu populaire de la révolution : ne faire qu'un avec le peuple, c'est-à-dire de ne pas exister comme un corps militaire détaché de lui, mais s'y épanouissant. L'État bourgeois se trouve ainsi assiégé par sa propre population, aveuglé et entravé sur ses espaces d'opérations. Les révolutionnaires, à l'inverse, sont d'autant plus libres de leur mouvement et constamment alimentés en denrées et recrues. Les rapports s'inversent : l'État bourgeois a de moins en moins de visibilité sur le

terrain et les événements, ce qui réduit d'autant sa capacité de manœuvre, et donc sa capacité de projection. Il y a dissipation de la distinction entre combattant et non-combattant, ce qui est arithmétiquement à l'avantage des révolutionnaires, là où les réactionnaires se voient contraints de distendre leurs opérations et de s'épuiser dans l'hypervigilance. L'État bourgeois est acculé, s'enfonçant dans la paranoïa antipopulaire, et avec elle dans les méthodes de répression terroriste, il s'aliène complètement et définitivement le peuple. Antagonisé, ce dernier est alors *de facto* jeté dans les bras de la révolution.

Troisièmement, la conquête du territoire et du double pouvoir populaire sur celui-ci. La guerre révolutionnaire est un processus d'appropriation de l'espace pour l'exercice du pouvoir. Celui-ci ne peut pas être substitué, ni par la conquête de l'État bourgeois (un coup d'État) ni par celle de centres de commandement et de communication stratégique (capitale, lieux symboliques, administrations clé, etc.). L'État bourgeois, et ses prérogatives en tant que détenteur du pouvoir politique, doivent être combattus et remplacés là où s'exerce la réalité matérielle de son existence dans la société (exclusivité fiscale, de la justice, de la violence légitime, de l'administration nationale, etc.). D'abord, par l'implémentation du double pouvoir populaire (la coexistence de l'ancien État réactionnaire et du nouvel État révolutionnaire), puis par l'affirmation exclusive du nouveau pouvoir populaire (lorsque l'État bourgeois n'est plus). La guerre révolutionnaire ne se fait pas principalement aux « cimes » mais aux « racines » de l'État bourgeois. C'est celle pour l'occupation et le contrôle du territoire, croissante extensivement, par l'avancée de l'armée révolutionnaire et le recul de l'État bourgeois, et intensivement, par la progression du pouvoir populaire d'abord à la marge puis à la place de l'État bourgeois.

Quatrièmement, le ralliement de tous les amis de la révolution dans un front uni, à la direction d'une armée révolutionnaire unie. L'union des révolutionnaires, et de tous les progressistes pouvant agir positivement dans la révolution, est autant une nécessité dans la lutte contre l'État bourgeois que la crise de ce dernier. Or, car il est impossible que tous se rassemblent spontanément dans un même parti, il faut transformer une communauté d'intérêt commun en un véritable front uni, selon le principe de « marcher séparément, frapper ensemble » (« *getrennt marschieren, vereint schlagen* »). Le rôle d'un front uni est de répondre au problème de l'unité : pour vaincre, il faut être unis, mais chacun veut vaincre pour ses propres raisons, d'où la désunion. Impossible ni de persévérer dans la désunion, car alors impossible (ou improbable) de vaincre, ni de faire une unité de moyens en sacrifiant les fins de chacun, car alors les moyens ne présentent plus d'intérêt. Le front uni propose de résoudre cette contradiction par le haut, en laissant une autonomie dans les fins, mais en permettant une unité dans

les moyens. Cette stratégie présente une double importance, d'une part, en évitant toute compromission qui liquiderait les intérêts supérieurs de la révolution communiste (s'aliéner sa fin), et d'autre part, en évitant l'enfermement dans le sectarisme qui la condamnerait (s'aliéner ses moyens). Dans le front uni, le centre de direction politico-idéologique est un objet de lutte en soi, et si la centralité du Parti communiste est nécessaire aux intérêts supérieurs de la révolution, elle ne peut pas être un préalable : la formation du front uni ne se subordonne pas à la centralité du Parti, car le front uni se justifie en lui-même en premier lieu. De la même manière qu'il faut diviser et isoler l'État bourgeois en autant d'unités que possible et nécessaire, pour le vaincre, il ne faut apparaître face à lui ni divisé ni isolé, pour nous éviter une débâcle prévisible. Le front uni n'est pas moins important que l'armée révolutionnaire, car c'est lui qui peut rassembler tous les efforts vers une force opérationnelle unique, et donc, empêcher « les guerres civiles dans la guerre civile », qui ne serait à l'avantage que des réactionnaires. L'on ne peut ni se satisfaire d'une simple communauté d'intérêt, inerte et prompte à s'effondrer, ni parier sur une victoire en solitaire, inutilement coûteuse et risquée. Si tous espèrent gagner aux dépens de tous les autres, personne ne gagne, sinon l'État bourgeois aux dépens de tous.

Cinquièmement, la confiance dans ses propres forces et dans sa propre endurance pour vaincre l'ennemi. Le seul facteur décisif sur lequel compter, c'est nous-mêmes, c'est-à-dire notre propre capacité à construire un front uni révolutionnaire, à constituer une armée de partisans, à renverser l'État bourgeois, et à défendre nos positions contre les agressions contre-révolutionnaires de l'extérieur. Ces tâches nous reviennent entièrement, de leur amorce à leur achèvement. L'on ne peut faire reposer notre stratégie ni sur la défection dans les rangs de l'armée régulière, ni sur la chute rapide et aisée de l'État bourgeois, ni sur le secours d'une autre victoire que la nôtre. Comme dit précédemment, si les réactionnaires ne sont pas invincibles, ni leur résilience ni leur persévérance ne peuvent être sous-estimées. Attendre la victoire d'un facteur exogène, c'est s'en remettre à la providence. D'heureux concours de circonstances sont toujours possibles, mais l'inverse aussi, d'où la primauté du principe d'autonomie stratégique : à nos propres fins, nos propres moyens ! C'est aussi à sa lumière qu'apparaît nettement la nécessité du principe de front uni : ne se priver d'aucun appui et ne laisser aucun risque au hasard, pour mettre toutes les chances du côté des révolutionnaires dans cette lutte tumultueuse et cruelle. En bref, s'attendre au meilleur, mais se préparer au pire.

Ces cinq lois générales sont selon nous d'une importance capitale dans le cours de la guerre civile de classe, pour son triomphe. Néanmoins, les maîtres mots de la stratégie et de la tactique révolutionnaire restent toujours l'adaptation et l'innovation — solutions concrètes à problèmes concrets.

Après la première victoire de la révolution contre l'État bourgeois, le communisme ne peut cependant pas être déclaré. Il doit, entre capitalisme et communisme, y avoir inévitablement une période de transition : la dictature du prolétariat.

Car le prolétariat sera porté au pouvoir à la tête d'une alliance de classes populaires, celle-ci survivra par inertie dans les débuts de la dictature du prolétariat. La révolution communiste dont nous parlons ne prendra pas une forme « pure », c'est-à-dire exclusivement prolétarienne (il n'y en a jamais eu), mais une forme démocratique populaire plus ou moins immature, car plus ou moins interclassiste (ce qui est de l'ordre de la nécessité historique). Ce constat quant à la forme de la révolution communiste, inévitablement « impure », car inévitablement le produit de la vieille société de classe, laisse cependant indemne le fond de celle-ci : prolétarien. Cela signifie que ce mouvement sera d'abord celui du prolétariat et servira d'abord les intérêts du prolétariat, et ce directement, malgré les autres éléments de classe qui se joindront à lui alors.

Le régime, qui doit être instauré à l'issue de la victoire militaire de classe initiale, doit donc prendre une forme qualifiable de démocratie populaire — la démocratie du peuple révolutionnaire sans les ennemis du peuple. Nous définissons comme faisant partie du peuple toutes les travailleuses et tous les travailleurs — les masses populaires —, capables de jouer un rôle progressiste dans le renversement de la classe capitaliste. Cependant, dans la révolution communiste, ce régime (démocratique populaire) sera-t-il donc la dictature démocratique du peuple ? Non. Cette dictature sera déjà bien celle du prolétariat, non seulement car il sera toujours à la direction de l'alliance de classe populaire, mais surtout car elle servira non pas les intérêts populaires mais ceux du prolétariat, et que les tâches réalisées ne seront pas démocratiques mais communistes. Il faut distinguer la nature de classe du régime révolutionnaire de l'organisation de ses rapports de classe, c'est-à-dire son fond (bourgeois ou prolétarien), d'une part, de sa forme (démocratique populaire ou démocratique prolétarienne), d'autre part. C'est bien son fond qui détermine la nature de

ses tâches révolutionnaires (démocratiques ou communistes). La forme doit à terme correspondre au fond, mais ils ne sont ni identiques (au sens vulgaire) ni leur correspondance automatique.¹⁸

La guerre révolutionnaire n'est ni plus ni moins que la continuité de l'alliance populaire, et la démocratie populaire n'est à son tour que le résultat direct de l'alliance populaire dans la guerre révolutionnaire.

Mais cette démocratie, pour qu'elle puisse donner naissance au communisme, devra acquérir un caractère intégralement prolétarien, car c'est la seule classe qui par son rapport de production est capable d'abolir le Capital pour créer le mode de production communiste. Là où l'ensemble des masses populaires sont en lutte pour libérer leur travail des intérêts grands capitalistes, seul le prolétariat est en lutte pour se libérer du travail en tant qu'activité capitaliste en général — la vente de la « force de travail » comme marchandise pour la production de valeur marchande. Tant que la démocratie ne sera pas exclusivement celle du prolétariat, la dictature du prolétariat ne pourra pas librement et radicalement prendre d'assaut la structure capitaliste. Or, car il n'est pas possible que la révolution donne naissance dès le premier jour à une telle démocratie (prolétarienne « pure »), et car l'exclusivité du pouvoir sera donc l'objet d'un combat

18. Pour expliciter notre raisonnement, prenons l'exemple de la Commune de Paris de 1871. Son gouvernement était indéniablement celui du prolétariat parisien, mais à ses côtés existait tout aussi indéniablement d'autres classes non prolétariennes. La Commune de Paris était elle donc en fait une révolution démocratique ? Non, car malgré sa forme interclassiste, son fond était celui d'une dictature du prolétariat (par ses objectifs et ses mesures), mais cette dictature était encore négociée démocratiquement avec d'autres classes que le prolétariat, d'où sa qualité aussi populaire. Mais bien que possédant un contenu tant prolétarien que populaire, la qualité principale de cette dictature était la qualité prolétarienne, la qualité populaire étant bien secondaire. La contradiction principale n'était pas entre le peuple et la bourgeoisie, mais entre le prolétariat et la bourgeoisie. La même logique peut s'appliquer à la Révolution russe de 1917-1920, où même lorsque la dictature démocratique des ouvriers et paysans laissa la place à la dictature du prolétariat, cette dernière fut en alliance avec la paysannerie, c'est-à-dire que la première a persisté dans la seconde : la dictature du prolétariat soviétique n'était pas exempte d'éléments démocratiques car l'alliance ouvrière-paysanne continua, et ce même après qu'il n'y ait plus de tâche révolutionnaire bourgeois à effectuer. L'Histoire nous a depuis permis de savoir que la nature interclassiste des révolutions prolétariennes est une norme. Mais cela ne signifie pas alors qu'il faudrait toujours revendiquer et vouloir appliquer une dictature démocratique. Cela signifie seulement que, même là où le prolétariat doit prendre le pouvoir seul, il sera accompagné d'autres classes avec lesquelles il sera contraint de composer — démocratiquement — au moins un temps avant de pouvoir assumer sa suprématie de classe pour mettre fin à cette coexistence contraignante. Cela signifie que même là où l'aspect prolétarien est principal, celui-ci sera en lutte avec un aspect démocratique qui existera en premier lieu et dont il devra ensuite se défaire.

en soi (et non pas un allant de soi au lendemain de la prise du pouvoir), il est important d'être conscient de la nature aussi populaire de celle-ci pour ne pas croire y voir une réussite aboutie.

La dictature du prolétariat n'est réalisée que lorsque le prolétariat peut assumer pleinement son pouvoir, c'est-à-dire l'exclusivité de classe de son usage pour ses intérêts exclusifs de classe. Il faut donc passer de la démocratie populaire à la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire de la démocratie du peuple à la démocratie du prolétariat seul, car c'est le régime politique (la forme) qui correspond à la dictature du prolétariat et aux tâches révolutionnaires communistes (le fond).¹⁹

19. Ici, nous parlons d'une dictature du prolétariat, d'abord dans la forme d'une démocratie populaire, puis d'une démocratie prolétarienne. Bien que cette dictature du prolétariat soit démocratique (sa forme), ce n'est pas une dictature démocratique (son fond), car ce sont bien les intérêts du prolétariat qui priment sur toutes les autres classes. Il est important de ne pas confondre : nous ne disons pas que dans un pays comme la France, la révolution doit d'abord être démocratique (son fond), mais nous disons que la révolution communiste (qui est bien la seule qui soit à l'ordre du jour) aura des caractères démocratiques persistant dans son immaturité (sa forme). Ce que nous décrivons dans le slogan de « démocratie populaire ! », ce n'est pas une étape révolutionnaire en soi (qui précéderait l'étape communiste), mais une phase préliminaire de la dictature du prolétariat — son accouchement. C'est en ce sens que nous appelons à une démocratie populaire, non pas à la place ou comme étape avant une dictature du prolétariat, mais comme étape de celle-ci : la période de la dictature du prolétariat où la contradiction entre populaire-démocratique et prolétarien-communiste n'a pas encore été résolue par ce dernier aspect (principal). Les tâches à accomplir et le contenu de classe de cette dictature la distinguent nettement des révolutions démocratiques : dans un cas, les tâches démocratiques et le contenu populaire sont principaux, dans l'autre, ils sont secondaires. Mais, car ces derniers existeront, qu'ils seront le produit et dans la continuité directe d'une alliance populaire dans la guerre révolutionnaire, nous leur donnons un nom. Il nous paraît important de rappeler, comme nous l'avons exposé, que l'aspect démocratique (populaire, c'est-à-dire interclassiste) de la révolution communiste a toujours existé et existera toujours. Mais là où dans les révolutions démocratiques, c'est une force progressiste pérenne qui sert nos buts (qui réalise la dictature démocratique), dans notre cas — les révolutions communistes —, ce n'est une force progressiste que le temps de la prise du pouvoir (dans l'alliance et la guerre révolutionnaire), et sera un handicap à supplanter après celle-ci (pour réaliser la dictature du prolétariat et le communisme).

En parlant de « démocratie populaire », nous empruntons un mot d'ordre qui nous est parvenu du mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019, et qui nous croyons préfigurait bien ce que nous voulons créer aujourd'hui. Il nous a déjà été fait le reproche de reprendre la formule de G. Dimitrov, créée pour les pays d'Europe de l'Est après la 2^{de} Guerre mondiale (les démocraties populaires), ce qui sous-entendrait donc que nous défendrions une révolution similaire en France (soit, démocratique). Car cette accusation est récurrente, nous insistons sur le fait qu'elle est infondée. Notre mot d'ordre de « démocratie populaire ! », bien que démocratique dans la forme, ne fait que radicaliser la revendication du pouvoir politique telle qu'elle est exprimée aujourd'hui organiquement dans les luttes du peuple, qui doivent à terme évoluer vers celles du prolétariat conscient. Cela ne constitue pas une liquidation d'un mot d'ordre communiste, mais plutôt ses prémices, car en définissant le peuple selon un rapport de classe — le Travail —, nous ramenons cette question au cœur des consciences et des débats. Bien que politiquement encore insuffisant, car n'étant pas égal à

La classe prolétaire est la seule qui puisse atteindre la conclusion selon laquelle il ne faut ni un nouveau patron ni une multitude de petits patrons ni devenir le patron, mais bien l'absence de patron. De la même manière, il ne faut pas contrôler l'entreprise et son capital à la place du capitaliste, mais en finir avec l'entreprise et le Capital (par la socialisation des moyens de production et la planification de l'économie). Les travailleuses et travailleurs doivent contrôler directement l'outil et le procès de production (par la gestion ouvrière), et la classe ouvrière comme totalité doit contrôler la production et sa répartition (par le plan central).

L'État bourgeois doit être brisé et investi par le prolétariat pour qu'il en fasse son propre outil de domination sur les exploités, obéissant à sa propre démocratie. Tant qu'il existera des classes hostiles à l'affranchissement du prolétariat, alors l'État se conservera, sans que l'on ne puisse attendre qu'il en soit autrement. Toute la volonté du monde ne peut pas abolir ce qui est produit et reproduit sans cesse par des conditions réelles toujours existantes et persistantes, ce sont sur ces dernières que l'on peut et qu'il faut agir, pour créer les conditions où le laisser s'éteindre. Il doit subsister jusqu'à se rendre obsolète, c'est-à-dire tant que l'encerclement capitaliste et impérialiste maintiendra le régime ouvrier en état de siège (le danger de l'extérieur) et que le risque de la restauration capitaliste ne sera pas écarté (le danger de l'intérieur).²⁰

un mot d'ordre de classe à proprement parler, nous pensons qu'il correspond à ce qu'il est pertinent de défendre sans tomber dans l'inaudible : le terme de dictature est connoté très négativement, et celui de prolétariat est perçu comme désuet sans être compris. Nous le préférons en tout cas aux mots d'ordre syndicaux et parasyndicaux tout autant strictement prolétariens qu'économistes (« les salaires », « la sécu », « la retraite »). « Démocratie populaire ! » n'est donc pas notre slogan intemporel, mais un mot d'ordre aujourd'hui utile qui n'est que l'expression contextuelle de notre objectif, lui invariable, qui est en France celui de la dictature du prolétariat.

20. Malgré toutes les vertus tactiques que l'on peut trouver à la préfiguration (« être et faire comme ce que l'on veut créer »), en tant que stratégie révolutionnaire, elle atteint ses limites. La société n'est pas un objet si simple qu'il suffirait de « faire comme X » pour voir X advenir. Ce genre de logique prouve déjà ses insuffisances à des échelles et échéances moindres que « la transformation radicale de l'humanité toute entière ». « Pour abolir l'État, il faut combattre l'État, en tout lieu, tout temps et toutes circonstances » semble être *a priori* de bon sens, mais cette théorie simpliste se heurte tant au sens pratique qu'aux expériences historiques. La préfiguration de la société sans État ne peut pas être une stratégie révolutionnaire, que ce soit contre l'État lui-même, ou contre le capitalisme. L'État et le capitalisme sont deux phénomènes trop complexes, dans leurs fonctions et leurs reproductions, pour être abolis unilatéralement. L'on ne peut pas « abolir » l'État, car pour ce faire, il faut d'abord « abolir » ses fonctions et les conditions de sa reproduction, qui elles-mêmes résident dans le capitalisme, et qui lui-même pour être aboli ne doit pas seulement être détruit,

Mais avant même que l'État ne disparaisse avec la disparition des classes dans la révolution mondiale, nous pensons que celui-ci ne doit déjà être entre les mains du prolétariat plus qu'un semi-État. L'État ouvrier n'est pas qu'un État bourgeois sans la bourgeoisie ! La lutte pour l'État ouvrier fait partie intégrale de la lutte contre la bourgeoisie, et elle est indistinguable de la lutte pour la transformation de l'État en semi-État. Celui-ci se distingue car il est pleinement investi par la société tout entière, il est empli par elle et « gonfle ». Déjà, il n'est plus une structure détachée de celle-ci et la dominant, mais est animé directement par et pour elle, car c'est la forme prolétarienne de l'État. Évidemment, là non plus, une telle forme de gouvernement révolutionnaire n'est pas garantie, mais est un objet de lutte politique après la prise du pouvoir.

La bourgeoisie ne peut pas être abolie du jour au lendemain, car celle-ci dépend des relations capitalistes qui existent au niveau économique (infrastructurel). Or, ces relations ne peuvent être supprimées qu'en étant remplacées par les relations socialistes. Mais celles-ci ne peuvent pas être implémentées du jour au lendemain non plus, car il existe des conditions objectives préalables et que le processus en lui-même est complexe. La transition vers les rapports de production communistes est une entreprise d'envergure, et elle requiert un développement suffisant et suffisamment harmonieux des forces productives. À l'époque de la dictature du prolétariat, la bourgeoisie existera toujours. Il subsistera d'une part une ancienne bourgeoisie, celle de l'ancien système, mais aussi et surtout une nouvelle, qui elle va émerger dans l'État et prospérer avec le développement économique qui aura lieu : la bourgeoisie bureaucratique.²¹

mais remplacé et supplanté (être substitué au remplissage de ses fonctions pour rendre impossible sa reproduction). La fin de la lutte des classes est donc une condition préalable à la fin de l'État, et celle-ci sera aussi l'œuvre de l'État : la dictature du prolétariat et la construction du socialisme.

21. La transition du mode de production capitaliste au mode de production communiste (dont la phase inférieure est le socialisme), est une période intermédiaire où coexistent des rapports de production capitalistes et socialistes dans l'économie. La dictature du prolétariat concentrant et organisant les moyens de production entre ses mains (l'État), la période de transition est celle du capitalisme au capitalisme d'État, et du capitalisme d'État au socialisme. Celle-ci se décompose en une infinité de nuances, où se superposent des lois économiques antinomiques, en lutte : marché et plan, loi de la valeur et résolution des besoins, échange marchand et libre accès aux utilités, circulation de monnaie et répartition en nature, etc. La transition vers le socialisme n'est pas après la lutte des classes, mais pendant celle-ci, jusqu'à ce que le socialisme soit atteint (la fin des classes — la phase inférieure du mode de production communiste).

Tant que dans un pays, le mode de production communiste n'est pas totalement né, le mode de production capitaliste n'est pas totalement mort non plus. Pendant toute la période de transition vers le socialisme, il peut donc toujours revenir d'outre-tombe. Alors, car dans le développement du socialisme sous la dictature du prolétariat, il y a lutte des classes continue, la vigilance révolutionnaire doit être continue de même, animée d'une ferveur inépuisable, pour la lutte idéologique mais surtout politique (!) contre la bourgeoisie.²²

À l'époque de l'État ouvrier isolé, œuvrant à la construction du socialisme, la contre-révolution vient autant de l'intérieur que de l'extérieur de ses frontières : des bourgeoisies coalisées depuis les pays capitalistes et impérialistes, et de la nouvelle bourgeoisie depuis la dictature du prolétariat elle-même. Ainsi, pendant toute la période de transition, la lutte des classes ne s'éteint pas mais au contraire s'intensifie, jusqu'à la victoire finale. Elle doit donc rester une période révolutionnaire ininterrompue. Il doit y avoir une révolution prolétarienne dans la dictature du prolétariat — une révolution dans la révolution. Avoir un appareil militaire et de renseignement ne peut pas suffire — aussi puissants et efficaces soient-ils : il ne faut jamais oublier la lutte des classes!²³

Le prolétariat doit intensifier sa coercition sur la classe dominante déchu, l'étendant au maximum, pour traquer et éradiquer les survivances et résistances capitalistes. Le pouvoir ouvrier sur la bourgeoisie doit devenir une dictature

Rappel : l'abolition formelle de la propriété capitaliste ne signifie pas l'abolition du Capital, c'est-à-dire des logiques et relations capitalistes (marchandise, loi de la valeur, exploitation pour l'accumulation, etc.) ! Or, le Capital va toujours tendre, dans sa reproduction, à la génération et régénération d'une classe capitaliste. C'est bien la bourgeoisie qui est l'incarnation du Capital, et non à l'inverse le Capital qui serait l'essence abstraite de la bourgeoisie.

22. La lutte contre les idées bourgeoises et réactionnaires peut devenir contextuellement un problème principal, mais le problème principal dans le temps reste la lutte politique contre la classe (néo)bourgeoise ! Cette réalité ne change pas après la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Le prolétariat doit transformer la culture pour défendre son pouvoir politique, mais pour transformer le mode de production, ce qui prime est bien la coercition d'une classe sur une autre.

23. C'est le caractère inévitablement obsidional (en état de siège) de la dictature du prolétariat. Le siège posé n'est pas tant celui d'un pays où le prolétariat a déjà pris le pouvoir, mais de la classe ouvrière de ce pays par les bourgeoisies dans et en dehors de ce pays. Lorsque le socialisme est finalement atteint à l'intérieur des frontières, le caractère obsidional s'allège mais ne disparaît pas, car l'encerclement impérialiste demeure. La dictature du prolétariat ne peut donc pas être levée tant que la bourgeoisie existe dans le monde et que le mode de production communiste n'a pas fermement assuré ses positions à l'échelle planétaire — la victoire finale du socialisme.

intégrale sur celle-ci, jusqu'au communisme, ou mourir. La période de transition est contrainte, par ses ennemis de dedans et de dehors, à utiliser contre eux tous les moyens de répression politique à disposition. Il faut accepter qu'en cela elle soit tenue d'être un régime d'exception, doté de sa propre *realpolitik*. Il est inutile de s'en réjouir, mais il ne faut se replier dans aucune naïveté : l'État ouvrier a aussi les mains sales — ou n'est pas.²⁴

24. Les dictatures du prolétariat partagent un même intérêt supérieur avec le reste du prolétariat international : la révolution mondiale. Cependant, les dictatures du prolétariat naissent en état de siège, et doivent donc lutter aussi contre l'encercllement impérialiste pour se sauvegarder. Au sein du prolétariat international, il existe donc une contradiction entre l'intérêt du prolétariat des pays capitalistes et celui des pays où il a déjà pris le pouvoir. Cette contradiction n'est pas antagonique, et elle est destinée à trouver sa résolution dans la réussite de la révolution mondiale, mais elle existe pendant toute la période entre le début et la fin de celle-ci, c'est-à-dire lorsque le prolétariat international a déjà conquis des positions nationales mais que la bourgeoisie en conserve aussi. L'existence objective de cette contradiction n'est pas la négation de l'internationalisme prolétarien, ou de la nécessité de la révolution mondiale, ce n'est que la description des nouvelles conditions de l'application de ces principes. C'est bien par l'internationalisme et *in fine* la révolution mondiale qu'elle se résout. Mais jusque là, les dictatures du prolétariat, car elles sont acculées par un environnement hostile, seront pour leur simple survie inexorablement habitée par une *realpolitik*. Cette dernière, par définition, ne servira pas des intérêts strictement identiques à ceux du prolétariat des pays capitalistes, car l'État ouvrier doit composer avec les relations internationales dans lesquelles il manœuvre son existence : c'est un effet inévitable de ses contraintes géopolitiques. La *realpolitik* socialiste n'est cependant pas moins révolutionnaire ou internationaliste que le prolétariat des pays capitalistes, seulement, là où ce dernier cherche à conquérir de nouvelles positions, la *realpolitik* socialiste cherche à défendre les conquêtes préexistantes : aucun des deux aspects de la contradiction ne peut être négligé pour sa résolution — la fin de la révolution mondiale. Ceci étant dit, l'aspect principal de cette contradiction est bien les intérêts du prolétariat n'ayant pas encore rempli son devoir révolutionnaire (dans les pays capitalistes), car ce sont ceux qui peuvent amener la victoire finale du socialisme. Ainsi, parce que les intérêts du prolétariat des pays capitalistes et des pays en transition socialiste sont unis dans un même intérêt supérieur (révolutionnaire et internationaliste), la *realpolitik* socialiste œuvre aussi à l'accomplissement de la révolution mondiale, c'est-à-dire la conquête des positions toujours tenues par la bourgeoisie, car c'est *in fine* le seul salut de l'État ouvrier — la fin de l'encercllement impérialiste. Donc, la juste résolution de la contradiction dans la révolution mondiale, c'est-à-dire la ligne correcte de la *realpolitik* socialiste telle que démontrée par l'expérience historique, est un optimisme stratégique.

L'on peut retenir deux propositions fondamentales pour justifier et définir l'optimisme stratégique. Premièrement, le temps ne joue pas pour mais contre la dictature du prolétariat isolée, car le spectre de la contre-révolution n'est écarté qu'avec l'achèvement de la révolution mondiale (« la victoire finale du socialisme »). Deuxièmement, sur le long terme, les impérialistes ne doivent pas être surestimés, car ils ne sont au-dessus ni de la crise ni de la division (« les réactionnaires sont des tigres de papier »). Ainsi, à l'échelle et l'échéance historique, l'audace et l'intrépidité révolutionnaires sont les choix rationnels de la dictature du prolétariat isolée, car les risques engagés sont généralement plus grands pour les impérialistes que pour celle-ci. Contextuellement, des manœuvres pessimistes peuvent s'imposer, mais la ligne stratégique générale de la *realpolitik* socialiste reste résolument optimiste.

La révolution violente sous direction communiste, la prolétarianisation du peuple et la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie sont ainsi la seule voie possible hors du capitalisme, vers le communisme. Les autres voies, quelles qu'elles soient (pseudo-révolution, réformisme, fascisme, utopisme, etc.), ne sont que des variantes de capitulation face au régime bourgeois et au Capital, donc des impasses ne nous ramenant *in fine* qu'à notre point de départ. Lorsqu'il manque l'essentiel, aucune quantité d'intellectualisation ni d'engagement ne peut rendre évitable l'échec prévisible.

3. *UNITÉ COMMUNISTE* LUTTE POUR LA RECONSTITUTION D'UNE OPPOSITION EXTRAPARLEMENTAIRE, VERS LA RECONSTRUCTION DU PARTI

Nous admettons comme seule voie vers la révolution, la constitution d'une opposition extraparlamentaire (ou extra-institutionnelle), c'est-à-dire en dehors du régime bourgeois et contre celui-ci. Cette opposition doit être politique et capable de mener avec succès un travail autant ouvert que clandestin. Ce n'est qu'en se constituant indépendant des institutions bourgeoises que l'on peut sortir de l'impuissance. Il n'y aura aucun salut dans les fantasmes du réformisme ou de l'action directe, il faut abandonner ces mirages et accepter de combattre avec endurance pour construire un rapport de force avec la dictature bourgeoise. Celui-ci ne doit pas être contre X ou Y fraction de la bourgeoisie, mais contre l'entière du régime bourgeois. Cette construction est lente car on ne peut pas « invoquer » une telle opposition.

Il faut œuvrer à reconquérir une autonomie politique de classe, en proposant notre propre cadre de discours en rupture avec celui de la bourgeoisie, et avec lui nos propres mots d'ordre révolutionnaires. C'est cette opposition qui doit créer, proposer et appliquer le programme communiste, autant en luttant pour des changements immédiats qu'en préparant la prise du pouvoir.²⁵

Avant la situation révolutionnaire qui met à l'ordre du jour cette prise du pouvoir, la pratique de l'opposition communiste est confinée à une forme principalement réformiste (même lorsqu'elle est illégale). Elle ne peut pas

25. Pour gagner, une lutte idéologique comme n'importe quelle autre, il ne suffit pas d'aligner des troupes ou des arguments, mais il faut préalablement avoir conquis un terrain où ces troupes et ces arguments ont un avantage décisif sur l'ennemi. Pour lancer l'offensive victorieuse, il faut avoir l'avantage tactique du terrain. Or, pour posséder cet ascendant décisif, il faut avoir préalablement stratégiquement manœuvré. C'est pourquoi, avant de lancer le « choc frontal », il faut d'abord avoir conquis un « espace de manœuvre », c'est-à-dire avoir une certaine hégémonie politique dans la société bourgeoise. D'un point de vue révolutionnaire, l'un ne peut pas se passer de l'autre : l'hégémonie n'est *in fine* utile que pour la prise du pouvoir, c'est-à-dire comme espace de manœuvre pour la manœuvre et le choc, mais cet espace est nécessaire pour que le choc soit efficace et pénètre en profondeur. Une quantité de force n'a de pouvoir que si elle est exercée là où l'un est le plus faible et l'autre le plus fort. Que l'engagement soit idéologique, politique ou militaire, sans manœuvre adéquate, aucune victoire (ou seulement pyrrhique), or pas de manœuvre sans espace de manœuvre. C'est toute l'importance de conjuguer les tactiques de conquête d'hégémonie avec celles de choc.

directement arraisonner et résoudre la question du pouvoir, mais elle doit rester révolutionnaire dans le fond, c'est-à-dire toujours dans cette perspective et selon ces objectifs — la prise du pouvoir. Cette boussole, c'est celle qui nous permet de garder le cap juste, même lorsque nous sommes perdus et que l'on navigue à vue dans la lutte des classes. C'est celle qui nous permet d'éviter les Charybde et Scylla de la déviation de droite et de gauche. Rester sourd autant aux sirènes gauchistes que droitières, sur les récifs de l'opportunisme, qui ne peuvent nous mener qu'au naufrage : le sacrifice de notre autonomie politique de classe et du mouvement révolutionnaire.²⁶

L'on n'évalue pas une structure en jugeant sa dimension quantitative (sa taille, ses moyens), mais sa dimension qualitative (son rôle, ses perspectives). Ces deux aspects sont interdépendants, mais pour mesurer la pertinence et l'avancement politique, il faut s'arrêter d'abord sur ce qui est accumulé (qualité) avant de s'attarder sur l'état de cette accumulation (quantité). Ce qui prime, c'est de savoir ce qu'est une organisation dans la lutte des classes, avant de savoir son échelle. C'est-à-dire son rapport au Capital, au régime bourgeois, à la conquête du pouvoir, etc., avant son importance dans ce rôle donné. Une gigantesque organisation réformiste ou opportuniste n'a aucune utilité pour la victoire du prolétariat : le contenu prévaut toujours sur le contenant. Notre critère est celui du rapport au régime bourgeois, donc celui de l'opposition extraparlamentaire.

Pour cette opposition, la culture militante de la sécurité n'est ni la dernière des préoccupations immédiates ni un problème stratégique secondaire. Au-delà des fantasmes, l'enjeu n'a rien d'accessoire. D'une part, il implique d'être capable de rester efficacement hors de portée des radars de l'État, et de pouvoir encaisser ses coups sans déroute. D'autre part, l'autonomie politique de classe ne peut pas exister dans la mesure accordée par la légalité bourgeoise, si elle n'est que négociée avec l'État de la classe dominante (sur un terrain fatalement à notre désavantage). Ainsi, les principes de prudence et de résilience sont d'une importance première, car sans eux, l'opposition est tributaire de la clémence du régime

26. L'opportunisme de gauche et celui de droite ont en commun une erreur (théorique, politique, idéologique) d'où découlent une stratégie et une tactique fausses, qui ne correspondent pas à la réalité de la lutte des classes. Leur caractère droitier ou gauchiste ne réside finalement que dans leur forme, c'est-à-dire la phraséologie, les codes, les arguments, les références, etc., dans lesquels se drape cette erreur. La conclusion d'une déviation, quelle qu'elle soit, est toujours l'opportunisme : le sacrifice de la victoire finale du prolétariat pour des satisfactions moindres. L'opportunisme n'est pas un défaut moral ou un machiavélisme, mais plutôt la démonstration que les meilleures intentions, sans une compréhension correcte du monde et de la science révolutionnaire, mènent aussi sûrement à la défaite que n'importe quelle trahison. Si le plan de route est faux, impossible d'arriver à destination.

bourgeois, et ne peut donc pas être libre de ses pensées, de ses dires et de ses actes. Préparer et faire la révolution sont les actes les plus illégaux qui puissent être. Dans la formation communiste, les problèmes concrets du militantisme révolutionnaire ne peuvent pas être repoussés aux calendes grecques (remis à jamais). La qualité du potentiel révolutionnaire d'une structure se mesure aussi avec le sérieux que celle-ci accorde au problème de la clandestinité et de la violence révolutionnaire.

L'opposition extraparlamentaire doit trouver son aboutissement dans le Parti communiste, c'est-à-dire son plus haut niveau d'organisation. Il doit pour mériter son nom gagner l'hégémonie dans les masses populaires et être capable d'impulser et de revendiquer avec succès une direction d'avant-garde selon une ligne authentiquement communiste. Il est l'antithèse des diverses nuances de partis bourgeois qui cherchent à maintenir le régime bourgeois, en le défendant ou en n'acceptant de le changer que superficiellement. C'est le Parti qui nous permet d'appliquer le programme communiste, car sans lui on ne peut que le préparer sans être capable de l'aboutir.

Les conditions objectives les plus terribles pourraient s'abattre sur la population, mais si pour une raison X ou Y, celle-ci n'était trouvée que pas encore ou insuffisamment constituée en force subjective, alors la probabilité d'un assaut révolutionnaire serait mince. Ces conditions subjectives — l'organisation et la conscience —, se mesurent là aussi en niveau d'intensité. Elles commencent par la conscience de classe (de son existence, de ses intérêts, de son futur) plus ou moins exacte, et trouvent leur degré le plus haut dans le Parti communiste.²⁷

Il constitue un centre — au sens de pôle de direction — théorique, politique et idéologique. Son rôle n'est ni de remplacer le mouvement de la classe ni d'usurper son autonomie en imposant sa direction. Celle-ci doit être au contraire gagnée en incarnant les besoins politiques et en offrant une idéologie qui correspond aux désirs révolutionnaires du peuple. À proprement parler, le Parti revendique et se place dans un rôle de direction hégémonique, mais ce rôle devient reconnu et effectif seulement lorsque l'hégémonie est conquise et que les masses révolutionnaires placent le Parti à leur direction. Sans ce commandement capable non seulement d'orienter, mais aussi de diriger les masses

27. Les conditions objectives et subjectives ne sont pas indépendantes l'une de l'autre, elles se répondent et se correspondent, mais elles se produisent entre-elles, donc les conditions subjectives ne sont pas le reflet simple (mécanique) des conditions objectives, mais leur reflet dialectique. Dans cette relation, les conditions objectives sont déterminantes par rapport aux conditions subjectives — leur préalable —, car l'existence détermine la conscience.

révolutionnaires, préalablement prêt à être porté à cette fonction, la spontanéité d'un soulèvement ne peut que hasardeusement s'en improviser un. Ce dernier ne sera pas plus démocratique ou plus radical, mais il sera certainement moins perspicace, moins organisé et moins expérimenté. Il sera incapable d'être un guide face aux défis de la prise du pouvoir et de la résistance bourgeoise.²⁸

Le Parti n'est pas un corps étranger à la société, une structure parasitaire qui viendrait usurper le rôle du peuple et du prolétariat. Ce n'est pas un bloc surplombant et étouffant le mouvement révolutionnaire. C'est tout au contraire son produit immédiat. Il n'est jamais « pur » ni « parfait », il n'est pas plus omniscient qu'omnipotent, et il reste irrémédiablement traversé par des idées et intérêts contradictoires. Mais car c'est la forme d'organisation la plus compétente, malgré sa faillibilité, il reste un *sine qua non*, qu'on le veuille ou non. Il peut s'égarer dans l'opportunisme et basculer dans la contre-révolution, mais il ne fait sur cette question pas exception à toutes les autres structures sociales (y compris les plus informelles et spontanées), car nul n'échappe à la lutte des classes et ses bouleversements parfois imprévisibles.

Le Parti n'est pas à la queue du mouvement des masses — dans l'attentisme ou le suivisme —, car il est actif dans la lutte des classes et a sa propre autonomie, mais il n'est jamais détaché des masses ou opposé aux intérêts qu'elles expriment. Sa radicalité n'est pas une abstraction coupée de l'état de la lutte des classes et de la conscience du peuple à un moment donné, c'est celle de toujours porter la ligne la plus révolutionnaire et d'avoir la conscience la plus avancée (donc communiste) de celui-ci.

Nier le Parti et son rôle de direction, c'est s'aliéner complètement (l'impuissance), en refusant le risque de s'aliéner partiellement (que le Parti ne serve plus sa classe). *Idem* quant à la question de l'État pendant la période de transition. Pour ne pas se condamner à une défaite certaine — sans le Parti et l'État du

28. Il ne faut jamais sous-estimer la dimension et l'intensité de la résistance bourgeoise, car celle-ci est très littéralement prête à tout pour stopper l'avancée de la menace existentielle qu'est pour elle le communisme. Son niveau d'organisation, ses moyens militaires et techniques, son absence de limites « morales » ou « de principes », etc., sont autant de réalités à connaître pour dissiper notre naïveté. Notre dictature du prolétariat n'est qu'une réponse à la dictature de la bourgeoisie et du Capital, et pourtant, sa violence paraît timide face à la leur. Celles et ceux qui ne comprennent pas la nécessité du Parti et de l'État, de tout le sens du mot « dictature » — dans toute sa portée unilatérale et illimitée —, sont aussi celles et ceux qui ne saisissent pas que le camp de Dachau, l'offensive *Barbarossa*, la méthode Jakarta ou l'opération *Condor* ne sont pas des mauvais rêves qui se seraient dissipés, des méthodes « d'un autre temps ». « La victoire ou la mort » n'est pas un slogan romantique, c'est un constat.

prolétariat —, il faut accepter une défaite potentielle — celle du Parti et de l'État du prolétariat. Il n'y a jamais de garanties, mais il y a des impasses et des voies possibles.

Le Parti n'est pas moins impératif maintenant, que demain, hier, ou avant-hier. Ce n'est pas une forme d'organisation entre autres formes d'organisation, mais bien la forme d'organisation historiquement universelle au prolétariat, à l'époque du capitalisme. Universelle, car c'est la seule structure capable de remplir les tâches dévolues au prolétariat — celles de la révolution communiste.

Nos litanies sur le Parti, son absence et sa reconstruction, ne sont pas des lamentations messianiques. La recreation du Parti n'est pas la venue sur terre d'un idéal, mais c'est un cheminement stratégique incontournable.

4. *UNITÉ COMMUNISTE VEUT MENER UNE LUTTE IDÉOLOGIQUE CONTRE L'OPPORTUNISME SOUS TOUTES SES FORMES, POUR RÉGÉNÉRER LA THÉORIE ET L'IDÉOLOGIE DU MOUVEMENT COMMUNISTE*

Nous ne saurions nous battre dans le vide ou construire sur du sable. Pour être des communistes conséquents, il faut lutter pour toujours tendre vers les idées les plus justes et rejeter les idées fausses. Pour cela, il faut dégager le vrai du faux, mais il faut aussi agir ensuite dans le sens de la ligne révolutionnaire. Autrement, notre communisme ne peut être qu'inerte. Pour reconstruire le mouvement communiste et son arme — le Parti —, il faut d'abord reconstruire l'idéologie et la théorie, avec les outils de la lutte idéologique et théorique.

Dans chaque lieu et temps de la lutte des classes, il faut faire émerger une « ligne juste » qui leur correspond et auxquels elle s'applique, c'est-à-dire qui sait saisir en eux ce qu'il y a de radicalement transformateur — révolutionnaire. L'opportunisme, c'est la déviation (à droite ou à gauche) de cette ligne définie comme correcte, c'est-à-dire l'erreur qui sacrifie la pérennité de la réussite (de long terme) pour des gains ou des succès immédiats (de court terme). C'est cet écart à la ligne révolutionnaire qui fait toute la différence entre victoire ou déroute. L'opportuniste l'est parce qu'en voulant faire un compromis (utiliser les circonstances à son avantage) il finit dans la compromission (se piéger en position de faiblesse et s'acculer à la reddition). Pour trouver et faire gagner la ligne juste, il faut trouver et défaire les lignes erronées, dans chaque contexte donné.

Cette lutte idéologique contre toutes les formes que prend l'opportunisme, nous devons la mener dans notre organisation — entre camarades — et à l'échelle de notre mouvement — entre groupes. Cette lutte doit prendre la forme d'un débat capable de dévoiler les idées justes, de discerner les idées fausses, puis de rallier ces dernières aux idées justes ou de les isoler et les éliminer. Un tel processus est vital pour nous et le mouvement communiste, et ne peut ni être contourné ni bâclé : aucune hâte ni arrogance ne peut remplacer la vertu de la lutte des lignes.

Il est selon nous impossible d'imaginer une vie idéologique saine capable de tendre vers des conclusions de plus en plus exactes et hégémoniques, sans l'existence du centralisme démocratique et de la culture communiste de la critique-autocritique et du rejet ferme de tout libéralisme (culture individualiste réactionnaire).

C'est derrière le refus de la lutte des lignes et du débat communiste que se cachent tous les opportunistes, qu'ils prennent l'apparence de la radicalité ou du réformisme. Ce n'est pas une option, soit on l'accepte et la mène avec endurance, soit l'on renonce à toute transformation radicale du monde en se coupant de la réalité, en s'enfermant dans ses dogmes et en se condamnant à la fuite en avant dans la dégénérescence. Pour éviter une telle gangrène, il faut donc garder une vie idéologique active et saine.

Il est plus facile que ce que l'on voudrait croire, de passer de l'opportunisme au pseudo-communisme. Les pseudo-communistes sont ceux qui, derrière une façade plus ou moins sincèrement communiste, le pervertissent ou le négligent, lui et ses principes révolutionnaires. Le pseudo-communisme est aussi protéiforme que l'opportunisme qui le précède et auquel il conduit. Il y a un saut qualitatif entre un communisme trébuchant dans l'opportunisme (dans certains contextes ou certaines théories), et celui qui y est tombé entièrement, c'est-à-dire qui n'est plus distinguable ou séparable de cet opportunisme — le pseudo-communisme. Tous les pseudo-communistes se rendent coupables d'une forme d'opportunisme, droitier ou gauchiste, mais tous les pseudo-communistes ne sont pas révisionnistes. Le révisionnisme est le degré de dégénérescence le plus avancé de l'opportunisme pseudo-communiste, son stade final de décomposition idéologique et politique — irrémédiable. Qu'est-ce que le révisionnisme ? C'est la négation de la lutte des classes, soit en principe (comme les théories de Bernstein), soit en pratique, là où elle existe toujours *de facto* (comme le communisme de Khrouchtchev). Le révisionnisme, c'est oublier la lutte des classes et ses enseignements, la révolution et la dictature du prolétariat.²⁹

Il faut s'attaquer à l'opportunisme comme à un bloc monolithique, car celui-ci mène toujours à terme au pseudo-communisme, et le pseudo-communisme au révisionnisme : la tendance est implacable, donc nous devons l'être aussi. Il n'y a pas de « moindre opportunisme », ou d'opportunisme acceptable, etc., car si la cause radicale de l'opportunisme n'est pas décelée, coupée et cautérisée, alors

29. Il ne faut pas confondre révision scientifique et révisionnisme. La révision scientifique est le processus normal et sain de l'évolution d'une science vivante : les anciennes théories sont remplacées par de nouvelles théories plus justes et correspondant à de nouvelles réalités — la science est révisée. Le révisionnisme, lui, est une déviation antiscientifique propre au marxisme, où ce n'est pas l'exactitude descriptive et prédictive, ou la profondeur théorique, qui priment, mais l'opportunisme politique. Cet opportunisme, qui prend le pas sur la science, devient un révisionnisme lorsque — consciemment ou non — il finit par rejeter les principes les plus évidents de la réalité tels que mis en évidence par le marxisme. Le révisionnisme n'est pas un dépassement du marxisme, en tant que science historiquement située, mais un rejet de celui-ci.

tôt ou tard la partie deviendra le tout, et l'opportunisme prendra tout l'édifice dans sa nécrose — la victoire du révisionnisme! Il n'y a aucun contexte où le relâchement de la vigilance révolutionnaire est autre chose qu'une erreur fatale. Cependant, pour rendre possible une juste résolution des contradictions au sein du mouvement révolutionnaire, il ne faut pas croire que tout opportuniste est un révisionniste, sinon, la résolution antagonique des divergences apparaît comme la seule issue possible. Alors, chaque controverse devient motif d'excommunication, et la lutte idéologique finit par être liquidée.

La lutte idéologique doit s'attaquer à l'opportunisme des communistes et pseudo-communistes, mais aussi à celui des réformistes. Ces derniers sont plus éloignés de nous, mais ils ne sont pas moins dangereux pour le projet que nous portons : d'abord car ils vendent au peuple un rêve qui le désarme, ensuite car ils siphonnent une grande proportion de potentiels militantes et militants révolutionnaires, et enfin car ils sont pleinement intégrés et fidèles au régime bourgeois. Ils sont donc au mieux des alliés de circonstance et au pire des ennemis ouverts.

Que ce soit par peur, par naïveté, par intérêt, ou pour toute autre raison, entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, les réformistes choisiront toujours la première et combattront toujours la seconde.

Il serait trop réducteur de dire que les élections ne sont qu'une arène pour les diverses franges de la bourgeoisie ou qu'il est impossible d'y gagner des droits. Mais il reste juste de dire que le pouvoir mis en jeu à chaque élection n'est que celui que la classe dominante consent à accorder.³⁰ Les démocraties libérales bourgeoises, c'est-à-dire le régime bourgeois en temps normal, ne sont démocratiques que circonscrites aux intérêts du Capital, et leur liberté n'est que celle que ces intérêts permettent. On ne vote ni sur « la finance », ni sur les monopoles, ni sur l'exploitation des pays dominés — qu'importe ce que veulent croire les démagogues les plus sincères. Tout élan trop audacieux

30. À ce jeu, les réformistes les plus cohérents s'y donnent volontiers. Ce qu'il ressort des discours les plus communs, dans toutes les franges de la gauche parlementaire, c'est que la politique serait une « bonne guerre », régie selon des normes partagées et respectables. Ainsi, un membre de la classe politique en respecte un autre, selon les bonnes mœurs de la bienséance bourgeoise. La *pax republicana* serait fondamentalement bonne, à défendre, et tous ceux qui s'accordent là-dessus passent de la catégorie d'ennemi, à celle d'adversaire. La lutte de classe, pour ceux qui lui accordent du crédit, ne serait soit qu'un « malentendu malheureux » (pour reprendre l'expression de Lamartine, en 1848), soit un rapport de force qui devrait s'exprimer dans l'État. Mais *quid* de la guerre de classe?

qui viendrait empiéter sur la souveraineté du Capital est payé d'une réaction (immédiatement ou avec délai), par un renforcement du contrôle de la classe dominante sur ses institutions.

Les grandes édifications du réformisme dans son siècle d'expérience peuvent se résumer ainsi : jamais le capitalisme n'a été menacé par l'aile modérée de la politique bourgeoise. Jamais l'avancée du fascisme n'a été arrêtée par elle non plus : lorsque l'urgence impose au grand capital les mesures les plus réactionnaires, jusqu'aux extrémités des méthodes terroristes, les faux-amis réformistes n'ont (bien malgré eux) rien à répondre d'efficace.

Lorsque les partisans de l'électorisme (réformiste et cryptoréformiste) sont dans l'opposition, ils sont maintenus dans l'impuissance et ne représentent aucun danger pour le Capital et les réactionnaires. Il y a obstruction permanente et tout ce qui est dommageable pour la bourgeoisie, auquel elle n'est pas prête à consentir, est défait plus vite qu'il n'a fallu pour le construire. Mais lorsqu'ils ont — finalement ! — suffisamment conquis l'État bourgeois pour le dominer, ils sont intégrés dans celui-ci et ne représentent alors aucun danger pour le Capital et les réactionnaires non plus. Ils sont devenus l'État bourgeois, et ils s'identifient à ceux qu'il sert — le camp du Capital.

« Changer les choses de l'intérieur » n'est qu'une fausse alternative. Son « réalisme » n'est que celui de ce qu'il est réellement possible de faire dans l'état de cette démocratie : rien, ou presque (si ce n'est servir sur un plateau les « balles sucrées » de l'ennemi de classe — aussi fatales que celles de plomb). Le pouvoir n'est pas plus dans une urne, dans un parlement qu'écrit sur une constitution : c'est celui du fusil, et aujourd'hui le fusil est celui des possédants.

La majorité des réformistes sont électoralistes, mais tous ne le sont pas. Il en existe aussi des formes plus sournoises, partisans d'un réformisme « par le bas » : il faut savoir les trouver même derrière des vernis extra-institutionnels. C'est là que se brouille la frontière entre pseudo-communisme et (crypto)réformisme.

Il faut distinguer deux types d'oppositions extraparlamentaire. Celle que nous voulons porter et que nous défendons comme révolutionnaire, et celle que nous voulons combattre et que nous accusons de n'être qu'une variante de réformisme. L'opposition extraparlamentaire, ou extra-institutionnelle, que nous voulons bâtir, prend son nom de sa stratégie : ne pas combattre la bourgeoisie sur son terrain et constituer une autonomie politique de classe capable de travailler au renversement du capitalisme et de toutes les institutions bourgeoises. Mais il faut ajouter deux commentaires. Premièrement, militer en dehors des

institutions étatiques, ce n'est pas forcément être révolutionnaire, car tous les électoralistes sont réformistes, mais tous les réformistes ne sont pas électoralistes ou parlementaristes. Deuxièmement, si la lutte n'est pas politique et de classe, qu'elle importe sur quel terrain elle est menée, elle sera fondamentalement réformiste.

Le réformisme peut donc prendre des formes parlementaires, mais également extraparlémentaires, au sens strict (qui n'est pas celui que nous défendons). Cette caution extra-institutionnelle n'est précisément qu'une caution. Par exemple, ne militer que dans les syndicats, ce n'est en rien constituer une opposition extraparlémentaire pour autant, car aussi importants soient-ils, ils ne sont qu'une institution bourgeoise parmi d'autres, dédiés à la négociation du prix de la force de travail entre le Travail et le Capital. Le syndicalisme et l'économisme radical sont des réformismes, car toute leur stratégie est construite autour d'une institution incapable de se constituer comme politique, pour construire l'autonomie politique de classe.³¹ Même les syndicats les plus sincères et les plus radicaux sont dévolus par leur rôle même à n'être qu'un intermédiaire entre le peuple et l'État bourgeois, pour la péréquation des profits et la défense de droits octroyés par le régime bourgeois (l'allègement de l'exploitation et de la subordination du prolétariat). Le réformisme « par le bas » n'est toujours que du réformisme. L'on peut en dire de même de ne militer que comme relais ou adjoint des syndicats, ou que comme un syndicat semi-politique soi-même : le parasyndicalisme (ou supersyndicalisme).³²

Notre raisonnement peut s'appliquer à d'autres exemples — il y en a — mais avoir choisi celui du syndicalisme n'est pas innocent de notre part. Aucune rupture n'est possible dans l'ordre bourgeois à partir des syndicats. Or, cette rupture, c'est précisément celle qui doit être construite avec le Parti. La priorité

31. L'économisme est la déviation opportuniste où les revendications se limitent à l'économique (salaires, etc.). La lutte et l'organisation politiques, c'est-à-dire celles relatives à la question du pouvoir d'une classe et de son renversement par une autre, sont ainsi délaissées et étouffées, au profit exclusif de la lutte et de l'organisation économiques, c'est-à-dire relatives à la reproduction de la force de travail (la négociation de l'exploitation et de la péréquation des profits). L'économisme — même radical — n'est pas une stratégie dans la lutte des classes, mais une capitulation, car la révolution communiste y est substituée par la gestion du capitalisme. La lutte pour les conditions de vie du prolétariat fait partie de la lutte communiste, elle en est une étape et un moyen, mais l'abolition du prolétariat en est sa seule fin. L'humanitarisme est une variante d'économisme, qui se concentre sur des droits matériels et sociaux minimaux, superficiels et dépolitisés.

32. Militer dans les syndicats n'est évidemment pas forcément être réformiste, c'est une tâche fondamentale et formatrice, à laquelle s'astreindre. Mais croire faire de la politique, ou être communiste, comme militant ou militante syndical — le syndicalisme — est faux et liquidateur.

des communistes est la lutte politique, qui a aujourd'hui pour tâche principale la construction de l'organisation politique, en vue du Parti. Et cette organisation, pour remplir son rôle, doit être extraparlamentaire, au sens radical du terme, pour porter la voix et l'énergie de la classe prolétaire, en dehors des carcans institutionnels du régime bourgeois, étatiques et non étatiques.³³

33. Exiger le socialisme avec les mots, les méthodes, et dans le cadre de la démocratie bourgeoise ou des négociations syndicales, assure à notre ennemi de nous défaire aisément — comme il l'a toujours fait là où il nous maîtrise le mieux. Il faut créer un front politique, conquérir un nouveau terrain, en rupture avec le régime bourgeois et ses institutions (qu'elles soient étatiques ou non), où notre classe aura une liberté de mouvement et une autonomie de pensée et d'action. L'enjeu est de rompre avec le cadre des institutions bourgeoises, dont ne font pas moins partie les syndicats que le parlement ! Lorsque le syndicalisme se substitue à la lutte politique, ce n'est pas seulement un mauvais calcul, mais bien une liquidation du combat de classe.

5. *UNITÉ COMMUNISTE SE PRONONCE COMME* *UNITAIRE ET REJETTE LE SECTARISME* *D'ORGANISATION, SOUS TOUTES SES FORMES* *ET QUELS QUE SOIENT SES PRÉTEXTES, POUR* *CEUVRER À LA RECONSTRUCTION DU PARTI*

Un projet unitaire est une nécessité pour notre victoire, en ce qu'il est un préalable au Parti auquel nous ne pouvons transiger. Il n'est pas moins impératif que l'est la révolution ou la dictature du prolétariat. Le sectarisme sape le mouvement communiste, et nous ne voyons comme issue que l'affirmation de l'unité communiste.

De plus, nous sommes partisans d'un front uni aussi large que possible. Pour unir là où c'est utile et autant que nécessaire les progressistes dans leurs combats communs contre leurs ennemis communs, et ce à l'échelle de la France et du monde : l'affirmation des peuples dominés contre l'impérialisme, de l'internationalisme contre la guerre interimpérialiste, du progrès contre la réaction, de la démocratie contre le fascisme et du prolétariat contre la bourgeoisie.

Nous ne faisons pas la promotion d'une unité abstraite, « de principe » donc « sans principe ». Si nous voulons l'unité des communistes — notre slogan —, ce n'est pas pour rassembler ce qui est incompatible, mais plutôt pour atteindre collectivement une synthèse supérieure et ainsi dépasser la condition présente du mouvement communiste en France. L'unité pour laquelle nous travaillons est celle des véritables révolutionnaires en puissance. Nous ne sommes intéressés ni par les auberges éclectiques sans cohérence, ni par les groupuscules sclérosés autour de leur parole révélée : nous aspirons à un modèle supérieur.

Cette unité doit selon nous d'abord être pratique et tactique dans la coopération, puis progresser vers une unité politique et stratégique dans la coordination, avant d'atteindre l'unité organisationnelle et idéologique dans le Parti. Ce processus doit à terme, par un phénomène de concentration et de centralisation permettant des synthèses de plus en plus générales et qualitativement de plus en plus supérieures, aboutir dans la naissance du Parti communiste — le plus haut niveau d'unité.

C'est le centre de direction revendiqué et reconnu dont nous parlons, à notre échelle nationale. Lorsqu'un centre émerge, cela ne signifie pas que tous l'intègrent. Mais cela signifie que ceux qui ne s'y rallient pas sont par là même évincés et se relèguent à la marginalité, en périphérie de son hégémonie.

Nous analysons l'état présent du mouvement communiste en France comme étant celui de la condition sectaire : une nébuleuse de sectes entretenant des relations antagoniques entre elles, enfermées sur une fraction de vérité. Chaque appareil possède une parcelle de compréhension du monde suffisamment juste pour avoir une valeur, mais aveugle à sa propre incomplétude et donc incapable de trouver une pertinence dans ce qui lui est alien, alors considéré comme « impur ».

Nous n'utilisons pas le qualificatif de secte dans un sens péjoratif. C'est seulement selon nous l'état de développement présent des organisations qui composent notre mouvement, et le meilleur moyen de décrire leur fonctionnement, c'est-à-dire leur paradigme. Nous ne nous excluons nullement de ce jugement, étant nous-mêmes ni plus ni moins qu'une secte. Nous sommes à ce titre conscients de porter nous aussi ce sectarisme que nous dénonçons, dans nos actes et nos conceptions. Mais nous œuvrons également par un effort de réflexivité autocritique à être un agent actif de l'unité, c'est-à-dire une secte antisectaire.

La condition sectaire se caractérise par la loi du jeu à somme négative, c'est-à-dire où tous sapent les efforts de tous en travaillant à la survie de leur propre appareil contre tous les autres.³⁴ Tous les appareils pratiquent leur propre sectarisme avec des motivations légitimes et rationnelles : il y a toujours de bonnes raisons, malgré les meilleures intentions, de se conformer aux règles de ce jeu à somme négative. Le sectarisme est stratégiquement stérile, mais il est un bon sens tactique implacable (être sectaire n'est pas forcément être opportuniste ni être irrationnel).

34. Dans un jeu à somme négative, chaque joueur joue pour son propre gain, ce qui crée un total (la somme) déficitaire : il y a moins à gagner après le jeu qu'avant le jeu. Le jeu à somme négative repose sur la structure qui détermine les choix, qui crée des incitations à certains comportements : les règles. Des changements dans la structure du jeu, que ce soient ses règles ou celles construites par les joueurs entre eux (le métajeu) peuvent changer les incitations, et donc, les comportements : l'on peut passer d'un jeu à somme négative à un jeu à somme nulle (où personne ne perd), ou positive (où tous gagnent). Le jeu à somme négative est une tendance à la décomposition, là où le jeu à somme positive est une tendance à la recomposition.

Cette situation, causée par la crise organique du mouvement communiste en France, doit selon nous trouver son issue dans sa propre négation, qui doit être la conséquence de la progression quantitative du communisme en France au rythme de l'intensification de la lutte des classes.³⁵ Les rapports sectaires sont selon nous condamnés à ne plus pouvoir se reproduire après un certain stade d'accumulation atteint à l'échelle du mouvement dans son ensemble, et laisser la place à de nouveaux rapports unitaires — de camaraderie. C'est la résolution par le haut des contradictions intersectoriales.

Si cette ligne unitaire doit s'affirmer, ce n'est pas car elle serait vertueuse, mais car la crise du modèle sectaire est inévitable et implique son propre dépassement : le risque impliqué par la non-coopération deviendra plus grand que le risque impliqué par la coopération. Nous concevons cette transition comme l'émergence et la croissance de phénomènes auto-inhibiteurs du sectarisme : la destruction mutuellement assurée en cas de conflit antagonique (incitation négative), l'attente d'une rentabilité supérieure dans la mise en commun que dans l'isolement (incitation positive), ou l'injonction à l'entraide face à la répression étatique (incitation positive et négative), etc. Le subséquent changement de paradigme sera donc une transformation organique, et non pas le résultat d'un volontarisme. L'émergence de ces phénomènes auto-inhibiteurs sera le produit du nouvel état de la lutte des classes en France, se traduisant par des impératifs et des pressions plus élevées, correspondant au nouvel état quantitatif du mouvement communiste.³⁶

Cette accumulation ne s'interrompt jamais. Même si, pendant cette période de crise organique (dont on voit la fin), notre mouvement se décompose autant ou plus vite qu'il ne se recompose, il tend toujours vers une plus grande et plus

35. Crise organique, ici au sens de situation où les conditions de la reproduction sociale d'un phénomène ou d'une institution ne sont plus permises ou ne se retrouvent plus (où ce phénomène ou cette institution ne peuvent plus exister comme ils l'ont fait jusqu'alors), et ce radicalement (où la crise est dans ce qui produit ce phénomène ou cette institution en premier lieu).

36. Cette conception de la condition sectaire et de sa fin, ne nie pas le facteur subjectif (les idées et comportements individuels et organisationnels sectaires), mais se veut anti-idéaliste. Nous ne nions pas que — comme partout — le facteur subjectif existe et joue un rôle. Mais nous nous opposons fermement aux lectures qui font de l'égo, de qualités morales ou de l'intellect des facteurs centraux, déterminants principaux, dans l'existence du sectarisme d'organisation. Nous n'y voyons qu'une inversion entre la cause et la conséquence : ces sentiments et comportements sont permis et produits par le système sectaire, et ses lois impersonnelles. Là encore, comme toujours, c'est la réalité matérielle qui détermine la conscience. Les discours du type « ils sont stupides, contrairement à nous », pour expliquer le sectarisme, sont des réifications idéalistes, qui n'apportent aucune explication ni solution.

harmonieuse quantité (dynamique de complexification).³⁷ Décomposition n'est pas disparition. Dans son développement, rien n'est jamais strictement à perte. À l'échelle des cellules que sont les sectes, chaque cycle de décomposition-recomposition est une crise qui résulte en une diminution quantitative, mais qui est aussi toujours une accumulation par ailleurs.³⁸

Actuellement, l'état du système est trop volatile, trop chaotique car trop simple (faible niveau quantitatif). Une multitude d'astres agrègent des masses négligeables avant de se désagréger. Mais à partir d'une certaine masse critique atteinte (saut qualitatif), la tendance centrifuge est supplantée par une tendance à la concentration — l'agrégation est plus rapide que la désagrégation. Ainsi, un ou plusieurs centres de gravité non négligeables pour le système se forment. Puis, autour de ce ou ces centres, le système se transforme. En accumulant, le mouvement ouvrier se complexifie, et se complexifiant, il se transforme en complexifiant son niveau d'organisation, politique, et idéologique.

L'on peut mesurer l'avancée de la régénération du mouvement communiste avec trois métriques. La *gravitas*: le rayonnement d'une respectabilité et d'une attractivité (prestige, sérieux, considération, etc.) — un *soft-power*. L'hégémon:

37. La correspondance entre les composantes accumulées, ce que nous appelons l'harmonie, est en soi une des quantités accumulées. L'accumulation n'est pas seulement celle des composantes A, B ou C, mais aussi de l'harmonie entre A, B et C. Celle-ci est aussi nécessaire que toute autre quantité pour le saut qualitatif.

38. Par exemple, lorsqu'une cellule se dissout, l'ensemble perd une certaine quantité en militantes et militants et en moyens opérationnels, mais gagne aussi une certaine quantité en expérience. Le système se simplifie d'une part, mais se complexifie d'autre part. De plus, cette situation entropique est en soi une opportunité pour une nouvelle reconfiguration, potentiellement d'un plus haut niveau quantitatif que le précédent (en militantes et militants, moyens, connaissances, expériences, harmonie, etc.). En cela, la condition sectaire est aussi une pression sélective dans le sens de la complexification. Les sectes qui composent le mouvement se complexifient en grandissant, jusqu'à ce que leur forme ne se complexifie à leur tour, et ce jusqu'à ce qu'elles ne cessent d'être des sectes — la crise du sectarisme. Le mouvement lui-même accumule, jusqu'à ce que son état d'organisation ne s'adapte au nouveau niveau de complexité de son système, en se complexifiant — l'émergence du Parti. De décompositions en recompositions, la quantité progresse en permanence, et elle se change en qualité, d'abord au niveau des cellules (les sectes), puis du tout (le mouvement communiste).

Les ruptures générationnelles sont des crises bien réelles, où s'observent des pertes à tous les niveaux de l'accumulation. Mais même si « l'on recule parfois plus que l'on avance », *in fine*, « l'on avance toujours ». Il va sans dire que notre optimisme révolutionnaire est fondé sur la conviction que dans cette nouvelle phase historique qui s'ouvre pour les communistes, l'on se destine à avancer plus et à atteindre loin. Notre militantisme n'est jamais en vain, et celui des générations qui nous ont précédé, même celui de celles qui observèrent les plus intenses degrés de décomposition, n'a jamais été en vain non plus!

la capacité de commandement (influence, persuasion, contrainte, position nodale dans un réseau de dépendance, etc.) — un *hard-power*. Et l'*imperium* : le pouvoir de transformation du monde (un programme et une puissance correspondante) — une capacité de projection.

Chaque groupe atomisé travaille donc à sa propre *gravitas*, est en lutte pour se constituer un hégémon, avec pour finalité de retrouver un *imperium* : chacun veut faire émerger le centre autour de soi. Paradoxalement, c'est de leur échec à atteindre ce but à l'échelle de leur appareil, que se constatera ce succès à l'échelle du mouvement communiste. Dans la poursuite sectaire de ces objectifs par chaque secte, c'est la condition sectaire, cause en premier lieu de la situation d'impuissance à laquelle elles cherchent à échapper, qui va être niée. À terme, aucune secte n'aura gagné la *gravitas*, l'hégémon et l'*imperium* souhaité initialement, mais c'est le mouvement communiste qui observera une telle réussite : un centre aura émergé. La condition sectaire initie un processus sectaire qui aboutit dans la négation du sectarisme.

La décomposition du communisme en France (sa crise organique) est la séquelle de l'impérialisme. Avec la crise de l'impérialisme, le communisme est engagé dans une dynamique de recomposition. Nous ne jouons pas à jeu égal avec la bourgeoisie : les institutions de classe du prolétariat se sont désagrégées et sont tombées en décadence, pas les leurs.

Le mouvement communiste a émergé comme avant-garde politique et idéologique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire comme conséquence de l'intensification de la contradiction entre Travail et Capital — l'aggravation de la lutte des classes. Le Capital augmentant sa pression sur le Travail, et le Travail augmentant sa résistance au Capital. Cependant, devant les offensives croissantes en récurrence et en profondeur du prolétariat, le Capital a dû changer sa stratégie, pour se sauvegarder. Avec l'apparition de l'URSS, du Komintern et des Partis communistes, post-1918, puis des démocraties populaires d'Europe de l'Est et de la Chine populaire, post-1945, la dictature bourgeoise a revêtu une nouvelle forme : le consensus keynésien.³⁹

39. L'apparition des entrailles de la boucherie interimpérialiste de 1914-1918, de la première dictature du prolétariat d'échelle nationale, en lieu et place d'un empire gouverné par une dynastie tricentenaire, fut un coup d'effroi qu'il est dur de concevoir à notre époque. Les statistiques sur la redistribution des richesses dans les pays capitalistes-impérialistes, avant et après 1917, parlent d'elles-mêmes. Inutile d'ajouter que cette terreur ne s'est pas amoindrie avec l'expansion de l'influence communiste sur un tiers de l'humanité, après la victoire soviétique contre l'Allemagne hitlérienne et la victoire du *Parti communiste de Chine* contre le Japon militariste et le *Kuomintang*. Il est univoque

Le consensus keynésien en est un en ce qu'il est un compromis social-impérialiste, entre l'aristocratie ouvrière et la bourgeoisie impérialiste, dans les pays dominants.⁴⁰ Ce compromis est bilatéral : le mouvement ouvrier a conquis et imposé, autant que la dictature bourgeoise a permis et consenti. Le consensus keynésien est social-impérialiste, car son existence a été rendue possible par les surprofits de l'impérialisme — l'échange inégal. C'est l'impérialisme qui a créé une telle situation, où un taux de profit satisfaisant peut être concilié avec une réduction du taux d'exploitation du prolétariat. Cet allègement de la violence sociale du capitalisme ici, s'est donc fait aux dépens du prolétariat des pays dominés.

La conception et l'implémentation du consensus keynésien ont été progressives : ses préfigurations avec les lois sociales bismarckiennes (comme composantes des lois antisocialistes), de 1883 à 1889 ; ses prémices avec les politiques redistributives pour les métropoles, au lendemain de la 1^{re} Guerre mondiale ;

que frappée par l'horreur du bolchevisme, la bourgeoisie internationale a généralisé l'adjonction de la carotte au bâton, pour tenter de contenir à tout prix la menace existentielle du communisme. Cette épée de Damoclès a entretenu un complexe obsidional — qui fait écho à celui de l'URSS d'alors — relatif au mouvement communiste, qui a motivé la bourgeoisie à céder du terrain aux élans du Travail, selon la logique de « lâcher du lest, pour ne pas s'écraser ». Dire cela ne dénigre pas le rôle actif des luttes du prolétariat dans la conquête de ces réformes, rendues possible par son niveau d'organisation supérieur (l'existence des Partis communistes et du Komintern). Mais il ne faut pas avoir une compréhension unilatérale de cette relative retraite de la bourgeoisie. Il est vrai de dire que le camp du Travail a conquis, mais il est autant vrai de dire que le camp du Capital a laissé prendre. Il n'y a pas eu l'un sans l'autre, car c'est parce que le camp du Travail était puissant et menaçant, qu'il a pu prendre autant et que la bourgeoisie était suffisamment terrorisée pour modérer sa réaction — jouer la carte de la « paix sociale ». Là où elle n'a pas pu (économiquement) consentir à ce compromis, c'est-à-dire là où les taux de profits n'étaient pas suffisants pour rendre possible un *modus vivendi* protokeynésien (Italie, Espagne, Allemagne, Europe de l'Est), et où elle était suffisamment puissante pour le faire, elle a eu recours à une autre stratégie (elle aussi sociale-impérialiste) : le fascisme.

40. L'aristocratie ouvrière désigne les prolétaires — ceux qui sont exploités car ils n'ont que leur force de travail à vendre — qui « bénéficient » d'une moindre exploitation. L'on peut distinguer deux utilisations de ce concept. Premièrement, dans un cadre national, pour parler des prolétaires qui profitent de conditions de travail privilégiées et d'un meilleur revenu à travail égal (par exemple, le corps managérial). Ce qualificatif peut-être utilisé pour comparer des ouvriers d'une même corporation, ou des ouvriers de corporations différentes entre eux. Deuxièmement, à l'échelle internationale, pour désigner les ouvriers des pays impérialistes dans leur ensemble, enrichis par l'échange inégal, et ainsi profitant de l'exploitation des ouvriers des pays dominés. L'on peut alors aussi parler d'aristocratie internationale du travail.

le *New Deal* (et homologues), issu de la Grande dépression de 1929 ; puis sa généralisation en Occident avec le plan *Marshall* et la construction des « États-providences », au lendemain de la 2^{de} Guerre mondiale.⁴¹

Économiquement, il a consisté en une augmentation du prix de la force de travail. Directement, par l'augmentation des salaires et la baisse du temps de travail (toutes choses égales par ailleurs), et indirectement, par les acquis sociaux gagnés (par exemple, la Sécurité sociale). Un transfert de valeur vers le prolétariat s'est opéré dans la péréquation des profits, et leur poursuite par la bourgeoisie a été régulée. « L'État-providence », paternaliste et interventionniste, a été la nouvelle forme de l'État bourgeois de métropole, correspondant à ce nouveau paradigme.

Politiquement, le consensus keynésien s'est accompagné du collaborationnisme de classe (et de l'interclassisme), c'est-à-dire du sacrifice de l'autonomie politique du prolétariat, au profit des concessions accordées dans la réduction de l'exploitation. Le mouvement communiste des pays impérialistes a progressivement abandonné la stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir, puis la révolution et la dictature du prolétariat. Les revendications politiques de classe se sont graduellement dissoutes dans des revendications strictement économiques, jusqu'à ce que ces dernières ne les substituent complètement. Les projets de transformation ont disparu pour être remplacés par des projets de gestion.

Le consensus keynésien a été une retraite stratégique de la bourgeoisie, devant les avancées nationales et internationales du prolétariat. Pour contenir les positions conquises par le prolétariat (les pays socialistes), il a été l'aspect intérieur (un répit dans les pays impérialistes), d'une stratégie anticommuniste, doublé d'un durcissement extérieur (le renforcement de l'encerclement impérialiste — dont la politique de *containment*). Le mouvement communiste a capitulé en Occident et en URSS, en se convertissant au révisionnisme. En Occident,

41. Nous retenons le nom de Keynes, pour qualifier le consensus keynésien, car c'est le visage le plus emblématique associé aux théories qui le justifieront. Cependant, la référence à Keynes est indicative : le consensus keynésien a émergé et évolué avant, malgré et sans Keynes, et lui a survécu. Pour cela, il ne faut pas confondre le keynésianisme, c'est-à-dire une école économique, avec ce que nous qualifions de consensus keynésien, mais retenir le phénomène du capitalisme dont les théories de Keynes ont fait partie et auquel elles ont été associées. Par exemple, le *New Deal* est souvent associé au keynésianisme, alors même que ce dernier est né trois ans après celui-ci, en 1936.

il s'est laissé piéger par des promesses de gains immédiats, et parallèlement en URSS, il a reculé devant les positions impérialistes, l'un entraînant l'autre vers la victoire du révisionnisme dans les Partis communistes occidentaux et en URSS.

Le consensus keynésien a été une grande victoire pour le camp du Capital, en ce qu'il a mis fin aux conditions ayant rendu nécessaire son adoption. D'une part, en étant à l'origine de la crise organique du mouvement ouvrier qui a décomposé le mouvement communiste, laissant donc le camp du Travail désorganisé et impuissant — sans force ni direction. D'autre part, en mettant fin à la crise économique générale dans laquelle le capitalisme était embourbé dans l'entre-deux-guerres, en créant un immense débouché économique (l'aristocratie ouvrière), rendant ainsi possible la croissance de la production et des profits.

Cependant, en ayant été une issue de la crise politique et économique du capitalisme, le consensus keynésien a rempli son rôle historique contre-révolutionnaire. Sa victoire a annoncé sa fin, d'autant plus que le capitalisme a connu de nouvelles crises, qui ont imposé à la bourgeoisie impérialiste d'agir pour maintenir et augmenter son taux de profit. Plus rien n'a retenu le Capital, et ses exigences n'ont plus été satisfaites : le consensus keynésien n'étant plus dans les intérêts politiques ni économiques du Capital, il est donc devenu obsolète.⁴²

Après une phase historique de retraite, la bourgeoisie est rentrée, avec les années 80, dans une phase d'offensive : le néolibéralisme. Il est l'entreprise de dissolution du consensus keynésien, c'est-à-dire le retour du capitalisme à sa forme antérieure à la 1^{re} Guerre mondiale. C'est le mouvement de démantèlement

42. On pourrait croire ici que le keynésianisme était une reconfiguration au détriment de la bourgeoisie. Or, ce n'est pas forcément le cas. Les limitations interventionnistes dans l'économie restreignent la concurrence et l'exploitation du Travail, mais cette contrainte a aussi pour contrepartie de créer un capitalisme plus stable, en limitant la recherche immédiate du profit maximal, donc ses crises de surproduction, avec elle les luttes intermonopolistes et interimpérialistes, et en pacifiant les masses prolétaires. Même si des capitalistes arrivent toujours à sortir plus riches de chaque crise, la bourgeoisie dans son ensemble n'a pour autant pas intérêt à la crise, car l'enrichissement de certains capitalistes se fait par la ruine de nombreux autres (la crise de 2008 fait un bon exemple). La dérégulation économique est d'abord l'œuvre des monopoles et est d'abord dans leurs intérêts — pour augmenter le taux de profit et conquérir des marchés à court terme. Les prédictions quant au « pourrissement du capitalisme » à l'époque de l'impérialisme, se sont révélées relativement fausses jusqu'à aujourd'hui, car l'action révolutionnaire du prolétariat mondial a eu pour effet imprévu de restreindre les pulsions morbides du Capital en mobilisant son instinct de survie, lui permettant de poursuivre dans un calme relatif l'accumulation de forces productives et de profit. En conclusion, le néolibéralisme réalise avec délai indirectement ces prédictions (toujours justes dans l'absolu) — le Capital se libère pour mieux s'autodétruire. Dans leur avidité et leur *hubris*, les capitalistes et les impérialistes sont leurs propres fossoyeurs !

des structures faisant obstacle à l'augmentation des profits, dont et surtout celles régulant le prix de vente de la force de travail — les acquis sociaux. Il s'observe aux échelles nationales respectives, mais aussi à l'échelle internationale, de la part d'institutions tel que le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, ou la Banque mondiale.

Au consensus keynésien, paternaliste et interventionniste, s'est substitué le consensus de Washington, libéral et dérégulateur, ce qui se traduit par l'abandon de «l'État-providence». Le néolibéralisme répond à la faiblesse du mouvement ouvrier et aux nouvelles difficultés économiques du Capital, dans les convulsions du système capitaliste-impérialiste.⁴³ Le modèle socioéconomique keynésien, consistant en un compromis entre l'aristocratie ouvrière et les bourgeoisies impérialistes, est en crise. Premièrement, car il ne correspond plus aux sacrifices que la classe capitaliste est prête à consentir en l'absence de la menace d'un mouvement ouvrier mondial puissant, et de l'ombre de l'URSS. Et deuxièmement, car il n'est plus compatible avec des taux de profits satisfaisants pour celle-ci (malgré l'extraction de valeur dans les pays dominés — les surprofits de l'impérialisme).

Avec la maturation du néolibéralisme, la lutte des classes connaît une nouvelle phase historique d'intensification croissante dans les pays impérialistes, jusqu'alors pacifiés. Avec celle-ci, c'est la crise organique du mouvement ouvrier qui y prend fin, et donc la crise de la condition sectaire du mouvement communiste qui s'y amorce.

La condition sectaire n'est pas une nouveauté dans l'histoire du mouvement communiste mondiale. La négation du sectarisme par les sectes est déjà advenue, par exemple avec la création du *Parti ouvrier social-démocrate de Russie* (POSDR) en 1898 ou de la *Section française de l'internationale ouvrière* (SFIO) en 1905. Aux mêmes causes les mêmes effets, l'unité du mouvement communiste se fera à nouveau avec la crise de ses divisions.

43. Nous parlons ici de plusieurs phénomènes ayant frappés les pays capitalistes impérialistes alors hégémoniques (l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et le Japon) : la chute continue du taux de profit (temporairement rehaussé dans les pays impérialistes après la 2^{de} Guerre mondiale), les crises économiques mondiales successives (des deux premiers chocs pétroliers en 1973 et 1979 jusqu'à la crise économique induite par la crise sanitaire du Covid-19, en passant par la crise financière de 2007-2008), l'intensification de la concurrence entre monopoles impérialistes (la fissuration de l'alliance politique anticommuniste des impérialismes, et avec elle de leur communauté d'intérêt économique), et l'émergence de nouveaux pôles impérialistes challengers (principalement la Chine). Le développement de ces nouvelles conditions économiques a déstabilisé et comprimé l'expansion des profits des impérialismes occidentaux.

Avant que le POSDR ne se crée, les marxistes de l'Empire russe étaient dans un état de désorganisation en rien étranger au nôtre. Il y existait alors une multitude de petits groupes, allant de la poignée d'individus à quelques dizaines de militants. Leur isolement entre eux était tel qu'il pouvait exister dans une même ville plusieurs groupes coupés les uns des autres. Les raisons de cette fracturation relevaient autant du manque d'énergie disponible à dédier aux relations, des exigences de la clandestinité, des désaccords, que de l'animosité interpersonnelle entretenue entre militants. Les formes d'organisation, les idées défendues, et les activités étaient très hétérogènes d'un groupe à l'autre, et parfois même d'un militant à l'autre dans un même groupe. Les partisans du terrorisme, les syndicalistes et les intellectuels se côtoyaient ainsi sous la bannière de la social-démocratie. Les fonctions remplies par ces « petits cercles » ont d'abord été principalement l'étude et la propagande (débat, lecture et écriture théorique), puis se sont étendues à l'organisation et à l'agitation de masse (distribution de tracts, initiation et coordination de grève, etc.). Se retrouvaient de manière plus ou moins éclectique et immature diverses conceptions de la théorie et de la stratégie marxiste, toutes aspirantes au statut d'orthodoxie. Dans ce contexte, le journal produit par le groupe, généralement local et souvent éphémère, était un enjeu central : se faire connaître, se faire entendre, s'adresser aux ouvriers et aux autres militants sociaux-démocrates (pour informer, débattre, attaquer, défendre, etc.), maintenir une cohésion interne, etc. La sociologie du mouvement était alors dominée par une majorité de petits bourgeois intellectuels (l'intelligentsia) — surtout dans ses premiers temps —, bien qu'il y existait déjà des militants ouvriers et des groupes à majorité ouvrière : la jonction entre socialisme et mouvement ouvrier y était encore incomplète, autre symptôme de son faible niveau qualitatif.

Toute ressemblance avec le « milieu militant » français actuel n'est pas fortuite.

Cette époque de balbutiement, Lénine lui a donné un nom : la *kruzhkovshchina*, soit « l'ère des petits cercles », par opposition à l'époque du Parti (la *partiinnost*). Ce que Lénine appelle le « petit cercle » (le *kruzhok*), nous l'appelons la secte. Il n'y a aucune différence entre l'objet de la *kruzhkovshchina*, dont parle Lénine, et celui du concept de la condition sectaire, que nous utilisons : la constellation chaotique et foisonnante de micro-organisations marxistes. Nous avons choisi

de mettre l'emphase sur le fait que cette situation était moins celle d'une faiblesse quantitative (le cercle, le groupe) que d'une insuffisance qualitative, qui se traduit par le sectarisme, d'où notre utilisation revendiquée du terme « secte ».44

La grande victoire du POSDR a été d'unir autour d'une direction centrale, la multitude des cercles d'activistes et de journaux marxistes, indisciplinés et divisés dans des polémiques incessantes. Certes, et l'Histoire l'a confirmé, cette unité n'était qu'une étape dans le processus unitaire des marxistes, d'inclusion et d'exclusion (le « tri ») qui a continué jusqu'en 1917, et après. Mais elle est restée une étape qualitativement importante, une synthèse d'une longue série, qui n'était pas finie. Le II^e congrès du POSDR en 1903, avec la création d'institutions centrales fonctionnelles, marque la fin de la *kruzhkovshchina* et acte l'entrée dans la *partiinnost*, lorsque les « petits cercles » sont devenus des « cellules », celles du Parti.⁴⁵

Aujourd'hui chacun veut être l'embryon du nouveau *Parti bolchevique*, mais peu reconnaissent, ou consentent, devoir passer par toutes les étapes préliminaires qui ont permis au *Parti bolchevique* d'exister — dont la *kruzhkovshchina*. Pour qu'il y ait les bolcheviques, il a fallu le POSDR, pour qu'il y ait le POSDR, il a fallu la *kruzhkovshchina*, et pour qu'il y ait la *kruzhkovshchina*, il a fallu le développement du capitalisme en Russie et toute l'histoire du narodnisme — les populistes russes de la 2^e moitié du XIX^e siècle. L'on se souvient du *Parti bolchevique* (entre autres) comme il a été pendant la guerre civile et après, mais

44. La connotation négative du terme « secte » est volontaire, à fin provocatrice. Le mouvement communiste doit être capable de faire son propre bilan aussi lorsque les conclusions ne sont pas glorieuses. Si nous ne sommes pas assez courageux pour nous décrire nous-mêmes, en des termes aussi crus que nécessaire, comment allons nous prétendre décrire la réalité avec suffisamment de justesse pour y faire la révolution ? Il est un fait indéniable à quiconque que les organisations politiques communistes sont plus ou moins perçues avec incompréhension ou appréhension par la majorité des masses populaires. Le terme « secte » revient ainsi souvent pour nous qualifier, ainsi soit-il. Certains cherchent à se soustraire à ce jugement en s'organisant sous une forme semi-politique, c'est-à-dire à mi-chemin entre l'organisation « de masses » et l'organisation politique « de cadres », ou en se retranchant dans la lutte économique syndicale ou parasyndicale (elle aussi semi-politique), car socialement perçue comme plus légitime et compréhensible. Nous pensons, au contraire, qu'il faut accepter le jugement, et reconnaître ce qu'il dit de vrai sur nous, sans en conclure qu'il faudrait abandonner ou diluer la lutte et l'organisation politique.

45. Un fait notable, est que la proclamation du POSDR n'a pas subitement mis fin à la condition sectaire des sociaux-démocrates de l'Empire russe, celle-ci s'est continuée et progressivement dissoute dans le POSDR. La création de la *partiinnost* a été un objet de lutte politique en soi au sein du POSDR.

l'on a oublié le lent et difficile processus qu'il a dû emprunter pour devenir ce parti. L'on veut l'imiter comme il est devenu sans passer par là où il est passé pour le devenir. Or, il faut commencer par le commencement.

Il faut séparer le nécessaire du contingent. Il n'est pas nécessaire d'être condamné à reproduire les mêmes erreurs théoriques et politiques du POS-DR, et donc de retraverser toutes les étapes de développement qu'il a connues. Cependant, dans ces erreurs — ces étapes —, il y avait une part de nécessaire à laquelle nous n'échappons pas. La rétrospective n'est pas un allant de soi, y consentir (pour apprendre de l'Histoire) est une première étape, mais ce n'est qu'une première étape, et la plus facile. Reste le plus dur de l'étude : démêler le contingent du nécessaire, et le vrai du faux.⁴⁶

L'absence de centre de direction rend inévitable la coexistence de lignes justes et fausses, que ce soient celles qui refusent de retenir les erreurs du passé ou celles qui en font une interprétation aussi sincère qu'incorrecte (dans leur fond ou la forme de leur application). Cette difficulté à comprendre notre passé n'est qu'un énième symptôme de notre arriération qualitative — qui correspond à notre immaturité quantitative. Pareillement, notre faible niveau quantitatif ne peut pas rendre possible un niveau qualitatif supérieur à ce que nous connaissons actuellement — la condition sectaire. Nous ne sommes pas condamnés à être aussi aveugles que les sociaux-démocrates pendant la *kruzhkovshchina*, car nous avons leur expérience. Mais celle-ci ne rend pas possible pour autant d'échapper à la *kruzhkovshchina*, car ce n'est pas le résultat d'une simple erreur de conception, d'une bêtise, mais d'un processus objectif impersonnel et inévitable, propre à un degré de développement quantitatif et qualitatif que notre volonté, ou notre intellect ne peuvent pas plier!⁴⁷ Personne ne veut la condition sectaire, comme personne ne voulait la *kruzhkovshchina*, et les sociaux-démo-

46. Avant de déterminer si une action ou pensée était juste ou fausse, il faut d'abord savoir si elle relevait ou non d'une nécessité, et dans quelle mesure, et ensuite, déterminer si elle correspondait ou non à une juste composition avec cette nécessité.

47. Nous héritons d'une qualité (l'expérience des sociaux-démocrates qui ont dépassés la *kruzhkovshchina*) qui peut se changer en quantité (notre croissance), mais absorber cette qualité n'est pas automatique : c'est un processus qui requiert déjà un certain niveau qualitatif et quantitatif, car il n'est pas extérieur à notre progression qualitative et quantitative, mais en fait partie.

Il faut appliquer la dialectique à notre propre évolution. La cybernétique a aussi des leçons à nous offrir. La complexité d'un état d'auto-organisation ne peut être que correspondante à la complexité de son système : l'état d'auto-organisation qu'est le Parti ne peut être que relative à la complexité atteinte par le mouvement communiste, et donc à la crise de son précédent état d'auto-organisation — la *kruzhkovshchina* ou la condition sectaire.

crates d'alors avaient certes moins de bagages historiques (car placés plus tôt dans l'histoire du mouvement ouvrier), mais ils n'étaient pas stupides. Voilà, cependant, la réalité sociale n'est pas régie par les *desiderata* subjectifs ou par la qualité des démonstrations scientifiques : l'émergence d'une ligne juste est autant celle de sa découverte *stricto sensu*, que celle de sa victoire, c'est-à-dire son hégémonie sur le mouvement.⁴⁸

Nos meilleurs efforts pour préfigurer le Parti en théorie, en pratique, et en unité, ne feront jamais de nous un « Parti en miniature ». Essayer de le préfigurer, ce n'est pas essayer vainement de l'imiter, en oubliant ce qui nous sépare encore de lui et ce qui le distingue de nous.⁴⁹

Dans le cas français, l'accumulation était entamée depuis bien plus longtemps que dans le cas russe. Depuis la 1^{re} Révolution française et pendant tout le XIX^e siècle, le mouvement ouvrier français a crû, entraîné par le développement industriel du pays. Les premières formes d'agrégats furent les clubs républicains radicaux et les sociétés populaires, animés par les strates les plus pauvres du tiers état, dont le prolétariat. L'on se souvient à ce titre autant du fameux club des Cordeliers que du massacre du champ de Mars. Au cours du XIX^e siècle, avec la maturation de la classe ouvrière comme force politique autonome de la bourgeoisie, ils se muèrent en clubs socialistes et ouvriers, plus radicaux et plus prolétariens. Cette accumulation d'expérience révolutionnaire et du mouvement ouvrier a créé un ferment excellent pour le socialisme français, foisonnant.

Cette progression a culminé pendant la Commune de Paris de 1871. Mais après l'écrasement de celle-ci lors de la Semaine sanglante, et la condamnation au bagne ou l'exil forcé de l'élite révolutionnaire, le mouvement ouvrier y fut décapité et les socialistes français retournèrent à leurs querelles sectaires. De la *Fédération du parti des travailleurs socialistes de France* de 1878 (FPTSF) émergea cinq tendances principales : possibilistes, allemanistes, guesdistes, blanquistes et socialistes indépendants, auxquelles il faut rajouter une multitude de sous-cou-

48. Il faut un certain niveau quantitatif pour que les lignes puissent atteindre un certain niveau qualitatif, mais il faut aussi un certain niveau qualitatif pour que ces lignes puissent gagner l'hégémonie du mouvement — c'est aussi un saut qualitatif!

49. Cela ne veut pas dire qu'il serait impossible d'apprendre de notre passé, pour éviter de répéter les mêmes erreurs indéfiniment. Il y a des conclusions universelles. Mais reconnaître cela ce n'est pas nier qu'il existe des limitations objectives, d'ordres structurels, qui s'appliquent à nous et nous limitent. Notre conscience ne peut transformer nos conditions matérielles qu'autant que nos conditions matérielles nous le permettent. Nous sommes les héritiers d'une histoire, mais les tributaires d'un présent.

rants et de courants plus minoritaires. Le tout divisé en diverses structures plus ou moins grandes et plus ou moins centralisées. Les meilleures intentions unitaires de la FPTSF ne purent pas épargner aux socialistes français ce long cheminement sinueux, qui les menèrent jusqu'à la SFIO, avec la convergence finale des tendances opposées vers la relative unité politique, idéologique et organisationnelle atteinte en 1905.

Il se passa donc 34 ans entre la décapitation du mouvement ouvrier et sa recomposition supérieure, 34 ans à une époque d'intense lutte des classes, qui n'a pas de commune mesure avec ce que nous avons connu ces 70 dernières années de consensus keynésien, en France. Dans ce processus, il faut noter deux particularités riches de sens. D'abord, la II^{de} Internationale a joué un rôle important, par le haut, dans l'union des partis socialistes préexistants à la SFIO (car il était inadmissible qu'un des principaux pays industriels d'alors soit démuné d'un parti social-démocrate digne de ce nom).⁵⁰ Ensuite, aucune des lignes alors en lutte, pendant la période de lutte entre partis, ne s'est révélée avoir été depuis le début la si attendue ligne « juste » (autant qu'il était possible d'en attendre pour l'époque) : celle-ci a émergé *sui generis*, sans que l'on puisse établir une continuité nette entre elle ou une des lignes précédentes, car elle fut une rupture avec toutes celles-ci.⁵¹

Le Parti est une perspective qui se mesure seulement à l'aune de décennies. Nous sommes conscients que dire cela n'est pas aussi séduisant que promettre sous peu la reconstruction d'un parti autour d'une idéologie parfaite, et dans la

50. Cette pression « extérieure » sur le socialisme français a permis un saut qualitatif qui n'aurait autrement pas été possible, mais celle-ci a aussi créé une unité moindre, car l'accumulation était moindre par ailleurs. Ainsi, la SFIO restait divisée sur de nombreuses questions de fond et d'actualité, elle restait encore relativement éclectique. Il y a eu une progression suffisante, quantitativement et qualitativement, pour que s'observe une synthèse — l'unité —, mais il y avait toujours une asymétrie entre la maturité organisationnelle, permise par la II^{de} Internationale, et la maturité politico-idéologique, attardée par manque d'accumulation autonome des socialistes français. Cette unité n'ayant été que partiellement endogène (organique), elle était donc autant plus incomplète, car elle n'était que dépendamment d'un facteur exogène.

51. Dans le cas de la SFIO, la synthèse des différentes lignes d'alors fut partielle seulement, d'où la continuité limitée entre celles-ci et la ligne sociale-démocrate sur laquelle se fonda la SFIO. Toute synthèse est inévitablement une continuité et une rupture, car elle va résulter de la résolution de propositions contradictoires. Mais cette synthèse peut laisser une continuité plus ou moins importante avec un des aspects qu'elle a dépassé. Par exemple, la ligne des bolcheviques n'est pas réductible à celle défendue par Lénine avant le POSDR, car ce fut bien une synthèse des débats successifs, mais il y a une continuité entre la ligne de Lénine et celle des bolcheviques, plus qu'il n'y a une rupture (la ligne de Lénine était l'aspect principal de cette synthèse).

foulée de relancer le mouvement révolutionnaire. C'est ce que nous considérons comme rompre avec une certaine impatience naïve, nourrie d'espérance volontariste. Celles et ceux qui militent pour des résultats à l'échéance de quelques années ne militent pas longtemps, et finissent par abdiquer et se ranger, déçus ou fatigués. Projeter ses ambitions sur la nébuleuse sectaire, entretenues et amplifiées par les chambres à échos militantes (n'entendre que des confirmations concordantes), la dépendance biographique au chemin (continuer de faire ce que l'on sait faire) et le biais des coûts induits («j'en ai trop fait pour m'arrêter là»), ne fait que rendre le deuil des illusions plus tardif et plus douloureux. Notre optimisme ne gagne rien à être vecteur de mythe collectif.

Nous, les micro-organisations, sommes l'équivalent des clubs socialistes et des cercles ouvriers du XIX^e siècle. Notre forme et nos ambitions sont différentes — nous n'avons pas la même conception de nous-même —, car nous arrivons après 200 ans de mouvement ouvrier. Mais dans le fond, nous sommes semblables, car notre état d'organisation répond à un même ensemble de causes analogues. Les conditions objectives et subjectives sont différentes, mais les similitudes entre le mouvement communiste en France au XXI^e et au XIX^e siècles révèlent des processus, paradigmes, crises, et perspectives comparables. L'accumulation effectuée par nos prédécesseurs ne s'est pas complètement perdue, nous avons leur expérience. Mais nous ne pouvons pas simplement reprendre là où ils se sont arrêtés : il faut arpentier à nouveau les sentiers qu'ils ont tracés avant nous, pour revenir là où ils sont arrivés, et enfin continuer leur chemin.

On ne peut pas «s'enfuir» de la condition sectaire par le haut, il n'y a ni formule magique ni raccourci pour reconstruire le Parti. La dimension groupusculaire rend séduisantes les variantes de liquidationnisme. Par exemple, la dissolution syndicale : le syndicalisme révolutionnaire ou l'économisme radical, c'est-à-dire ne militer plus que dans, avec ou comme les syndicats, et négliger les tâches politiques. Ou, le réformisme qui ne dit pas son nom : l'entrisme dans les partis réformistes, et toutes les autres formes d'abandon de l'autonomie de classe en déni. Mais le dépassement que nous recherchons ne peut pas se trouver «en dehors» de notre mouvement (un *ex nihilo* ou un *deus ex*), mais seulement «en lui-même», son saut qualitatif (un *ex materia*).

Car le néolibéralisme est sous tout aspect un retour à la forme du capitalisme précédant la 1^{re} Guerre mondiale, c'est aussi la tendance au retour à une conflictualité sociale d'ordre similaire. C'est donc le retour à une période d'offensive du prolétariat mondial avec laquelle l'ont discerné déjà la tendance à une recomposition de nos propres institutions de classe et de combat.

L'illusion présentiste, l'Histoire comme temps qui passe dans un immuable « maintenant » séparé du passé qui l'a amené (non comme étape dans une continuité en transformation vers un futur), où l'on s'y envisage comme sujet (non comme acteur), s'évapore. L'on observe d'année en année le réchauffement de notre régime d'historicité froid : c'est la « fin » de la « fin de l'Histoire ». Ce retour de l'historique et du paroxystique dans les subjectivités, encore brouillon, mais s'affirmant, est un autre marqueur révélateur : « *there is an alternative!* ». Les « grands récits » et « grandes idéologies » de la modernité ne sont jamais mortes — pas plus que la lutte des classes. La condition postmoderne n'a été qu'un court intermède historique dans les pays impérialistes, la conjecture de l'anesthésie keynésienne et de la fin de la guerre froide, dont l'inertie s'épuise. La vision du monde postmoderne est un présentisme radical. Elle n'a été qu'une fausse-conscience comme une autre, l'esprit d'une époque éphémère qui arrive déjà à son terme. Nous y reviendrons, cette faillite idéologique des « sens bourgeois » (de soi, de l'Histoire, de son destin dans le monde, etc.) est une opportunité pour le « sens communiste » : aux fausses-consciences, opposer la conscience de classe, et aux identités creuses en déshérence, substituer l'appartenance au prolétariat international et à son dessein — l'abolition de l'état présent des choses.⁵²

Une situation révolutionnaire, autant que la reconstitution d'un Parti communiste, demande des conditions objectives (reproduction matérielle des rapports sociaux) et subjectives (conscience et organisation) qui n'existent pas encore, et qui n'existeront probablement pas avant plusieurs années, sinon décennies. Dire cela ne change rien au constat selon lequel nous entrons dans une nouvelle phase historique du capitalisme, propice à un renouveau communiste et riche en opportunités révolutionnaires. Il ne faut pas croire que la situation révolutionnaire en France soit imminente, mais il ne faut pas être plus pessimiste que de raison. La crise du système capitaliste-impérialiste n'est pas un effondrement total prochain, mais elle reste une réalité néanmoins, dont

52. Postmoderne, non pas comme période après la modernité, mais comme illusion de la fin de la modernité. Là où la modernité est bel et bien toujours vivante, la postmodernité est bien réelle aussi, en tant que mirage. Celui-ci fut permis par une situation nouvelle du capitalisme dans quelques pays, et fit croire à certains que l'époque des « grands récits », des « grandes idéologies », et des grandes « utopies », était finie. La recherche d'une théorie capable de comprendre et transformer le monde a été remplacée par la recherche de la liquidation d'une telle théorie — qui serait fondamentalement une *hubris* impossible. La méthode rationaliste a été substituée par la méthode hypercritique (qui n'est pas un meilleur rationalisme, mais son abandon), rejetant ce qu'il y a d'essentiellement moderne dans la science de l'émancipation humaine. Le résultat fut une impasse tant théorique que politique, faisant le jeu de l'anticommunisme « de gauche ».

le néolibéralisme est un symptôme. L'aggravation est générale (économique, politique, géopolitique et écologique) et elle peut nous amener plus vite que présumé aux portes du pouvoir.

Pendant la période 1950-1990, le mouvement communiste mondial était avancé quantitativement et qualitativement, mais il était tendanciellement en décomposition. Pendant la période 1990-présent, l'inverse s'observe. Notre situation, malgré toute son originalité, est analogue à celle du mouvement ouvrier de la 2^{de} moitié du XIX^e siècle, avant la création des partis sociaux-démocrates, puis communistes, unis dans leurs Internationales respectives.

Aujourd'hui en France, il y a contradiction entre nos moyens et nos fins, entre ce que nous sommes et nos ambitions, entre ce que nous pouvons faire et ce que nous voulons faire. Cette contradiction, entre la condition sectaire et la révolution communiste, doit être résolue par la persévérance et la créativité du projet révolutionnaire porté par le mouvement communiste, car c'est son aspect principal. Sa progression est entravée par les divers mécanismes de reproduction du sectarisme qui persistent dans et entre les sectes, mais la lutte des classes rend inévitable celle-ci, et donc avec elle le dépassement du sectarisme par les sectes.

La stratégie antisectaire de l'*Unité communiste de Lyon* s'est parfois confinée à un volontarisme, se bornant — pour caricaturer — à appeler les divers cercles communistes au débat et à l'unité (à grand renfort de bonne volonté et de grands principes — sans succès). Nous avons depuis dépassé la métaphysique de cette conception de l'unité des communistes, en comprenant que celle-ci ne serait pas l'œuvre d'une négation mécanique du sectarisme, mais bien d'une négation dialectique de celui-ci. La fin des sectes ne sera pas l'œuvre d'une force ou d'une volonté extérieure qui s'appliquera à la condition sectaire, mais d'abord celle du mouvement interne de la condition sectaire elle-même. Autrement dit, la rupture avec le sectarisme se fera dans et par les sectes, et non pas indépendamment d'elles. La *partiïnost* est l'opposé de la *kruzhhkovshchina*, et la première ne peut être produite que par cette dernière (une chose se changeant dialectiquement en son contraire).

De ce raisonnement, nous tirons une conclusion simple et radicale. La pire erreur que puisse faire un communiste aujourd'hui en France n'est pas de militer en croyant avoir déjà le Parti (le voir là où il n'est pas), ni de croire que sa secte est l'embryon du futur Parti (être sectaire), mais de refuser de s'engager politiquement en l'absence de Parti (renoncer à sa construction). Communistes isolés : organisez-vous !

6. *UNITÉ COMMUNISTE EST ENGAGÉE DANS LES LUTTES PROGRESSISTES DU PEUPLE, QU'ELLES SOIENT ÉCONOMIQUES OU POLITIQUES, QUELLE QUE SOIT LEUR FORME DE MOBILISATION*

Nous considérons qu'il est de notre devoir de communistes, pour être dignes de ce nom, de jouer un rôle actif dans la lutte générale du Travail contre le Capital, ainsi que dans les luttes progressistes dans leur ensemble.⁵³ Cet engagement ne peut pas être qu'une position intellectuelle ou une déclaration de principe, mais ne peut exister que comme une pratique de la lutte des classes, et ce à toutes les échelles, tous les lieux et tous les moments où la conflictualité sociale s'exprime. Être communiste n'est pas une profession de foi, c'est le combat conscient pour le prolétariat, en tant que classe générale et selon ses intérêts de long terme, c'est-à-dire pour ses intérêts historiques : son émancipation par son autoabolition.

Nous voyons deux utilités immédiates à nous engager dans les luttes progressistes du peuple. Premièrement, c'est en participant activement aux mouvements de résistance du prolétariat et du peuple que l'on se forme au militantisme, et ce tant dans sa dimension pratique que théorique ou idéologique. Aucun de ces aspects n'est indépendant des autres ou ne peut être acquis hors-sol, ailleurs que dans la réalité matérielle de la pratique sociale : la lutte. L'on apprend à être communiste en luttant pour le communisme, pas dans des livres. Deuxièmement, c'est en existant comme militantes et militants communistes que l'on pose la base de l'organisation future du prolétariat et du peuple dans le Parti communiste, c'est-à-dire que l'on prépare vis-à-vis des masses et des autres communistes l'unité supérieure sous une forme qui dépasse ce qui existe actuellement, tant quantitativement que qualitativement.

Là où la concentration du prolétariat est la plus importante, et où les rapports d'exploitation et de subordination apparaissent le plus clairement, est également là où le prolétariat est le plus disposé à acquérir une conscience révolutionnaire face à sa condition. C'est le cas de la grande industrie, mais

53. Le matérialisme dialectique définit comme progressiste ce qui participe, directement ou indirectement, à la résolution des contradictions sociales existantes. Et par opposition, comme réactionnaire, ce qui œuvre au maintien des contradictions existantes, à leur défense. Un mouvement progressiste à un instant T peut devenir réactionnaire, si celui-ci par sa position de classe ou une analyse erronée ne participe plus à la résolution des contradictions.

pas exclusivement. Ces lieux où fermente et s'affine la conscience de classe peuvent autant être ceux du travail — l'usine — que de la reproduction de la force de travail — le quartier.

Le combat politique de classe commence dans le combat économique de classe, mais il ne s'y réduit pas et doit le dépasser. Le syndicalisme n'est pas révolutionnaire en soi, mais c'est une école incontournable. C'est le lieu de confrontation directe du Travail contre le Capital, sous la forme de la lutte du salaire contre le profit (augmenter le prix de vente de la force de travail), pour assurer sa reproduction. Dans le cas du syndicalisme, celui-ci cesse d'être réformiste précisément lorsque la mobilisation syndicale cesse d'être syndicale. C'est le changement de la négociation sur la péréquation des profits (dont ceux de l'impérialisme), vers le combat pour l'abolition du profit (et de l'impérialisme). Ce qui compte, ce n'est pas tant le lieu de la lutte (celui de la production, de la reproduction de la force de travail, de la négociation de son prix, de la démocratie des exploités, etc.) ou comment l'on y lutte (grève, occupation, manifestation, rassemblement, etc.), que pour quoi il y a lutte. Le lieu et la méthode adéquats découlent du « pourquoi », ils sont déterminés par lui et ils doivent lui répondre.

Notre investissement dans les luttes du peuple n'est pas simplement une participation, mais consiste en soi en une lutte idéologique. Cette lutte est celle pour opérer une montée en généralité des mots d'ordre: de la situation particulière vers la conscience de classe, et des questions d'ordre quotidien vers celles d'ordre politique. Il n'y a aucun intérêt à reprendre tels quels les mots d'ordre préexistants lorsque l'on s'implique dans une mobilisation syndicale ou progressiste. Simplement les commenter n'apporte aucune plus-value politique. La pertinence de l'adhésion à une mobilisation est dans sa radicalisation. Cette lutte n'est pas tant celle pour demander plus (« un meilleur salaire ! » ou « de nouveaux droits ! ») que pour demander autre chose (« plus qu'un salaire ! » ou « un nouveau Droit ! »). C'est aussi celle pour demander autrement : lorsque la grève cesse d'être une grève, que la manifestation cesse d'être une manifestation, etc.⁵⁴

54. À ce sujet, c'est avec ses mots d'ordre que l'on juge un mouvement, au-delà de son apparence. Les mots d'ordre ne sont pas des énoncés universellement vrais, intemporels, mais des expressions contextuelles d'objectifs de lutte. Ce sont eux qui révèlent le fond de la question qui mobilise, beaucoup plus que la sociologie des participants à une mobilisation. Ainsi, derrière des mots d'ordre immatures, voire ambigus, il peut exister un mouvement progressiste ou révolutionnaire en germe. À l'inverse, un mouvement peut paraître prometteur, et ses mots d'ordre, révéler une impasse certaine, voire un débouché réactionnaire. L'essence sociale d'un mouvement, son « âme »

Cette transformation d'une lutte dans la forme (actions de la mobilisation) et le fond (revendications de la mobilisation) ne peut cependant pas être imposée, ni par le haut ni en étant un élément détaché de celle-ci. Elle ne peut pas non plus être attendue ni être appelée. La radicalisation ne peut être que dans et avec la lutte, pas en dehors ou contre elle.

La bonne méthode de lutte idéologique au sein du peuple consiste à partir des problèmes déjà existants que connaît le peuple, de les interpréter dans ce qu'ils révèlent de révolutionnaire dans la situation présente, et de revenir au peuple avec des mots d'ordre connectés à ce qu'il conçoit déjà comme ses problèmes et intérêts, mais à un niveau supérieur de radicalité et de justesse. C'est la méthode de la ligne de masse. Cela ne signifie pas que les masses seraient naturellement ou spontanément révolutionnaires ou justes, seulement que pour les rendre révolutionnaires et justes, il faut trouver la révolution qui existe déjà en germe dans leurs insatisfactions immédiates, c'est-à-dire ce qui est connecté aux contradictions sociales existantes que l'on doit résoudre. *In fine*, c'est développer la vraie-conscience de la lutte des classes qui existe déjà empêtrée dans les idéologies fausses. Cette méthode est celle de la résolution de la contradiction entre l'idéologie révolutionnaire de l'organisation politique et l'idéologie du peuple telle qu'elle existe.

Les militants de la social-démocratie révolutionnaire du XIX^e siècle parlaient de la « jonction entre le socialisme et le mouvement ouvrier » comme d'une tâche primordiale à leur existence effective. De quoi parlaient-ils ? De la fusion entre le mouvement des intellectuels qui analysaient le présent et imaginaient le passage à un monde postcapitaliste (l'intelligentsia socialiste), et celui des ouvriers qui luttaient pour survivre ou s'extirper de leur condition (le mouvement ouvrier). En d'autres termes, la jonction entre l'analyse scientifique du monde et la lutte réelle du prolétariat. Là où nos institutions de classe et de combat se sont dissoutes et où le mouvement ouvrier a reculé, cette tâche est à recommencer. Il est juste d'avoir pour objectif de recréer un Parti résultant de cette jonction, mais vain d'espérer être ce Parti avant que cette jonction ne soit d'abord conclue à nouveau.

« Former, organiser, lutter, vaincre ! ». Notre démarche n'est fondamentalement pas différente de celle préconisée par le vieux slogan « *studieren, propagandieren, organisieren* » (« étude, propagande, organisation »). C'est toujours le *leitmotiv*

politique, se dévoile dans ses mots d'ordre, et notre conduite est déterminée par ces derniers, en fonction qu'ils soient de classe ou non, prolétaires ou populaires, progressistes ou réactionnaires, etc.

de notre implication auprès du peuple et de ses luttes. Étude, non seulement intellectuelle mais aussi pratique, pour être des communistes entiers et pleinement opérationnels. Propagande, sur les revendications immédiates, mais surtout politiques, qui ne peut exister qu'adjointe de « servir le peuple », car notre (agitation-)propagande doit se faire par la lutte avec le peuple pour le peuple. Organisation des communistes et du peuple, partout où la lutte présente la rend possible et où la préparation de la lutte révolutionnaire future l'exige.

Qu'importe la dimension plus ou moins groupusculaire de nos structures (quelques militants, quelques dizaines, quelques centaines ou quelques milliers), les communistes doivent organiser le peuple pour répondre aux problèmes concrets du peuple, « à l'usine et dans le quartier », pour travailler à son autonomie et à sa conscience de classe, d'abord économique et populaire, puis politique et communiste — vers le Parti révolutionnaire.

L'enjeu est de conquérir par la lutte immédiate pour des revendications dans le capitalisme, une hégémonie dans les masses populaires, c'est-à-dire un terrain de manœuvre politique suffisant pour nous permettre ensuite d'avancer la lutte contre le capitalisme, c'est-à-dire la revendication du communisme et de la révolution. Nous menons maintenant une lutte dans la société bourgeoise pour (aussi tôt et autant que possible) mener une lutte hors de la société bourgeoise. Il n'y a pas de continuité simple et directe entre nos demandes immédiates et nos demandes révolutionnaires, mais les premières vont permettre aux secondes d'exister.

Le cadre de nos revendications est contraint par l'ampleur de notre mouvement : ce que nous sommes capables de représenter politiquement (notre crédibilité et notre capacité d'action). Avant la situation révolutionnaire (ou en l'absence de guerre prolongée), la lutte communiste est donc « réformiste dans la forme, révolutionnaire dans le fond », c'est-à-dire qu'elle est restreinte à un cadre fondamentalement réformiste — intracapitaliste —, même lorsque la lutte est en dehors des institutions bourgeoises (l'État, les syndicats, etc.) et que ses moyens sont violents ou illégaux. Pour échapper à ce dernier, il ne suffit pas simplement de faire « enfler » nos demandes réformistes, c'est-à-dire de demander toujours plus dans le capitalisme. Il n'est possible ni de lutter dans un cadre réformiste comme dans un cadre révolutionnaire, ni l'inverse, ni en espérant faire d'un cadre réformiste un cadre révolutionnaire. Premièrement, car le cadre réformiste est décisivement à notre désavantage — la bourgeoisie a l'ascendant du terrain sur tous les plans —, et deuxièmement, car ses méthodes de lutte et ses revendications sont inadéquates à un cadre révolutionnaire (leurs fins et leurs moyens sont différents) — la continuité de l'un à l'autre n'est ni

simple ni directe ! Il faut au contraire activement lutter pour passer d'un cadre de revendication réformiste à un cadre révolutionnaire — extracapitaliste. Ce saut qualitatif ne peut pas se faire si, dès le début, notre combat pour des objectifs immédiats n'est pas explicitement conçu comme un moyen pour un autre type d'objectif, entre lesquels il y a rupture (du cadre réformiste au cadre révolutionnaire). Ces deux cadres sont en rupture avec l'ordre bourgeois, mais seul le cadre révolutionnaire peut le renverser — faire la révolution. Notre lutte contre le capitalisme dans le capitalisme n'a de sens que pour gagner l'espace de manœuvre politique, c'est-à-dire l'hégémonie dans les masses populaires et le pouvoir requis, pour engager la lutte contre le capitalisme hors du capitalisme.⁵⁵

Le déviationnisme mouvementiste — « la pratique pour la pratique » — est stérile, mais c'est bel et bien de la pratique militante que découle tout le reste. Sans elle, pas de tri entre idées justes et fausses, pas de formation à la lutte des classes ni de construction vers un plus haut niveau quantitatif et qualitatif du mouvement communiste. Néanmoins, le mouvementisme est une déviation commune qui peut prendre de nombreuses formes : courir derrière la dernière manifestation, « faire des trucs », bouger pour exister, etc. Une de ses causes est la mauvaise compréhension de l'état présent du mouvement communiste, et donc de ses tâches principales et secondaires — où sont les priorités ? Nous possédons un temps et une énergie qui n'ont rien d'illimité, il faut les dépenser précautionneusement.

55. En bref, il faut gagner ici et maintenant, aussi petits soient ces gains, pour avoir de quoi gagner ailleurs ensuite. C'est le sens de « réformiste dans la forme, révolutionnaire dans le fond ». Mais cette accumulation de forces n'est révolutionnaire que si elle vise à rendre possible la transition vers la révolution, pas si elle n'est qu'une fuite en avant des revendications, qui devraient magiquement faire « exploser » le cadre réformiste pour le convertir en cadre révolutionnaire. Le passage de la lutte intracapitaliste à la lutte extracapitaliste, est aussi, mais n'est pas qu'une augmentation quantitative des revendications et des moyens revendicatifs, car c'est bien un saut qualitatif qui demande aussi d'autres fins et d'autres moyens que ceux de la revendication immédiate réformiste (dans la « forme »), c'est-à-dire aussi des fins et des moyens politiques et révolutionnaires (d'où son « fond »). Le passage d'une forme de lutte réformiste à une forme révolutionnaire ne se fait pas tout seul, ou comme une évidence : il doit être planifié, préparé et consciemment créé dès et autant que rendu possible. De plus, sans ce programme réellement révolutionnaire, le réformisme finit par être autant dans la forme que dans le fond, et la révolution n'est alors plus qu'un horizon abstrait et un slogan performatif creux. En conclusion, entre la conquête du programme minimum et du programme maximum, ou entre l'insubordination et la révolution, il n'y a pas une transition graduelle et progressive : les seconds sont contenus « en germe » dans les premiers, mais ils ne peuvent pas « germer » dans ceux-ci (tout comme le capitalisme contient le communisme, qui ne peut pas exister tant que le capitalisme existe).

Au-delà d'un manque de perspective, le mouvementisme est aussi une forme de performativité militante. Elle s'explique en général, premièrement, par l'attachement à des pratiques en tant que telles : suivre des routines et des normes militantes par habitude et comme fin en soi, sans qu'elles ne répondent à des objectifs définis. Et deuxièmement, par des espérances ne correspondant pas à l'état de la lutte des classes : « prendre ses rêves pour des réalités », ne voir que ce que l'on veut voir, pour atteindre les conclusions que l'on veut avoir *a priori*. Ce mouvementisme performatif est entretenu par un biais des coûts induits (« j'ai trop sacrifié pour m'arrêter ici », « si je continue, le résultat en vaudra le coup »), auquel s'ajoute parfois une intransigeance autoflagellatrice, dérivée d'une honte de soi petite-bourgeoise (la recherche d'une repentance de classe).

Un communiste conséquent doit voir clairement l'état présent du mouvement communiste, et en conclure que la tâche principale est de pérenniser nos forces, en vue de la reconstruction du Parti. Il ne faut pas confondre cet objectif avec une tentative vaine d'être comme le Parti avant le Parti. Essayer de préfigurer le Parti est un bon moyen de tendre vers lui, vers plus de justesse, mais il est impossible d'effectivement le préfigurer avec succès — on ne peut pas être le mini-Parti avant le Parti. Donc, si l'on doit construire sur la durée, il ne faut pas agir selon ce qu'il « faudrait faire » si nous étions le Parti, ou si la révolution s'annonçait, mais selon ce qu'il faut faire ici et maintenant, dans la situation concrète. Il ne faut pas confondre tâches immédiates et mode de pensée métaphysique : l'on doit agir au mieux tel que l'on est avec ce que l'on a, pas tel que l'on aimerait être avec ce que l'on aimerait avoir (confondre nos fantasmes avec la réalité).

Il faut non seulement comprendre où est le principal, mais ensuite établir une stratégie correspondante, et s'y tenir. Cela va impliquer de faire des choix, selon un plan de long terme. Le mouvementisme est l'antithèse de cette logique : le mouvementisme est un liquidationnisme.

Aujourd'hui en France, en raison de la crise organique du mouvement ouvrier, certaines organisations se revendiquant du communisme et de la révolution ont cherché de nouveaux moyens d'exister. L'on peut dénombrer trois déviations principales.

1. Le parlementarisme (ou l'électoratisme) : l'intégration partielle ou totale aux institutions de l'État bourgeois.
2. Le syndicalisme (révolutionnaire ou économiste radical) et le parasyndicalisme (ou supersyndicalisme) : n'exister plus que dans, comme prolongement

ou en parallèle des luttes et organisations syndicales.⁵⁶

3. L'éclectisme interclassiste : se dissoudre dans les mouvements politiques petits-bourgeois radicaux (par exemple écologistes), en espérant les rallier à soi.⁵⁷

Dans les cas du parasindicalisme et de l'éclectisme interclassiste, les organisations politiques sont substituées par des formes semi-politiques, qui ne sont ni totalement à destination des masses, ni réservées à la formation de réels cadres communistes. Ces hybrides entre organisations « de masse » et « de cadre » ne remplissent aucun des deux rôles qu'ils se fixent, car restant trop inaccessibles pour les masses, et trop peu politiques pour former des cadres et augmenter qualitativement le niveau organisationnel, tactique et stratégique. Ces « entre-deux » veulent être une alternative (temporaire ou pérenne) à la reconstruction d'une organisation politique, dans tout son sens — le Parti —, mais le bilan de ces louvoiements ne fait qu'exposer en quoi cette reconstruction est toujours cruellement indispensable — une tâche immédiate nécessaire.

Toutes ces voies ne sont que des échappatoires éphémères et stériles, pour se donner un moyen de se perpétuer et un sens, en l'absence de mouvement ouvrier offensif. Cependant, ce sont politiquement des impasses, d'autant plus qu'elles occupent désormais l'espace sur lequel doit croître le mouvement révolutionnaire renaissant. Ce sont des variantes d'immédiatisme, qui là non plus ne saisissent ni l'état, ni les tâches du mouvement communiste actuel. La voie la plus juste n'est pas la plus rapide, il faut l'arpenter comme un marathonien.⁵⁸

56. Derrière les manifestations de syndicalisme et de parasindicalisme, s'exprime parfois un ouvriérisme vulgaire (« le communisme c'est quand il y a des ouvriers », « la lutte révolutionnaire c'est être dans les usines »). Ce fétichisme, conjugué à la pauvreté stratégique, est aussi un autre symptôme de performativité militante et de culpabilité petite-bourgeoise.

57. Évidemment, rappelons une fois de plus que ni la participation aux luttes syndicales ni la participation aux luttes progressistes petites-bourgeoises ne sont à condamner. Les communistes doivent participer avec endurance aux luttes pour la négociation de l'exploitation et de la péréquation des profits (salaires, etc.), ainsi qu'à toutes les luttes progressistes du peuple (écologie, animalisme, féminisme, causes LGBTI, etc.), même lorsque le prolétariat n'y participe pas comme force active ou autonome. Ce dont nous parlons, et ce que nous condamnons, c'est de n'exister plus qu'ainsi, en en faisant non pas une tactique, mais sa stratégie.

58. La phobie du groupuscule est un des symptômes notables de l'immédiatisme : vouloir être « gros » tout de suite, qu'importe la fin à ces moyens (ou même le pouvoir réel de ces moyens). L'impatience face à la frustration inhérente à la condition sectaire est totalement compréhensible, mais l'endurer est un des devoirs du communiste. Sans patience, pas de construction, et pas de

L'immédiatisme et le mouvementisme se recourent dans leur opportunisme et leur liquidationnisme, et vont souvent de pair, car ils sont symptomatiques d'un manque ou d'une absence de stratégie. Or, il n'y a aucun sens à exister pour exister, ou pour attendre. Ils sont opportunistes, car ils oublient ou remettent à plus tard les objectifs de long terme, pour des *modus vivendi* au jour le jour, des objectifs temporaires et sans avenir. Ils sont liquidationnistes, car ce faisant ils compromettent la reconstruction du Parti en consommant les forces militantes, sans direction vers un projet élaboré et réaliste. L'immédiatisme et le mouvementisme sont des obstacles dans la construction de l'organisation et de la lutte politique communiste.

En conclusion, *Unité communiste* est un groupe politique organisé pour préparer les bases de la refondation, à terme, d'un Parti communiste. Cette tâche peut consister à organiser la jeunesse travailleuse, participer aux luttes syndicales, s'éduquer et tenir un média, mais ne se résume à aucune d'entre elles. Nous ne sommes ni une organisation de jeunesse, ni une organisation parasyndicale, ni un club de lecture, ni un média en ligne.

résultat : être opportuniste nombreux ce n'est qu'être naufragé sur un grand navire.

7. *UNITÉ COMMUNISTE* AMBITIONNE DE CRÉER UN CADRE DE CAMARADERIE SAIN DANS LEQUEL CONSTRUIRE SUR LA DURÉE UNE FORMATION MILITANTE PROFESSIONNALISANTE

La plus impérative des tâches des communistes est celle de la révolution, et donc, de la reconstitution du Parti. Or, ce sont deux objectifs de long terme. Il n'y a donc qu'une bonne manière d'aborder le militantisme aujourd'hui : dans une visée de long terme également. Il faut sortir de l'immédiatisme et du mouvementisme sous toutes leurs formes, droitières ou gauchistes. C'est donc sortir des logiques de « consommation », pour rentrer dans celle de la « formation » militante : chaque militante et militant est un investissement sur la durée.

En ce sens, il faut tant cesser de confondre dévouement et liquidation, qu'engagement et hobby. L'on peut être passionné par le communisme, mais le communisme n'est pas une passion, et encore moins une activité extrascolaire. Nous n'avons pas peur de revendiquer qu'adhérer à notre organisation, c'est accepter d'être transformé en la transformant.

Nous sommes une étape transitoire, mais celle-ci se conçoit sur l'échéance longue et cherche à pérenniser ses acquis, et surtout en ce que nous possédons de plus précieux : nos camarades.

Notre organisation lutte pour permettre la transition d'un communisme amateur vers une professionnalisation. En tant que secte nous-mêmes, nous ne pouvons pas encore représenter une proposition d'investissement de temps, d'énergie et de risque, apparaissant rationnelle pour une large partie de la population. Ce n'est le cas seulement que pour une minorité qui voit clairement son avenir comme dépendant de la réussite de nos objectifs. Ceux-ci paraissent lointains sinon irréalistes : « vous parlez de prendre le pouvoir mais vous n'êtes qu'une poignée d'extrémistes ! », « le communisme ne réussira jamais, vous feriez mieux de vous enrichir ! », etc.

Nous sommes conscients de la disproportion entre ce que nous demandons de la part de nos militantes et militants et ce que nous proposons concrètement selon nos capacités groupusculaires. Mais nous savons de même qu'il n'y a pas d'issues dans le nivellement par le bas : soit l'on réussit à poser les bases d'un cadre professionnalisant tendant vers ce que doit être le Parti en termes

d'engagement (un niveau de dévouement et de discipline), soit l'on stagnera qualitativement. Aussi frustrant soit-il, les communistes doivent se résigner à être des zélotes aujourd'hui pour ne plus l'être demain.

Cela passe par la création de ce que nous appelons une prophylaxie militante, c'est-à-dire une culture politique du soin de soi préventif, à substituer aux cultures protéiformes de l'autodestruction militante. On ne peut pas préfigurer à l'échelle d'un groupe ou d'une communauté une société sans domination ni aliénation, déjà parce que nous sommes traversés par les relations de dominations de la société dont nous faisons partie, et que l'aliénation est un moment de l'émancipation. Militier est toujours une certaine aliénation, mais l'on ne peut pas laisser l'engagement communiste n'en être qu'une de plus, car par la transformation du monde et de soi, cela doit par ailleurs tout autant déjà être une réalisation en soi de l'humain nouveau, et une délivrance de la vie capitaliste. Si nous voulons vraiment perdurer en grandissant, alors il faut faire de notre organisation un lieu où rester, capable d'évoluer tout au long de la vie de nos membres.

« Si c'est pas chiant, c'est pas militant » est une réalité à laquelle on ne peut pas se soustraire. Mais cette contrainte de pénibilité est surtout un problème, pas une gloriole à clamer. La question ici est de la gérer au mieux sur la durée. Être révolutionnaire c'est endurer et accepter épreuve et sacrifice nécessaires, certes, mais pas se consumer vainement en actions répétées *ad nauseam*. Ce n'est en rien un service rendu à la cause communiste, seulement une erreur immature et liquidatrice. Dépassement de soi n'est pas dilapidation de soi.

La prophylaxie militante est pour nous de première importance en général, mais prend une dimension salvatrice à l'époque de la condition sectaire. Pourquoi ? Car nous souffrons d'un double phénomène, la pénurie de militantes et militants capables de remplir des rôles de cadre, qui résulte en une tendance au surmenage. La concentration des responsabilités et des tâches sur un nombre très restreint de militantes et militants compétents, crée une dépendance aiguë de la structure militante envers eux, ce qui peut la mettre en danger dans le cas où ceux-ci deviendraient défaillants dans leur rôle.⁵⁹

59. Dans un Parti, le risque de surmenage n'est paradoxalement pas un problème aussi omniprésent. Être cadre d'un Parti, c'est appartenir à une communauté chaleureuse, solidaire, et valorisante, où politique et affectif se mêlent intensément. Dans les sectes, en revanche, remplir un rôle de cadre peut se traduire par un relatif isolement social. De plus, quand faire corps dans un Parti correspond à faire l'Histoire en étant actif dans le mouvement révolutionnaire (la transformation du monde), difficile de tenir le même discours pour nos groupuscules. Le pessimisme et la perte de sens dans

C'est dans cette visée, promouvant la symbiose du soin de soi et du dévouement de soi, que nous encourageons la sobriété militante, ainsi que toutes les autres pratiques quotidiennes de reconquête de sa vie. Le capitalisme nous vend une première autodestruction au travail (aliénation, stress, fatigue, etc.), puis nous en vend une seconde comme remède avec les drogues (tabac, alcool, cannabis, etc.) mais aussi avec toutes les autres pratiques de fuite de la réalité.⁶⁰ La création d'une culture communiste saine passe par le rejet de toutes les autodestructions corporelles et mentales : sobriété, sport, alimentation saine, prise en charge psychologique, confiance dans ses liens de solidarité, etc. C'est aussi en rompant ainsi la frontière entre vie militante et vie personnelle que l'on progresse vers la création de cadres communistes professionnalisés.

La prophylaxie militante est notre tentative de trouver une formule suffisamment mature (développée et fonctionnelle) pour que nos cycles d'accumulation quantitative se recomposent plus vite qu'ils ne se décomposent.

l'engagement croissent en synergie avec la surcharge de travail et le poids de l'isolement. Dans ces situations, le risque de surmenage et de dépression militantes n'est pas anecdotique. Ces problèmes existent, mais ne se présentent pas de manière aussi prépondérante dans un Parti. Par exemple, une expérience peut être traumatique au dernier degré sans être vide de sens — rester aussi une réalisation de soi par ailleurs.

Les libéraux agitent le prétexte du « *burnout* » comme excuse, pour ne plus militer après quelques années d'engagement, ou quelques semaines de mobilisation intense. Certains croient bien faire en rejetant le libéralisme et les problématiques du surmenage militant, comme un tout. C'est cependant une erreur inverse. Elle est très compréhensible chez les primo-militants témoins des déviations libérales, mais elle n'est pas plus pertinente que ce à quoi elle répond. Être communiste est l'épreuve d'une vie, et celle-ci prend une forme particulière à l'époque de la condition sectaire dans les pays impérialistes. La militante ou le militant d'un groupuscule ou d'un Parti ne sont pas brisés de la même manière, car ils ne font pas face aux mêmes obstacles : le spectre du nihilisme et de l'épuisement n'est pas un « tigre de papier ». Militer quelques mois, ce n'est pas militer. Militer quelques années est facile. Mais ce dont il s'agit, c'est de militer toute une vie, sans discontinuer et sans faillir. Or, plus l'on avance dans le temps, plus les illusions se dissipent, les ambitions sont déçues, la confiance s'érode, la ferveur se tarit, la fatigue s'installe, etc. Il faut toujours dénoncer celles et ceux qui utilisent les problématiques de surmenage et de dépression militante pour camoufler leur inconsistance politique, et se soustraire à leurs responsabilités. Mais à celles et ceux qui en concluraient donc que ces risques n'existeraient pas, et ne seraient que des signes de libéralisme, nous disons : « à dans 10 ans ! ».

60. Rappel utile : les intérêts des réseaux de trafic criminels sont les mêmes que ceux du Capital, car ce sont pour l'essentiel des structures capitalistes (ou semi-féodales). Leur opposition à l'État n'est que celle d'un capital illégal se construisant aux marges d'un capital légal, donc celle d'un para-État correspondant à un para-marché.

On ne construit rien et on ne progresse nulle part dans le mouvement pour le mouvement, l'agitation pour l'agitation. On ne fait que donner de l'importance au brassage d'air jusqu'à s'épuiser pour au final désespérer de la disproportion frappante entre l'énergie investie et ses maigres résultats. Cet égarement sans perspective est la cause d'un important gâchis de moyens qui peut aller jusqu'à conduire au désengagement politique à moyen ou long terme. Nous voulons prendre le contre-pied de telles déviations.

Nous comprenons le défi actuel du mouvement communiste en France comme étant premièrement un problème d'ordre qualitatif: il n'y a pas assez de potentiels cadres communistes (qualité) car nous ne sommes pas assez nombreux à être organisés (quantité), mais nous sommes encore incapables de sortir de l'impasse *in fine* car il n'y a pas assez de potentiels cadres communistes (qualité). Le Parti est le produit du mouvement communiste comme totalité, c'est un saut qualitatif qui correspond à un certain niveau d'accumulation, mais il est reconstruit « par le haut », c'est-à-dire par les militantes et militants communistes les plus compétents et investis. L'urgence, c'est de mettre fin à la crise de l'encadrement communiste pour enfin reprendre le travail où notre mouvement l'a laissé au siècle dernier.⁶¹

Sans que les conditions subjectives n'occulent les conditions objectives, l'histoire des partis communistes permet de saisir l'importance première du haut niveau qualitatif des cadres communistes, dans les conditions de leur fondation et dans leur succès révolutionnaire. À titre indicatif, le *Parti communiste de Chine* a été fondé en 1921 par 54 membres. Le *Parti communiste des Philippines*, après le 1^{er} mouvement de rectification, a lui été refondé en 1968 par 80 membres.

61. Il y a une contradiction entre les forces militantes et l'encadrement militant. Son aspect principal est les forces militantes, qui en progressant quantitativement et qualitativement, intensifient sa contradiction avec son encadrement, c'est-à-dire la forme de l'engagement politique, ce qui transforme l'organisation militante (sa synthèse). Cependant, nous pensons que dans la période actuelle de sortie de crise organique, l'aspect principal de cette contradiction est devenu l'impasse dans l'encadrement — l'engagement amateur et l'absence de cadre — et que c'est donc en conséquence cet aspect qui empêche pour l'instant l'autre de se développer, et à terme une résolution de la contradiction présente. Nous possédons une échelle sectaire et une capacité d'action groupusculaire (non nulle, mais négligeable) qui sont en contradiction avec la qualité de l'encadrement dont nous avons besoin: professionnel. Or, il est difficile de créer cet encadrement au sein même de la condition sectaire, alors même qu'il est nécessaire pour s'en échapper. D'abord, car il faut proposer un projet suffisamment séduisant pour attirer des militantes et militants dévoués qui accepteraient de sacrifier leur vie pour ce que leur promet un petit groupe militant — un tel choix n'est audible comme « rationnel » que par une minorité de fanatiques. Ensuite, car il faut faire de ces cadres en puissance, des cadres en acte, en l'absence de cadres préexistants qui pourraient les former. Voilà tout le défi entre nous et la sortie de la condition sectaire.

La priorité de celles et ceux qui œuvrent à la reconstruction du Parti est donc de reconstituer son ossature et son système nerveux : ses cadres. Nous définissons le cadre communiste comme celui ou celle qui par ses compétences et son expérience est capable d'incarner la ligne communiste, c'est-à-dire d'agir, d'enseigner et de diriger en ce sens.

L'éducation communiste est théorique (la compréhension du monde), idéologique (le rapport à soi et au monde — « l'accord entre la pensée et la sensation »), et politique (le conflit), et se fait dans la relation théorie-pratique (entre savoir et savoir-faire). La formation d'un cadre communiste doit le rendre apte à tous les travaux révolutionnaires, tant légaux qu'illégaux, et quotidiens qu'extrêmes. En ce sens, elle est aussi une préparation psychologique, physique et technique. L'acquisition des compétences théoriques, idéologiques et politiques de cadre est progressive et relative aux moyens concrets de notre situation concrète, mais la formation d'un cadre communiste est un tout — un bloc indivisible.

Le cadre est la force communiste opérationnelle, sur tous les terrains et à tous les moments de la lutte des classes. Cela ne signifie pas qu'un cadre doit être bon partout, ou qu'il doit être partout en même temps : pour que chacun travail à son plein potentiel, les cadres doivent être spécialisés et en synergie entre eux. Cela signifie plutôt qu'un cadre doit être capable de remplir avec efficacité et fiabilité les rôles que le Parti et la révolution communiste exigent de lui.

Tout le problème est donc de devoir créer des futurs cadres pour le Parti, alors que les cadres se créent dans le Parti. Car l'on devient cadre comme l'on forge une épée, dans le feu de la lutte des classes, il est aujourd'hui impossible de former des cadres sans Parti (l'on ne peut savoir et savoir-faire que ce que l'on peut faire). Mais l'on veut reconstruire le Parti, il faut donc dès maintenant poser ses bases et cela passe par la formation de « protocadres » communistes, capables de remplir — de manière brouillonne et inexpérimentée — des rôles de cadre dans les organisations qui précèdent le Parti. C'est là un des autres principaux objectifs de notre organisation.

Nous voulons recruter et former des professionnels de la révolution, mais nous ne pouvons leur offrir qu'une structure amatrice et au débouché politique incertain. C'est une conséquence de la contradiction entre notre condition sectaire et notre projet révolutionnaire, et un des mécanismes de sa reproduction : la limitation de notre progression par la limitation du champ de nos recrutements. Ce mécanisme sera dépassé par la résolution de la contradiction dont il est une expression, avec la progression du mouvement communiste — de l'impuissance vers le Parti. Avec elle, la progression de l'engagement commu-

niste de l'amateurisme vers la professionnalisation, du hobby vers la dévotion, et de la circonscription à une catégorie restreinte de zélotes vers un choix à la rationalité plus générale, plus universellement audible et séduisant.

8. *UNITÉ COMMUNISTE* POSSÈDE UN FONCTIONNEMENT SELON LE PRINCIPE DE L'ACCORD ENTRE TOTALE LIBERTÉ DANS LE DÉBAT ET TOTALE UNITÉ DANS L'ACTION

Nous considérons le principe de l'accord entre totale liberté dans le débat et totale unité dans l'action comme une obligation pour remplir nos objectifs tant pratiques qu'idéologiques. Il s'agit de conjuguer la démocratie d'une prise de décision à la majorité, selon la libre expression et controverse en assemblée générale et en congrès ; et la capacité d'action et de direction garantie par le centralisme, selon une application stricte et unanime des décisions adoptées. C'est le centralisme démocratique.

Nous lui accordons une grande importance en ce qu'il est la base *sine qua non* d'un débat franc et ouvert et de relations saines au sein de l'organisation. Sans lui, aucune lutte idéologique entre les idées justes et les idées fausses n'est possible. Chacun se cache derrière sa chapelle, et la force collective est sapée, car chacun œuvre pour son propre appareil au détriment de l'ensemble. L'absence du centralisme démocratique rend impossibles tant l'unité dans les actes que l'unité dans les idées. La lutte entre camarades pour une plus grande unité et de meilleures lignes est fatalement remplacée par la lutte des bureaucraties fractionnelles entre elles, ce qui reproduit un crétinisme parlementaire, qui en plus d'épuiser la vie démocratique et idéologique, ne mène nulle part ailleurs qu'à la scission.

Aucun échelon hiérarchique de l'organisation ne doit être déconnecté de sa base, ou pouvoir échapper à la critique et à la démocratie. Si ce principe élémentaire est bafoué, la lutte des lignes et le centralisme démocratique sont voués à dépérir, et tôt ou tard, l'organisation avec. Une direction doit toujours dépendre directement de la démocratie d'organisation qui l'a élue et lui a conféré ses mandats.

Le centralisme démocratique, ce n'est ni l'excès de centralisme (le commandisme) ni son absence (le démocratism, l'assembléeisme ou le fractionnisme). La démocratie a besoin d'une direction, mais cette direction a besoin d'être le résultat d'une démocratie, sinon, la démocratie finit par n'être plus ni pensante ni agissante, et la direction par rompre contact avec le réel. Le centralisme démocratique, c'est l'unité de l'organisation : de ses camarades, de ses idées, de ses actes, avec sa direction et avec les masses. Sans centralisme et sans démocratie,

il n'y a pas d'unité possible, et à partir de là tout se délite inexorablement. L'organisation ne doit pas être une somme molle d'individus à la dérive, ballottés dans les flux et reflux de la lutte des classes, mais un tout solidaire, tendant vers une cohérence organique, navigant dans la tempête en gardant son cap.

La démocratie d'organisation n'est en rien un caprice petit-bourgeois radical. Le centralisme démocratique n'est pas le démocratism (faire du principe démocratique un absolu et une fin en soi) ou l'assembléisme (refuser le principe de direction politique et le centralisme). À ce titre, il ne faut pas confondre le principe électif (l'élection directe et transparente à tous les postes de l'organisation) et la démocratie. Là où le principe électif est incompatible avec le Parti communiste (parce qu'en situation clandestine ou semi-clandestine), car celui-ci ne peut pas se permettre de telles élections sans qu'elles ne finissent par être des parodies d'élections, le centralisme démocratique est non seulement compatible mais également incontournable.

Tout communiste organisé reconnaît et accepte la discipline hiérarchique, mais pour que la soumission à l'autorité soit politiquement légitime et constructive, elle doit être l'émanation organique de l'organisation. Sans forcément faire consensus, elle doit provenir des organisés et organisées, sinon, ce sont le commandisme et avec lui le subjectivisme qui priment.⁶² S'organiser, c'est consentir à obéir selon une discipline, pas à l'arbitraire ou à être dominé. Ces rappels élémentaires ne sont jamais superflus.

La démocratie interne doit s'exprimer, c'est là l'important, « comment ? » est une question secondaire. La démocratie peut être indirecte, et fonctionner grâce à un système de délégués représentatifs et de nominations contrôlées. Les cadres peuvent rester anonymes, mais cela ne doit pas les empêcher de pouvoir être critiqués, destitués et remplacés. Ce qui est principal, c'est que l'organisation reste à l'image de sa démocratie et que sa démocratie reste bien vivante. Une telle tâche a été réussie par le passé, grâce au principe du centra-

62. En l'occurrence, croire qu'il est possible de diriger l'organisation verticalement seulement, et qu'une telle organisation sans démocratie interne puisse miraculeusement échapper à la déviation, à la scission ou à la crise de croissance, grâce à un quelconque facteur subjectif salvateur. Ce sont donc des formes d'idéalisme.

lisme démocratique, dans des situations de pressions externes et de tensions internes extrêmes, telles que la guerre civile, où ni la sécurité, ni le centralisme, ni la démocratie n'ont été sacrifiés.⁶³

La lutte des lignes doit pouvoir exister : entre les idées, fausses et justes, bourgeoises et prolétariennes, opportunistes et révolutionnaires, dogmatiques et scientifiques, etc.⁶⁴ La lutte des lignes, ce n'est pas un débat, c'est trancher le débat puis imposer l'idée jugée juste sur l'idée jugée fausse. Ceci a obligatoirement des répercussions sur les cadres, les mandats, le fonctionnement, les tactiques, la stratégie et les positions théoriques ou idéologiques de l'organisation — une reconfiguration de sa structure et de ses buts. L'enjeu est la transformation, et elle n'a aucun intérêt si elle ne peut pas être radicale (quel mandat est donné à quel cadre pour appliquer quelle stratégie qui correspond à quelle ligne?). C'est tout le sens de la lutte des lignes, et toute l'importance du centralisme démocratique : rendre possible la transformation de l'organisation dans sa forme

63. Le centralisme démocratique n'est pas un principe organisationnel, il est une méthode qui dicte des principes organisationnels, dans chaque lieu et moment de la lutte des classes où il est appliqué. Le centralisme démocratique n'est pas synonyme de « centralisme électif », c'est-à-dire du principe électif appliqué à l'action ou à la direction centralisée. Le centralisme « démocratique » signifie « qui est la volonté de la majorité », pas « qui a été élu par la majorité ». Que le centralisme soit basé sur la démocratie est une nécessité, comment le centralisme doit être basé sur la démocratie (avec ou sans le principe électif) est une contingence.

64. Dans une lutte des lignes, il existe toujours des idées plus justes que d'autres, c'est-à-dire plus prolétariennes, révolutionnaires et scientifiques. Mais une lutte peut aussi être entre deux lignes bourgeoises, opportunistes ou dogmatiques. Et à l'inverse, il peut y avoir lutte entre deux lignes prolétariennes, révolutionnaires et scientifiques. L'existence de la lutte des lignes n'implique pas nécessairement qu'une des deux lignes est « rouge » (communiste) et que l'autre est « noire » (bourgeoise). Une ligne est toujours plus juste ou plus fausse qu'une autre, mais une ligne « plus juste » n'est pas forcément communiste (suffisamment juste pour ce saut qualitatif), et une ligne « plus fausse » n'est pas forcément bourgeoise et contre-révolutionnaire (*Idem* à l'inverse). Par exemple, il existait une lutte des lignes dans l'URSS révisionniste (c'est celle que Brejnev a gagnée contre Khrouchtchev), ou aujourd'hui dans des organisations pseudo-communistes. Également, la lutte des lignes entre la majorité des bolcheviques et la minorité de l'opposition militaire n'était pas celle entre une ligne bourgeoise et une ligne révolutionnaire. Retenir cette réalité est important, autrement, la juste résolution des contradictions devient impossible car toute lutte des lignes doit se conclure par la purge de la ligne défaite (en tant qu'irréremédiablement et à 100 % opportuniste, c'est-à-dire révisionniste) : c'est la résolution antagonique de contradictions non antagoniques. Une telle mauvaise résolution des contradictions, si elle se systématisait, consiste en la liquidation du centralisme démocratique et de la lutte des lignes : le débat de fond est remplacé par un concours de performativité, les déviations ne peuvent plus être adressées et corrigées, et tôt ou tard, les idées fausses gagnent, et l'organisation s'enfonce dans l'opportunisme. Cette mauvaise résolution des contradictions entre communistes, dans l'organisation, est en soi une déviation opportuniste de gauche.

et son fond, son contenant et son contenu (sans être au détriment ni de l'unité ni de la capacité d'action et de direction). Sinon, la lutte des lignes n'en est pas une, et n'est en fait que des bavardages en vain, beaucoup de bruits pour rien.

Pour remplir de tels objectifs, la démocratie doit bien être celle de toute l'organisation, et pas seulement de ses cercles dirigeants. Il est impossible de substituer une minorité éclairée à la démocratie, sans courir à la crise (déviation, scission, liquidation, etc.).

C'est aussi par la démocratie que des cadres peuvent se former, émerger, sans être cooptés par la structure dirigeante préexistante. Le corps militant doit avoir une tête, mais il doit avoir une vie indépendante de celle-ci, ainsi, le corps est dirigé mais il ne peut jamais être décapité définitivement — à l'image d'une hydre.

La cooptation peut exister, mais elle ne peut pas être une pratique systématique générale, car elle est insuffisante et ne permet qu'une reproduction simple de l'appareil. Or, dans la lutte des classes, ce qui ne progresse pas régresse invariablement. L'important est moins de faire une reproduction simple de la direction (survivre), que d'être capable de réussir une reproduction élargie (croître et se régénérer). Cela, c'est laisser de nouvelles voix et de nouvelles volontés porter et défendre de nouvelles lignes, ce qui n'est pas possible quand l'appareil central est hermétiquement coupé de ses militantes et militants et ne se perpétue qu'en nommant ou cooptant de nouveaux gardiens du temple. Ceci est une hérésie lorsque le dogme est révélé, mais l'hypervigilance antiopportuniste finit au fin fond de l'opportunisme : il n'y a pas de dogme qui vaille, rien n'est sacré, car aucun n'a le monopole de la science !

Le nouveau n'est pas forcément le meilleur, mais la ligne juste est une ligne vivante. La vie d'une organisation, c'est aussi sa démocratie. *Ergo*, sans démocratie pas de ligne juste.

L'instance suprême de l'organisation, ce n'est ni le comité central, ni les assemblées générales locales, mais le congrès. Le congrès est tenu autant que possible sur une base régulière, ou il est invoqué en cas de crise exceptionnelle. Il consiste en l'expression la plus directe de l'organisation dans sa totalité. Il n'est pas simplement le rassemblement des voix des militantes et militants, mais leur synthèse. C'est lui qui conclue des idées à porter et de la stratégie à appliquer, qui définit le correct et l'erroné, qui accorde et révoque les mandats, qui destitue ou confirme les comités déjà en place, qui adresse les critiques collectives et en prend des mesures appropriées, etc. C'est le moment où des lignes s'imposent

politiquement sur d'autres — à l'échelle de toute l'organisation avec la totale légitimité ainsi conférée — et où les cadres et mandats changent en conséquence. Le congrès, car il est l'instance suprême, est aussi l'autorité suprême à laquelle se plie toute l'organisation, ce qui comprend tous les échelons de la hiérarchie consacrée par celui-ci (les cadres placés, les mandats accordés, la structure définie, etc.). Le congrès est la garantie du centralisme démocratique, il réalise jusqu'au bout autant son aspect centraliste que démocratique.⁶⁵

Le congrès peut exercer ses devoirs en adoptant divers moyens, correspondant à la situation concrète particulière de l'organisation (limitation clandestine et technique), mais il doit remplir son rôle démocratique d'une manière ou d'une autre. Ainsi, il peut rassembler physiquement une proportion large ou infime des militantes et militants, du moment que leurs volontés sont rassemblées politiquement. Les délibérations peuvent être en temps réel en un lieu donné, en une multitude de moments et de lieux, ou uniquement indirectes et à distance, tant qu'elles adressent et résolvent les controverses. Etc.

65. Dans la contradiction entre centralisme et démocratie, où est l'aspect principal et où est l'aspect secondaire? La démocratie a besoin du centralisme, mais le centralisme n'existe pas sans démocratie. Le centralisme n'existe que comme organisation de la démocratie en force pensante et agissante. L'aspect principal est donc la démocratie. Une organisation dont la démocratie est morte est une organisation en décomposition, qu'il faut ressusciter complètement, ce qui ne peut être réussi que dans un élan général de toute la base militante — ce qui constitue donc une mobilisation démocratique. La démocratie est le cœur battant de l'organisation, et si celui-ci cesse de battre, le cerveau n'a que peu de pouvoir pour le redémarrer, là où il reste de l'espoir dans les sursauts de la démocratie elle-même. En revanche, lorsque le centralisme est défaillant, une démocratie vivante et énergique peut le régénérer, ce que la direction centrale ne peut pas faire (car étant défaillante en premier lieu). C'est dans la démocratie que peut exister autant la lutte des lignes que la lutte pour les idées justes. Sans démocratie, ni l'une ni l'autre. Pour que la lutte des lignes et la lutte pour les idées justes puissent aboutir, être portées jusqu'au bout, il faut le centralisme, mais celles-ci ne peuvent en premier lieu pas exister si la démocratie est dysfonctionnelle. Le corps central n'est que le reflet (dialectique) du corps démocratique. Si ce dernier n'est pas autonome et compétent en tant que tel, non pas indépendamment d'une direction, mais capable d'exister en appliquant correctement les lignes du Parti même coupé ou en l'absence de direction centrale, alors la dégénérescence touchera le corps central tôt ou tard. C'est le corps démocratique, c'est-à-dire la base militante, qui doit constituer l'armée populaire et servir le peuple. Or, si celui-ci ne peut assurer ces tâches que si et seulement si le corps central pallie à ses insuffisances, alors l'organisation se dirige vers la crise. L'endurance et la ferveur révolutionnaire proviennent, circulent et sont entretenues dans le corps démocratique — le corps central n'est que dans le prolongement et l'inertie de celui-ci. Historiquement, le mouvement communiste n'a qu'à relativement peu d'occasions été défailtant par manque de centralisme. En revanche, on ne compte plus les mouvements révolutionnaires ou les dictatures du prolétariat où une lutte des lignes insuffisante, ou un manque d'autonomie et de résilience politique de la base militante ont été tragiques ou fatals, d'une manière ou d'une autre. Voilà pourquoi, dans la contradiction centralisme-démocratie, l'aspect démocratique est principal et l'aspect centraliste est secondaire.

Le congrès est un *sine qua non*, un incontournable, car le centralisme démocratique ne peut pas exister sans lui, et que la lutte des lignes ne peut pas exister sans un centralisme démocratique entier et sain.

Le centralisme démocratique est autant ce qui garantit la survie de l'organisation — la source de sa force — que ce qui la rend en premier lieu vivante — en permettant qu'elle évolue, en s'adaptant à la réalité et en progressant dans la lutte des lignes. C'est la condition au lieu d'élaborations théoriques et idéologiques que nous voulons créer et au succès de notre pratique dans la lutte des classes.

À titre de conclusion, notons que si une organisation a besoin du centralisme démocratique, il est autrement plus difficile d'avoir une démocratie qu'un centralisme.

9. *UNITÉ COMMUNISTE EST FONDÉE SUR* UN CONSENSUS POLITIQUE ET SUR LE LIBRE DÉBAT THÉORIQUE ET IDÉOLOGIQUE

La base de l'adhésion à notre organisation est réductible à nos principes politiques fondateurs, elle ne se fait pas sur un corpus idéologique ou théorique particulier. Nous sommes fondés sur la primauté du consensus politique.

Ce choix est stratégique, car nous désirons créer un espace de délibération et d'élaboration théorique et idéologique aussi libre que possible, à partir d'une base révolutionnaire minimale mais suffisante. Ce cadre d'émulation communiste ne peut pas être limité au carcan d'une orthodoxie X ou Y si l'on veut qu'il soit réellement florissant, créatif et productif, et qu'il en sorte ainsi des idées supérieures. Nous ne pouvons ni préempter l'issue de ce processus ni nous en passer pour progresser dans la régénération de la théorie et de l'idéologie communiste.

Ce choix est aussi pratique, compte tenu de la masse d'informations à assimiler pour comprendre le communisme dans toute sa complexité. L'on ne peut attendre une telle entreprise ni de jeunes structures ni de jeunes militantes et militants, sans encourir le risque probable de la revendication creuse et de la compréhension superficielle. Ce que nous voulons ainsi absolument éviter, c'est l'adhésion identitaire-sectaire, c'est-à-dire iconographique et hagiographique (relative aux icônes et textes sacrés) plutôt que scientifique et stratégique.⁶⁶

66. Devenir marxiste c'est devenir un scientifique, car le marxisme n'est pas fondamentalement différent d'une autre discipline scientifique. L'on aimerait toutes et tous pouvoir se contenter d'un livre, d'un auteur, d'une période, ou d'un petit groupe de livres ou d'auteurs. Mais il faut aborder le communisme comme l'on aborde n'importe quelle science. Pour comprendre en profondeur la physique, il ne peut pas suffire de ne lire qu'un physicien ou seulement les physiciens contemporains, il faut remonter loin dans le temps, et à chaque époque comprendre les développements et les débats, jusqu'à l'état présent de la littérature scientifique. On ne devient pas docteur en physique après avoir lu quelques cours introductifs. Le communisme n'est en rien différent. Cette tâche est d'autant plus difficile que le communisme est une science de la transformation sociale, où l'expérimentation scientifique n'est ni plus ni moins que la pratique dans la lutte des classes, dans un objet d'autant plus insaisissable qu'il est omniprésent et surplombant par sa taille dans le temps et l'espace — l'Histoire.

«Loiseau de Minerve s'envole au crépuscule»: on ne peut comprendre pleinement un objet en processus que lorsqu'il est complètement révélé. Cela ne signifie pas qu'il faudrait rester passivement contemplatif et attendre cet aboutissement, ou se résigner à l'agnosticisme. Mais le communisme mérite notre patience, car dans l'étude comme dans le combat, vouloir des gratifications immédiates se fait toujours au sacrifice des résultats futurs. Ne pas prendre le temps nécessaire pour atteindre

Nous devons nous référer à un réel contenu théorique et idéologique (développé en profondeur), qui ne soit pas substitué par de simples narratifs militants : des récits tautologiques sur ce qui est juste et faux, bon et mauvais, etc., qui forment une vulgate à laquelle souscrire pour être intégré dans le groupe et se réclamer de la vérité révolutionnaire — ainsi révélée. Une telle compréhension et une telle adhésion — vulgaires — ne peuvent résulter qu'en des conduites et des discours performatifs, c'est-à-dire tout autant inadéquats : jouer à paraître plus rouge que rouge, prêcher la bonne parole, répéter des invocations vaines, déclamer une rhétorique triomphaliste infondée, se conforter dans l'autocongratulation, etc. La performativité militante apparaît comme un conformisme circulaire, autoalimenté et autojustifié, c'est-à-dire des normes fondées sur elles-mêmes à suivre pour elles-mêmes : faire « comme » les communistes, selon l'idée que l'on se fait de ce que « devraient » faire les communistes.

Or, ce qui prime, c'est toujours le contenu sur le contenant : pour cela nous préférons humblement proposer ce cadre large mais défini clairement dans les délimitations que nous posons ici, que de tomber dans le dogmatisme en proclamant *a priori* justes des affirmations que nous ne pouvons en réalité pas justifier. Nous voulons avoir des positions, pas des postures : poser, drapés d'une radicalité creuse (la performativité militante), ne nous intéresse pas. Nous n'avons pas besoin d'une feuille de vigne pour cacher notre propre vacuité, nous avons besoin d'un contenu qui ait du potentiel.⁶⁷

Nous voulons passer de la vision du monde à la compréhension du monde. Mais pour faire ce saut qualitatif, il s'agit non seulement d'accumuler une masse d'informations adéquate, mais surtout d'atteindre une capacité de traitement correspondante. Cette masse critique qui doit créer un espace d'élaboration théorique qui pourra produire des connaissances pouvant prétendre à la scientificité, nous ne l'avons pas encore. À ce titre, la définition d'une « ligne juste » est autant la prérogative que le prérequis du Parti, une tâche à laquelle nous ne pouvons pas nous substituer. Nous pouvons proposer, mais nous n'avons pas les moyens objectifs de vérifier — ni en pratique ni en théorie.

une connaissance approfondie et unifiée du communisme, c'est de l'amateurisme, un comportement antirationnaliste en face de toute la complexité de l'Histoire, et donc une forme d'opportunisme. Sans ce travail, pas de cadres communistes, et donc, pas de Parti communiste.

67. Le refus de la complexité du réel et l'attachement à des explications simples, qui évitent ou dévient les problèmes irréductibles, est le point commun de tous les dogmatismes — qu'ils soient réactionnaires ou pseudo-communistes.

C'est le Parti qui rédige le programme car c'est lui qui l'applique, et c'est lui qui l'applique car c'est lui qui le rédige. Le Parti peut rédiger car il peut agir, et réciproquement : théorie-pratique-théorie. Il sait ce qu'il doit faire car il sait ce qu'il peut et ne peut pas faire, et il sait ce qu'il peut et ne peut pas faire, car il fait. Formulé autrement, le Parti résout la contradiction entre théorie et pratique car « il sait de quoi il parle, parce qu'il parle de ce qu'il fait », ce à quoi aucune organisation française actuelle ne peut prétendre.⁶⁸

Tous les communistes veulent l'unité des communistes. Mais l'unité autour de quoi ? Certains ont une idée très arrêtée sur cette question (le maoïsme, le marxisme-léninisme, etc.) et on ne peut pas le leur reprocher, mais faut-il ensuite encore être capables de définir ce que cela signifie, non seulement en général, mais surtout ici et maintenant : en tactique et en stratégie. Ensuite, il ne suffit pas de dire être le développement le plus juste et le plus révolutionnaire, encore faut-il le démontrer en pratique. Chacun finit donc par se retrancher derrière « son » unité, c'est-à-dire « sa » bonne compréhension de « sa » ligne juste. Une question qui peut paraître simple ne l'est en fait pas.⁶⁹ C'est pour cela qu'il faut

68. C'est la relation d'unité entre théorie et pratique, entre savoir et faire, dans laquelle la pratique est l'aspect principal. Les idées justes ne tombent jamais du ciel ni des livres. La théorie révolutionnaire ne peut pas se passer de la pratique sociale révolutionnaire, celle qui la démontre juste ou fausse, la vérifie ou la réfute.

69. Ainsi, par exemple, pour comprendre Mao, il faut bien sûr lire Mao, mais aussi celles et ceux qu'il complétait ou contredisait. Il faut lire sur le contexte historique dans lequel il évoluait, tant du point de vue socioéconomique, idéologique que politique. Il faut lire ses prédécesseurs, sur qui il construisait en adhésion et en opposition. Autrement, l'on risque la déviation subjectiviste, c'est-à-dire d'interpréter comme universelles des particularités, surestimer certains aspects ou en sous-estimer d'autres, distordre certains concepts en les interprétant, etc.

Et encore, avoir compris Mao, ce n'est pas avoir compris le maoïsme. L'on en revient à notre marotte : rien n'est simple, ni le communisme ni être communiste, car la réalité n'est pas simple en premier lieu. Ainsi, pour répondre aux problèmes brûlants du présent, il serait ridicule et inconséquent de ne se référer qu'aux plus récents développements (la « dernière étape »), car la connaissance communiste est composée d'autant de strates que d'expériences et de débats que notre histoire a connu, et chacune de ces étapes de notre développement a des choses à nous enseigner. Il ne faut négliger ni les plus anciennes, ni les plus récentes, et ne pas croire dans un progressisme vulgaire, selon lequel la théorie communiste irait toujours du faux vers le vrai. La connaissance communiste est stratifiée, mais c'est une synthèse, pas une simple accumulation mécanique du passé : chaque étape de développement doit être interprétée et sans cesse réinterprétée au regard de toutes les autres — ainsi notre science reste vivante. Pour ainsi dire, Marx a toujours des choses à nous dire sur Mao, autant que Mao a des choses à nous dire sur Marx, et de la même manière, avoir compris Lénine n'est pas pour autant avoir compris Marx. La pensée communiste se construit comme un système qui se complexifie, en permanente reconfiguration, pas comme une tour à laquelle s'ajouteraient des étages pour prendre de la hauteur.

faire les choses dans l'ordre, pour l'unité des communistes comme ailleurs. Dans n'importe quelle science, l'unité d'adhésion se fait autour d'une théorie lorsqu'elle est prouvée, pas avant. Et comme dans n'importe quelle science, la théorie se prouve dans la pratique et se défend dans le débat. Or, qu'est-ce qui rend possible de trouver, de prouver et de défendre, une théorie communiste juste ? Cet outil, c'est le Parti.

Disons-nous qu'il ne faut donc pas défendre une théorie contre une autre — mener la lutte des lignes ? Non. Disons-nous que toutes les théories se valent équitablement car elles seraient toutes à égalité jusqu'à ce que le Parti ne vienne trancher ? Non plus. Le présent et le passé ont déjà des leçons à nous donner, mais ces leçons doivent être trouvées et démontrées, puis il faut de plus avoir la capacité de convaincre (le rapport de force) : là encore, ce qui peut paraître une formalité évidente n'en est rien. Il ne faut pas d'abord créer le Parti puis ensuite mener la lutte des lignes pour les idées justes, ce raisonnement n'aurait aucun sens, car c'est dans cette lutte des lignes pour les idées justes que le Parti se crée. Ce que nous disons, c'est seulement que la conclusion de cette lutte — la théorie juste autour de laquelle est faite l'unité —, elle, ne peut pas se trouver avant que la lutte ne soit allée assez loin pour être au stade de la constitution du Parti.

L'on construit le Parti en construisant son unité théorico-idéologique, et l'on construit l'unité théorico-idéologique en construisant le Parti. Là aussi, la dialectique nous permet de comprendre ce processus en comprenant l'unité des contraires entre l'immaturité de la ligne (politique, théorique, idéologique) et l'immaturité de l'organisation. Pas d'organisation sans ligne, et inversement. Là où il y a contradiction, c'est que l'organisation est limitée par l'immaturité de sa ligne (en politique, théorie et idéologie), et que la ligne est limitée par l'immaturité organisationnelle. Cette contradiction qui existe dans la condition sectaire se résout dans la maturité d'une part politique, théorique et idéologique, et d'autre part organisationnelle, c'est-à-dire le Parti. Croire qu'il faut construire le Parti autour d'une ligne préalablement établie, c'est avoir un point de vue antidialectique sur la question, donc faux. Croire qu'il faut donc construire le Parti sans ligne est tout autant antidialectique et faux. Ces deux éléments en contradiction sont indissociables, ils se construisent ensemble et se résolvent ensemble.

L'unité des communistes sera avant tout le résultat de la lutte pour l'unité, et pour les idées justes. Mais ce contre quoi nous mettons en garde, c'est de commencer cette lutte en croyant déjà avoir atteint une conclusion que l'on ne connaît en fait pas, et que l'on ne peut pas savoir. Il faut aborder ce problème

scientifique comme le ferait une science (car le communisme n'est que la science de la révolution) : lutter pour démontrer en pratique et en théorie ce qui est juste et ce qui est faux. C'est autour de cette double volonté — construire le Parti et la justesse de sa ligne — que doit se faire l'unité, c'est-à-dire la volonté de trouver et de s'organiser autour de la proposition la plus juste, et non pas *a priori* autour de la proposition A, B ou C.

Il faut cependant commencer quelque part, et l'on converge inévitablement vers un système de croyances cohérent (ce qui ne veut pas dire vrai!). C'est pour cela que nous ne considérons pas comme une erreur de privilégier une proposition A, B, ou C dans la lutte pour l'unité des communistes (nous-mêmes, privilégions *de facto* le marxisme-léninisme-maoïsme). Mais ce qui importe, c'est cependant de rester conscient que cette recherche des idées justes n'est pas close — ne pas se replier sur soi et sa proposition. Il n'y a pas d'une part la lutte pour trouver la ligne juste (qui serait finie) et d'autre part la lutte pour répandre et « montrer » cette ligne juste (qui elle serait en cours), car ces deux luttes ne sont en fait qu'une seule et même lutte pour la démonstration. Il n'y a aucun sens à vouloir faire l'une puis l'autre (une forme d'étapisme), car c'est un seul et même processus : l'on trouve et l'on convainc en démontrant, et ce autant que l'on est capable de démontrer.

Le « faux » est un moment d'un « vrai » supérieur... mais il n'est pas ce « vrai » supérieur ! Nous faisons pour cette raison le choix de l'humilité épistémologique, pour ne pas croire en des certitudes que nous n'avons pas encore les moyens de savoir justes avec suffisamment de confiance, et qui pourraient se révéler être des simples chimères au rasoir de l'expérience réelle. Nous réservons au Parti la tâche de réduire suffisamment les inconnues.

Nous ne possédons cependant pas un cadre éclectique ni centriste. Nous ne débattons pas pour polémiquer, mais bien pour trancher entre le juste et le faux. Lorsque nous avons atteint une conclusion collectivement, que tous les arguments ont été exprimés et que toutes les objections ont été entendues, alors nous y sommes fidèles et recherchons le degré maximal de cohésion autour de celle-ci. En revanche, nous ne croyons pas pouvoir considérer nos conclusions comme suffisamment définitives ou universelles pour pouvoir les

déclarer « justes ». Car édicter une telle affirmation reviendrait à un terrible et opportuniste manque d'humilité scientifique, et n'aurait aucune portée concrète sur l'état réel du mouvement communiste français — indifférent.⁷⁰

Nous ne sommes pas timorés, nous sommes prudents avec les questions sérieuses, puisque sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire, la question théorique est une question éminemment sérieuse. La prendre à la légère ou faire abstraction de nos limitations objectives est une erreur fatale. Si la théorie n'est pas conforme à la pratique du réel, alors elle n'est pas véritablement révolutionnaire, et le mouvement n'est lui-même, par voie de conséquence, pas véritablement révolutionnaire non plus, aussi sincère et convaincu soit-il. C'est une question de vie ou de mort pour les communistes.

Nous distinguons ce qui est plus ou moins exact de ce qui peut se dire « juste », c'est-à-dire correspondant suffisamment à la réalité pour prétendre avec succès permettre la transformation du monde en tant que guide pour l'action. Nous pouvons tendre vers une plus grande justesse, mais nous savons ne pas pouvoir produire une conclusion capable de se démontrer « juste » — indépendamment de notre volonté.

Nous nous appelons *Unité communiste* aussi car nous rassemblons des communistes se reconnaissant dans des traditions et influences diverses. Certains de nos membres se revendiquent du marxisme-léninisme, d'autres du marxisme-léninisme-maoïsme, ou encore du communisme sans adjectif. Les trajectoires militantes et idéologiques de nos camarades sont diverses : anarchisme, communisme de gauche, animalisme et écologie radicale, syndicalisme, antifascisme, etc.

70. Une telle erreur est opportuniste en ce qu'elle n'accélère pas, mais ralentit la lutte des lignes et la progression du faux vers le juste. De plus, une telle affirmation entraîne une application unilatérale, qui tôt ou tard se heurte à la sévérité de la réalité.

Aujourd'hui, il existe chez nous un consensus *de facto* qui évolue entre le marxisme-léninisme (dans ses déclinaisons antirévissionnistes)⁷¹ et le marxisme-léninisme-maoïsme (se référer au séminaire international sur Mao et la guerre populaire de 1998)⁷², sans que cela n'en fasse une position d'organisation, un statut immuable ou un monolithisme.

71. À ce titre, *Unité communiste* considère comme révisionnistes les décisions du XX^e congrès du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* sous la direction de Khrouchtchev (1956), ainsi que les réformes de libéralisation économique Liberman (élaborées dès 1962 et implémentées en 1965), et considère l'exclusion du « groupe anti-Parti » (1957) comme une défaite pour les communistes. Ces événements marquent la liquidation définitive de la dictature du prolétariat soviétique et de sa transition vers le socialisme. Le même constat s'applique en Chine après la défaite finale de la Révolution culturelle et l'arrestation de la « bande des quatre » (1976), et la prise du pouvoir par Deng Xiaoping à la 3^e session plénière du 11^e comité central du *Parti communiste de Chine* (1978), qui marqua le début des politiques de « réforme et ouverture ».

72. « À l'occasion du 105^e anniversaire du camarade Mao Ze Dong, un séminaire international sur "Mao et la guerre populaire" a été organisé en Europe en décembre 1998. Le séminaire a été convoqué conjointement par le *Parti communiste des Philippines* (CPP), le *Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste* (TKP/ML) et le *Parti communiste d'Inde marxiste-léniniste (guerre populaire)* (CPIML People's war). Le séminaire a cherché à souligner l'importance de la pensée de Mao Ze Dong ou du maoïsme en tant que développement du marxisme-léninisme à un niveau supérieur. Il a également souligné la signification universelle du concept de "guerre populaire" de Mao à une époque où l'impérialisme se dirige vers une crise si grave qu'elle pourrait englober le monde entier, comme lors de la Grande Dépression. » — *Rapport du séminaire international sur Mao et la guerre populaire*, janvier 1999.

10. *UNITÉ COMMUNISTE APPLIQUÉ LA MÉTHODE DU SOCIALISME SCIENTIFIQUE*

La théorie révolutionnaire doit se trouver et se démontrer dans l'étude de la société, dans le présent et dans le temps. Celle-ci, pour être conséquente, doit se soumettre à la plus intransigeante rigueur scientifique. Ce n'est pas là l'impératif d'un intellectualisme idéaliste, mais bien celui du révolutionnaire, car rien n'est possible sans théorie révolutionnaire, et que si celle-ci n'est pas juste, c'est-à-dire conforme au réel, alors elle n'a aucune valeur.

Si l'on prend au sérieux le caractère scientifique de notre communisme, alors, il faut prendre au sérieux la démonstration scientifique, qui doit être l'alpha et l'oméga à ne jamais oublier. Dans le cas de la théorie révolutionnaire, la démonstration se fait évidemment dans le cadre théorique de la controverse, mais surtout dans l'expérience de la pratique révolutionnaire.

La science révolutionnaire n'est fondamentalement pas différente de n'importe quelle autre science, si ce n'est que son objet est la transformation radicale de la société humaine. Sa méthode est semblable à celle de n'importe quelle démarche hypothético-déductive et de n'importe quelle modélisation descriptive-prédictive. La science révolutionnaire n'a rien d'exceptionnel, si ce n'est qu'elle est unique dans son objet — la révolution.

Notre fondement empirique, c'est l'histoire humaine tout entière, et plus particulièrement celle des révolutions, car ce sont les moments et les lieux où se dévoilent dans la crise certaines lois fondamentales du changement des sociétés. Nos propositions théoriques, pour avoir une valeur, doivent se justifier ou se vérifier de deux manières : dans l'expérience présente de la pratique et dans l'expérience passée de l'Histoire. Tout édifice théorique n'a de raison d'être qu'en partant de la réalité pour retourner à la réalité.

Il est facile d'affirmer qu'une théorie est juste ou universelle, mais il est autrement plus difficile de le démontrer, et ce à la hauteur de la portée de l'affirmation concernée. Si l'on est incapable de la passer au rasoir de la science, alors celle-ci n'a aucune valeur car elle ne nous est d'aucune utilité dans la description du monde qui est la condition à sa transformation. Si l'on perd de vue la méthode scientifique, alors l'on se perd dans ni plus ni moins que des dogmes, dans lesquels l'on est libre de croire ou de ne pas croire, mais qui ne

relèvent d'aucune pertinence pour la lutte révolutionnaire. Le rationalisme a la paternité de notre socialisme scientifique, il faut le reconnaître et se le remémorer sans lassitude.⁷³

Pour échapper à la tautologie (être vrai selon soi-même), la théorie révolutionnaire doit s'ancrer dans le réel : elle doit, selon sa propre méthode, se soumettre à l'examen rationnel et empirique. Sinon, l'on sort de l'ordre de la croyance scientifique pour rentrer dans celui de la croyance circulaire (A est vrai, car X affirme que A est vrai et que A affirme que X est vrai). Un énoncé, pour être rationnel, doit d'abord être cohérent dans ses propositions (ne pas être fondé sur des prémisses antinomiques, des observations incompatibles), mais ce premier critère n'est pas suffisant, car une théorie peut être cohérente et fautive. Notre recherche de la meilleure compréhension possible du monde, c'est-à-dire de la théorie la plus conforme au réel, est celle du modèle le plus probable. Pour l'atteindre, notre méthode doit être régie par les impératifs scientifiques.

Quels sont ces impératifs scientifiques ? Les principes rationnels de réfutabilité et de parcimonie.

Le principe de réfutabilité postule que chaque proposition théorique doit contenir dans son raisonnement les moyens de sa propre vérification ou réfutation empirique — dans l'expérience. Un énoncé qui démontre une théorie comme vraie doit aussi indiquer les conditions de la démonstration de cette théorie comme fautive.

73. Il y a une contradiction fondamentale au marxisme entre son aspect scientifique (l'ambition de décrire le monde pour le changer) et son aspect politique (l'ambition de la mobilisation révolutionnaire des masses). Cette unité des contraires (la tension dans cette interdépendance) est indissociable du communisme comme mouvement historique. Les mouvements de masses, dans leurs moments paroxystiques de lutte de classes (révolution, guerre, etc.) ou dans leurs contradictions sociales (intérêts matériels, fausses consciences, etc.), résultent en des phénomènes politiques de masses antiscientifiques, antimatérialistes et antidialectiques inévitables : dogmatisme, idolâtrie et culte de la personnalité, adhésion identitaire et affective, etc. Ceux-ci vont nécessairement empiéter sur la prétention scientifique du communisme. Mais sans ce mouvement de masses, pourtant à l'origine de ces phénomènes, le communisme ne peut pas être une science de l'Histoire et de la transformation sociale, car c'est précisément en transformant qu'il comprend (« pour comprendre une poire, il faut la goûter »). L'idolâtrie, le culte de la personnalité, et plus généralement la révérence à outrance, sont ainsi, par exemple, des résidus de culture servile, qui ont parfois pu être entretenus dans les pays en transition socialiste par des éléments réactionnaires. Pour être réellement scientifique, il ne faut pas se défaire de la politique, il faut l'embrasser pour la dépasser dans une synthèse qualitativement supérieure.

Le principe de parcimonie postule qu'entre plusieurs propositions valides (réfutables et vérifiées empiriquement), la proposition la moins coûteuse en hypothèse — minimale — doit être privilégiée comme la plus rationnelle.

Une théorie qui ne peut pas être démontrée fautive est ni plus ni moins qu'une théorie sur laquelle la réalité n'a pas de prise, c'est-à-dire qui s'est fondée au-delà de la pratique sociale et de l'expérimentation, comme vérité métaphysique. L'unité entre pratique et théorie implique que toute théorie réponde de la pratique, autant pour être vérifiée que réfutée.

Cependant, toute proposition peut échapper à sa propre réfutation grâce à des hypothèses *ad hoc*, c'est-à-dire en rajoutant des hypothèses après l'expérience pour rester compatible avec celle-ci. De plus, chaque proposition est fondée sur des hypothèses explicites, mais aussi des hypothèses implicites adjacentes (qui ne sont pas formulées car considérées évidentes).⁷⁴ Les prémisses d'une démonstration ne peuvent donc jamais être épuisées dans un énoncé, et leur réfutation est donc également inépuisable : il y a toujours une fuite en avant possible dans le *ad hoc*.

Ainsi, il n'y a jamais d'expérience décisive, car seule une partie des hypothèses d'une proposition peut être réfutée par chaque expérience, et que chaque proposition peut se sauver avec des hypothèses *ad hoc*. Toutes les propositions vérifiables et réfutables sont-elles donc égales entre elles, sur le même plan de rationalité et de scientificité ? Non. Pour départager deux propositions valides (rationnellement cohérentes, vérifiables et réfutables), il faut donc aussi appliquer le principe de parcimonie, pour choisir la théorie la moins coûteuse en hypothèse. Une théorie ne peut pas être décisivement réfutée empiriquement, mais ses hypothèses peuvent l'être jusqu'à ce qu'il ne soit plus rationnel de croire en cette théorie, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle devienne trop coûteuse en hypothèse à cause de l'accumulation de *ad hoc*.

Pourquoi se tenir à une théorie très coûteuse lorsqu'il existe des théories équivalentes en efficacité, en performance descriptive-prédictive, peu coûteuses ? Par croyance circulaire : lorsqu'une théorie affirme être vraie selon elle-même.

74. Par exemple, pour la proposition « lorsqu'il fait jour, l'on peut voir le soleil dans le ciel », les hypothèses explicites sont que « s'il fait jour, alors le soleil est dans le ciel » et que « si le soleil est dans le ciel, alors il peut y être vu », mais la proposition n'est valable qu'avec les hypothèses implicites « si le ciel est dégagé », « si l'observateur n'est pas malvoyant », « si l'observateur est sur Terre », « si l'observateur sait ce qu'est le ciel et le soleil », etc.

Ce sont ces deux principes, de réfutabilité et de parcimonie, qui sont les gardiens de notre scientificité, contre les modes de pensée et les idées irrationnelles, donc métaphysiques, car irréfutables et/ou circulaires.

La théorie communiste doit s'appliquer à l'étude du monde, donc accumuler une masse suffisante de données empiriques, de l'expérience présente et historique, pour en tirer des hypothèses et formuler des propositions rationnelles. D'abord, c'est avec l'expérience que l'on peut induire des propositions. Puis, c'est avec ces propositions que l'on peut déduire des descriptions et des prédictions. Et enfin, c'est de nouveau avec l'expérience que l'on peut vérifier ou réfuter ces déductions. Le dialogue entre l'expérience et les propositions qu'elle rend rationnellement possibles, entre l'empirique et le rationnel, c'est-à-dire entre la pratique et la théorie, est sans fin.⁷⁵

Soit nos théories sont issues du réel et se soumettent systématiquement à son jugement, soit elles sont réduites à des fantasmes et se confinent à notre imagination. Il faut porter la théorie révolutionnaire aussi haut que l'exigent nos ambitions en appliquant et développant nos méthodes : la scientificité n'est pas un vœu pieux, mais une condition pour gagner.

75. Nos déductions, avant d'être des descriptions et des prédictions, doivent en premier lieu être des diagnostics et des pronostics. Nous parlons de diagnostics et de pronostics *a minima*, par comparaison à la description et à la prédiction. Plus notre science est fondée et fiable, plus ses diagnostics peuvent prétendre à la description, et nos pronostics à la prédiction. Il y a, entre ces deux niveaux de fiabilité, une différence dans le degré de crédibilité scientifique.

Nous soulignons la différence, car il ne faut pas penser que de la bonne volonté suffirait d'elle-même à conférer à un énoncé une qualité scientifique, tous les énoncés prétendant à la science ne se valent pas entre eux — ils n'ont pas la même valeur de véracité. Nos méthodes ne font pas exception : ce sont des modèles qui doivent être appliqués à la réalité pour la comprendre, mais le pouvoir descriptif et prédictif de ces modèles dépend de la qualité de cette application à la réalité. Utiliser une méthode est une chose, chercher à démontrer sa validité en est une autre. Or, pour être une science c'est bien cette deuxième entreprise qu'il faut aborder. Là même, une proposition valide (suffisamment fondée pour se défendre rationnellement) n'est pas forcément suffisante pour atteindre le statut de scientifique. Mais, car il faut décrire et prédire sans délai, nous sommes contraints de recourir aux diagnostics et aux pronostics, faute de mieux. En d'autres termes, cette montée en qualité, c'est la transition de la connaissance perceptive, plus ou moins immédiate, à la connaissance rationnelle, plus ou moins scientifique.

En conclusion, nous devons aujourd'hui diagnostiquer et pronostiquer, mais ne pas nous en satisfaire, en n'oubliant pas quels sont les standards scientifiques auxquels s'astreindre pour prétendre avec succès à cette qualité : respecter les principes de parcimonie et de réfutabilité. Ce qui implique, par voie de conséquence, d'être à l'avant-garde de l'état de la littérature scientifique.

L'enjeu présent est de régénérer notre science anémique et consanguine. Celle-ci, dans la phase de décomposition du communisme en France (et dans une moindre mesure dans le monde), a pu se laisser enfermer dans de vieux paradigmes reliques (le rapport à notre histoire, la compréhension de l'impérialisme, etc.). Le communisme s'est trop souvent diminué aux slogans et schémas simplistes d'un marxisme vulgaire. Nous constatons aussi une paralysie intellectuelle chronique, induite par la peur de sortir des vieilles idées, qu'importe qu'elles soient obsolètes ou non. Changer ses références et innover, c'est risquer ainsi de s'égarer, de remettre en cause son identité et ses certitudes, ou l'ostracisme de la part des autres communistes.

Mais il faut oser être marxiste autant avec que malgré ou contre Marx, Engels, Lénine, etc. : l'important est la conformité au réel, pas à des références et à une doxa consensuelle. Or, car le réel est changeant et que le communisme n'est que déduit de celui-ci, alors notre communisme ne peut être que changeant lui aussi, il se mortifie s'il sclérose. Comme Lénine ou Rosa Luxemburg en leur temps, il faut être capable d'inédit, y compris en s'opposant au canon. Il s'agit non seulement d'avoir une lecture communiste du monde qui soit créative, mais aussi qui réponde d'abord à une actualité — la lutte présente — avant à un héritage — une généalogie intellectuelle. La trahison peut prendre l'avatar de la nouveauté autant que celui plus pernicieux de la fidélité à l'orthodoxie. Il n'y a pas d'avenir dans la politique ossifiée et les discours qui sentent le papier jauni d'un autre âge, il faut dépoussiérer notre communisme avant de le porter au jour.

11. *UNITÉ COMMUNISTE DÉFEND LA THÉORIE HISTORIQUE DU MATÉRIALISME DIALECTIQUE*

Sans compréhension des lois de l'Histoire, à son échelle la plus macroscopique, impossible de comprendre ce dans quoi notre société est engagée, ce vers quoi elle tend, donc comment agir à son dépassement. Pour cela, seule la méthode matérialiste dialectique nous donne un outil descriptif et prédictif adéquat pour notre objet : l'Histoire, comme processus général et universel.

Cependant, il est facile de faire dire tout et n'importe quoi à cette dialectique si on ne la saisit pas avec une compréhension fine, que l'on ne peut atteindre que dans une perspective rationaliste, et non pas comme une « vérité révélée », aux vertus éternelles et prophétiques. Le matérialisme dialectique dérive des lois universelles de la science. C'est notre méthode, conformément au principe selon lequel il faut accorder le plus de crédit aux modèles les plus probables, c'est-à-dire ceux qui ont la plus grande validité rationnelle et empirique (les moins coûteux en hypothèses et dont les propositions se vérifient le plus).

En quelques phrases, en quoi consiste notre méthode — le matérialisme dialectique — appliquée à l'Histoire ?

Nous lisons l'Histoire dans son ensemble comme un processus macroscopique dans le temps et l'espace. Notre premier postulat est que celui-ci n'est pas une singularité radicalement irréductible (scientifiquement ou métaphysiquement extraordinaire), mais l'évolution d'un système complexe analogue à celle d'autres systèmes complexes, qui ne se soustrait pas — ni dans ses occurrences ni comme totalité — aux méthodes et aux modèles leur étant relatifs. En tant que tel, il est possible de décrire l'Histoire, c'est-à-dire d'en induire des lois desquelles déduire des prédictions. En dernière instance, ce n'est qu'un système complexe comme un autre, avec ses convergences et ses ordres de déterminants non triviaux entre eux. Il y a récurrence, ou régularité, des phénomènes historiques : c'est leur « reproductibilité ».

Toute connaissance générale part de la récurrence dans les phénomènes particuliers : c'est la reproductibilité de l'expérience qui rend possible sa compréhension, et des déductions prédictives. Le socialisme scientifique part de ce postulat simple et consensuel, et le porte jusqu'aux conclusions radicales que s'interdisent les sciences sociales bourgeoises.

Notre méthode s'oppose à la tendance présente du champ académique bourgeois (la science bourgeoise) qui amalgame l'étude macroscopique à une erreur méthodologique *a priori*, antiscientifique par nature car téléologique ou outrancièrement simpliste. L'Histoire ne serait donc qu'une somme infinie de contingence dont la logique maîtresse, si ce n'est le hasard, serait insondable ? *In fine* une résurrection de l'adage antimoderne « les voies du seigneur sont impénétrables » selon lequel l'Histoire échapperait fatalement à l'entendement ? Ce n'est pas notre conclusion.⁷⁶

Ici comme ailleurs, la cognoscibilité est limitée : un météorologiste ne peut pas prévoir en précision la météo, un biologiste, les conséquences exhaustives de la disparition d'une espèce sur un écosystème, ou un climatologue, l'évolution exacte du réchauffement climatique. Mais cette limitation épistémologique n'a rien d'exceptionnel à l'Histoire, car elle la partage à divers degrés avec tous les autres objets des sciences contemporaines. Donc, les prescriptions dans l'étude n'ont là aussi rien de rationnellement singulier, en bref, la recherche et la définition de lois historiques sont à l'ordre du jour.

Ce que nous observons de l'Histoire, c'est qu'elle est engagée, dans son mouvement propre, dans une accumulation quantitative qui produit des transformations qualitatives. Ces transformations se font selon les différentes contradictions aux différentes échelles qui constituent la société. Ces contradictions ont chacune leurs propriétés et leurs particularités, et elles se résolvent lorsque l'accumulation les intensifie suffisamment pour qu'elles rentrent en crise et se dépassent dans

76. Le champ académique bourgeois est en contradiction entre son but scientifique et son rôle de classe. Dans cette tension, la méthode hypercritique offre une échappatoire, un *modus vivendi* permettant de faire coexister science et anticommunisme. Ainsi, les ébauches de matérialisme qui ne disent pas leur nom (les pseudo-matérialismes), peuvent y évoluer sans faire péché de marxisme. Mais ce, à condition de renoncer à toute forme sérieuse d'action sur la réalité, et de préférence en jouant la partition anticommuniste.

La méthode hypercritique est une déviation antirationaliste, qui ne critique non pas jusqu'à trouver la proposition la plus rationnelle, entre toutes les propositions, mais comme un absolu. C'est la critique pour la critique, critiquer jusqu'à trouver le modèle le moins critiquable — pas le plus rationnel ! Le rationalisme, ce n'est pas trouver le modèle le moins critiquable (ce qui n'est que le principe de parcimonie poussé à l'absurde), mais bien trouver le système satisfaisant, le plus conforme au réel. Le rôle de la critique est de départager les propositions entre elles, pas d'être une mesure en soi. Le meilleur modèle n'est pas toujours celui qui serait le moins critiquable, c'est-à-dire celui qui serait le plus minimal. Les premiers à souffrir de cette déviation, ce sont bien sûr les modèles macroscopiques, car les plus généraux. L'hypercriticisme conduit inévitablement à tourner en rond, et la science perd son ambition moderne de description et de transformation du monde.

de nouvelles contradictions. Leur génération et leur résolution ne se font pas selon une évolution en étapes successives prédéfinies, mais selon leurs propres généalogies qui s'interpénètrent et se conjoignent.

Les forces productives s'accroissent en même temps que grandissent les sociétés et leurs besoins, le mode de production existant est alors dans l'impossibilité de continuer à se reproduire sous le poids de sa propre instabilité, et est remplacé par un nouveau mode de production correspondant au nouvel état des forces productives. S'observe alors, de contradiction en contradiction et de résolution en résolution, une convergence vers des formes d'organisations sociales plus stables, car plus complexes (qui ne sont pas le produit de l'élévation de l'esprit). Mais leurs crises et leurs transformations sont inévitables tant qu'elles restent en contradiction.

Le capitalisme est pour l'instant la forme d'organisation sociale la plus complexe de l'Histoire, c'est pourquoi elle peut réguler un niveau de complexité et absorber des chocs d'un tout autre ordre de grandeur que les précédents états de la société (féodalisme, tribalisme, etc.). Mais en permettant la complexification exponentielle de la société, elle génère aussi une entropie correspondante. Cette dernière ne peut pas être contenue par le capitalisme, et de cette transition entropique (sa crise « destruction créatrice » de complexité) doit naître une reconfiguration, encore supérieure par sa complexité : le communisme, ou l'état d'organisation de stabilité supérieure. Celui-ci n'est pas possible sans antérieurement un système assez complexe (le développement des forces et techniques productives et d'échange), et ce dernier n'est pas possible sans un état d'organisation capable de supporter son essor (le capitalisme). Un nouvel ordre existe « en germe » dans le chaos croissant en étendu et en intensité, et le premier n'est pas possible sans auparavant le second.

Instabilité, crise, complexification, stabilisation, nouvelle instabilité, nouvelle crise, nouvelle complexification et nouvelle stabilisation. C'est l'histoire des sociétés dans la lutte pour la production, et ce tant qu'il y aura des contradictions sociales. Une société atteint un système et un état de complexités supérieures pour contenir temporairement son entropie (un système s'autorégulant assez pour rester stable). Les contradictions sociales se résolvent dans des synthèses supérieures, qui ont à leur tour des contradictions supérieures. De nouvelles contradictions remplacent toujours les anciennes, mais chaque synthèse est qualitativement plus élevée que la précédente.

L'Histoire est une partie de l'histoire humaine, c'est celle de la lutte des classes (comme contradiction fondamentale), et avec elle, celle de la complexification exponentielle des sociétés. La fin de la lutte des classes et des autres contradictions sociales historiques est aussi la configuration de la société la moins entropique de l'histoire humaine, car la plus complexe (l'état d'organisation d'un système suffisamment complexe pour permettre cet état). La société sans contradictions sociales historiques, c'est le communisme, et en tant que telle c'est vers celui-ci que converge l'histoire des sociétés dans leur développement. C'est ce que l'on appelle en cybernétique l'équifinalité, et dans le jargon hérité de Hegel la nécessité dialectique.

Cette conception du communisme comme finalité de l'Histoire n'a rien d'une téléologie (un finalisme) et tout d'une téléonomie (l'émergence d'une convergence finale).⁷⁷ Ce qui nous apparaît comme chaotique obéit à un déterminisme impersonnel, et là où l'on ne voit qu'un faisceau de contingence se dévoile une nécessité.⁷⁸

Brièvement, qu'est-ce qu'il y a de dialectique et de matérialiste dans notre méthode ?

77. Ceux qui accusent le marxisme de n'être qu'une nouvelle métaphysique de l'Histoire (avec sa propre théologie et eschatologie) sont aussi ceux qui n'ont du matérialisme dialectique qu'une compréhension mécaniste-linéaire. Ceux-là même accusent trop vite de « téléologie » pour comprendre la limite de ce verdict et sa différence avec la téléonomie. Les théories de l'Histoire, lui cherchant un « sens », des lois et une direction, seraient une impasse en soi, car elle serait hors de portée de la science. Il y aurait soit, d'une part, les derniers fidèles d'un progressisme historique désuet, qui rassemblerait sous sa chapelle toutes les variantes de mécanisme, finalisme et linéarisme historique ; soit, d'autre part, les agnostiques, ayant eu le discernement d'abandonner les catégories historiques universelles (entre les espaces et les temps humains), et les modèles macroscopiques de leur mouvement, les reléguant aux philosophies de l'Histoire. Il y aurait donc les « bons » marxistes qui abandonneraient la théorie marxiste de l'Histoire, et les « mauvais » mécanistes-linéaristes. Or, la théorie communiste de l'Histoire dépasse cette contradiction par le haut. S'il existe de mauvais marxistes, nous attendons toujours au XXI^e siècle un argument convaincant contre notre modèle, qui n'a rien ni de linéaire ni de finaliste.

78. Qu'est-ce que la nécessité ? La nécessité est ce qui ne peut pas ne pas exister. Qu'est-ce que la contingence ? La contingence est ce qui peut ne pas exister. La relation entre la nécessité et la contingence est elle-même dialectique (une unité de contraires), ce qui interdit toute compréhension absolue (métaphysique) de la nécessité ou de la contingence : toute nécessité est aussi une contingence et toute contingence est aussi une nécessité. La nécessité et la contingence n'existent que relativement à une loi objective, et une loi objective n'existe que relativement à d'autres lois objectives, par rapport auxquelles elle est elle-même une nécessité ou une contingence.

La dialectique est une dynamique (une logique) : celle de la contradiction. Nous soutenons que le modèle dialectique est pertinent pour comprendre le monde. Ainsi, la société peut être comprise selon l'application des trois principes (lois) de la dialectique. Ce sont :

1. l'unité des contraires — l'identité et la négation réciproque d'une thèse et de son antithèse ;
2. le changement de la quantité (accumulation) en qualité (nature), et inversement, par « bond » (une progression non linéaire) ;⁷⁹
3. et la négation de la négation — le dépassement de la thèse autant que de l'antithèse dans une synthèse.⁸⁰

79. Une qualité est un certain niveau et une certaine proportion de certaines quantités : une qualité X est composée de quantités A et B. Une quantité est celle d'une certaine qualité : A est une quantité de Y qualité et B de Z qualité. Une qualité n'est composée que de ses quantités, mais la description des quantités n'est pas suffisante pour décrire une qualité, car la qualité est irréductible aux quantités qui la composent : X n'est composé que de A et B, mais X ne peut pas être décrit comme A+B. Deux qualités identiques peuvent différer dans leurs quantités : X peut être composé de A et B, mais éventuellement aussi de A+1 et B+1. Une qualité se définit par les relations de ses quantités entre-elles, et par ses relations avec d'autres qualités : une qualité X se définit par les relations de A et B entre eux, et par les relations de X avec d'autres qualités.

Tout objet est une qualité et des quantités. Dans la réalité, « le tout est plus que la somme de ses parties », car décrire toutes les quantités d'un objet ce n'est pas décrire sa qualité. Lorsque les quantités d'un même objet atteignent un certain niveau d'accumulation, ces quantités transforment l'objet qu'elles sont : c'est le saut qualitatif. L'accumulation change l'échelle et les proportions des quantités de l'objet, ce qui met en crise l'organisation qu'elles possédaient jusque là. Le saut qualitatif est le changement des relations des quantités entre elles, de la forme que vont prendre les quantités ensemble, c'est-à-dire de la manière dont elles vont s'organiser pour être la qualité d'un objet. Le terme « accumulation » doit être compris au sens le plus général, car il comprend toutes les mesures d'une augmentation (qui se définit par la positive). Ainsi, dans un système de particules, l'accumulation est celle du nombre de particules, mais aussi celle de leur diversité, de l'énergie qu'elles contiennent, de la complexité de leur configuration, etc.

80. La négation de la négation n'est pas la négation de la thèse par l'antithèse, ni l'inverse. Une synthèse est le dépassement des deux aspects préexistants en contradiction, dans quelque chose de nouveau, où aucun d'entre eux n'existe plus. La négation de la négation supprime toute distinction, toute séparation, entre les deux éléments en contradiction, et leurs caractères propres jusqu'alors. Ainsi, si A est en contradiction avec B, et que leur synthèse est C, alors C est dans la continuité de A et B, mais C ne contient rien ni de A ni de B, c'est-à-dire que C ne peut pas être exprimé en proportion de A ou B, car A et B ne se définissent que par leur relation de négation réciproque qu'a dépassée (nié) C, donc A et B n'existent plus en C. Les quantités et qualités de A et B se retrouvent dans C (la continuité), mais aucune quantité ni qualité de C ne peut être une proportion de A ou de B (la rupture).

La dialectique explique le mouvement comme continuité et rupture. Continuité et rupture entre l'accumulation de quantité et le saut qualitatif, et entre la contradiction et sa résolution. Toute synthèse est un saut qualitatif et tout saut qualitatif est une synthèse, mais tout saut qualitatif dans une contradiction n'est pas la synthèse de cette contradiction (les aspects contraires peuvent changer de qualité sans se résoudre). Chaque contradiction est composée de quantités et de qualités. La contradiction crée la croissance quantitative, qui crée la transformation qualitative. Donc, ses quantités croissent ; et donc, ses qualités se transforment. Cette évolution quantitative et qualitative intensifie la contradiction, jusqu'à sa crise et son dépassement. Selon la dialectique, tout objet et tout système est en progression quantitative et qualitative, et de cette progression, procède la progression dans l'émergence et la résolution des contradictions.

Selon le modèle dialectique, le mouvement n'a pas pour « cause première » l'interaction entre objets, l'apposition successive de forces, mais la tension fondamentale aux objets, leur instabilité interne. C'est celle-ci, qui crée les changements quantitatifs, puis qualitatifs, et ce sont ces changements qui créent l'évolution des contradictions. Il y a donc mouvement permanent, et ce mouvement n'a pas de « cause première », car il ne vient pas d'un objet, mais de l'unité des contraires qui les composent tous : de leur automouvement.⁸¹ Une contradiction, au sens dialectique du mot, ce n'est pas la relation entre deux objets qui se « rencontreraient » ou « s'entrechoqueraient », mais un objet qui n'existe que par la relation entre ses deux aspects. Impossible d'imaginer un prolétaire sans un bourgeois, un pays dominé sans un pays dominant, l'oppression des femmes sans la domination des hommes, ou la Société sans ce qui lui est extérieur — la Nature —, etc. Une dialectique, ce n'est pas deux choses en interdépendance, mais une chose qui n'est que par cette interdépendance. Pour lire le monde

Par exemple, le capitalisme est nié par la dictature du prolétariat, et cette négation est niée par le communisme, qui n'est ni la dictature bourgeoise ni la dictature du prolétariat. Le communisme est en rupture et en continuité avec ces deux aspects, qui n'existent plus, et dont les qualités et quantités respectives s'y retrouvent, mais indistinguables, insécables dans leur unicité. Il est impossible de dire ce qui proviendrait du capitalisme ou de la dictature du prolétariat, car leur fusion dialectique aura créé une nouveauté irréductible (*sui generis*).

81. Ces deux affirmations — l'absence de premier Principe et de l'immuable — paraissent aujourd'hui aller de soi, mais il n'en était rien lorsque la dialectique a été proposée comme outil de compréhension générale de la Société et de la Nature, au XIX^e siècle. Le matérialisme dialectique propose non seulement une théorie matérialiste toujours d'actualité, tant comme prémisses anthropologiques que comme évacuation de la métaphysique hors de la science, mais également une compréhension du monde comme système en mouvement complexe, qui n'a pas vieilli.

avec la dialectique, il faut commencer par voir les contradictions, c'est-à-dire l'unité des contraires dont fait partie toute chose (un aspect en dépendance et opposition réciproque à un autre) et qui fait tout objet.

Dans le réel, les contradictions se superposent, s'entrecroisent entre elles, ou en composent d'autres (auxquelles elles sont relatives). Les contradictions d'un même système partagent donc entre-elles leurs quantités et leurs qualités respectives, là où elles se superposent.

Selon la dialectique, dans un système de contradictions, toutes ne sont pas symétriques et égales entre elles. Certaines sont plus déterminantes que d'autres, plus centrales, plus fortes, dans les relations entre contradictions. Il y a des contradictions principales, par opposition aux contradictions secondaires. Toutes les contradictions participent de concert à l'évolution du système, à sa transformation, mais certaines sont plus dirigeantes que dirigées, conditionnent plus qu'elles ne sont conditionnées, etc., et inversement. La dialectique présente un système de relations non triviales : dans chaque système, il existe une contradiction principale (unique) et des contradictions secondaires (multiples).⁸²

Au sein même d'une contradiction, il y a aussi relation asymétrique, inégale, non triviale. Dans un objet en contradiction, les deux aspects qui la composent ne sont pas en équilibre, un aspect est principal par rapport à l'autre, qui est secondaire. L'un n'existe pas sans l'autre (par définition), mais l'un réagit plus qu'il n'agit, c'est-à-dire qu'il prime sur l'autre. Là aussi, il y a un ordre des déterminants. L'aspect principal est celui qui est le plus déterminant dans le développement et la résolution de la contradiction : c'est l'aspect « nouveau » de la contradiction. De ce déséquilibre dans la contradiction naît son mouvement : sa croissance quantitative, puis sa transformation qualitative, jusqu'à sa synthèse ou sa crise. Sans cette disharmonie fondamentale à un objet, dans la relation interne entre ses deux aspects (l'asymétrie, l'inégalité, le déséquilibre, la primauté de l'un sur l'autre), il serait immobile et constant. Or, ce n'est pas le cas.

82. Attention, il ne faut pas croire que « principal » veut dire « chronologiquement premier », car ce qui est principal n'est que la place dans l'ordre des déterminants, pas dans l'ordre historique. De plus, une contradiction secondaire n'est pas strictement le relais, la courroie de transmission, d'une autre contradiction principale. Bien qu'aucune ne soit indépendante, toute contradiction possède son autonomie propre, et avec elle sa propre influence déterminante sur le système. Chaque contradiction possède son existence propre, et sa généalogie propre.

« Contradiction » est une catégorie générale (celle qui recoupe toutes les unités des contraires), mais chacune est particulière, en d'autant de cas qu'il existe d'applications concrètes du modèle dialectique. Les deux sous-catégories les plus générales de la contradiction sont la contradiction antagonique et non antagonique. La différence entre une contradiction antagonique et une contradiction non antagonique réside dans la méthode possible de leur résolution. Une contradiction antagonique nécessite une résolution violente, entropique, par la force, par la contrainte, etc. Un aspect doit écraser l'autre, s'imposer à l'autre, supprimer l'autre, briser l'autre, etc., pour l'accouchement de la négation de la négation. En revanche, une contradiction non antagonique peut, elle, atteindre le même résultat (la synthèse) par d'autres méthodes, et ce même si un aspect résiste à l'autre. La qualification d'une contradiction comme antagonique, ou non, nous informe de la voie possible de sa résolution. Ainsi, il est impossible de résoudre une contradiction antagonique par des moyens non antagoniques, mais il est possible de résoudre une contradiction non antagonique par des moyens non antagoniques (pacifiques, etc.) ou antagoniques (violents, etc.).

Aucune contradiction n'est qu'antagonique ou non antagonique : il y a des parties non antagoniques dans les contradictions principalement antagoniques et des parties antagoniques dans les contradictions principalement non antagoniques. Une contradiction peut être antagonique en partie sans être principalement antagonique, mais pour être résolue sans antagonisme, ses parties antagoniques doivent d'abord être résolues avec antagonisme. *Idem* pour les parties non antagoniques d'une contradiction principalement antagonique.

Chaque contradiction existe dans un système de contradictions, auquel elle est relative. Chaque système existe à un niveau spatial et temporel donné, c'est-à-dire à sa propre échelle et échéance (une famille, une nation, un marché, etc.). Ils possèdent leur propre dimension dans l'espace et le temps, à l'intérieur ou à l'intersection d'autres systèmes, et donc de leurs contradictions respectives.

Une contradiction principale à un ordre d'espace et de temps donné (une échelle et une échéance particulière), ne l'est pas forcément à un autre. Et inversement pour les contradictions secondaires. À chaque système, son niveau spatial et temporel, et ses contradictions principales et secondaires. Par exemple, la contradiction entre l'Homme et la Femme n'est pas principale à l'échelle de la société, mais elle peut l'être à l'échelle d'une famille. Ou, une oppression nationale qui n'est pas une contradiction principale à l'échelle mondiale, peut l'être à une échelle régionale pendant une période donnée (à son propre niveau spatial et temporel, contenu dans celui du monde).

Un système de contradictions est par nature en permanent mouvement : accumulation quantitative et saut qualitatif, contradiction et résolution, configuration et reconfiguration, décomposition et recomposition. Il y a transformation générale et constante. Ainsi, avec son évolution et celle du système dont elle fait partie, une contradiction secondaire peut devenir une contradiction principale, et inversement.

Les aspects contraires d'une contradiction ne sont pas laissés indemnes non plus. L'aspect principal et l'aspect secondaire d'une contradiction peuvent changer aussi. Ainsi, l'aspect secondaire d'une contradiction peut devenir principal, c'est-à-dire celui qui est le plus déterminant dans le développement et la résolution de la contradiction (celui qui est « nouveau »), et inversement.

Une contradictions a un aspect généralement principal qui devient rarement secondaire. Dans une contradiction, un aspect généralement secondaire peut devenir contextuellement principal. Ainsi, même si dans le temps, un même aspect reste toujours principal à l'autre, des configurations particulières rendent possible que l'ordre hiérarchique se retourne temporairement. C'est par exemple le cas lors de crises exceptionnelles, où l'aspect premier est contraint et bloqué par son aspect second. Dans leur contradiction respective, la base matérielle, les forces productives, et la pratique, sont généralement les aspects principaux, mais pas toujours. Pendant les révolutions, la politique (la question du pouvoir) devient l'aspect principal, c'est-à-dire que la superstructure sociale devient principale dans sa contradiction avec la base matérielle. Dans la transition du capitalisme (d'État) au socialisme, la création de relations socialistes devient l'aspect principal, c'est-à-dire que les rapports de production deviennent principaux dans leur contradiction avec les forces productives. Dans la construction d'un Parti communiste, la théorie révolutionnaire devient l'aspect principal, c'est-à-dire que la théorie devient principale dans sa contradiction avec la pratique.⁸³

83. Dans ces exemples, lorsque la contradiction est intense, et qu'une opportunité de résolution s'ouvre, si l'aspect secondaire est « en retard » sur l'aspect principal, c'est-à-dire que leur développement est trop inégal, alors la synthèse est impossible. L'aspect principal ne peut pas se dépasser « seul », la synthèse ne peut se faire qu'en dépassant les deux aspects de la contradiction, ou ne se fait pas. Pour la résolution d'une contradiction, ses deux aspects doivent être « mûrs », c'est-à-dire tous deux développés jusqu'à rendre possible leur synthèse, car sinon l'un des deux aspects la rend impossible (il la « bloque »). L'aspect principal n'est pas toujours le plus avancé dans son développement, mais il va tendanciellement l'être, car le principal conditionne le développement du secondaire plus qu'il n'est conditionné, le secondaire doit correspondre au principal plus que le principal ne doit correspondre au secondaire, etc. L'aspect principal étant généralement le plus développé, c'est celui qui intensifie la contradiction et qui crée les crises rendant possible sa résolution, c'est alors à

L'antagonisme ou le non antagonisme d'une contradiction n'est pas figé non plus. Cette propriété (antagonique ou non) est aussi le produit de l'évolution de la contradiction, c'est-à-dire de la qualité de ses aspects contraires. Ainsi, une contradiction antagonique peut devenir non antagonique, et inversement.

La juste résolution des contradictions invite donc à considérer, à un moment et dans un endroit donné : quelles sont les contradictions existantes ; laquelle est principale et lesquelles sont secondaires ; lesquelles sont antagoniques ou non antagoniques ; lesquelles peuvent devenir principales ou secondaires, ou antagoniques ou non antagoniques, et comment ; et quels sont leur aspect principal et leur aspect secondaire respectifs ?

L'objet de notre dialectique n'est pas n'importe lequel, il s'agit des rapports sociaux matériels (principalement mais pas strictement économiques). Ceux-ci existent relativement à un mode de production, qui est constitué par les forces productives d'une société et les rapports de production qui les gouvernent.⁸⁴ Entre les forces productives et les rapports de production il existe une unité des contraires qui est l'origine du mouvement historique (la transformation des sociétés dans le temps) — l'Histoire est celle du mouvement dialectique des modes de production successifs.

l'aspect secondaire qu'il reste de jouer son rôle, il devient donc crucial. Dans ces situations, l'aspect secondaire devient le déterminant principal dans l'évolution de la contradiction, le temps de la crise.

84. Mode de production : ce qui permet, à un moment donné, la production sociale pour la résolution des besoins matériels d'une société, c'est-à-dire les forces productives et les rapports de production qui les organisent. Sous les modes de production marchands où est généralisée la valeur (le capitalisme), la résolution des besoins est une contingence, la seule nécessité étant la valorisation de la valeur pour son accumulation. Cependant, lorsqu'un mode de production devient trop instable — lorsqu'il ne peut plus résoudre les besoins sociaux — sa crise annonce sa fin et son remplacement. C'est l'expression de la contradiction entre le niveau quantitatif qualitatif des forces productives, et celui des rapports de production qui mettent en mouvement la production : lorsque le niveau des forces productives ne correspond plus aux rapports de production qui les animent.

Forces productives : les moyens de production et d'échange d'une société, ce qui permet la résolution des besoins sociaux (force de travail, terres agricoles, mines, outil, machine, usines, interface de communication, technologie, etc.). Ceux-ci croissent avec les besoins sociaux, auxquels ils répondent.

Rapports (ou relations) de production : la division du travail, c'est-à-dire la forme que prend la production pour la résolution des besoins sociaux (son fonctionnement social). Le rapport de production est lié mais n'est pas le rapport aux moyens de production, ce dernier étant les rapports de propriété des moyens de production. Le rapport de production est une réalité matérielle (dans la base matérielle), alors que le rapport aux moyens de production est une réalité politique, juridique et idéologique (dans la superstructure sociale). Sous le mode de production capitaliste, les rapports de production sont principalement ceux du Capital.

C'est cette base matérielle (ou infrastructure) qui détermine la superstructure sociale (État, organisation, idéologie, culture, etc.). Toute transformation sociale est donc premièrement une transformation dans les relations matérielles de la société. Ces relations matérielles ne conditionnent pas seulement, mais produisent la superstructure qui les maintient. La superstructure leur est directement dépendante, mais aussi relativement autonome (avec sa propre inertie), car ce n'est cependant pas leur reflet simple (leur prolongement mécanique ou immédiat).⁸⁵

Ce sont les conditions matérielles d'existence qui déterminent la pratique sociale, et avec elle les idées, la culture et les institutions. La résolution des besoins sociaux matériels est le premier problème auquel doit répondre toute société, et c'est son déterminant premier et principal (à toutes ses échelles et toutes ses échéances). Ce choix épistémologique matérialiste, nous le vérifions dans l'expérience et le justifions dans l'étude de la société et de l'Histoire. C'est une interprétation que nous défendons comme la seule possible pour être conformes au réel, et donc expliquer les phénomènes humains. La matière est l'origine et la finalité du mouvement des sociétés.⁸⁶

85. La base et la superstructure produisent toutes deux les conditions objectives et subjectives d'existence. Ces dernières sont le produit de toutes les contradictions sociales existantes, et qui se superposent entremêlées pour faire la réalité matérielle et consciente de la vie. Il ne faut pas croire que « base = objectif » et que « superstructure = subjectif », car c'est confondre les contradictions sociales avec leur expression dans la vie sociale (la contradiction objet-sujet). La base matérielle n'apparaît jamais immédiatement dans la vie sociale, elle est toujours médiatisée par la superstructure sociale. Tout comme la base détermine la superstructure, la réalité matérielle détermine la conscience, elle la conditionne et la dirige. Cependant, les conditions subjectives ne sont pas mécaniquement le décalque dans les cerveaux des conditions objectives, elles sont leur produit, mais elles ont leur propre autonomie et les déterminent en retour. Les conditions subjectives sont dialectiquement le décalque dans les cerveaux des conditions objectives.

86. Il y a une différence radicale entre ceux qui « reconnaissent » que le facteur matériel est un déterminant parmi tant d'autres, et ceux qui acceptent une conception matérialiste, où il est le déterminant primordial. Refuser de fixer un ordre dans les déterminants de l'Histoire, c'est non seulement l'éclectisme d'ignorer les arguments matérialistes, mais surtout faire preuve d'agnosticisme en se contentant de dire que « tous les déterminants déterminent tous les autres, en même temps », ce qui revient à s'assurer que son modèle soit parfaitement incapable de prédiction, ou d'être vérifié ou réfuté. Cette position révèle bien la différence entre une science qui a pour juge la révolution, et qui ne peut donc se satisfaire ni d'éclectisme ni d'agnosticisme, et celles qui ne sont là que pour expliquer *ad hoc* sans prendre le risque de proposer des interprétations « contraignantes » auquel il faudrait se tenir.

Le matérialisme est la méthode qui reconnaît que tout objet n'est composé que de matière et que tout mouvement n'est que le mouvement de la matière. Appliqué à l'Histoire, le matérialisme est la reconnaissance que les sociétés humaines ne sont que des relations sociales matérielles, et que leur mouvement n'est que celui des relations sociales matérielles. Les relations sociales matérielles ne sont qu'un certain niveau de développement qualitatif de la matière, c'est-à-dire un certain niveau de complexité de l'organisation de la matière. Lorsque l'on affirme que l'Histoire n'est que celle des relations sociales matérielles, cela ne signifie pas que les idées ou la culture n'existeraient pas, ou ne seraient pas des déterminants dans l'Histoire. Cela signifie que les idées et la culture sont des formes de la matière qui font partie des relations sociales matérielles, c'est-à-dire que ce sont des produits des relations sociales matérielles et que ce ne sont des déterminants dans l'Histoire que dans les relations sociales matérielles. Les idées ne sont que le mouvement de la matière du cerveau humain. Le cerveau humain, lui-même, n'est aussi qu'une certaine qualité, une certaine complexité d'organisation, de la matière. Selon le matérialisme, la matière est universelle, c'est-à-dire que tout objet n'est que matériel — il n'y a pas d'autre essence que la matière.

Dans les modes de production de classe, les contradictions dans les rapports de production sont principalement les contradictions de classe. La division en classes de la société est celle des contradictions dans les rapports de production, mais la lutte des classes (« le moteur de l'Histoire ») est la dialectique des modes de production (celle des rapports de production et des forces productives). Les classes, et leurs luttes, sont historiquement déterminées (qualitativement et quantitativement) par le développement des rapports de production qui les définissent, mais également par celui des forces productives auxquelles elles sont relatives (et sans lesquelles ni les classes ni leurs luttes n'existent non plus).

Il y a deux niveaux de contradictions universelles aux sociétés, c'est-à-dire du niveau spatio-temporel le plus général. D'abord, la contradiction entre les forces productives et leurs rapports de production, dans laquelle l'aspect principal est les forces productives. Cette contradiction est le mode de production, qui constitue l'infrastructure matérielle et la superstructure de la société. Ensuite, la contradiction entre l'infrastructure matérielle et la superstructure sociale, dans laquelle l'aspect principal est l'infrastructure matérielle.⁸⁷

87. Le mode de production d'une société est principalement l'infrastructure matérielle, et secondairement la superstructure sociale, parce que l'infrastructure est principale et que la superstructure est secondaire. Il ne faut pas tomber dans le schématisme, et croire que le mode de

Pour comprendre une société, il faut donc arraisonner ces deux contradictions et l'état de leurs deux aspects respectifs — sans inverser le principal et le secondaire. Puis, il faut trouver et comprendre toutes les autres contradictions qui vont être créées par ces deux premières, et qui vont déterminer l'évolution des sociétés.

Aujourd'hui, l'on dénombre au moins trois contradictions principales en puissance à l'échelle mondiale : entre bourgeois et prolétaires (le capitalisme), entre impérialistes et pays dominés (l'impérialisme) et entre impérialistes eux-mêmes (les conflits interimpérialistes). À ces trois contradictions sociales à l'époque du capitalisme impérialiste, l'on peut défendre qu'il faille en rajouter une quatrième au XXI^e siècle, à l'époque de la crise écologique : entre la Société et la Nature (la pression écologique sur la société, et la pression anthropique sur l'environnement).

La « pensée dialectique », ce n'est ni faire un concours de citation, ni maîtriser la phraséologie marxiste, pour se distinguer. Ce n'est pas non plus un synonyme de « complexe » (là où la « pensée mécanique » serait un synonyme de « simple »). La dialectique est une méthode particulière, qui consiste à trouver et comprendre les contradictions qui composent et mettent en mouvement la réalité. De cette analyse, il ne faut ensuite pas prendre parti pour l'un des deux aspects d'une contradiction, contre l'autre, mais œuvrer à la résolution de la contradiction (« par le haut »), c'est-à-dire à leur synthèse. Par exemple, il faut voir la contradiction entre Travail et Capital, que son aspect principal est le Travail, déterminer si elle est principale ou non, puis comprendre qu'elle est antagonique, et enfin œuvrer au dépassement tant du Travail que du Capital, c'est-à-dire à l'abolition du Travail et du Capital par le Travail — le communisme.

Nous soutenons non seulement que le modèle dialectique est pertinent pour comprendre le monde (comme affirmé plus haut), mais qu'il est supérieur aux autres modèles en ce qu'il est la condition de leur application correcte au réel. Sans la dialectique, la réalité n'est pas saisie comme contradictoire, et les aspects contraires (opposés) ne sont pas saisis comme en réalité identiques (uniques). Les modèles qui excluent la contradiction sont donc unilatéraux dans leur application au réel, qui est contradictoire. La dialectique nous est utile

production serait contenu dans l'infrastructure et que la superstructure serait exclue du mode de production. Infrastructure et superstructure font tout deux partie du mode de production, mais le mode de production est principalement infrastructurel et secondairement superstructurel.

comme modèle particulier de l'Histoire, mais aussi comme modèle général du réel, pour exclure de nos raisonnements les modes de pensée et les catégories métaphysiques (idéalistes et strictement mécanistes).

La dialectique est une méthode interne de compréhension du monde. La méthode interne est épistémologiquement la plus parcimonieuse. Comment deux phénomènes peuvent-ils être similaires dans deux situations différentes ? Pour expliquer la récurrence dans le mouvement et la transformation, la théorie d'une hypothétique cause externe universelle est plus coûteuse en hypothèses que la théorie d'une cause interne universelle. Ce n'est pas une autre cause que celle contenue dans les objets eux-mêmes qui est (en premier lieu) à l'origine de leur transformation — l'autocause de leur automouvement. Si l'on rejette la théorie de l'universalité d'une cause interne, la récurrence ne peut alors être expliquée que par l'universalité d'une cause externe, or, les implications d'une telle proposition sont démesurées — elle crée beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout. Accepter la méthode interne est une première étape rationnelle pour ne pas s'égarer dans la métaphysique.⁸⁸

88. L'existence du mouvement est un premier problème en soi, et la récurrence du mouvement en est un second. Comment expliquer que des causes relativement différentes créent des conséquences relativement identiques ? Dans les systèmes complexes, où les relations entre causes sont non triviales (tous les déterminants déterminent plusieurs déterminants), les différences devraient produire des divergences exponentiellement. Pourtant, l'inverse s'observe, dans des conditions différentes — jusqu'à un certain point — il n'y a pas divergence mais convergence. Par exemple, il y a eu convergence des sociétés humaines, dans des environnements et selon des temporalités différentes, du communisme primitif vers le tribalisme patriarcal. Pareillement, il y a eu émergence du féodalisme indépendamment sur tous les continents. Soit l'on accepte qu'il existe une cause externe universelle, et l'on s'en remet donc à la métaphysique, car les conditions de toutes les sociétés sont différentes et la convergence ne peut donc pas être expliquée par la réalité matérielle, soit l'on reconnaît l'existence d'une cause interne universelle aux sociétés humaines. Une telle cause interne, c'est la contradiction. Pourquoi ? Car les sociétés humaines ne sont pas immobiles, stables, etc., mais en mouvement, c'est-à-dire en permanente transformation. Cette transformation ne peut pas être réduite aux causes externes, car elle est récurrente entre différentes sociétés qui évoluent dans différentes conditions : il y a une universalité qui ne peut pas être expliquée par les causes externes. La contradiction est la cause interne qui permet d'expliquer à la fois le mouvement (les objets se transforment), et sa récurrence (la transformation des objets peut être identique dans des conditions différentes). Les théories d'une cause interne universelle qui ne soit pas les objets eux-mêmes, c'est-à-dire leur autocause, échouent dans les mêmes impasses métaphysiques que les théories d'une cause externe universelle. La dialectique n'est pas la négation des causes externes, mais c'est la reconnaissance de la primauté et de l'universalité de la cause interne qu'est la contradiction, dans le mouvement de tous les objets. La cause première et universelle du mouvement et de la récurrence du mouvement des objets n'est autre que leur autocause de leur automouvement. Selon la dialectique, le mouvement et sa récurrence sont expliqués par la nature du mouvement lui-même, c'est-à-dire par la contradiction.

À partir de là, les prémisses rationalistes déjà à l'œuvre impliquent le rejet des abstractions détachées du réel : les essences idéelles, l'immuable, l'éternel, etc. L'abandon des catégories métaphysiques converge nécessairement vers une dialectique (l'universalité et la primauté de la contradiction) et un matérialisme (l'universalité et la primauté de la matière). Par simple élimination des conceptions métaphysiques, la conception matérialiste dialectique est déduite comme la plus scientifique — le meilleur modèle. La métaphysique n'est pas toujours explicite dans les modèles antidialectiques ou antimatérialistes (par exemple, l'intervention divine), mais elle subsiste dans leurs implicites ou leurs apories : d'où viennent le mouvement et la transformation, et leur récurrence ? Seuls une dialectique et un matérialisme répondent à ces questions de manière satisfaisante, c'est-à-dire de l'échelle de temps et d'espace la plus restreinte jusqu'à la plus générale.

Le matérialisme et la dialectique décrivent l'essence du réel — la matière et le mouvement contradictoire. Il n'y a pas de mouvement qui ne soit pas celui de la matière, il n'y a pas de matière qui ne soit pas en mouvement, et il n'y a pas de mouvement qui ne soit pas celui de la contradiction. Un matérialisme peut être non dialectique et une dialectique peut être non matérialiste, mais tous deux sont alors métaphysiques, car faux.

In fine, il n'existe que deux conceptions du monde qui s'excluent radicalement l'une l'autre : la conception matérialiste dialectique, et toutes les nuances de métaphysique s'en éloignant plus ou moins.

Voilà succinctement en quoi notre méthode est matérialiste et dialectique.

Nous comprenons non seulement la société comme système en mouvement, mais surtout comme observant une tendance générale à son échelle : la résolution de ses contradictions. Les mêmes contradictions tendent vers les mêmes résolutions, et cette convergence historique des sociétés humaines entre elles, c'est ce que nous appelons l'Histoire universelle — le processus commun à toutes les histoires particulières. Celle-ci n'est ni linéaire, ni une projection eurocentriste ou progressiste vulgaire.⁸⁹

89. La théorie marxiste de l'Histoire est une théorie évolutionniste. Le champ académique bourgeois entretient un rapport paradoxal avec celles-ci. Après s'être vautré dans les conceptions racialistes de l'évolution des sociétés, écrivant une histoire de la Civilisation partant du « sauvage » pour aller à l'Homme ouest-européen, créant ainsi une hiérarchie reflétant les conceptions vulgaires de la sélection naturelle des espèces (où le plus « fort » mange le plus « faible » et lui est donc supérieur), le champ académique bourgeois a opéré un virage à 180°. Aujourd'hui, il rejette toute conception

Les besoins sociaux et les forces productives tendent à grandir en permanence. La croissance quantitative et qualitative des forces productives transforme leurs rapports de production, selon une évolution dialectique. La société tend dans son développement vers l'absence de contradictions historiques. Cette société sans contradictions historiques, où les forces productives ont atteint un degré qui ne permet plus aux contradictions de classes d'exister dans le mode de production, c'est le communisme. Le communisme est une nécessité dialectique.

évolutionniste de l'Histoire comme nécessairement eurocentriste ou racialisiste. C'est un des reproches les plus communs adressés au marxisme : n'être qu'un schéma eurocentriste, ayant seulement le mérite d'avoir été moins racialisiste que les théories de l'Histoire lui étant contemporaines. Nous considérons ce jugement comme la projection sur le marxisme d'une erreur inverse : après avoir fait de l'évolutionnisme le fer de lance de son antisience colonialiste, le champ académique bourgeois répudie l'évolutionnisme tout entier comme antiscientifique. Il fait donc de ses propres péchés ceux du marxisme. Au-delà du problème théorique que pose une telle proposition, en soi (l'Histoire comme processus indésirable, ou ne venant de nulle part pour n'aller nulle part), elle prête au marxisme des choses qu'il ne dit pas.

En formulant un schéma de l'évolution des sociétés, les sciences bourgeoises ont cherché à démontrer que la civilisation occidentale n'était pas seulement le stade de développement le plus avancé d'un processus universel, mais surtout le plus avancé selon les standards moraux universels de la Civilisation. L'Occident se plaçant donc comme exemple de Civilisation, et le reste du monde comme parodie plus ou moins grotesque de celle-ci. Ce que ne fait pas le marxisme, c'est confondre le degré de civilisation, ou d'avancée historique, et le jugement d'une qualité morale ou intellectuelle des populations concernées. L'Histoire, allant de X pour aller vers Y, l'on peut dire qu'il y a un progrès de X vers Y, mais dire cela ce n'est pas prétendre que X impliquerait « barbarie » et Y « Civilisation ». Historiquement, c'est l'inverse qui s'est observé, le progrès historique a été corrélé à une augmentation de la proportion de « barbarie », extensivement et intensivement : violence, terreur, guerre, crime, domination, exploitation, aliénation, etc. Cette corrélation, nous avons tendance à y être aveugle, habitantes et habitants que nous sommes de l'œil du cyclone — le centre impérialiste — et produit de plusieurs siècles d'idéologie du Progrès (Renaissance, Lumières, culte de la Raison, positivisme, colonialisme, etc.).

L'Histoire est un processus impersonnel, c'est-à-dire une totalité qui dépasse les individus qui la font, ou autrement dit, un phénomène émergent n'étant pas relatif aux qualités ou à l'absence de qualités intrinsèque des populations qui la font. Être plus ou moins avancé dans le progrès historique, ce n'est pas être plus ou moins supérieur, ce n'est pas non plus être plus ou moins « civilisé » au sens d'antonyme de « barbare ». La Civilisation est l'organisation sociale des humains pour la résolution adaptée dans le temps de leurs besoins sociaux, à ce titre, il y a autant de civilisations particulières qu'il y a de sociétés humaines, et toutes sont équitablement des exemples de la Civilisation (le propre de l'humain comme espèce sociale ayant dépassé la sélection naturelle). Le degré de civilisation est l'avancement des sociétés dans l'émergence et la résolution des contradictions sociales universelles — dans l'Histoire universelle. Le progrès est celui de la dialectique historique, ni celui vers la Civilisation ni celui vers le « meilleur ». À ce titre, « communisme primitif » ne signifie pas que celui-ci serait moralement inférieur aux formes d'organisation sociale lui ayant succédé, mais qu'il est premier historiquement. L'assimilation de « primitif » à « barbare » est un des plus parfaits exemples de l'hypocrisie non seulement capitaliste et coloniale, mais des sociétés de classes dans leur ensemble, bâties par des masses d'esclaves sur des fosses de cadavres.

L'Histoire elle-même peut être résumée comme le processus d'accumulation des forces productives (avec la croissance des besoins), ou de la complexification du système-société (dont la fonction est la résolution des besoins) : l'histoire de la reproduction et de la croissance des sociétés, après la crise du communisme primitif. L'Histoire est donc celle de l'apparition et de la disparition des contradictions sociales historiques, autant que celle de la transition entropique d'un état d'organisation stable simple à un état d'organisation stable complexe : la transition du communisme primitif au communisme.

La dialectique a constitué une révolution intellectuelle, en tant que théorie des systèmes et de leur mouvement, universellement applicable à ces derniers. La dialectique a ainsi été le premier modèle à proposer une conception de la Nature comme système en mouvement, comme totalité. Elle n'est aujourd'hui plus le seul modèle universellement applicable aux systèmes, mais elle conserve toute sa pertinence — elle n'est en rien devenue obsolète.⁹⁰ Cette conception s'est vue vérifiée tant par l'expérience que par le développement des sciences.

90. Quand aujourd'hui, peu nient que les sociétés humaines sont des systèmes en mouvement permanent, très peu en tirent les conclusions appropriées. Ainsi, les modes de pensée métaphysiques idéalistes et mécanistes prédominent toujours dans les conceptions de la Société. Cette incohérence jure particulièrement en contraste des sciences de la nature, où les développements scientifiques (entre autres la victoire écrasante du darwinisme) ont rendu quasi-impossible de ne pas comprendre la Nature comme système en mouvement, et d'en tirer autant de conclusions que nécessaire (ce qui ne veut pas dire que les sciences de la nature ont dépassées la métaphysique). Pour les sociétés humaines, un paradoxe subsiste : l'analyser comme un système à un instant *T* ou dans des périodes délimitées, mais comme une singularité radicalement irréductible dans sa totalité dans le temps. Ainsi, il n'est pas controversé de dire que la Société est un système en mouvement, mais il l'est de dire que ce système observe donc une direction (ou fonction) et des tendances universelles — un sens et des lois. Alors même que la première proposition a pour corollaire la seconde, certains affirment que la première est vraie mais que la seconde est fausse. Comment expliquer ce double standard antiscientifique ? Car le champ académique bourgeois est sous une influence particulièrement prégnante du champ politique bourgeois et des idéologies réactionnaires dans les sciences sociales (car politiques). Certains scientifiques bourgeois en arrivent donc à dire que l'Histoire est un système qui ne peut pas être compris comme un système. La dialectique a pour grand mérite d'explicitement condamner cet antinomisme : car la Société est un système, il faut comprendre son histoire comme un système. Et car la dialectique est un modèle qu'il est pertinent d'appliquer à tout système, l'Histoire est dialectique.

Les conclusions avant-gardistes de la dialectique sur les systèmes et le mouvement ont été recoupées et confirmées par d'autres modèles scientifiques depuis, notamment des modèles transdisciplinaires comme la cybernétique.⁹¹

Le matérialisme dialectique se découvre dans la réalité, donc dans toutes les sciences. Rien de ce qui est réel ne doit être soustrait au matérialisme dialectique — qui doit être total. Pour cette raison, nous portons attention à la science passée et présente du champ académique bourgeois : il n'y a pas de production scientifique qui devrait être rejetée dans sa totalité par péché d'origine ou par conformisme avec le dogme préexistant.⁹² Nous mobilisons autant

91. Ci-dessous un bref exposé d'une conception cybernétique de l'Histoire :

La Société est un système qui a pour fonction la résolution des besoins sociaux, et qui est donc en constante complexification avec la complexification de ces derniers. La Société, si elle est instable, cherche à se stabiliser, et si elle est stable, croît. La croissance de la Société la complexifie, ses composantes se complexifient alors également, et donc, complexifient leur état d'auto-organisation respectif et leurs relations (la Société croît et se reconfigure). Ce faisant, la Société augmente son entropie (car elle devient plus complexe). Cette entropie finit par dépasser la complexité de l'état d'auto-organisation du système, qui régule celle-ci. Il ne peut alors plus la contenir (et donc, le système remplir sa fonction), ce qui induit une reconfiguration de l'état d'auto-organisation dans une complexité supérieure, correspondant à la complexité du système et capable de contenir son entropie — le stabiliser. La Société tend dans son développement vers l'autorégulation de son entropie. Cette société de stabilité supérieure, où le système a atteint une complexité ne permettant plus des états d'auto-organisation de complexité moindre, c'est le communisme. Le communisme est une équifinalité (ou téléonomie).

Dans un système, pour passer d'un état d'organisation à un autre, il faut parfois une période de transition entropique — où la destruction de l'ancien état permet la création d'un nouvel état plus complexe. Le capitalisme est le mode de production le plus complexe de l'Histoire (jusqu'au communisme), d'où sa résilience. C'est paradoxalement sa grande complexité qui rend nécessaire une transition entropique vers l'état de complexité supérieur : la révolution communiste violente et la dictature du prolétariat — dans tout ce qu'elles ont d'autoritaire.

L'État est un sous-système dissipatif — qui régule l'entropie du système auquel il est assigné. Il est nécessaire aux systèmes à la fois assez complexes et trop simples. Assez complexes pour avoir un excédent d'entropie et permettre la création d'un sous-système — l'État. Trop simples pour adopter un état suffisamment complexe pour se réguler sans l'État. L'État n'est plus nécessaire sous le communisme, car il n'est nécessaire qu'aux états d'organisation sociale insuffisamment complexe. L'entropie de la révolution communiste brise l'ancien État mais cette même entropie en crée un nouveau (la violence, la terreur, l'autorité et la contrainte), jusqu'au nouvel état — le communisme.

92. Nous avons besoin d'un « miroir », un référentiel auquel se comparer pour être capable de réflexivité. Pour cela, même si notre science doit être indépendante, elle ne peut pas s'isoler totalement de la science bourgeoise. Il faut toujours connaître l'activité du champ académique bourgeois, d'abord pour nous en nourrir, ensuite pour pouvoir nous connaître mieux nous-mêmes. L'intérêt est moins de se distinguer de la science bourgeoise, que de la critiquer et l'intégrer, pour la dépasser dans une science supérieure. Nous devons sans cesse enrichir notre conception matérialiste dialectique du monde.

de modèles qu'il est scientifiquement pertinent d'appliquer, mais tous ne sont que des applications particulières, relatives et partielles du modèle matérialiste dialectique général, universel et total. C'est à ce titre que nous faisons aussi référence à la cybernétique.⁹³

Pour décrire et prédire des phénomènes d'ordre total et d'échelle générale — ni plus ni moins que l'humanité et son avenir —, nous n'avons pas trouvé d'autre conception que la dialectique des rapports sociaux matériels dans le temps. Celle-ci rejette donc autant les matérialismes vulgaires que les dialectiques idéalistes, et toutes les autres interprétations erronées ou tronquées du monde.⁹⁴

Si nous répondons du matérialisme dialectique, ce n'est pas par attachement à une tradition ou pour le confort de la familiarité, mais uniquement pour ses vertus heuristiques. Nous n'oublions pas non plus que c'est un outil intellectuel historiquement situé, qui n'échappe pas à la transformation (et au dépassement) qu'il décrit lui-même. Nous sommes fidèles à l'esprit du socialisme comme science, dans tout le sens du mot.

93. La dialectique et la cybernétique sont respectivement « la science des lois générales du mouvement » et la science du mouvement de l'information dans les systèmes (la science de la « direction »). En se recoupant dans leur objet, elles se recourent aussi dans leurs conclusions. Là où le paradigme de la première est la contradiction, celui de la seconde est l'information (la dualité complexité-entropie). Sans que la cybernétique ne puisse prétendre supplanter le matérialisme dialectique, elle augmente le crédit scientifique de leurs conclusions communes. Entre autres, l'application de la cybernétique à l'Histoire amène à démontrer d'une nouvelle manière la nécessité historique du communisme.

Du point de vue matérialiste dialectique, la cybernétique est la science de la contradiction entre le chaos et l'organisation, de la contradiction entre l'entropie et la complexité, et de la contradiction entre un système et son état. La cybernétique est la découverte de nouvelles dialectiques objectives.

94. Peu de contemporains vont ouvertement défendre la conception hégélienne d'une dialectique de l'Idée comme théorie de l'Histoire. Cependant, les erreurs que Feuerbach et Marx ont décelées chez Hegel se retrouvent toujours sous des formes nouvelles dans les théories dites scientifiques de notre époque. Les théories plaçant la forme superficielle de l'État (« autoritaire » VS « démocratique »), ou le politique, à la base du mouvement des sociétés, par-dessus l'économique et le matériel, sont aujourd'hui hégémoniques dans le champ académique bourgeois. Les théories « culturalistes » (par exemple, celle du « choc des civilisations »), qui font de l'identité et des cultures le moteur des sociétés, sont largement répandues, et leurs déclinaisons les moins vulgaires ont droit de cité universitaire. Les plus réactionnaires poussent les conclusions des prémisses culturalistes à l'extrême, et ressuscitent (explicitement ou non) les théories racialistes et spencéristes (« darwinistes sociales ») de l'Histoire — « la lutte des races ». Les théories, considérant l'avancée des sciences et de la technique, comme le moteur de l'Histoire, sont aussi populaires. De plus les idéologies du Progrès, plus ou moins teintées de colonialisme, composent toujours le fond culturel inconscient de nos sociétés impérialistes. Pourtant, les leçons de *L'idéologie allemande* (1846) n'ont rien perdu de leur incisif.

12. UNITÉ COMMUNISTE S'INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ ET DANS L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER MONDIAL

De ses prémices, avec la Conjuración des égaux de 1796, les révoltes des canuts lyonnais de 1831, 1834 et 1848, et la révolte des ouvriers parisiens des Journées de juin 1848. De son acte de naissance comme acteur historique de premier plan, avec la Commune de Paris de 1871. Des révolutions qui ont jailli dans le sillon de la 1^{re} Guerre interimpérialiste mondiale, notamment la révolution d'Octobre 1917 dans l'Empire russe, sous la direction du *Parti bolchevique*. De la Grande Guerre patriotique, menée par l'URSS contre le III^e Reich. Des guerres de résistance des partisans révolutionnaires, face au fascisme pendant la 2^{de} Guerre mondiale. De la guerre révolutionnaire chinoise, menée par le *Parti communiste de Chine*, contre le Japon militariste *Shōwa* et le *Kuomintang*. Du legs de la I^{re}, II^{de} et III^e Internationale ouvrière. Des luttes anti-impérialistes et anticoloniales de libérations nationales. Ainsi que des expériences de construction du socialisme, particulièrement celles entreprises par l'Union des républiques socialistes soviétiques, la République populaire socialiste d'Albanie et la République populaire de Chine, et des enseignements tant de leurs erreurs que de leurs réussites.

Notre histoire représente pour nous un héritage, au sens où elle est une somme immense d'expériences, c'est-à-dire d'information, qu'il nous revient d'assimiler et de comprendre. En cela, elle est un guide pour l'action présente qu'il faut intégrer après l'avoir synthétisée. Il s'agit alors d'observer les victoires et les échecs, pour s'attaquer à la tâche difficile de distinguer le nécessaire du contingent : qu'est-ce qui relève du processus inévitable ou de l'erreur évitable ? On ne peut rien comprendre, donc rien prescrire, sans d'abord comprendre la nécessité. Cette nécessité ou son absence, on peut la connaître en étudiant l'expérience : l'histoire du communisme.

L'on peut bien sûr dire qu'« un échec est un échec », et qu'il n'y aurait donc aucune différence de fond entre l'expérience de la Commune de Paris, de la Révolution spartakiste, de l'URSS ou de la Chine populaire. Ce serait soit la même nécessité à l'œuvre dans chacune d'elles, soit à chaque fois une contingence différente qui viendrait défaire la dictature du prolétariat. Mais une telle approche est fondamentalement antiscientifique, car elle écrase soit unilatéralement la contingence sous la nécessité, soit inversement, la nécessité sous la contingence. Ce raisonnement aboutit à mettre au même niveau de crédibilité scientifique

(de validité empirique et rationnelle) toutes les théories révolutionnaires entre elles, car leurs expériences historiques seraient fondamentalement identiques. L'on en revient donc à une Histoire qui serait indescriptible, où aucune nécessité ni contingence ne pourraient être discernée et départagée, et où la théorie révolutionnaire serait condamnée à tâtonner, incapable de trouver des démonstrations dans l'expérience historique pour en tirer des conclusions. Au-delà de ce premier problème épistémologique, s'en pose un second, car amalgamer toutes les expériences entre elles, soit comme des sommes de contingences irréductibles, soit comme d'implacables nécessités téléologiques, revient à nier la complexité du réel pour le ramener à des explications simples — loin d'être scientifiquement satisfaisantes.

Où et quand les communistes sont-ils parvenus le plus loin dans la réalisation de leur projet ? Pourquoi ont-ils réussi à le porter aussi loin, et pourquoi n'ont-ils pas réussi à le porter plus loin ? Étaient-ils sincères ou non ? Mais surtout, où avaient-ils sincèrement raison ou sincèrement tort ? Rien ici n'est évident.

Afin de répondre à ces questions, il est selon nous primordial de s'engager dans une bataille de l'Histoire. Celle-ci est moins celle du camp communiste contre le camp bourgeois, entre deux lectures de classe de l'Histoire, que celle de la science contre l'obscurantisme historique. Évidemment, cet obscurantisme ne sert que les ennemis de la révolution, mais pas toujours de la manière dont on croit. En effet, les historiographies anticommunistes sont le fer de lance de l'idéologie bourgeoise, mais il ne faut pas oublier de combattre aussi nos faux-amis. Ce sont ceux qui, en voulant combattre l'anticommunisme, tombent dans une défense acharnée et dogmatique (campiste) des expériences socialistes passées. Cette réaction se fait alors plus sur le mode défensif de ce à quoi l'on s'identifie, que pour dépasser les explications insatisfaisantes, donc inutiles.

La première conséquence de cette attitude est de confondre le moyen et la fin : ne plus défendre pour comprendre et comprendre pour défendre, mais comprendre seulement pour défendre. Si nous faisons de l'histoire, c'est d'abord pour nous donner demain les moyens de gagner avec le recul sur nos faillites passées. Or, ceux qui oublient cela ne finissent par ne faire de l'histoire que pour donner la réplique à la propagande bourgeoise, oubliant ainsi le plus important : pourquoi avons-nous précédemment échoué ? Notre premier devoir révolutionnaire est de répondre à cette question. Pourquoi n'avons-nous pas déjà gagné ? Où nos prédécesseurs se sont-ils trompés et à quoi ont-ils été aveugles ?

La deuxième conséquence est de s'enfermer dans une lecture de l'Histoire qui n'est pas plus juste que celle de la bourgeoisie, et qui donc, ne peut pas convaincre en étant qualitativement supérieure aux analyses bourgeoises. Si à « X était mauvais » l'on ne peut répondre que « X était bien », alors, l'on se conforte, mais l'on ne peut pas convaincre autrement qu'en exigeant une pétition de principe positive — à rebours de celle proposée par l'idéologie dominante —, pas plus convaincante mais plus minoritaire. Notre bataille de l'Histoire est aussi celle pour une meilleure histoire, du point de vue de la science, que ce que peut offrir la bourgeoisie et son idéologie. C'est donc la bataille pour l'histoire (la science), sur le champ de bataille de l'Histoire (l'objet).

Enfin, dans cette entreprise d'investigation autant que de propagande, se pose le problème de l'idéologie anticommuniste.⁹⁵ Il convient de dissiper un premier malentendu : avoir un jugement critique, même principalement négatif, sur les expériences socialistes passées n'est pas de l'anticommunisme. L'anticommunisme est l'idéologie — le discours ou la vision du monde intériorisée — bourgeoise selon laquelle le jugement des expériences communistes passées ne relèverait pas de la controverse scientifique, mais du procès moral. C'est cela qui selon l'anticommunisme délimite ce qu'il est acceptable de discuter, et ce qui est indiscutablement condamnable. On ne parle alors plus des « politiques de la direction soviétique et chinoise », mais des « crimes de Staline et Mao ». S'opposer au discours bourgeois ne serait alors plus de l'ordre de la science, mais de l'hérésie : on ne discute pas une historiographie, on défend des crimes !

Cette idéologie est (par définition) si bien ancrée dans nos pays, qu'elle en devient indiscernable : il est normal et naturel de hurler à l'ignominie si l'on remet en cause le bilan du communisme, et l'opposé paraît absurde. L'on observe ainsi les plus raisonnables progressistes se vouer à la psychose, divaguant sur « les millions de morts » du communisme et en appelant à des images d'Épinal à valeur de mal absolu mais qui n'ont d'historiques que l'apparence. Un événement jugé tragique n'est plus le résultat d'une histoire à expliquer, elle devient la démonstration du caractère intrinsèquement mauvais du communisme. Ainsi l'on excommunie les communistes pour apostasie sans s'encombrer de la moindre rigueur non seulement historique (que s'est-il réellement passé ?) mais aussi explicative (comment cela a-t-il pu se passer ?). Évidemment, l'anticommunisme est aussi un double standard : ce traitement est réservé à l'histoire

95. Il est intéressant de noter qu'il y a concomitance entre l'offensive néolibérale et le renouveau de l'historiographie totalitaire (dans la recherche et dans l'enseignement) en Occident dans les années 80, dont la très fameuse assimilation entre URSS et III^e Reich, qui avait été abandonné entre la fin des années 50 et le début des années 60.

du mouvement ouvrier, et ne se risque pas à étudier avec des méthodes et des termes similaires l'histoire du capitalisme (notamment le colonialisme, ou la continuité dérangeante entre démocratie libérale et fascisme).⁹⁶

L'anticommunisme a cela de pervers, qu'il s'imisce aussi à gauche. Parfois très involontairement, des courants se revendiquant eux aussi du communisme finissent par faire voix unique avec la bourgeoisie. Le problème n'est là non plus pas la nature d'un bilan critique, mais bien un mode de discours : celui du procès et de l'anathème. Ces mêmes courants aboutissent à troquer la lutte contre le discours bourgeois pour la lutte dans et avec le discours bourgeois : la réponse à l'idéologie dominante est remplacée par un « eux, mais pas nous ! » qui tolère *de facto* toutes les calomnies. Parfois en voulant incarner une 3^e voie,

96. Il y a une asymétrie persistante entre les méthodes, les objets et les intentions du traitement historiographique du capitalisme et du communisme. Aucun régime capitaliste n'est étudié seulement à travers les prismes de la répression politique et des contestations sociales : cette méthode est réservée aux régimes communistes. De plus, fascisme, militarisme et colonialisme sont méticuleusement exclus du bilan du capitalisme — alors même qu'ils ne sont que son prolongement direct ! Le capitalisme serait donc une catégorie respectable, neutre, naturelle, allant de soi, etc., par opposition aux catégories anormales, contre nature, qui rassemblent tous les régimes qui ne sont pas des démocraties libérales. Dénoncer ce double standard est de plus accusé de n'être qu'un « *whataboutism* » (une variante de *tu quoque*, c'est-à-dire un argument fallacieux qui esquive une critique par la critique de celui qui l'adresse).

Au-delà de la malhonnêteté bourgeoise, historique (l'historiographie totalitaire, etc.) et politique (l'anticommunisme), il y a un problème méthodologique en soi à tenter de comparer des catégories abstraitisées, métaphysiques, détachées de leurs genèses et de leur environnement. Ainsi, le capitalisme est étudié sans le colonialisme et l'impérialisme, comme catégorie restreinte à une zone géographique et politique déterminée par des standards fixés eux-mêmes par l'idéologie bourgeoise : l'on étudie le capitalisme comme le capitalisme se présente lui-même, et l'on rejette ce que le capitalisme dit ne pas être dans d'autres catégories — qui ne sont séparés du capitalisme que par les normes métaphysiques de l'idéologie bourgeoise. De la même manière, l'on n'étudie le communisme que comme l'idéologie bourgeoise veut qu'il soit adressé. Il est ainsi considéré seulement coupé du capitalisme qui le rend nécessaire, et surtout extrait d'un environnement impérialiste hostile. Par exemple, l'URSS ou la Chine communiste ne sont pas étudiées comparativement à l'Empire tsariste et à la Chine colonisée, ou à d'autres pays arriérés ou dominés, mais à des pays capitalistes et impérialistes développés ! Leurs politiques intérieures sont expliquées comme si ils n'étaient pas en état de siège, de la part de l'encerclement impérialiste. Le projet communiste est vidé de sa portée transformatrice pour n'être plus que ses moyens — « le communisme c'est la dictature ». Le capitalisme se soustrait à son bilan même dans ses incarnations les plus pures : les pénuries et la corruption dans les pays capitalistes sont des contingences, des phénomènes exogènes, alors que les pénuries et la corruption dans les pays communistes sont des nécessités, des phénomènes endogènes. Les problèmes du capitalisme sont dus aux aléas impersonnels du libre marché — comment lui en vouloir ! —, alors que les problèmes du communisme sont les conséquences de politiques conscientes, intentionnelles, d'un groupe dirigeant et d'une idéologie identifiée et responsable.

en cherchant à apparaître comme les « bons » communistes par opposition aux « mauvais », ils se conforment aux injonctions morales du « bon sens » bourgeois, au lieu de rejeter et de combattre dans son ensemble le discours en question. C'est une erreur fondamentale, la confusion de la lutte dans un cadre discursif avec la lutte pour un cadre discursif (à mener) : confondre la confrontation directe (le « choc frontal ») avec la création d'un terrain à notre avantage (la conquête d'un « espace de manœuvre »), c'est-à-dire d'un ascendant depuis lequel dominer le discours pour attaquer l'anticommunisme. Ces anticommunismes « de gauche » se compromettent ainsi avec le discours bourgeois en pensant lutter contre lui, car leur lutte est avec et dans celui-ci au lieu d'être contre et hors de lui. Autrement dit, ils ne mènent aucunement la « guerre de position » dans la société bourgeoise, mais s'intègrent aux institutions bourgeoises et à l'idéologie dominante.

Il est naturel d'adhérer à ce à quoi l'on s'identifie et de désavouer ce qui nous semble étranger. Mais une des tâches de l'investigation historique est de briser cette frontière entre ce qui nous apparaît *a priori* positif ou négatif. Cela commence par un effort de réflexivité qui doit évacuer les fausses explications qui éloignent de nous les acteurs passés — les répudient — au lieu de les rendre accessibles à notre interprétation contemporaine. Pour les comprendre dans leurs justesses, leurs égarements et leurs trahisons, il faut pouvoir se « mettre à leur place » (passer de notre époque et de notre univers mental, au leur). Sinon, on n'explique ni les réussites ni les erreurs, en se contentant de chercher dans le passé là où nous sommes déjà d'accord, c'est-à-dire là où l'on se retrouve soi-même (notre idéologie répondant à nos conditions présentes) dans une autre époque. Ce fonctionnement anachronique est très arrogant, car il présuppose que les acteurs du passé étaient nécessairement soit malveillants, soit stupides, pour ne pas être « comme nous ». Il est surtout très inutile, car au lieu de trouver les causes profondes des événements, l'on réifie l'altérité : la différence qui doit être expliquée devient une fausse explication. Il est possible d'être très stupide ou malveillant (là n'est pas la question), mais cela n'en fait pas une explication sérieuse de notre histoire. La différence est toujours une bonne question à poser (« pourquoi pensaient-ils différemment de moi ? ») et parfois une conclusion (« donc ils pensaient différemment de moi »), mais jamais une explication satisfaisante (« car ils pensaient différemment de moi »).⁹⁷

97. L'on peut aujourd'hui voir où nos prédécesseurs avaient tort, mais on doit voir aussi où ils ne pouvaient pas avoir raison — une ligne plus juste. Ils répondaient à une époque particulière, avec ses propres limitations, œillères, complexes, etc. L'on doit apprendre du passé et le juger sans faiblesse, mais il est anachronique donc inutile de projeter sur nos prédécesseurs et leur bilan, ce qui ne nous apparaît clairement que plusieurs décennies après eux. Par exemple, impossible de

Il faut savoir dire que X avait tort sans croire que dans la même situation l'on aurait fait mieux, car il est toujours très facile d'avoir raison rétrospectivement et/ou extérieurement aux événements, mais la réalité n'est pas aussi simple et confortable. De plus, le meilleur moyen d'être infaillible est de n'avoir jamais été en position d'échouer, donc de n'avoir jamais été en position de gagner non plus. Assumer les échecs est toujours la responsabilité de ceux qui se donnent les moyens de transformer le monde. Diaboliser, c'est s'aliéner sa propre histoire.

Les «il fallait que» sont toujours plus attirants que les «il y a eu», car ce qui s'est fait «comme il a pu» s'est confronté au réel, donc à ses limites et ses erreurs. Mais c'est le concret, qui peut être basement décevant, qui est le vrai trésor d'expérimentation qui nous a été dévolu. La largesse des discours est douce, car ils n'ont de juges que ceux qui les écoutent.

Notre devoir n'est pas de lister ce qu'il y avait de «bien» ou «mal» dans notre passé. La tâche est de comprendre, et ainsi, de savoir scinder le nécessaire du contingent des expériences précédentes, pour mieux aborder les expériences futures. Autrement dit, notre seule motivation est de déceler là où la ligne était juste et là où elle était fautive (et pourquoi). L'aboutissement de ce raisonnement n'est pas de dire qu'il n'y a pas de différence entre la victoire et la défaite, donc entre le vrai et le faux. C'est simplement d'avoir une méthode correcte, en commençant par ne pas faire de nos prédécesseurs des «autres» («ceux qui ont mal fait») mais des «soi» («ceux qui ont échoués avant moi là où je veux aller»), que l'on veuille reproduire ou éviter leur destin. Autrement, la critique n'a qu'une utilité livresque, donc superficielle et impraticable.⁹⁸

comprendre le pessimisme stratégique de la direction soviétique stalinienne, sans aussi comprendre son complexe obsidional (encerclée et isolée, autant géopolitiquement que politiquement dans son propre pays) et son statut pionnier (à la tête de la première dictature du prolétariat entreprenant de construire le socialisme). Et impossible de voir où était l'impasse de ce mode de pensée sans d'abord comprendre ce à quoi de bien réel il répondait. Pour dépasser les conclusions du passé, il faut d'abord retracer par là où sont passés celles et ceux qui en ont conclu ainsi. Sinon, nos réévaluations ne seront que des bavardages inapplicables, n'apportant rien.

98. C'est s'identifier par un effort empathique et compréhensif, non pas à une minorité aussi pure et caustique que confortable, mais à celles et ceux qui ont dû comprendre et résoudre les problèmes avec ce qu'ils avaient — «mettre les mains dans la merde». C'est-à-dire prendre le contre-pied des discours apologétiques de la défaite — dont martyrologiques — qui glorifient celles et ceux qui ont échoué, et qui par leur absence ou quasi-absence de bilan à défendre, sont restés immaculés et vertueux dans leur impuissance («eux ne se sont pas sali les mains»). Le mouvement communiste a besoin de beaucoup de choses, y compris de critiques intransigeantes et constructives, mais pas d'une inspection des travaux finis.

Il n'y a aucun sens à être « pour » ou « contre » tel ou tel événement de notre histoire, si ce n'est pour distinguer là où s'exprimait une nécessité ou une contingence, donc le juste et le faux, et dans quelle proportion à chaque fois. Les erreurs ont d'abord dû être, pour ensuite pouvoir être analysées et corrigées. Nous n'avons rien à gagner dans les inflexions complaisantes, mais la sévérité ne se justifie que dans la mesure où elle reste connectée au réel (ce qu'il était possible de voir, de savoir, de faire, de ne pas faire, etc.).

L'anticommunisme est implicitement un biais téléologique, ce qui s'est passé alors devrait absolument se passer à nouveau : le communisme serait génétiquement défaillant, les défaites en URSS ou en Chine seraient le résultat d'un péché originel, ou d'une erreur qui serait essentielle au projet alors en construction — la restauration du capitalisme serait inévitable. Cette difficulté à comprendre la période de transition dans tout ce qu'elle a de paradoxal (« impur »), donc dans ce qu'elle a d'incertain (une tendance faite d'avancées et de reculs), est un problème méthodologique commun aux analyses réactionnaires et de certains communistes (« si ce n'était pas parfait, c'était contre-révolutionnaire »). Il y a la transition et la lutte, mais il n'y a pas de solution miracle qui n'attendrait que d'être appliquée : cette conclusion est évidente à quiconque étudie avec un tant soit peu de sérieux les expériences historiques de la dictature du prolétariat.

La période de transition vers le communisme n'a rien de l'advenue sur terre d'un paradis délivré de la lutte des classes (bourgeoisie, inégalités, etc.), car c'est la lutte des classes à une nouvelle époque où les relations entre bourgeoisie et prolétariat sont différentes mais toujours là, y chercher la perfection d'une utopie communiste c'est à coup sûr ne pas la trouver car elle n'y existe pas. Il est vain de ressasser la naïveté des communistes du XIX^e siècle qui avaient le bonheur et la liberté d'imaginer la dictature du prolétariat sous les traits d'une parfaite antithèse de tout le mal du capitalisme, en y projetant toutes leurs espérances. C'est notre chance et notre malchance de ne plus pouvoir avoir le même optimisme messianique qu'alors, après un siècle d'expérience de dictature du prolétariat.

En tant qu'élèves de deux siècles de mouvement ouvrier nous précédant, il nous revient d'être de meilleurs communistes aussi en étant de meilleurs historiens. Il faut proposer mieux que les historiographies totalitaires anti-communistes et pseudo-communistes, mais aussi totalitaires-inversées (parfois conspirationnistes) auxquelles les communistes ont pu s'accoutumer jusqu'à aujourd'hui, tel qu'opposer « la direction X était omnisciente, omnipotente et bienveillante » à « la direction X était omnisciente, omnipotente et malveillante ». Offrir une lecture dépassionnée des expériences historiques de la révolution et

de la dictature du prolétariat ne signifie pas occulter ni les souffrances (réelles) ni les espoirs qui y ont été liés, mais inclure l'analyse compréhensive des acteurs dans une description plus générale des structures dans lesquels ils existaient. C'est simplement comprendre la lutte des classes au-delà de son aversion ou de son exaltation de prime abord. C'est aussi comme cela que l'on peut quitter le terrain de la morale sur lequel nous traîne la bourgeoisie, en passant sur celui de la science, sans s'échouer dans la dénégation des traumatismes ou des idéaux qui sont attachés à notre histoire.

Étudier l'Histoire est très important, mais cela ne signifie pas pour nous rester bloqués dans le passé. Il faut faire de l'histoire non pas pour s'enfermer dans un folklore, mais au contraire pour s'en échapper. À notre époque où il n'existe plus de pays socialiste et où l'anticommunisme n'a plus de contradicteurs d'envergure, il est compréhensible de se réfugier dans le désuet : arborer des symboles fossilisés, répéter une phraséologie archaïque, ressasser de vieilles polémiques, etc. Un même constat est valable pour l'exotisme révolutionnaire dans ses diverses formes, par exemple, la surabondance de références et d'attributs relatifs à des mouvements contemporains célèbres auprès du public communiste. Ce signe de repli contre-culturel, hermétique à la majorité de la population, est un déboire compréhensible et pardonnable (surtout pour de jeunes organisations et communistes). Nous avons eu nous-mêmes des égarements de ce type et nous ne jetons pas la pierre. Mais avec la régénération du communisme et la maturation de chacun, il convient aussi de dépasser cette contre-culture stérile pour proposer une nouvelle culture communiste, capable de s'ériger en norme et de quitter la marginalité. L'affirmation du neuf n'implique pas l'abandon de l'ancien, mais que ce dernier soit perpétué sous une forme qui ait une pertinence et une portée politique actuelle.

À ce sujet, l'on nous interroge souvent quant à nos positions sur la scission sino-albanaise, qui dans les années 70 a séparé les marxistes-léninistes anti-révisionnistes entre « prochinois » (maoïstes) et « proalbanais » (hoxhaïstes). Nous ne nions aucunement le sérieux des divergences, mais nous considérons qu'aujourd'hui, au XXI^e siècle, quand le socialisme n'existe plus ni en Chine ni en Albanie, la contradiction entre maoïstes et hoxhaïstes existe toujours mais n'est plus nécessairement antagonique. Nous pensons qu'une même conclusion peut-être tirée au sujet d'autres contradictions qui ont historiquement divisé le mouvement communiste, et que peuvent être atteints certains degrés d'unité là où il n'y a pas d'incompatibilités rendues impossible à résoudre. Il ne faut pas esquiver les problèmes qui ont imposé ces scissions et les questions qu'elles ont posées. Mais on ne peut plus se contenter de simplement réasséner les narratifs de l'époque (produits par les acteurs des événements, avec leurs

propres intérêts et limitations historiquement déterminés), que ce soient les discours «prochinois» ou «proalbanais», pas plus que «prosoviétique» ou tous les autres. Il faut bien sûr les critiquer et les comparer, mais surtout pouvoir les réinterpréter comme objets historiques en soi, révélant des leçons au-delà de ce qu'ils disent en se défendant et en s'accusant.

Regarder notre passé en rétrospective nous permet de connaître ce qui a scindé notre mouvement, et donc de savoir où les crises contextuelles ont révélé des divergences essentielles. Ce qu'il nous reste à faire avec ces informations, c'est de comprendre où et quand la contradiction entre communistes est nécessaire et où et quand elle est contingente. Nos alliés de maintenant ou de demain ne sont pas forcément ceux qui sont idéologiquement les plus proches de nous, et nos ennemis ne sont pas forcément non plus ceux qui sont les plus éloignés. Comme l'Histoire nous l'enseigne, l'on peut aisément confondre ami, allié, adversaire et ennemi. Il existe autant des amis qui font des erreurs que des alliés qui sont destinés à devenir des ennemis.

13. *UNITÉ COMMUNISTE* CONSIDÈRE QUE LA FRANCE EST UN PAYS IMPÉRIALISTE, ET QU'EN TANT QUE TEL, IL EST NOTRE PRIORITÉ DE COMMUNISTE DE LA COMBATTRE

La France n'est pas un pays dominé mais un pays dominant. Elle a sa propre sphère de domination, particulièrement la «*Françafrique*», dans laquelle elle entreprend des expéditions impérialistes de type néocolonial, pour défendre ses intérêts économiques et géopolitiques. Elle possède aussi toujours ses propres territoires dominés, la France d'outre-mer (DROM-COM) où un régime colonial extractiviste perdure en flagrant contraste avec la métropole. Il est donc de notre devoir de communistes en France, de dénoncer et de nous attaquer d'abord à «*notre*» propre impérialisme, qu'il soit au nom de la France, de l'Union européenne, de l'OTAN, ou d'une quelconque coalition internationale. Aucune tendresse ou légèreté n'est tolérable face à «*la place de la France dans le monde en tant que grande puissance*» : elle doit être abattue pour ce qu'elle est vraiment.

Nous sommes anti-impérialistes par internationalisme révolutionnaire. Le salut des peuples dominés et du prolétariat international ne pourra se faire que par l'unité des exploités d'ici avec les surexploités de là-bas. Cela passe bien sûr par l'opposition à toutes les entreprises impérialistes d'ingérence internationale de notre pays et de ses alliés, au nom d'un mythe bourgeois ou d'un autre (démocratie, liberté, droits de l'Homme, devoir civilisateur, humanitaire, etc.). De notre anti-impérialisme découle donc un anticolonialisme radical. Dans le cas de la guerre impérialiste et interimpérialiste, notre rôle est d'imposer un phare : l'autonomie politique de la classe ouvrière. Notre camp n'est jamais celui d'un camp impérialiste : leurs guerres et leurs objectifs ne sont jamais les nôtres. Cette affirmation reste pleinement valable même — surtout ! — lorsque l'on utilise les contradictions interimpérialistes à nos propres fins.

L'impérialisme se caractérise par la dépendance et l'échange inégal entre les centres impérialistes et les périphéries dominées. C'est d'abord une domination économique de laquelle découle une domination politique, qu'elle produit et sous-tend. Pour le combattre, il faut d'abord comprendre que notre richesse est financée par leur pauvreté. Le cœur de l'impérialisme est ce phénomène d'extraction et de concentration internationale de valeur. C'est pour cela qu'aucune lutte économique ne peut se faire ici sans que soit rappelé systématiquement d'où vient la valeur qui finance nos salaires et nos acquis sociaux : de notre

travail, oui, mais aussi du leur — celui des pays dominés qui est surexploité à l'échelle internationale. C'est dans cette expression d'internationalisme qu'il faut rappeler notre ennemi commun entre peuples des pays impérialistes et des pays dominés : la même classe capitaliste impérialiste qui exploite ici et surexploite là-bas, avec laquelle aucun compromis possible n'est salubre, mais toujours une grave compromission.

L'impérialisme n'est pas un phénomène contingent du capitalisme, ce n'est pas le résultat d'un choix politique particulier ou d'une conjonction d'événements contextuels. L'impérialisme est « le stade suprême du capitalisme », son degré le plus abouti (« mature »), c'est-à-dire lorsque ses tendances sont complètement développées. Son expansion sur le monde entier (l'intégration de toutes les sociétés au marché mondial) en est une conséquence. L'impérialisme se transforme, car il a ses propres évolutions et reconfigurations internes, mais le capitalisme ne peut pas connaître de développement au-delà de son stade impérialiste : c'est son ultime forme — qualitativement. Ce plafonnement qualitatif implique donc nécessairement un plafonnement quantitatif : la décomposition tendancielle du système, son « pourrissement ». Le capitalisme a atteint son état d'auto-organisation de complexité maximale, c'est-à-dire la complexité au-delà de laquelle celui-ci ne peut plus se reconfigurer pour contenir l'entropie de son système (le réguler assez pour qu'il reste suffisamment stable). Les tendances à la monopolisation, à l'extension des marchés, et à l'intensification de leur exploitation (de leurs forces de travail et de leurs débouchés de marchandises), existent toujours. Mais au stade impérialiste, elles ne peuvent plus progresser, leur réalisation possible dans le système capitaliste-impérialiste est déjà maximale. Les reconfigurations de l'impérialisme ne peuvent donc pas être « supérieures ».

Les marchés de la périphérie sont dominés par les marchés des pays du centre, car ils sont placés dans une situation d'oligopsonie (l'asymétrie extrême entre une multitude d'offreurs et peu de demandeurs). Celle-ci contraint les pays de la périphérie à être en concurrence les uns avec les autres, car il y a beaucoup de vendeurs de marchandises à faible valeur, pour peu d'acheteurs, ce qui les conduit donc à baisser le prix de leurs marchandises. Cette domination crée et est entretenue par un phénomène de dépendance des périphéries aux centres : les pays dominés vont se spécialiser dans la production de marchandises que recherchent les monopoles impérialistes. Cette spécialisation va donc se faire dans des marchandises à faible valeur, également produites par les autres pays dominés. Cette spécialisation dans l'export vers les pays dominants va avoir pour corollaire la dépendance aux importations depuis ceux-ci, alors placés en situation d'oligopole (l'asymétrie extrême entre une multitude de demandeurs et peu d'offreurs). Les exportations des pays impérialistes étant principalement

celles des monopoles, il y a directement domination des nations de la périphérie par les monopoles impérialistes, et par les États impérialistes dans leur prolongement (le capitalisme monopoliste d'État). Les périphéries ne peuvent donc plus survivre sans ces importations, car elles ne produisent plus ce qui est nécessaire à leur propre reproduction matérielle, et pour ce faire, elles doivent continuer d'exporter. La dépendance se reproduit donc, et s'approfondit : les périphéries restent en concurrence pour l'exportation vers les centres. La spécialisation crée une dépendance qui accentue encore la pression de la concurrence des pays de la périphérie entre eux, qui appuie la spécialisation, etc. Les périphéries restent donc dépendantes de l'oligopsonie (le petit nombre d'acheteurs) et de l'oligopole (le petit nombre de vendeurs) des centres. De la dépendance — ce rapport de force dans le marché mondial — naît le phénomène d'échange inégal : l'exploitation internationale. Le travail de la périphérie est surexploité par le centre. Les premiers sont économiquement et politiquement dépendants — pour leur propre survie — des seconds, qui accumulent en conséquence.⁹⁹

Les pays « pauvres » sont en fait des pays « appauvris », le « sous-développement » n'est pas un état de fait, c'est un phénomène tendanciel : le développement du sous-développement de la périphérie, par le centre.¹⁰⁰

99. À la description de l'impérialisme, nous articulons le modèle centre-périphérie à celui des pays dominants-dominés. Sans que ce dernier soit faux, il est hérité des premiers temps de l'impérialisme, où le système économique monde était plus simple et plus polarisé que celui que nous connaissons aujourd'hui. Pour décrire avec plus de précision et donc prédire avec plus d'exactitude, nous privilégions la représentation la plus complexe. Les cinq points sur l'impérialisme de Lénine ont eu la vertu de bien décrire la nouvelle nature des pays impérialistes, par comparaison avec le capitalisme simple. Mais l'ébauche de Lénine est aujourd'hui au moins insuffisante, sinon inadéquate, pour décrire le système impérialiste contemporain, où des pays dominants sont dominés par d'autres pays dominants, où des pays dominés dominent d'autres pays dominés et où presque tous exportent du capital. Nous l'augmentons donc du paradigme de la dépendance et de l'échange inégal, développé entre autres auteurs et autrices, par Samir Amin et Arghiri Emmanuel. Pour pouvoir utiliser les catégories classiques (pays impérialistes, coloniaux et semi-coloniaux semi-féodaux) sans s'enfermer dans des schémas simplistes qui pourraient nous conduire à en tirer des conclusions fausses, donc contre-révolutionnaires, nous conjuguons celles-ci avec les analyses centre-périphérie.

100. La dépendance économique de la périphérie au centre est triple : commerciale, technologique et financière. Les pays du centre jouissent de cinq monopoles, qui garantissent leur domination des échanges et des relations internationales : sur la technologie, sur l'accès aux ressources naturelles, sur la finance, sur les moyens de communication (dont les médias), et sur les moyens de destruction (militaire). À cause de la dépendance, les périphéries ne peuvent généralement pas accumuler suffisamment de capitaux stratégiques, ni pour se spécialiser dans la production de marchandise à forte valeur (et donc échapper à l'oligopsonie), ni pour produire assez à destination de leurs marchés intérieurs (et donc devenir matériellement autosuffisantes et économiquement autocentrées). Il n'y a donc accumulation de capital à la périphérie que si, seulement si et dans la mesure où, celle-ci sert

Les organismes financiers et humanitaires internationaux sont des acteurs clés de la dépendance. Le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale font pression sur les États dominés (prêts sous conditions, sanctions, etc.) pour que ceux-ci se conforment aux exigences de l'impérialisme, dans le sens de la fluidification des capitaux et de la dérégulation des marchés, pour une exploitation optimale. Les organisations non gouvernementales humanitaires, quant à elles, jouent le rôle de régulatrices de la dépendance, pour pérenniser celle-ci — rendre compatible sa reproduction avec la reproduction matérielle des sociétés de la périphérie.

Pour prévenir le risque d'organisation anti-impérialiste des pays dominés, que celle-ci soit nationaliste (visant à freiner le cercle vicieux de la dépendance), supranationale (entre eux, ce qui mettrait en danger l'oligopsonie et l'oligopole impérialiste, et donc la dépendance et l'échange inégal), ou socialiste, les interventions de type coloniales sont la norme, sous des avatars et prétextes divers (assassinats, déstabilisations, expéditions, embargos, etc.). Cette situation de domination politique, accompagnant et garantissant la domination économique, si elle est ouverte et formelle, est coloniale, et si elle est cachée et informelle, est semi-coloniale (dont néocoloniale). Pour maintenir ce *statu quo*, la stabilité des marchés et des routes commerciales, et la pérennité de leur domination, les monopoles et États impérialistes ne reculent devant rien. La périphérie est donc non seulement le champ de bataille des impérialistes contre les anti-im-

l'accumulation du capital du centre (ses intérêts), c'est-à-dire si cette accumulation à la périphérie ne menace pas et est intégrée à la dépendance (pour que la périphérie reste une périphérie). La domination des monopoles et États impérialistes, et l'échange inégal, se perpétuent donc, même sans intervention violente.

Cette domination et cette exploitation se fait notamment par l'intermédiaire d'une bourgeoisie compradore, c'est-à-dire qui est directement la prolongation de la bourgeoisie impérialiste dans les pays dominés, à son service dans la gestion de son capital et la défense de ses intérêts. Cette bourgeoisie compradore se développe avec l'extension et l'intensification de la domination des monopoles du centre sur la périphérie, et intègre l'État bourgeois dominé, jusqu'à éventuellement fusionner avec celui-ci (si elle n'en est pas empêchée par une révolution démocratique), et devenir alors une bourgeoisie bureaucratique.

De plus, les formes économiques et politiques (les formations sociales) précapitalistes, et leurs élites sociales locales respectives, persistent à la périphérie. Cette arriération n'est pas en dépit de l'impérialisme, mais à cause de lui : ces formes et élites locales précapitalistes se reproduisent conjointement à l'impérialisme. Les formes économiques précapitalistes sont intégrées dans la dépendance et l'échange inégal, comme un de leur mécanisme (il y a une synergie entre elles et eux). Les formes politiques correspondantes se font donc leurs garantes, et les élites locales précapitalistes en deviennent une « classe alliée ». L'impérialisme est donc le champion du sous-développement, non seulement économique, mais aussi politique et culturel.

périalistes, mais c'est également celui des impérialistes entre eux. Aucun crime n'est trop grand dans la conquête et reconquête des marchés dominés, pour les surprofits de l'impérialisme.

L'échange inégal a pour conséquence l'externalisation d'une proportion de l'exploitation du centre vers la périphérie : les sociétés impérialistes sont pacifiées, car la conflictualité sociale est transférée dans les pays dominés. Le centre et la périphérie ne sont pas deux mondes séparés, mais une même relation : nos démocraties sont libérales car leurs régimes sont autoritaires — il y a une directe relation de cause à effet. La magnanimité de nos démocraties est permise et conditionnée par une relation dissipative, du centre vers la périphérie. Les surprofits de l'impérialisme permettent nos systèmes sociaux publics et nos salaires suffisants (pour avoir une voiture, de l'électroménager, des divertissements, etc.), ce qui est la base de notre « contrat social » consumériste et pacifiste de classe. L'envers de la médaille, c'est l'exploitation et la déstabilisation permanente des pays de la périphérie, qui les maintiennent dans un relatif chaos politique et une pauvreté permanente. L'ordre et la respectabilité métropolitaines sont fondés tout entiers sur la subordination économique et politique, impérialiste et colonialiste. Nous ne sommes pas « plus avancés » sur l'échelle d'un « progrès civilisationnel » : nous sommes en haut de la pyramide hiérarchique (géo-)politique et économique mondiale.

L'entropie sociale se concentre donc dans la périphérie. Celle-ci rend plus complexe l'organisation des anti-impérialistes des pays dominés, et sert souvent de *casus belli* aux ingérences géopolitiques les plus explicites de la part des impérialistes, mais elle crée aussi un terreau révolutionnaire fertile.

La révolution ne viendra pas en premier des pays du centre — les plus industrialisés —, mais des pays dominés de la périphérie. Ce sont ces derniers qui seront (et sont déjà) les premiers touchés, dans l'ordre chronologique et d'intensité, par la crise du système capitaliste-impérialiste, tant écologique, économique, que politique. Leur qualité de pays dominé constitue un terreau révolutionnaire fertile : les conditions objectives des travailleuses et travailleurs ne leur laissent « rien d'autre à perdre que leurs chaînes », celles de l'impérialisme en plus de celles du capitalisme. Ce sont donc d'abord dans ces pays que se présenteront des situations révolutionnaires. L'avant-garde communiste mondiale est le prolétariat des nations dominées. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de tâches révolutionnaires en France et que la révolution communiste n'y est pas à l'ordre du jour. Nos devoirs sont identiques dans le fond, mais différents dans la forme qu'ils revêtent. Il ne faut pas s'imaginer une situation révolutionnaire (ou son imminence) dans tous les remous de protestations populaires, à la

moindre explosion de violence sociale, ou derrière chaque soubresaut syndical de notre aristocratie ouvrière : encore une fois, « prendre ses rêves pour des réalités ». Mais la révolte des masses travailleuses est ici aussi imprévisible, et souvent plus proche que ce que l'on s'autorise à croire.

L'impérialisme se combat sur deux fronts : d'où proviennent et où s'étendent ses tentacules. Lutter contre l'impérialisme, donc contre l'échange inégal, c'est lutter pour la re-création de conditions révolutionnaires dans l'actuel centre. Sans périphérie exploitée, pas de centre exploiteur, donc, pas d'aristocratie internationale du prolétariat (« l'embourgeoisement » des ouvriers des pays dominants). Les révolutionnaires de la périphérie, en luttant contre l'impérialisme, luttent en synergie avec les révolutionnaires du centre, lorsqu'ils luttent contre « leur » impérialisme et pour la reconstruction de leur mouvement.¹⁰¹

Notre internationalisme est un anti-impérialisme, donc un anticolonialisme, mais pour rester cohérent, il doit aussi être un antiracisme. En France, le racisme accable les populations issues de l'ancien empire colonial français (pas exclusivement, mais principalement). Il est donc historiquement dans la directe continuité de l'impérialisme français et de son idéologie colonialiste, traçant une frontière entre les ouvriers issus de métropole (blancs) et celui issu des colonies et néocolonies. Ces derniers représentent la frange la moins aristocratisée du prolétariat de France, la plus précaire donc la plus exploitable. La ligne de démarcation entre centre et périphérie n'existe pas qu'à l'échelle géopolitique et du marché mondial : le racisme n'est que la continuité et le produit au niveau politique et idéologique, des dominations du système économique monde. Ces dominations internationales s'appliquent aussi aux personnes. Ainsi, une travailleuse ou un travailleur d'un pays dominé dans un pays impérialiste, ou même d'un pays impérialiste issu indirectement d'un pays dominé, subira toujours cette domination, par l'intermédiaire du système colonial intérieur aux métropoles, et du racisme (son prolongement).

Celles et ceux qui se désolidarisent des victimes de racisme ne font, quelles que soient leurs excuses, que reculer devant les injonctions réactionnaires. C'est par exemple le cas de ceux qui renoncent au combat contre l'islamophobie ou

101. Le meilleur service que nous pouvons rendre à la révolution communiste mondiale est de travailler où nous sommes à celle-ci, conjointement avec les communistes du monde entier. Le système capitaliste-impérialiste étant mondial, la victoire finale du communisme sera mondiale aussi. Pour cela, il faut que les prolétaires et peuples dominés de tous les pays soient unis dans ce combat. Cet internationalisme révolutionnaire passe, par exemple, par l'entraide concrète et l'échange des expériences et connaissances de chacun.

l'antisémitisme, par anticléricalisme hors-sol, ou car ils découvrent horrifiés que les communautés religieuses ne sont pas des entités monolithiques « pures », attendant — passives et immaculées — d'être sauvées. En étant incapables de distinguer le principal du secondaire, ils se font traîtres à l'internationalisme et au communisme. Savoir se joindre résolument à la défense des opprimés, sans angélisme ni infantilisation, et y mener la lutte idéologique progressiste et communiste est une règle élémentaire en politique.¹⁰² Ceux qui l'ignorent, ou ne retiennent que l'un de ses deux aspects, font une faute grave qui n'a rien d'innocent.¹⁰³

Aucune conception réactionnaire ne peut être tolérée, sans que cela ne représente une trahison ou une capitulation dans notre engagement internationaliste, donc antiraciste. Notre vigilance doit être particulièrement vive contre ses nouvelles formes contemporaines en France, telles que l'islamophobie. Le racisme est le cheval de bataille de la réaction en France, il faut lui opposer l'unité populaire conjuguée à l'unité internationaliste — qui ne s'opposent en rien et se requièrent l'une l'autre.

102. À chaque révolte provenant des banlieues françaises (où se concentrent les populations issues de nations dominées par l'impérialisme français), l'on découvre que selon certains communistes, qu'un prolétaire soit blanc ou non, il peut se voir destitué de sa classe pour être relégué dans le sous-prolétariat (*lumpen proletariat*). Ce double standard n'a rien d'une analyse matérialiste de classe, et tout d'une déviation réactionnaire aussi idéaliste que raciste.

103. Il faut sans lassitude se remémorer que les communistes doivent être la force la plus révolutionnaire possible, donc, aussi la plus progressiste. Par exemple, si un bourgeois est victime de racisme, alors les communistes doivent condamner le bourgeois en tant que bourgeois, mais le défendre en tant que victime de racisme. Faire l'un sans l'autre, ce n'est pas mieux combattre la bourgeoisie, mais tendre le flanc au racisme, et le laisser proliférer. Il faut être à l'avant-garde sur autant de fronts qu'il y a de contradictions, dont sur celui du racisme. En tout contexte, il faut départager le politiquement principal du secondaire, pour ne jamais perdre son autonomie de classe. Mais renoncer à lutter contre un racisme ou un autre, « sous certaines circonstances », ce n'est être antiraciste que superficiellement, donc pas du tout. Dans le cas de l'antisémitisme, la vigilance doit être particulièrement aiguë.

14. *UNITÉ COMMUNISTE EST INTERNATIONALISTE* ET EST SOLIDAIRE DES LUTTES DES PEUPLES DOMINÉS ET DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

Sans internationalisme, pas de communisme. Être internationaliste, c'est lutter pour la révolution mondiale. Le capitalisme est international, la lutte du prolétariat contre celui-ci est donc nécessairement une lutte internationaliste à la devise de « prolétaires et peuples opprimés de tous les pays, unissez-vous ! ». Car le combat contre le capitalisme est inséparable de celui contre l'impérialisme, le combat des peuples opprimés est donc aussi celui du prolétariat international. Nous affirmons que seule la révolution mondiale peut émanciper le prolétariat et les peuples opprimés. Pas seulement la révolution contre une bourgeoisie ou un impérialisme en particulier, mais contre le système capitaliste-impérialiste dans sa totalité, c'est-à-dire à l'échelle mondiale.

En cela, l'internationalisme n'est pas le rassemblement des luttes nationales, mais le dépassement de cette division. La nation est une catégorie historique bourgeoise : la conscience du Capital, la communauté d'un espace de marchés unis. Le prolétariat lui est subordonné, mais il doit la transcender. Son organisation ne doit reconnaître aucune frontière. Avec elle, il doit faire valoir son intérêt de classe international (général), par delà les intérêts de classes nationaux (particuliers). Cela ne signifie pas que le prolétariat de tous les pays a des intérêts identiques, car certains bénéficient de l'échange inégal (l'exploitation impérialiste) quand d'autres en pâtissent. Mais cela implique qu'ils possèdent tous, au-delà de leur place dans l'économie-monde, une condition similaire : une même relation dans les rapports de production, à ceux qui possèdent les moyens de production. Les intérêts immédiats et contextuels dictent peut-être le compromis avec « sa » bourgeoisie (par exemple, pour la défense de l'échange inégal, pour son propre bénéfice), mais à l'échelle générale et de temps long, seule l'autonomie politique de classe internationale — l'internationalisme — représente la défense des prolétaires. Tous les prolétaires connaissent un même intérêt supérieur unique : leur émancipation totale en tant qu'une même classe. De la même manière, les bourgeoisies sont divisées entre nations, mais elles reconnaissent aussi un intérêt supérieur : leur sauvegarde en tant que classe.

Le prolétariat international doit être ligué dans la révolution mondiale face à l'union sacrée des bourgeoisies. Pour vaincre, le prolétariat doit apparaître unique. L'internationalisme n'est pas un universalisme aveugle à l'hétérogénéité

mondiale de la condition de prolétaire. C'est un combat en soi pour cette unicité, la convergence dans le communisme. Le prolétariat, tout international qu'il est, est traversé de contradictions, y compris de contradictions antagoniques. Celles-ci doivent être résolues (niées dialectiquement), et non pas ignorées (niées mécaniquement), pour rendre possible et développer la conscience de classe internationale du prolétariat.

Confondre son intérêt avec celui de sa nation, c'est toujours *in fine* s'identifier à sa bourgeoisie. Contextuellement, il est parfois constatable que les intérêts du prolétariat et d'une frange de la bourgeoisie peuvent converger dans un projet national. C'est par exemple le cas dans les pays dominés ou les régimes fascistes, avec la bourgeoisie respectivement nationale ou progressiste, pour la révolution démocratique. Mais ces intérêts de classe ne peuvent jamais ni s'assimiler ni fusionner. La conscience prolétarienne de classe est irréconciliable avec le nationalisme (« dans et pour une nation »), et elle reste toujours essentiellement autant internationale (« avec toutes les nations ») qu'internationaliste (« au-delà de la nation »). Si dans certaines circonstances, ses tâches exigent que le prolétariat s'allie avec le national (« avec une nation »), la finalité de sa lutte reste toujours la lutte des classes.¹⁰⁴ Le prolétariat n'est pas patriote car il n'a pas de patrie, s'il a pu ou peut s'allier aux forces patriotiques, lui, s'il est conscient de sa classe, se sait apatriote.

Notre solidarité internationaliste se tient aux côtés de toutes les nations dominées par l'impérialisme et le colonialisme, en lutte pour leur libération nationale. Le colonialisme est la domination politique ouverte d'un État sur une nation, produit et prolongement de la domination économique de l'impérialisme (la dépendance et l'échange inégal) : le contrôle direct du territoire par une administration coloniale ou par un État colonial d'installation (de peuplement). À cette fin, le colonialisme est une entreprise politique intrinsèquement terroriste : déplacement de populations, emprisonnement de masse, répression indiscriminée des civils, tactique de la terre brûlée, génocide, etc.

104. C'est par exemple le cas lorsque les intérêts de la révolution communiste concordent avec une lutte de libération nationale, c'est-à-dire lorsque cette dernière a un contenu démocratique. Cependant, la révolution communiste ne peut utiliser ces luttes nationales démocratiques que comme un « tremplin » vers le pouvoir, une fenêtre d'opportunité politique. La lutte communiste doit se servir des luttes nationales démocratiques pour son propre agenda, pour se hisser, car elle ne peut jamais être réduite à l'une d'entre elles sans que cela soit une liquidation du mouvement révolutionnaire. Les compromis interclassistes ne doivent jamais devenir des collaborations interclassistes, et les alliances ne doivent jamais devenir des liquidations. Pragmatisme n'est pas opportunisme.

Les luttes de libération nationale contre le colonialisme sont justes et il est du devoir des communistes de combattre avec ces peuples dominés pour leur autonomie nationale.

En revanche, l'impérialisme peut dicter son pouvoir sous une forme de domination coloniale ouverte, ou non. Dans ce dernier cas, c'est le néocolonialisme : le contrôle indirect du territoire par un État client (néocolonial) des puissances impérialistes. Aujourd'hui, le néocolonialisme est la forme de domination coloniale généralisée dans le monde (après le déclin du colonialisme au XX^e siècle). Ainsi, l'autonomie nationale n'épuise pas la libération nationale, c'est-à-dire la lutte contre la domination coloniale, car le néocolonialisme l'étend aux nations autonomes. Une néocolonie est autonome comme un prolétaire est un individu libre qui vend librement une marchandise : respectivement autonome et libre dans leur servitude économique, mais toujours soumis au pouvoir politique respectivement bourgeois et colonial.

Il faut d'abord briser l'occupation coloniale pour pouvoir couper les tentacules de l'impérialisme. Bien qu'aucune indépendance *per se* ne soit possible dans le système capitaliste-impérialiste, l'autonomie nationale est à la fois une lutte immédiate pour les conditions de vie (politiques et économiques) des peuples dominés et une étape dans la révolution mondiale. Chaque relais et avant-poste colonial de l'impérialisme qui tombe est un pas de plus vers celle-ci, et chaque crise de la domination coloniale est une opportunité pour la classe ouvrière. Soit elle se met à la tête des mouvements nationaux anticoloniaux, soit elle s'évince comme actrice historique en se reléguant à leur queue (laissant le champ libre aux nationalistes). Cependant, sans la révolution communiste, l'affranchissement des nations dominées est voué à n'être que superficiel. Celles-ci se destinent à retourner sous le joug de l'impérialisme et à retrouver les chaînes du colonialisme sous une nouvelle forme : néocoloniale. Soit l'autonomie nationale se fait avec une matrice communiste et internationaliste, soit elle se condamne à succomber, non pas par la force, mais par l'intégration à l'économie-monde. Autrement dit, soit le prolétariat saisit le pouvoir, soit l'autonomie nationale n'est émancipatrice que partiellement, sinon que d'apparence ! La libération nationale n'est pas réalisée sans le communisme, et le communisme a besoin des luttes de libération nationale pour se réaliser avec la révolution mondiale.

Il existe une gauche chauvine qui abandonne ses convictions internationalistes dès que la dénonciation du colonialisme ou de la guerre (inter)impérialiste devient inconfortable. Celle-là ne fait que révéler soit sa lâcheté, soit sa réelle

allégeance. Dans les deux cas, elle offre à la vue de tous un révoltant spectacle de servilité bourgeoise qu'il faut savoir reconnaître et qualifier comme tel, quel que soit son maquillage pseudo-progressiste ou pseudo-radical.

L'on se souvient du *Manifeste des Seize* et de la faillite de la II^{de} Internationale, mais plus récemment, l'éruption de la guerre entre la Russie et l'Ukraine nous a rappelé que, un siècle plus tard, l'internationalisme prolétarien et révolutionnaire n'est toujours pas une évidence pour tous les communistes. Soutien à son propre impérialisme, défense du « moindre réactionnaire » ou du « moindre impérialisme », pacifisme bourgeois et reliques de campisme (entre « blocs ») léguées par la guerre froide, se côtoient toujours chez celles et ceux se revendiquant de la révolution.

« Transformer la guerre interimpérialiste en guerre civile », c'est-à-dire la guerre injuste en guerre juste, est un enseignement révolutionnaire qui n'est pas moins incandescent au XXI^e siècle. Deux principes nous sont universels : la révolution communiste comme seule fin stratégique en soi, et l'autonomie politique de classe du prolétariat. Quelles que soient les particularités et les exigences tactiques des conditions concrètes (alliances, compromis, etc.), le prolétariat ne doit servir que ses intérêts propres et révolutionnaires, et donc, ne jamais prendre parti pour un camp impérialiste ou un autre.¹⁰⁵

Notre internationalisme n'est pas seulement « moral », c'est-à-dire une solidarité abstraite et de principe. C'est d'abord une réalité concrète, une pratique constatable. C'est pour cela que nous divisons notre internationalisme en deux aspects. D'abord ce qui relève du soutien idéologique et symbolique, et qui conserve fatalement un caractère performatif et une utilité limitée. Ensuite, ce qui relève en revanche du soutien politique et matériel. C'est en ce qui concerne cette deuxième catégorie que notre engagement dans l'ICOR prend tout son sens.

Nous avons jugé que c'est dans l'ICOR — la Coordination internationale des partis et organisations révolutionnaires — qui rassemble plus de 60 partis et organisations dans le monde, que nous aurions le plus d'opportunités pour mener à bien nos objectifs. Celle-ci offre une base d'adhésion large et égale entre tous ses membres, qui nous permet de rentrer en contact direct avec un grand nombre d'organisations sur un fondement sérieux de confiance et

105. Par exemple, les internationalistes, dont les bolcheviques, n'ont pas soutenu la guerre défensive de la Serbie contre l'Empire austro-hongrois pendant la 1^{re} Guerre mondiale, car cela aurait consisté en la défense d'un camp impérialiste (l'Alliance) contre un autre (l'Entente), et ce même si la Serbie n'était elle-même pas une puissance impérialiste.

de camaraderie. Nous ne saurions croître coupés de l'échange et isolés de la controverse, c'est à partir de là que nous pouvons apprendre de celles et ceux qui sont plus expérimentés que nous, débattre de nos désaccords pour progresser idéologiquement, mesurer nos conceptions à celles d'autres communistes pour les faire valoir ou les corriger, et évidemment rentrer dans des rapports de mise en commun active de nos forces. En d'autres termes, c'est ainsi que nous accédons à un niveau quantitatif et qualitatif supérieur au nôtre pour progresser plus vite et vers plus de justesse. LICOR est à la fois un terreau fertile et un tuteur.

Participer à l'ICOR nous permet d'accéder à un niveau qualitatif et quantitatif supérieur, et donc de progresser mieux et plus vite, car « la qualité se transforme en quantité » et que « la quantité se transforme en qualité ».

LICOR n'est qu'une coordination au sens strict. Elle n'a pas de pouvoir de coercition ni de centres définis, et car son cadre est relativement éclectique, son rôle de direction n'est que très limité. Elle ne fait donc qu'une unité minimale, mais elle permet par son existence de lutter vers la plus grande unité à laquelle nous aspirons. Ce qui nous intéresse, c'est moins ce qu'est l'ICOR actuellement, que le travail qu'elle rend possible d'y faire.

Sommes-nous « alignés sur l'ICOR » ? Non, pour deux raisons. D'abord, car l'ICOR étant une coordination, elle n'a pas de ligne politique sur laquelle être éventuellement alignés. Ensuite, car nous ne sommes inféodés ni en pratique ni idéologiquement à aucun parti ou organisation de l'ICOR, et tirons nos références indifféremment dans et en dehors de celle-ci.

La logique derrière notre internationalisme est celle de l'unité internationale des communistes, c'est-à-dire la reconstruction d'une Internationale communiste, autour d'un centre de direction idéologique et politique (revendiqué et reconnu). Un nouveau centre est le préalable à une nouvelle Internationale, comme le *Parti social-démocrate d'Allemagne* (SPD) fut le centre de la II^{de} Internationale, et le *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* (PCbUS) fut le centre de la III^e Internationale. L'on ne peut pas essayer de singer mécaniquement ce qu'a fait la III^e Internationale autour d'elle, avec la portée du prestige et de la force de la révolution russe d'Octobre 1917 et du *Parti bolchevique*. Vouloir faire une unité politique et idéologique internationale des communistes, alors même qu'il n'existe actuellement pas ce centre préalable autour duquel la faire, revient à essayer de proclamer un centre qui n'existe pas. Ces ambitions ne peuvent aboutir qu'à des clubs d'heureux privilégiés, déjà d'accord entre eux, mais pas à une Internationale. L'unité se trouve et se construit, elle ne se révèle pas préfabriquée.

Là où c'est dans le Parti que doit se faire l'unité des communistes dans un cadre national, c'est dans l'Internationale que se fait l'unité des communistes dans le monde. C'est dans ce but que notre internationalisme possède un double aspect idéologique-symbolique et politique-matériel : l'unité doit se faire dans la lutte des lignes — le débat —, mais aussi et principalement dans la coopération pratique et la solidarité concrète. Ainsi, de la lutte des classes à l'échelle mondiale doit être faite l'unité internationale des communistes.

Nous n'oublions pas le rôle de la II^{de} Internationale dans la formation de sa section française (la SFIO en 1905), en unifiant « par le haut » les diverses sectes qui faisaient alors l'extrême gauche française. Nous tirons une grande inspiration de cet exemple. La reconstitution d'une Internationale n'est pas le dernier de nos travaux (« pour plus tard »), mais là aussi une tâche immédiate, non seulement pour la victoire des communistes partout dans le monde, mais aussi pour faire l'unité des communistes en France.

La crise organique du mouvement communiste dans le monde n'a pas de commune mesure avec celle qu'il a connu dans les pays dominants (dont la France). C'est dans ceux-ci que la crise organique a été la plus profonde, car c'est aussi là qu'elle a été la plus radicale. Cependant, avec la défaite des pays socialistes, vaincus par le révisionnisme et la restauration capitaliste, les communistes ont perdu les positions qu'ils ont conquises, et avec elles, leur(s) centre(s) à l'échelle internationale. La phase de recul contre-révolutionnaire n'a pas été homogène, mais elle a été mondiale. Le consensus keynésien a gagné en Occident, et l'encerclement impérialiste dans le reste du monde : les communistes ont perdu. Après un siècle de lutte contre-révolutionnaire, ce sont sur ces ruines que s'est érigé le néolibéralisme, confiant dans sa suprématie et gorgé d'*hubris*. Mais à notre époque, celle de la bourgeoisie néolibérale triomphante, les conditions de l'organisation et de l'unité du prolétariat mûrissent à nouveau — les contradictions sociales s'intensifient. Le système capitaliste-impérialiste n'a plus de contraintes pour restreindre sa tendance à l'autodestruction — son « pourrissement » croissant. D'une phase historique contre-révolutionnaire mondiale, de retraite générale du prolétariat et d'offensive générale de la bourgeoisie, nous allons vers une nouvelle phase historique révolutionnaire.

15. *UNITÉ COMMUNISTE* PREND POUR ÉVIDENCE QUE LA LUTTE FÉMINISTE, AINSI QUE LES LUTTES D'ÉMANCIPATIONS LGBTI, FONT PARTIE DES TÂCHES IMMÉDIATES DES COMMUNISTES

On ne peut pas prétendre à l'unité du peuple sans s'attaquer à sa plus grande division et à ses monceaux de violence : la contradiction entre Homme et Femme. L'abolition du patriarcat est nécessaire au communisme et le communisme est nécessaire à l'abolition du patriarcat. Nous tirons cette déduction de notre étude de l'oppression et de l'exploitation des hommes sur les femmes, de son apparition et de son évolution historique jusqu'à sa condition présente. La domination masculine n'est pas propre à la « nature humaine », elle est située, c'est-à-dire qu'elle a un début et qu'elle va avoir une fin.¹⁰⁶

106. Le patriarcat est-il naturel ? La continuité entre notre histoire évolutive (biologique) et notre histoire sociale est un fait. L'existence du dimorphisme sexuel (la différence physique entre mâles et femelles) et de la division sexuelle dans la procréation (la fécondation, la grossesse et l'allaitement) comme réalités biologiques ; et de la valence différentielle des sexes comme réalité anthropologique (toutes choses égales par ailleurs, une femme a moins de valeur sociale qu'un mâle), ne sont cependant pas équivalente au patriarcat. Dans le mode de production communiste primitif, la division du travail entre les sexes n'est pas circonscrite au travail relatif à la procréation (l'allaitement et le soin des nouveaux nés), et existe dans toutes les autres activités sociales (chasse, cueillette, construction, art, éducation, etc.) au désavantage du sexe féminin. Mais la domination matérielle et politique patriarcale est qualitativement différente de celle qui s'observe dans les sociétés communistes primitives. Le patriarcat est une domination relative à une certaine division du travail : la famille. Le patriarcat est un fait social qui ne résulte pas directement du dimorphisme sexuel et de la division sexuelle dans la procréation, il résulte des contradictions internes au mode de production communiste primitif. Dans ce dernier, la famille au sens d'unité économique, dominée par l'Homme, n'existe pas.

La pression anthropique croissante sur l'environnement, et la pression environnementale réciproque sur les sociétés ont mis en crise le mode de production communiste primitif (en rendant sa reproduction impossible). L'abondance a laissé place à la rareté (l'entrée dans l'ère de la nécessité), ce qui a nécessité une augmentation proportionnellement supérieure des forces productives à l'augmentation démographique : l'amorçage du développement lent, mais exponentiel de l'agriculture et de l'élevage, d'abord comme appoint, puis généralisé (par exemple, entre le début et la fin du mésolithique en Europe). Ces derniers ont créé des surplus accumulables, et avec eux la concurrence pour la production — échapper à la rareté. L'unité économique et politique minimale de cette accumulation et de cette concurrence, ce fut la famille, sous domination politique du père, et des hommes sur les femmes. Oppression politique et division du travail plus seulement entre mâles et femelles dans la communauté, mais entre hommes et femmes dans la famille. Le mode de production communiste primitif était mort, le patriarcat était né. Celui-ci ne peut pas être résumé ou expliqué seulement par la différence biologique entre mâle et femelle dans l'espèce humaine, c'est en cela qu'il n'est pas relatif à la « nature humaine ». Il n'est pas que l'approfondissement de

L'abolition de la famille — dont parlait déjà *Le manifeste du parti communiste* publié en 1848 — n'est rien d'autre que l'abolition du patriarcat, et n'est donc non plus rien d'autre que l'abolition du genre! Nous entendons « famille » au sens de l'unité économique où la domination masculine se fonde et trouve sa raison d'être. La famille n'est pas simplement l'ensemble des structures parentales, c'est l'institution de la « communauté des femmes » comme « prolétaires des hommes » — où se retrouve un rapport possédée/possédant et dominée/dominant. La fin de la famille est donc définie, avec des termes contemporains, comme la fin de la distinction de genre entre Homme et Femme. Aujourd'hui, comme il y a 150 ans, les plus progressistes rechignent devant cette idée jugée dérangeante ou accusée d'être libérale, gauchiste ou utopique. Elle est pourtant indistinguable du communisme en tant que société ayant dépassé les contradictions présentes, et donc pareillement indistinguable de la lutte communiste comme mouvement réel.

Nous exprimons notre soutien au féminisme en général comme lutte progressiste pour la résolution de la contradiction entre Homme et Femme. Mais nous affirmons cependant que la seule forme de féminisme capable de faire cette libération des femmes est le féminisme révolutionnaire prolétarien, donc communiste. Lui seul peut dépasser la situation économique qui garantit la subordination des femmes aux hommes.

Comment? Par la socialisation du travail domestique (dont la gestion et l'éducation des enfants) et des charges sexuelles (menstruations, contraception, grossesse, accouchement, maternité, etc.), pour effacer l'iniquité sociale inhérente à la famille, mais aussi — autant que possible — l'iniquité sexuelle inhérente

la domination des mâles sur les femelles, ou des vieux sur les jeunes, mais le produit d'une autre dynamique, qui est proprement sociale, car émergeant de la crise d'un mode de production — l'histoire des sociétés — et non pas de caractères biologiques — l'histoire évolutive.

Le patriarcat a historiquement progressivement émergé de la décomposition du communisme primitif (et de son corollaire, l'apparition de la propriété privée), et contrairement à la valence différentielle des sexes, il n'est pas « naturel » à l'humain comme espèce sociale. La tendance universelle à l'oppression des femmes l'est dans la mesure où elle est retrouvée universellement sous diverses formes et à divers degrés. Mais cet universel ne doit pas être confondu avec une fatalité naturelle. L'organisation sociale de l'oppression des femmes n'est « naturelle » que dans la mesure où c'est une convergence récurrente, qui s'observe naturellement dans les organisation sociale les plus simples (les modes de production communiste primitif et de classes). Mais ce n'est pas un état de fait absolu, inaltérable et intemporel, car ce « naturel » est malléable — il n'est pas impossible à dépasser.

à notre espèce, entre hommes et femmes.¹⁰⁷ Et par l'abolition de toutes les distinctions de genre — matérielles et politiques — dans la production et la répartition (formations, statuts, revenus, etc.).

Le capitalisme et le patriarcat fonctionnent de concert, ils se soutiennent l'un l'autre. Le capitalisme maintient et mobilise le patriarcat pour maximiser l'exploitation. Grâce au rapport de force au désavantage des femmes, le Capital peut baisser le prix de la force de travail féminine, et augmenter la proportion de travail domestique gratuit des femmes pour baisser encore le prix de la force de travail masculine. De plus, le patriarcat divise les exploitées et exploités, les laissant désunis, et contrevient directement à l'organisation et à la révolte des femmes prolétaires. Ainsi, les femmes sont maintenues économiquement inégales aux hommes, et donc, dépendantes d'eux. En retour, le patriarcat maintient et mobilise le capitalisme pour se perpétuer. Grâce à la dépendance des femmes aux hommes et à l'exploitation de leur travail domestique gratuit, la famille se reproduit. Le Capital autant que l'Homme ont besoin d'une masse de femmes prolétaires dociles. Seul le féminisme communiste peut radicalement subvertir la double dynamique de cette condition de femme et de prolétaire.

Ceci dit, nous soulignons néanmoins que le problème de l'émancipation des femmes est d'abord une question de pouvoir, c'est-à-dire celui d'une domination politique qui est rendue nécessaire par l'exploitation économique, qu'elle garantit, mais à laquelle elle ne se réduit pas strictement (tout comme c'est aussi le cas du prolétariat).¹⁰⁸ La libération des femmes ne peut donc pas être qu'une

107. Aujourd'hui, l'exploitation et la dépendance économique des femmes contiennent et prolongent la division sexuelle dans la procréation (au détriment des femmes), c'est-à-dire le désavantage biologique inhérent aux femelles.

108. La domination politique des femmes par les hommes est dans la continuité de la domination politique des femelles par les mâles (dont la valence différentielle des sexes), car elle l'a intégrée, au sens où elle s'est fondue dans la domination politique patriarcale. Mais historiquement, la domination politique des femmes par les hommes n'a pas pour causes celles de la domination politique des femelles par les mâles (la division du travail déterminée par les différences sexuelles), mais l'apparition de la famille comme unité économique où les femmes sont exploitées et dépendantes (le patriarcat). L'apparition du patriarcat est liée au dimorphisme sexuel et à la division sexuelle dans la procréation, qui sont les causes de l'oppression d'un sexe par l'autre (dont la valence différentielle des sexes), parce que les causes d'un désavantage des femelles dans la lutte pour la production, donc d'une division du travail ; mais le patriarcat ne s'y réduit pas. Ne pas confondre les causes entre elles, l'ordre des déterminants, est de première importance, pour ne pas faire du patriarcat une structure sociale plus fondamentale à notre espèce que ce qu'elle ne l'est vraiment. Les différences sexuelles sont les causes de la domination de la femme dans la famille, mais la famille a d'autres causes que les différences sexuelles.

affaire de redistribution de richesses. L'autonomie matérielle des femmes est une revendication fondamentale, car c'est celle de leur autodétermination indépendante de la famille et de l'Homme. Mais il doit être adjoint au programme de l'égalité socioéconomique, un programme de conquête politique. Celui-ci doit être une offensive générale : dans la vie intime et publique, quotidienne et politique, idéologique et concrète, etc. Le renversement du patriarcat — la plus vieille contradiction sociale depuis la fin du communisme primitif — doit être une bataille totale, à gagner aussi en brisant sa résistance par la force.

Si la contradiction Homme-Femme n'est pas antagonique, certaines de ses parties le sont irrémédiablement, et doivent être traitées comme telles. Les intérêts des femmes doivent s'imposer à ceux des hommes, principalement sans antagonisme, mais aussi avec antagonisme lorsque nécessaire pour briser leur résistance. Pour résoudre la contradiction Homme-Femme, il ne faut pas la rendre antagonique, mais il faut accepter d'utiliser une méthode antagonique pour résoudre ses parties antagoniques. Le féminisme a aussi besoin de l'autorité et de la violence.

L'enjeu de notre féminisme n'est ni formel ni symbolique, il est de mettre fin à toutes les formes de domination de la Femme par l'Homme, et donc à toutes les conditions d'inégalités et d'exploitations matérielles qui rendent nécessaire cette subordination. C'est notamment le cas de la prostitution comme forme la plus évidente de marchandisation du corps des femmes, non seulement comme force de travail, mais en tant qu'objet masculin d'exploitation sexuelle (une femme faite objet par et pour la masculinité).¹⁰⁹ C'est en ce sens que seul le communisme abolira le rapport patriarcal, en déracinant toutes ses fondations économiques et en menant la lutte idéologique et politique dans toute la société.

109. Pour la prostitution comme pour toutes les professions, il faut avoir une analyse de classe (ni moraliste ni corporatiste). Il existe des prostituées petites-bourgeoises, prolétaires et sous-prolétaires. Pour un communiste, il n'y a aucun sens à être « pour » ou « contre » la prostitution dans l'absolu et comme catégorie abstraite, car c'est un problème concret. Nous sommes pour l'émancipation immédiate maximale des femmes, même lorsque celles-ci sont prostituées, et donc à terme contre l'existence de la prostitution en général, autant que cela est possible et émancipateur pour les femmes — concrètement. Les seuls points de vue pertinents sur cette question sont le point de vue de classe et le point de vue féministe. Quel est le point de vue de classe ? Défense immédiate du Travail contre le Capital, et lutte pour l'abolition du Travail (en tant qu'activité marchande et exploitée) par le prolétariat. Quel est le point de vue féministe ? Défense immédiate de la Femme contre l'Homme, et lutte pour l'abolition de la Femme (en tant qu'objet patriarcal) par les femmes. En conclusion, la position communiste est celle de la lutte immédiate pour les conditions de vie des prostituées (revenu, conditions de travail, statut juridique, intégration sociale, moyens de sortie de la prostitution, etc.) et de la lutte pour l'abolition de la prostitution (car activité marchande et

L'oppression des lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) est la conséquence du régime patriarcal d'exploitation, duquel découlent l'idéologie et les institutions réactionnaires qui lui correspondent. Ainsi, combattre ces oppressions ne peut être que la lutte contre le régime patriarcal dans sa totalité. Entre les exploités de France, le patriarcat dans sa totalité (sexisme, homophobie, transphobie, etc.) représente la principale contradiction qui contrevient à l'unité populaire — avec le racisme.

L'antiféminisme, la transphobie et l'homophobie sont des chevaux de Troie pseudo-matérialistes et antiscientifiques, contre-révolutionnaires, dans la théorie et le mouvement communiste.

La reconnaissance de la transition de genre comme réalité objective est la seule position matérialiste dialectique cohérente, contre toutes les métaphysiques du genre. Toute autre position de la part des progressistes et communistes ne peut être expliquée que par un manque d'étude matérialiste dialectique du patriarcat, ou par une déviation réactionnaire. Transiger sur la transidentité de genre c'est laisser progresser librement et sans combattre les réactionnaires sous la bannière de la panique morale transphobe et de la pseudoscience. Y opposer l'analyse matérialiste dialectique du genre — l'analyse communiste de la famille — est autant un impératif de cohérence théorique que stratégique, dans la lutte politique contre nos ennemis et pour un front uni progressiste.¹¹⁰

patriarcale). Cette abolition ne sera que la conséquence de l'abolition conjointe du capitalisme et du patriarcat, et avec eux des conditions matérielles, politiques et idéologiques, rendant nécessaire et possible l'existence de la vente de la Femme.

En bref, il est à l'ordre du jour et il n'y a aucune contradiction entre la lutte immédiate pour les prostitués prolétaires, et la lutte contre la prostitution. Et ce de la même manière qu'un communiste lutte pour les salaires et contre le salariat. Il s'agit de combattre autant avec la Femme qu'avec le Travail. Cependant, il faut préalablement affirmer que la prostitution, si elle est un travail, n'est donc pas qu'un travail, car la marchandise vendue — l'exploitation sexuelle — n'est pas qu'une force de travail ou un service, mais un objet intrinsèquement patriarcal (!) : le corps féminin réduit à une fonction sexuelle inerte pour la consommation masculine, et l'exclusivité de la soumission d'une femme à la domination totale d'un homme. La description du travail d'une prostituée prolétaire (relatif à la contradiction Travail-Capital) n'épuise pas la description de la prostitution, car ce que produit ce travail est essentiellement patriarcal (relatif à la contradiction Homme-Femme).

110. L'existence de la socialisation primaire genrée, et de caractères sexuels particuliers inchangés par la transition de genre (par exemple, la possession ou non d'un utérus ou d'un chromosome Y), ne sont pas des arguments antitransgenres. Ces réalités sont bien constatables, socialement ou biologiquement, mais elles ne sont pas suffisantes pour être inclus ou exclus d'un genre ou d'un autre. Déjà, car le genre est assigné socialement en fonction de sa performance de genre (la manière d'être, masculine ou féminine), et que celle-ci est influencée mais ne se réduit ni à une socialisation primaire ni à ces quelques différences sexuelles invariables, mais au rapport dans la

Nous prenons également comme évidence que l'émancipation des LGBTI dans leur ensemble est nécessairement directement dépendante de l'émancipation des femmes. Le patriarcat existe en premier lieu comme système de l'exploitation et de la domination des femmes. C'est en tant que principal objet de celui-ci que ce sont elles qui détiennent en puissance le pouvoir de le détruire. En conséquence, les luttes des femmes représentent l'avant-garde de la lutte antipatriarcale.

relation Homme-Femme, c'est-à-dire dans la relation sociale matérielle genrée. Ainsi, un homme ou une femme transgenre conservera toujours inévitablement des construits sociaux et des caractères sexuels respectivement de son genre et de son sexe de naissance, mais même lorsque la transition n'est « que genrée » (*sic*) et laisse inchangée le sexe, ou que cette dernière est incomplète (que la performance de genre est « imparfaite »), il y a bien déjà transformation dans les rapports de genre, dans le rôle social attribué. La transition, du genre prétransition au genre post-transition, n'inclut pas « automatiquement » au genre post-transition, c'est un processus progressif qui n'est pas « déclaratif » (le genre n'est pas autoattribué). Mais la relation de transition, entre le genre prétransition et post-transition, est bilatérale, d'une part d'exclusion et d'autre part d'inclusion : le genre prétransition rejetant *de facto* dans le genre post-transition, précisément car le genre est une binarité qui ne tolère pas d'entre-deux. Un homme ou une femme transgenre, même lorsqu'il ou elle ne vérifie pas toutes les normes de son genre, va déjà être exclu de son genre antérieur. Ce saut qualitatif est constatable. De plus, personne ne remplit à 100 % les normes de son genre, précisément parce que ces dernières sont des abstractions sociales, idéologiques, et qu'il est impossible qu'une performance concrète puisse s'y réduire (la réalité matérielle est bien trop complexe pour cela). Il existe des femmes masculines et des hommes féminins, sans que cela ne remette en cause leur qualité de genre (ou le genre lui-même). Le genre est une binarité idéologique abstraite, dont les critères correspondent à une position concrète sur le spectre des caractères sexuels mâles-femelles (organes, hormones, développement musculo-squelettique, etc.), c'est-à-dire qui est socialement attribuée à la naissance en fonction de la correspondance à ces critères biologiques perçus : une femelle est faite Femme, un mâle est fait Homme, et un intersexe est mutilé pour être fait Femme ou Homme.

Le sexe est polarisé entre deux fonctions sexuelles reproductives déterminées par notre histoire évolutive (le mâle et la femelle), le genre est divisé entre deux rôles déterminés par notre histoire sociale (l'homme et la femme), ces rôles cherchant à correspondre et à s'appliquer à ces fonctions sexuelles. Le genre est binaire, mais le sexe ne l'est pas, c'est un spectre biologique entre le pôle femelle et mâle. La transition de genre, ce n'est pas nier l'existence objective de la structure de genre — le masculin et le féminin —, donc vouloir plier la réalité à sa volonté, mais au contraire comprendre que ces structures sont sociales, et qu'autant le genre que le sexe peuvent être transformés par la pratique sociale — la transition respectivement de genre et de sexe. Évidemment, on ne s'autodétermine pas plus homme ou femme que bourgeois ou prolétaire, car ce qui compte, c'est le rapport matériel, le rôle social attribué relatif à une performance genrée. La transition de genre n'est pas une vue de l'esprit, c'est une réalité matérielle et sociale effective — le genre de l'individu est bien transformé.

Par exemple, une femme transgenre va être victime d'une oppression paradoxale : elle va être opprimée comme une femme, mais aussi comme « moins qu'une femme », car elle sera accusée d'être un homme ayant « choisi » de quitter la catégorie des dominants pour devenir une dominée. La transmisogynie nie donc que les femmes transgenres sont des femmes, en les traitant comme des femmes.

Les LGBTI possèdent leurs propres vécus, et leurs luttes leurs propres particularités, mais leur condition en tant que LGBTI, c'est-à-dire en tant que dominés, est le corollaire de la condition des femmes. Être gay, bisexuel, transgenre ou intersexe, c'est être au vu de la norme patriarcale exclu de la « communauté des hommes », donc être rattaché matériellement et symboliquement à celle des femmes — celle des dominées. Être lesbienne, c'est subvertir la catégorie de Femme comme dominée, en rejetant la dépendance et la soumission à la centralité masculine. Être un homosexuel misogyne, c'est activement travailler à son oppression, en se plaçant avec les hommes contre les femmes (pour défendre son statut d'Homme), c'est-à-dire préférer être un oppresseur opprimé que de combattre l'oppression avec les opprimées, donc rester du côté des dominants (autant que possible) plutôt que d'être de celui des dominées, contre la domination patriarcale — qui commence par celle des femmes. Les catégories de la domination des LGBTI sont d'abord celles de la domination des femmes, la subversion de ces normes est donc aussi — premièrement mais pas exclusivement — la lutte contre la domination des femmes. Dans le patriarcat, la contradiction Homme-Femme est principale, et les contradictions entre la famille patriarcale (et ses normes) et les subversions de la famille patriarcale (et de ses normes) que sont les LGBTI (dans leur simple existence) sont secondaires. Lutter pour l'émancipation des LGBTI, c'est donc aussi lutter pour l'émancipation des femmes, ou ne lutter que dans le vide.ⁱⁱⁱ

Au cœur du mouvement communiste lui-même, les violences sexistes et sexuelles sont un objet récurrent de crise et un repoussoir pour l'engagement politique des femmes et des LGBTI. Notre féminisme accorde une place prépondérante au tissage d'une culture de sororité entre femmes, et plus particulièrement entre femmes prolétaires et communistes. Ne plus simplement être des concurrentes, ou des victimes isolées de la misogynie (agression, harcèlement, discrimination, etc.), mais des camarades dans un double combat commun :

iii. Nous reviendrons à la question des conclusions politiques à comprendre d'un tel constat. Celui-ci ne signifie pas que les LGBTI ne devraient lutter qu'à la remorque des luttes des femmes, ou dans leur simple prolongement. Les luttes LGBTI, comme les luttes de chaque situation particulière, doivent être particulières, c'est-à-dire autonomes, mais ce qui ne veut pas dire indépendantes — isolées des autres luttes. Comprendre qu'une contradiction est relative à une autre contradiction et que dans celle-ci elle est un déterminant secondaire n'implique pas que cette lutte serait politiquement secondaire. En revanche, ce qui est impliqué, c'est que le destin de la contradiction secondaire est inexorablement dépendant de celui de la contradiction principale à laquelle elle est relative. Les luttes des femmes peuvent émanciper les LGBTI, mais l'inverse n'est pas vrai. Ceci dit, les LGBTI et les femmes doivent lutter ensemble contre le patriarcat, et pour leurs situations particulières.

comme femmes et comme prolétaires. C'est de ce maillage de solidarité que doit jaillir l'organisation des femmes révolutionnaires. La sororité est à la distinction de genre ce que la conscience de classe est à la distinction de classe.¹¹²

Le féminisme communiste ne porte pas seulement le combat des sœurs prolétaires, mais aussi celui des femmes de toutes les classes. La sororité communiste est d'abord une unité de classe, mais la cause des femmes prolétaires porte avec elle aussi celle des «sœurs étrangères», comme l'émancipation du prolétariat porte la cause de l'humanité toute entière — au-delà des classes.

Le courant féministe marxiste et les mouvements de femmes communistes sont aujourd'hui dominés largement par l'économisme : le plafonnement des revendications pour les femmes à des questions majoritairement économiques (salaires, loyers, maternité, etc.). Ce n'est pas un hasard, et ce n'est pas étranger au fait que le mouvement communiste soit toujours dominé par les hommes. Ces revendications économistes laissent tranquille la domination masculine dans ce qu'elle a de plus politique. C'est un féminisme amputé, rendu semi-inoffensif pour les camarades hommes. En revendiquant une égalité formelle et économique et quelques droits fondamentaux (par exemple, l'avortement), la structure patriarcale idéologique et politique, bien plus profonde, est laissée indemne. Parfois, ce féminisme superficiel est justifié comme le seul qui serait acceptable par des arguments de classe : «il faut défendre la condition de femme prolétaire, pas la condition de femme en général». Nous nous opposons radicalement à cette conception qui, derrière une façade révolutionnaire, se révèle être à l'arrière garde de la lutte tant féministe que prolétarienne. Comme Lénine a défendu en son temps (contre les lassaliens, les populistes, les économistes et les gauchistes), que le prolétariat devait aussi porter le combat pour les libertés politiques de la bourgeoisie (alors progressiste), les féministes communistes doivent défendre la condition de toutes les femmes. Ce faisant, elles font du prolétariat féminin l'avant-garde de toutes les femmes, et mettent la lutte communiste là aussi au premier rang de l'importance politique.¹¹³

112. Cela ne signifie pas que ces deux consciences sont symétriques, elles ne jouent pas le même rôle historique et n'ont donc pas la même place dans la lutte communiste, mais en tant que tâches politiques immédiates, elles sont d'égale importance.

113. Tout comme le prolétariat a été mis au premier plan de la scène politique historique (comme acteur déjà incontournable avant même la révolution prolétarienne), en étant l'avant garde de la révolution démocratique, c'est-à-dire des tâches historiques bourgeoises (par exemple, en Russie ou en Chine).

Nous ne pouvons nous empêcher de penser que chez ceux qui rejettent car « bourgeois » ou « faux » (*sic*) le féminisme dans son ensemble, comme lutte particulière des femmes qui ne se restreint pas aux femmes prolétaires, se cache en fait une peur de la colère des femmes, de la violence des femmes que certains hommes préféreraient garder sous contrôle en imposant des « garde-fous ». Soit l'on assume le féminisme, soit l'on défigure le marxisme par opportunisme masculin, en restreignant le rôle progressiste de la lutte des femmes.

L'importance de faire des luttes des femmes un « féminisme », est non seulement d'appuyer sur la particularité de la contradiction qu'elle adresse, mais aussi à partir de là de renverser toutes les formes de misogynie intériorisée chez les femmes elles-mêmes. Le féminisme est primordial pour travailler à l'émergence d'une conscience de Femme, c'est-à-dire de sa place dans les relations d'exploitations économiques et de subordination politique. C'est un préalable essentiel à la lutte antipatriarcale : rompre avec sa propre misogynie pour lui substituer une sororité de combat. Il faut établir cette conscience de lutte pour poser les bases de la structure de lutte. L'agitation en ce sens, c'est le féminisme.

Il revient aux femmes prolétaires la place d'avant-garde de l'avant-garde. Ceux qui exercent sur leurs camarades des violences sexuelles et sexistes font un double crime : autant patriarcal que contre-révolutionnaire. C'est par voie de conséquence aussi le cas de leurs complices : ceux qui par libéralisme, à fin de manœuvre politique ou par misogynie, défendent ces crimes. Aucun mouvement révolutionnaire sans les femmes prolétaires, et aucune camaraderie entre hommes et femmes communistes sans lutte ouverte et déterminée contre les comportements patriarcaux. Les violences sexistes et sexuelles en sont bien sûr les occurrences les plus extrêmes, mais auquel le masculinisme dans le milieu militant ne se réduit pas.

La transformation en communiste doit et ne peut que transformer le rapport au fétichisme de la femme-objet. Une telle mutation ne doit pas laisser intact non plus le fétichisme de la virilité, comme appareil de la domination patriarcale.

De nombreuses déviations trouvent leurs racines ou un refuge dans la mythologie viriliste, avec des répercussions politiques dans toute la vie de l'organisation. Ces symptômes sont multiples : lignes gauchistes ou droitières, mauvaises appréhensions des contradictions, obstacles à la camaraderie, manquements à la discipline, écueils tactiques, entraves dans la lutte ou dans la

formation idéologique, etc.¹¹⁴ La transformation en communiste entraîne une prise de conscience des rapports de dépendance et de domination dans lesquels nous sommes engrenés. Ceux-ci se camouflent dans nos pratiques quotidiennes, derrière des apparences d'évidences naturelles qui légitiment les contradictions sociales auxquelles elles correspondent. Ce sont des fétichismes, des rapports immédiats au monde, intégrés à l'idéologie dominante. Devenir communiste, c'est aussi enfin voir ces lentilles que l'on porte toujours mais que l'on ne remarquait jamais — l'idéologie et ses fétichismes.

La lutte politique pour l'émancipation des femmes est et restera une lutte violente, mais aussi une lutte pour la violence. Idéologiquement, le patriarcat s'exprime entre autres dans le rapport à la force et à son usage. L'éducation genrée se traduit aussi par une masculinisation (et virilisation) de la violence et de l'antagonisme, et par une féminisation du pacifisme et du compromis. Ainsi, tendanciellement, les femmes rechignent à s'approprier la violence et les moyens de la violence, quand les hommes les revendiquent, les recherchent et les fétichisent. La technique (dont les armes) n'est égalisatrice que si, et seulement si, elle se fait l'instrument de la lutte des femmes. À ce titre, un des objectifs de notre organisation, sur les plans idéologiques et opérationnels, est de démystifier et de déviriliser la violence — pour mieux se l'approprier et l'utiliser.¹¹⁵

114. La force, pas plus que la violence, n'est genrée. Condamner la culture viriliste ce n'est pas faire de la morale ni une apologie de la faiblesse. Les déviations masculinistes sont plus souvent des limitations subjectives qui restreignent l'organisation de la violence à un niveau amateur, qu'un atout. Croire dans le fantasme de « l'équipe de mecs » c'est s'attacher à des complexes patriarcaux et faire du sentimentalisme réactionnaire. La quête de la gloriole masculine n'a rien de révolutionnaire. C'est à ce titre ne pas comprendre que la violence est une question militaire, dont le succès dépend beaucoup plus de la formation pratique et technique que du taux de testostérone, et de la préparation et organisation collective que des qualités martiales individuelles. Un groupe de femmes bien équipé, bien coordonné et bien entraîné, vaut incomparablement mieux qu'un groupe d'hommes, même physiquement largement supérieurs, n'ayant pas ces qualités. De plus, aucune révolution n'a vaincu à coup de poing. Or, hommes et femmes sont égaux des deux côtés de la gâchette.

115. Dans la société communiste d'abondance, aux forces productives développées, le dépassement de toute domination entre les sexes (dont la valence différentielle des sexes) est envisageable, car le dimorphisme sexuel et la division sexuelle dans la procréation ne s'y présenteront plus aucunement comme un handicap, c'est-à-dire une « infériorité » sociale, ni dans la lutte pour la production ni ailleurs. Dans cette hypothèse, le niveau de développement des forces productives (dont le niveau de progrès et de généralisation de la technique), rendrait possible une égalité sociale totale entre les sexes, car la technique effacerait toute différence de performance entre les individus mâles et femelles.

Cette évolution idéologique vis-à-vis des objets sociaux « Femme » (de désir, de consommation, à séduire, à conquérir) et « Homme » (désirant, conquérant, exerçant et prouvant sa force) est *in fine* un problème de stratégie pour notre mouvement et sa régénération. Elle est intimement liée à la question de la conscience communiste, de l'unité populaire, du féminisme et de l'avant-garde des femmes révolutionnaires.

Dans le sens de la lutte idéologique pour l'émancipation des femmes, il est attendu de la part de nos militants (masculins) une cohérence en acte jusque — et surtout — dans leur intimité. Notre honnêteté et notre clairvoyance de révolutionnaire peuvent se mesurer avec notre persévérance à abattre le patriarcat, là où il nous surplombe comme là où il nous habite.¹¹⁶

Arrivés à ce stade, nous jugeons important d'aborder une question de fond liée à l'émancipation des femmes et des LGBTI. Il s'agit de la distinction entre analyse du monde et ordre du jour politique, et entre contradictions principale et secondaire. De ce débat, proviennent des malentendus importants qui peuvent légitimer avec une vulgate marxiste des déviations antiféministes ou anti-LGBTI, voire réactionnaires. Car il est récurrent, nous voulons apporter ici une clarification qui ne nous paraît pas superflue.

Bien distinguer les contradictions principales des secondaires, dans chaque contexte, est essentiel, car sans analyse correcte du monde, pas de stratégie juste. Mais il ne faut ni se tromper sur le sens de « principal » et « secondaire », ni en tirer des conclusions erronées quant à l'ordre du jour politique. Un déterminant n'est pas jugé principal ou secondaire en fonction de critères strictement quantitatifs, en faisant une somme des vécus pour calculer un « total » d'une mesure de l'exploitation, de la domination, de l'aliénation, de la violence, etc. Ce qui fait l'aspect principal est une question qualitative : quelle est le rôle de cette relation

116. Tous les hommes ne sont pas misogynes, mais les conceptions et comportements misogynes habitent tous les hommes et surplombent toutes les femmes. La misogynie peut habiter inconsciemment et surplomber sans être remarquée, ce qui ne change rien au rapport politique et idéologique de domination quotidienne. Ce déterminisme social existe inévitablement et indéniablement, et ce indépendamment des vertus individuelles et des meilleurs efforts de chacune et chacun. La domination masculine n'est pas plus ou moins personnelle que celle du Capital : ce n'est pas un fait moral, mais un fait social, auquel l'on participe toutes et tous, comme bourreau ou victime à un certain degré, indépendamment de notre appréciation personnelle. Force est de constater que la misogynie existe en idée et en acte aussi bien là où elle est revendiquée que là où elle est condamnée — même sincèrement. Il serait idéaliste de notre part de croire que notre volonté pourrait plier à elle la réalité matérielle, et que des convictions pourraient faire disparaître les conséquences intériorisées d'une exploitation et d'une domination millénaires.

dans la société? Rien n'est figé: dans l'Histoire, une contradiction principale peut devenir secondaire, et inversement. Pareillement, cette transformation peut s'opérer à l'échelle générale (mondiale) ou se circonscrire à une échelle particulière (une situation de crise, un pays, etc.). Il ne faut pas croire non plus que les contradictions principales seraient les premières, et qu'elles auraient produit ensuite les contradictions secondaires. Les contradictions ont toutes leur généalogie et leur autonomie propre (même si aucune n'est indépendante).

Dire qu'une oppression est « secondaire » peut parfois être interprété comme une déconsidération des souffrances et traumatismes lui étant relative, et une relégation à un rang de moindre importance politique (une lutte secondaire). Il n'en est rien. Si nous disons qu'une contradiction est secondaire, nous disons qu'elle est plus déterminée que déterminante dans le système des contradictions — l'Histoire. Dans une société donnée, une contradiction sociale n'est pas jugée principale ou secondaire selon son impact sur les trajectoires individuelles (de la vie de chacun), mais sociales (de cette société). Au niveau microscopique (biographique, c'est-à-dire individuel), toutes les contradictions sociales se superposent et se vivent entremêlées, mais au niveau macroscopique (historique, c'est-à-dire social) des degrés d'importance et des relations non triviales se décèlent — l'évaluation du principal et du secondaire est une question de magnitude dans le temps et l'espace.

Une contradiction est toujours principale ou secondaire à un moment et dans un lieu. À notre époque dans le monde, la contradiction entre les pays impérialistes et les pays dominés et entre les pays impérialistes eux-mêmes sont principales en puissance, car elles écrivent le destin des peuples, font et défont les guerres, etc. À notre époque dans le monde, le racisme et le patriarcat ne sont pas des contradictions principales en puissance, car on ne peut pas en dire de même, il n'y a pas la même centralité dans les relations et le même ascendant dans les forces du mouvement de l'Histoire. En revanche, le racisme et le patriarcat sont des contradictions principales en puissance respectivement dans un quartier ou dans une famille, ou à d'autres moments et dans d'autres lieux.

Quelle conclusion devons-nous en tirer? Que pour transformer le monde, il y a un rapport de causalité verticale entre le principal et le secondaire, donc que le premier doit être changé pour rendre possible (!) de changer le second, et que la réciproque n'est pas vraie. Entre deux contradictions en relation, l'abolition du principal est la condition préalable à l'abolition du secondaire, mais l'abolition du secondaire ne peut pas abolir le principal. Cela signifie-t-il alors qu'il suffirait d'abolir le principal pour abolir le secondaire? Non plus, car toutes les contradictions ont leur existence propre, et que même lorsqu'elles deviennent

« obsolètes » (incompatibles avec le nouvel état de la société), elles peuvent *a minima* survivre en inertie dans la superstructure, si elles ne se reproduisent pas d'une nouvelle manière. Parce que la destruction de la contradiction principale n'implique pas « automatiquement » la disparition des contradictions secondaires lui étant relatives, la lutte contre le patriarcat ne s'arrête pas mécaniquement à la victoire de la révolution communiste.

Appliqué au problème de l'émancipation des femmes, que devons-nous déduire de ce raisonnement ? La contradiction Homme-Femme est, avec la contradiction Société-Nature, la plus vieille contradiction sociale de l'Histoire. D'une contradiction principale, elle est devenue secondaire avec l'apparition des classes — qu'elle a permise. La lutte contre le patriarcat est-elle donc une lutte secondaire ? Non, car la lutte pour la résolution de toutes les contradictions est à l'ordre du jour politique des communistes — nous sommes la force la plus progressiste possible. Le communisme est la société sans contradictions sociales historiques, et la tâche immédiate des communistes est donc d'arraisonner et de résoudre toutes les contradictions de l'Histoire. Cet impératif n'implique cependant pas que toutes les oppressions seraient homologues, horizontalement égales, et qu'elles pourraient donc être renversées d'un coup, en même temps. Il est impossible de résoudre simultanément toutes les contradictions, mais il faut lutter simultanément pour leur résolution.

La hiérarchie entre les contradictions n'est que descriptive (dans la théorie), pas prescriptive (dans les tâches). L'ordre du jour politique (« que faire ? ») n'est pas le reflet brut de l'analyse du monde (« comment fonctionne-t-il ? »), mais la conclusion de la stratégie juste pour la lutte à y mener (« comment le transformer ? »). Ce que nous enseigne la compréhension de la contradiction entre Homme et Femme comme secondaire, c'est que celle-ci ne peut pas être résolue sans que le système qui l'entretient et la rend nécessaire — le capitalisme — soit d'abord aboli. L'importance du féminisme, elle, n'a rien de secondaire. *Idem* quant à l'importance des luttes d'émancipation LGBTI.¹¹⁷

Dans la lutte pour le pouvoir politique, le féminisme ne peut pas être plus ou moins subordonné qu'un autre aspect de la lutte communiste. Nous ne sommes pas plus ou moins féministes qu'antiracistes, anti-impérialistes, écologistes, ou

117. Que l'oppression des LGBTI soit le résultat d'une contradiction secondaire (patriarcat-LGBTI) relativement à une autre contradiction secondaire (Homme-Femme) (c'est-à-dire les rapports de production et les normes idéologiques et institutionnelles de la famille patriarcale, relatives à l'oppression des femmes), n'en fait donc ni une « petite » oppression ni une lutte « de second ordre ».

révolutionnaires prolétariens. La lecture communiste du monde désigne des ordres de primauté entre ses déterminants, et en comprend que seul le prolétariat révolutionnaire peut dépasser l'état présent des choses (réaliser le communisme, pour l'humanité toute entière). Mais en tant que force la plus progressiste, nous portons aussi loin qu'il est possible de le faire toutes les luttes, en même temps.

Toute contradiction n'est pas principale, mais combattre toute contradiction est une tâche immédiate : pleinement à l'ordre du jour de la lutte.

Seul le communisme pourra réaliser l'émancipation des femmes, et le féminisme seul ne pourra pas réaliser le communisme. Mais le communisme seul, sans féminisme, ne pourra pas réaliser l'émancipation des femmes.

Le communisme a besoin d'un féminisme pour être un tout cohérent et suffisant, mais ce besoin est réciproque : le féminisme sans le communisme n'est qu'une foi sans avenir et sans force. Le capitalisme n'est pas l'allié des femmes. La relative liberté qu'accorde aujourd'hui le capitalisme des pays impérialistes aux femmes, n'est ni pérenne, ni au bénéfice des femmes du monde entier. Pourquoi ? D'abord, car les surprofits de l'impérialisme relâchent la pression sur le travail domestique gratuit des femmes dans la famille (l'électroménager et l'expansion de l'économie de service). Ensuite, car il devient tolérable d'augmenter le prix de la force de travail des femmes (par exemple, l'égalité salariale entre les genres), parce que cela revient à augmenter aussi la consommation totale disponible dans le centre (le pouvoir d'achat des consommatrices). Mais les conquêtes des droits des femmes autorisées par le système capitaliste-impérialiste ne sont en rien garanties par celui-ci, et la tendance peut s'inverser avec sa crise. De plus, ces conquêtes n'ont été que celles des femmes des centres impérialistes, permises par l'exploitation des femmes des périphéries dominées. Les pays exploités conservent les structures patriarcales sous leurs formes les plus brutes (semi-féodales), car l'impérialisme les défend activement, en maintenant le sous-développement à son intérêt. Le consensus keynésien n'est qu'un répit : l'affaiblissement temporaire de la dictature capitaliste, qui s'accompagne d'un affaiblissement temporaire de la dictature patriarcale. Un féminisme qui n'est pas aussi en lutte contre le capitalisme et l'impérialisme n'est qu'un féminisme tronqué ou hypocrite.¹¹⁸

118. Le consensus keynésien est un jeu qui se joue à deux, autant pour la question du Travail que de la Femme. Aucun des acquis sociaux, ni du Travail, ni des femmes n'ont été « offert » par « l'État-providence » ou la bourgeoisie impérialiste. En revanche, ce sont les surprofits de l'impérialisme qui ont permis à la bourgeoisie de laisser autoriser ces acquis sociaux, conquis respectivement par les mouvements ouvrier et féministe. Le keynésianisme a été saisi comme une double échappatoire :

Le capitalisme accorde une plus grande autonomie politique et économique aux femmes lorsque, et dans la mesure où, la conciliation des exigences du taux de profit est compatible avec les contraintes politiques, comme c'est le cas dans les pays dominants au prix de la surexploitation des pays dominés — mais seulement dans ce cas. La condition de Femme n'est pas plus ou moins nationale que celle de prolétaire, et car le patriarcat est international, la sororité des femmes pour leur émancipation doit aussi être internationale.

«La révolution émancipe les femmes» est autant un slogan qu'un constat. Historiquement, ça a été le cas : la révolution a émancipé les femmes. Est-ce que cette émancipation était totale et achevée ? Non. Mais que ce soit en politique, dans l'emploi, ou dans la socialisation du travail domestique et de la maternité, les pays socialistes ont été — dans toute leur imperfection — à l'avant-garde mondiale de la cause des femmes. Ces avancées étaient exceptionnelles, non seulement relativement à leurs pays — les régions du monde les plus arriérées socialement et économiquement — et à leur époque, mais également encore selon nos standards actuels de pays du centre impérialiste.

Pour réaliser la victoire des femmes, il faut réaliser le pouvoir des femmes. Celles-ci, dans l'avant-garde féministe communiste, doivent s'approprier le pouvoir d'État de la dictature du prolétariat, aussi en tant que force politique autonome. Seule la révolution communiste peut libérer les femmes et les LG-BTI, mais cette libération ne sera pas seulement faite par celle-ci — la lutte contre le patriarcat ne s'y réduit pas !

de la crise économique et du risque communiste. Il a trouvé un moyen de rentabiliser la crise de la bourgeoisie impérialiste, en offrant un *modus vivendi*, mais son existence ne peut pas être séparée de l'existence en premier lieu d'un mouvement communiste offensif. Les revendications économiques féministes ne sont pas forcément rentables pour la bourgeoisie, c'est-à-dire à son avantage, mais elles sont en tous cas suffisamment peu handicapantes pour ses profits (sa stratégie d'exploitation) pour devenir acceptable (sous une certaine contrainte). Cette situation de relâchement de la pression de l'exploitation ne peut pas exister sans l'impérialisme, donc ailleurs que dans les pays du centre qui doivent consommer ce que les pays de la périphérie doivent produire.

16. *UNITÉ COMMUNISTE RECONNAÎT L'ÉCOLOGIE* COMME PLEINEMENT CONSTITUTIVE DU PROGRAMME PRÉSENT ET FUTUR DES COMMUNISTES, D'UN ABSOLU SÉRIEUX

La soutenabilité de la Civilisation et de sa structure économique dépend de son rapport à la Nature. La résolution de la contradiction entre les sociétés de classe et la Nature fait partie de la réalisation du communisme. L'écologie est en cela une double condition au communisme, en amont et en tant que tel, car le communisme ne peut advenir si la base économique et sociale dans laquelle il est contenu en germe est réduite en cendre, et car il ne pourra pas s'achever s'il est toujours dans un rapport d'exploitation vis-à-vis de la Nature, qui le mènera inéluctablement à sa perte à terme. Le communisme doit nier l'opposition Civilisation-Nature, et lui substituer l'harmonie humanité-environnement : une contradiction qualitativement supérieure, où le vivant non humain n'existe plus en dehors de la Civilisation, mais dans celle-ci.¹¹⁹

La contradiction entre la Société et la Nature est la plus vieille contradiction sociale (elle est née avec la Société, qui est née avec notre espèce sociale — l'humanité). Elle redevient principale en puissance avec l'avènement de l'industrie capitaliste, c'est-à-dire comme déterminant majeur de l'histoire humaine au XXI^e siècle. Avec le développement illimité de la production marchande, la relation entre les deux aspects de cette contradiction est devenue antagonique : la Société et la Nature entretiennent une relation de destruction mutuelle. La pression anthropique est devenue insoutenable pour la Nature, et la pression environnementale va être insoutenable pour la Société. Cependant, cet antagonisme n'est pas une fatalité : la contradiction Société-Nature n'est pas une contradiction antagonique. Il est important de l'affirmer car cela signifie que sa résolution n'implique pas nécessairement la destruction de l'un par l'autre (principalement). Au contraire, l'antagonisme entre la Société et la Nature menace de rendre impossible sa résolution à notre époque. (Écraser un œuf, ce n'est pas résoudre la contradiction entre la coquille et le fœtus.)

119. Il y aura toujours une lutte pour la production après la résolution de la contradiction Société-Nature, parce que la lutte pour la production existera tant qu'il y aura des besoins sociaux. Ceci dit, cette lutte pour la production sera qualitativement différente (et supérieure) dans la contradiction humanité-environnement que celle qui a existé jusqu'à aujourd'hui, dans les sociétés humaines en contradiction avec la Nature.

Aujourd'hui, nous sommes mis face à deux scénarios, et à la responsabilité de choisir lequel sera notre futur :

1. soit l'on supprime l'antagonisme de la contradiction, puis la résout de manière non antagonique, avec la transition vers une industrie communiste ;
2. soit l'on se dirige vers la ruine mutuelle des éléments en contradiction, avec la destruction de la société industrielle dans son ensemble par un environnement ne permettant plus sa reproduction ; et avec la destruction de la Nature telle qu'elle permet notre survie par l'industrie capitaliste.

Dans ce dernier scénario, la société industrielle ne survit pas. Or, sans industrie, pas de communisme possible, mais sans communisme, l'industrie est fatalement vouée à épuiser ses propres fondations avec la crise des écosystèmes. Le choix n'est en réalité qu'un dilemme : écologie totale ou régression historique de l'humanité dans son degré de civilisation.

Nous ne sommes pas « alarmistes » : l'urgence n'a rien d'imaginaire. Pour fonder nos constats objectifs et nos conclusions politiques, nous faisons référence aux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), comme base de travail minimale, car scientifiquement consensuelle.¹²⁰

Il y a relation de nécessité réciproque entre l'écologie et le communisme. Mais pas de n'importe quelle écologie : l'écologie totale. Nous entendons par là la soumission totale de la totalité de la production et des pratiques sociales à la sauvegarde des écosystèmes dont nous dépendons directement ou indirectement.

120. La Société et la Nature ont cela de commun qu'ils sont des systèmes complexes, ils partagent donc une certaine résilience, en raison de la complexité de leur état d'auto-organisation. Mais cette résilience est politiquement à double tranchant : lorsqu'un système rentre en crise et se simplifie, cette décomposition n'est pas immédiatement visible, précisément car l'état d'organisation est suffisamment complexe pour se maintenir en inertie. Que ce soit socialement ou dans l'environnement, les formes d'organisations se transforment avec délai par rapport à la crise de leur reproduction. Aujourd'hui, l'environnement continue de paraître comme il a toujours été de mémoire vivante, ce qui nous conforte dans l'attentisme, et l'on peut en dire de même de la société dans laquelle nous vivons (notre société française étant fondamentalement la même depuis 70 ans — impérialiste et pacifiée), ce qui nous conforte dans le présentisme — et dans les deux cas motive et justifie l'inaction.

L'écologie totale n'est que l'application en pratique de la formule « à chacun selon ses besoins » à l'époque de la crise environnementale. Le communisme étant le système où la production marchande disparaît pour la production d'utilités, cette dernière ne peut alors exister que comme une production régit de bout en bout — totalement — par les directives écologiques.

Si le prolétariat faillit à son devoir révolutionnaire, nous risquons la « ruine commune des classes contendantes », où la contradiction entre les classes en lutte ne se résout pas, mais se détruit. Nous voudrions oublier cette vérité, ou le contenu de ces mots lourd de sens, mais il faut avoir le courage d'être matérialiste et dialecticien jusqu'au bout. L'on peut redouter cette « ruine commune » de nombreuses façons, mais aujourd'hui son danger le plus imminent et vraisemblable est écologique. L'Histoire tend vers l'advenue du communisme, et le capitalisme pose ses bases (il le contient « en germe »), mais l'époque qui succédera à la nôtre ne sera pas forcément celle du socialisme — reste donc la barbarie. La nécessité historique ne la rend inéluctable qu'en potentialité (comme l'éclosion de la fleur est la potentialité du germe).

Il ne faut pas tomber dans une compréhension abstraite de la nécessité. À chaque système son lot de nécessité et de contingence, et à chaque système son ordre d'échelle et d'échéance, c'est-à-dire sa place dans l'espace et le temps. Ainsi, dire que la Nature ne pourrait pas « résoudre » de manière antagonique sa contradiction avec la Société (la crise écologique), car la Société a pour nécessité le communisme (la résolution de ses contradictions, vers laquelle elle tend) est une grossière erreur de compréhension du modèle dialectique. La résolution de la contradiction Capital-Travail dépend de la contradiction Société-Nature (la lutte pour la perpétuation de la Civilisation) sur laquelle elle est fondée. Or si celle-ci venait à disparaître, il est d'une évidence tautologique de dire que la Société ne réaliserait alors pas ses propres nécessités, car elle n'existerait alors plus. Il peut toujours y avoir destruction d'une contradiction avant sa résolution, car toutes les contradictions ne sont pas équivalentes dans l'ordre des déterminants du système dont elles font partie. Une nécessité n'existe que relativement à d'autres nécessités, pour lesquelles elle est une nécessité ou une contingence. En l'occurrence, la nécessité, c'est la résolution des contradictions de la Civilisation (la fin de l'Histoire — le communisme), et la contingence,

c'est qu'une telle résolution soit le fait de nos civilisations contemporaines, ou même de notre Histoire. Pour que la lutte des classes trouve son aboutissement, il faut que l'Histoire ne trouve pas sa fin avant.¹²¹

Dissipons quelques égarements concernant notre programme écologique. Il ne s'agit ni d'implémenter de meilleures normes industrielles ni de consommer « local » ou « bio ». L'écologie libérale et l'écofascisme ont cela de frauduleux en commun qu'ils sont incapables de comprendre que la sortie de la crise écologique dépend de la résolution de la contradiction entre Travail et Capital — la fin de la propriété privée des moyens de production pour la production marchande. Leurs projets respectifs sont ainsi voués à l'échec soit par absence de radicalité, soit par pseudo-radicalité. Il faut une écologie de rupture, et une seule écologie répond à ce critère : l'écologie totale.

Certains comprennent la crise écologique comme celle du « productivisme », dont ils accusent la technique industrielle d'être la cause. Car l'industrie, le capitalisme et la crise des écosystèmes sont historiquement concomitants, alors

121. D'un point de vue cybernétique, la Société entretient un rapport dissipatif avec la Nature : elle y externalise son excédent d'entropie. Lorsqu'un système n'arrive plus à contenir son entropie, c'est-à-dire lorsqu'il est trop complexe pour son état d'auto-organisation (dont ses système et sous-système dissipatif), il n'y a que deux évolutions possibles. Soit il se simplifie (l'entropie n'est pas régulée), soit il complexifie son état (l'entropie est régulée). Aujourd'hui, la Société externalise dans la Nature plus d'entropie que ce que la Nature n'est capable d'absorber (plus que ce que la complexité de son état ne permet de réguler). Donc, la Nature se simplifie, et ne peut plus être un système dissipatif soutenable pour la Société. En conséquence, la Société est mise face à un dilemme : soit complexifier son état pour contenir son entropie (tout en continuant de remplir sa fonction de résolution des besoins sociaux) — le communisme ; soit se simplifier — la ruine. Si la société capitaliste a pu continuer de croître (se complexifier), tout en gardant son état d'auto-organisation tel quel, c'est aux dépens d'un autre système : la Nature. En simplifiant la Nature, la société capitaliste se met au pied du mur : ce qui lui permettait de continuer de remplir sa fonction, sans complexifier son état, disparaît. L'entropie en surplus de la société capitaliste va donc soit permettre une nouvelle auto-organisation (en mettant la précédente en crise), soit la simplifier. Nous sommes donc en face d'une fenêtre : il s'agit de réussir à complexifier l'état de la Société (ses rapports de production), avant que la Société ne soit trop simplifiée (ses forces productives) pour rendre possible ce nouvel état de complexité supérieur. De plus, dans l'intervalle, il faut aussi que la Nature conserve un niveau de complexité suffisant — minimal — pour supporter l'entropie de la transition et du nouveau mode de production, car il aura toujours un rapport dissipatif avec l'environnement. Toute société, qu'importe son degré de complexité (industrielle ou non), entretient une dépendance dissipative à l'environnement, et donc dépend du niveau de complexité de celui-ci et de son état d'auto-organisation. Or, si l'environnement est devenu trop simple pour être un système dissipatif soutenable pour la société communiste, malgré la réduction drastique de l'entropie ainsi externalisée (grâce à la complexification de l'état de la Société), alors le communisme ne pourra pas se réguler et la Société se simplifiera : le communisme sera mort-né, car accouché sur un monde agonisant.

ils ne seraient qu'une même chose, et donc l'industrie serait nécessairement antinomique à l'écologie. C'est ni plus ni moins que se tromper de coupable : ce qui détruit les écosystèmes, c'est la production toujours croissante pour des profits toujours croissants. C'est le capitalisme qui est basé sur une croissance économique infinie pour une croissance infinie des profits, pas l'industrie — qui n'est pas un mode de production mais seulement une force productive. Le communisme propose, lui, une croissance finie jusqu'à une abondance finie. La lutte écologique est celle pour une nouvelle industrie, pas contre l'industrie. De plus, là où aujourd'hui la pollution est une externalité négative que le Capital impose à la société, et qu'il lui revient de gérer mise devant le fait accompli (*a posteriori*), avec la socialisation et la planification de l'économie, le respect de l'environnement et le bien-être de la population est directement intégré comme directive du calcul économique (*a priori*). D'une contingence encombrante pour la production capitaliste, l'écologie devient une variable déterminante principale. L'écologie édicte des principes contraires à tout ce qui fait le mode de production capitaliste, toutes ses dynamiques s'y opposent diamétralement, leur discordance est totale. Penser pouvoir concilier les deux, du moment qu'il y aurait une « volonté politique », n'est qu'un pur idéalisme. Sous le mode de production communiste, en revanche, l'écologie est une évidence, le simple prolongement de ses principes.¹²²

Nos sociétés dépendent de l'industrie. À ce sujet, aucun retour en arrière n'est possible sans impliquer inévitablement une catastrophe démographique. Les fantasmes d'un monde rural harmonieux et idyllique n'ont rien de révolutionnaire. Non seulement ils n'offrent aucune solution aux problèmes brûlants de notre époque, mais ils tendent plus souvent vers la réaction que vers le progrès. On peut en dire de même de l'écologie misanthropique.

122. La transition vers le mode de production communiste, à l'échelle mondiale, impliquera moins une accumulation nouvelle de forces productives qu'une conversion des forces productives déjà existantes. Par exemple, du point de vue alimentaire, l'exploitation actuelle de l'environnement (sol et océan) est suffisante pour nourrir toute l'humanité, et plusieurs humanités dans l'hypothèse de la fin de la production animale généralisée.

Il ne faut pas confondre l'abondance au sens capitaliste, et au sens propre du mot. La société communiste est une société d'abondance au sens où la résolution des besoins sociaux est complète et libre, délivrée du joug surplombant de la rareté. L'abondance communiste n'est pas la parodie, obscène et absurde, qu'est l'idéal capitaliste d'accumulation matérielle (de biens et de services) inutile et déraisonnée. À ce titre, l'abondance du communisme et du communisme primitif sont similaires dans le fond, et ne diffèrent que dans la forme que prend ce rapport, les besoins sociaux de la société communiste étant proportionnellement supérieurs, intensivement et extensivement, à ceux de la société communiste primitive. L'abondance n'est pas la liberté d'accumuler, c'est celle de vivre libre de l'accumulation.

Derrière la condamnation erronée du productivisme comme origine de la crise écologique, se cachent souvent des angoisses démographiques, c'est-à-dire selon lesquelles le productivisme ne serait que la conséquence de la croissance démographique et de la surpopulation humaine. Empêcher la crise écologique irait donc de pair avec empêcher le surpeuplement. Dans cette logique, les conclusions malthusiennes se présentent vite comme des évidences : il faut réguler la croissance démographique, donc restreindre la natalité. En conséquence, il serait aux populations ayant le taux de natalité le plus élevé de le freiner en priorité. Implicitement, les pays n'ayant pas fini leur transition démographique devraient donc se soumettre à des restrictions drastiques pour le bien de l'humanité, car ce sont aussi ceux dont la population augmente le plus. Autrement dit, il faudrait imposer des normes antinatalistes aux populations des pays pauvres. Le caractère viscéralement antipopulaire du malthusianisme classique se retrouve (*a minima*) sous une forme colonialiste dans sa variante écologiste. L'inévitable catastrophe démographique d'un retour à une production agricole et pastorale locale et démécanisée, certains l'ignorent mais d'autres la souhaitent. D'une pierre deux coups : rejeter le déracinement urbain et la mondialisation cosmopolite, mais surtout, égaliser les rapports démographiques entre populations, dans une visée politique raciste. La lutte contre le productivisme, en tant que telle, ne peut que mener au malthusianisme, et donc *in fine* à la coercition colonialiste et antipopulaire. Pour les uns c'est un juste moyen pour une juste cause, mais pour les autres le productivisme n'est qu'un prétexte, c'est-à-dire un moyen à des fins racistes. Dans les deux cas, le malthusianisme n'est que la fausse solution au faux problème du productivisme, et la boîte de Pandore vers toutes les déviations réactionnaires — jusqu'aux plus génocidaires.

La crise écologique est principalement causée par les « riches », et est principalement le problème des « pauvres », et ce autant à l'échelle nationale qu'internationale. C'est pour cette raison que sa résolution viendra de la révolte du prolétariat et des peuples dominés. Le capitalisme et l'impérialisme sont la cause, la révolution communiste et anti-impérialiste est la solution. Il n'y a aucune déconnexion entre la lutte des classes et la ruine environnementale, cette dernière est la continuité de la crise du mode de production capitaliste-impérialiste. Il ne sert à rien ni de chercher des miracles technologiques ou divins ni de se prosterner dans le déni : le dénouement est déjà sous nos yeux, reste à s'en saisir.

Seule la révolution communiste, avec sa négation radicale de l'échange marchand, de la loi de la valeur, et de la logique du profit, peut rendre envisageable cette écologie totale, dont nous parlons. Et seule l'écologie totale peut rendre envisageable la survie de nos sociétés industrielles, et une sortie par le haut de la crise écologique mondiale. Notre optimisme n'entretient cependant

aucune illusion sur la réalité de l'état de dégradation avancé, et en partie déjà irrémédiable, de l'écosystème mondial : notre détermination est motivée plus par la certitude que nous sommes les seuls capables de gérer cette crise avec succès pour en limiter la portée et en freiner la tendance, que par la croyance naïve selon laquelle l'on pourrait la stopper ou l'inverser dans les siècles qui viennent — ce n'est pas le cas.¹²³

Le communisme, c'est la fin de la contradiction entre Société et Nature, c'est-à-dire la fin autant de la lutte permanente contre l'environnement pour la survie de la Civilisation, mais aussi de la lutte de l'environnement pour sa reproduction, étouffée par l'étreinte des logiques de consommation aveugle de la production marchande. Une telle résolution non antagonique est rendue possible par la fin de ce qui rend leur relation aujourd'hui antagonique : le capitalisme. Le communisme peut résoudre la contradiction entre la Société et la Nature, en créant une société de l'harmonie avec son environnement. Où l'humain ne serait plus une pression contraignante sur celui-ci, mais un garant de sa stabilité et de son développement. Et inversement, où le développement de la Civilisation serait tel que la Nature ne représenterait plus de contrainte pour l'humain. Une relation humanité-environnement, non plus de pression réciproque, mais de synergie dans leur reproduction.¹²⁴

123. Le capitalisme s'est rendu coupable d'un — autre — crime historique en étant à l'origine de la 6^e extinction de masse des espèces vivantes : une perte irréversible de diversité biologique, c'est-à-dire la fragilisation extrême des écosystèmes, par leur simplification extrême. C'est la disparition nette d'un trésor de complexité, le fruit de millions d'années d'évolution, absolument irrattrapable. Cette 6^e extinction de masse est la première de l'histoire terrestre qui soit causée à l'échelle planétaire par une espèce.

124. Résoudre l'antagonisme dans la contradiction Société-Nature sera un des premiers impératifs de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire transformer la relation antagonique dans cette contradiction non antagonique en relation non antagonique, pour la résoudre. Cette transformation sera une priorité car c'est un *sine qua non* à la survie de la dictature du prolétariat et à l'existence du communisme. La résolution non antagonique de cette contradiction, c'est-à-dire la disparition de la Société et de la Nature comme entités distinctes et opposées (leur unité de contraires), elle, sera l'entreprise de la société communiste avancée. Elle sera une transition de probablement plusieurs centaines d'années, sinon millénaires : la fin de la Civilisation comme négation de la Nature, et de la Nature comme négation de la Civilisation, par la négation de cette négation dans une organisation du vivant (non seulement humain) radicalement nouvelle et supérieure. Cette conclusion n'est que celle de la dialectique. La contradiction entre la Société et la Nature est celle qui a mis fin au communisme primitif, en étant à l'origine de la rareté et de la contradiction Homme-Femme, et par voie de conséquence de toutes les autres contradictions sociales. Le rôle historique du communisme sera donc aussi de mettre fin à cette première contradiction, qui a été fatale à son homologue primitif.

Comment prétendre créer une telle harmonie sans s'attaquer à l'une des plus frappantes expressions de la contradiction Société-Nature : l'exploitation animale ? La question animale n'est pas d'importance négligeable : l'industrie de la viande est pleinement intégrée dans le système impérialiste de la dépendance et de l'échange inégal, et est une des premières causes de désastre écologique (artificialisation des sols et déforestation, zoonose et résistance bactériologique, pollution des eaux et des sols, émission de gaz à effet de serre, etc.). L'exploitation animale est incompatible avec le projet communiste aussi parce qu'elle est parfaitement insoutenable pour satisfaire les besoins d'aujourd'hui 8 milliards d'êtres humains — 10 milliards en 2050.

De plus, comment croire que la conscience de l'humanité nouvelle pourrait tolérer de subsister par l'exploitation industrielle d'espèces sensibles ? Sous le communisme, une vie sensible n'est plus une marchandise à consommer, premièrement, car il n'y a plus de marchandises, et deuxièmement, car une telle vie n'est plus un objet : elle a atteint le statut de sujet, sensible donc doué de son propre droit à la vie et au bonheur. Cette transformation est permise par l'abolition de la contradiction Société-Nature et de la rareté (« le règne de la liberté »), qui s'exprime dans la nouvelle idéologie de la nouvelle humanité — un nouveau degré de civilisation. Pour conclure, la question animale reste un bon moyen de distinguer les opportunistes de l'écologie, de ceux qui posent sérieusement le problème tel qu'il existe au XXI^e siècle. C'est pourquoi il revient

D'un point de vue cybernétique, bien que toutes les sociétés dissipent leur entropie dans leur environnement, cette relation n'est pas nécessairement un rapport dissipatif, car cette dissipation peut être compensée si l'entropie externalisée est égale ou inférieure à la complexification de l'environnement par la Société (les mesures écologiques). Dans l'hypothèse d'une résolution de la contradiction Société-Nature, l'humanité entretiendrait toujours une dépendance dissipative à son environnement (ce qui est commun à toutes les espèces), mais l'environnement serait plus complexifié que simplifié par son rapport à l'humanité, car elle entretiendrait avec elle une synergie — le développement de l'un serait avec et non pas malgré ou sans le développement de l'autre. Cette relation dissipative serait donc qualitativement différente de celle de la Civilisation jusqu'à aujourd'hui, car elle ne serait que relative (l'humanité régulerait proportionnellement l'environnement dans lequel elle dissiperait son entropie), et non plus absolue : il n'y aurait pas un rapport dissipatif de l'humanité vers l'environnement. Une telle possibilité nécessiterait, d'une part, un état de complexité élevé de l'humanité — un communisme achevé et mature — capable de se réguler suffisamment, et d'autre part, une complexité suffisante de l'environnement et de son état, pour supporter l'entropie de la Civilisation sans se simplifier — que la Civilisation et l'environnement pourraient ensemble réguler sans excès.

aux communistes aussi de dévoiler le fétichisme de l'animal-marchandise, et de dénoncer l'industrie animale comme essentiellement impérialiste, écocidaire et barbare.¹²⁵

L'idéologie bourgeoise s'est réfugiée dans une nouvelle transcendance : l'illimité depuis et dans le limité. La croissance infinie des profits pour une accumulation infinie de valeur, et ce avec des ressources limitées dans un espace limité. *L'hubris* va aussi loin que de promettre l'exploitation de Mars et des astéroïdes, plutôt que d'essayer d'imaginer un monde qui ne soit pas fondé sur l'exploitation, pour l'accumulation... pour l'accumulation. Le combat de l'idéologie communiste, contre les faux récits de notre époque, est décisivement lié à l'écologie.

La crise du rêve consumériste, comme « contrat social » vendu en Occident (les pays du centre impérialiste), est triple. Premièrement, il se révèle incompatible avec le capitalisme, car la paupérisation pèse de nouveau sur des masses populaires de moins en moins aristocratisées — le contrat n'est plus rempli.

125. Parler de libération animale, comme d'une fin en soi, et non seulement comme moyen écologique (une mesure fonctionnelle), peut paradoxalement paraître hors sujet pour certains communistes. La raison invoquée pour justifier une telle incompréhension, est souvent que la question animale laisse indifférente la majorité des prolétaires. Or, notre objectif de communistes n'est pas de militer avec le prolétariat tel qu'il est à un instant T, mais de le transformer en lui révélant son propre potentiel révolutionnaire (son devoir historique) communiste. Le problème ne se pose pas différemment pour la question sociale, la question féminine, ou la question animale. Deux arguments sont avancés pour justifier l'exceptionnalité de cette dernière. Premièrement, rajouter la contradiction Société-Nature, dont la contradiction Société-Animal est une expression (une contradiction relative), au côté des autres contradictions sociales, est perçu comme une dégradation de ces dernières (ce qui serait mettre un humain au niveau d'un animal, moralement ou politiquement). Et deuxièmement, il serait de l'ordre naturel et éternel des choses que l'humain domine les autres espèces, au sommet de la hiérarchie du vivant, car il serait le plus intelligent, ou le seul doué de langage ou de travail (ce qui est en soi à relativiser lourdement, au vu des récentes découvertes des sciences de la vie). Ces deux arguments ont un dénominateur commun : envisager le communisme avec une idéologie arriérée. C'est oublier que le communisme est le dépassement de toutes les catégories actuelles, l'abolition de l'état présent des choses, donc, la relégation des idées arriérées, même et surtout les plus vieilles, au musée de l'humanité. Ce n'est pas seulement le dépassement d'un mode de production de classe, mais des modes de production de classe ; d'une forme de régulation de la rareté, mais de la rareté ; d'une domination, mais de la domination ; d'un type d'échange marchand, mais de l'échange marchand ; etc. Le dépassement des idées ayant dominé la civilisation jusqu'alors, dont celle de l'animal objet et marchandise, ne fait pas exception. Déconsidérer le problème de la libération animale, c'est regarder un niveau de civilisation supérieur depuis un niveau de civilisation inférieur. Il n'y a rien ni d'évident ni de naturel dans le rapport que nous entretenons aujourd'hui avec les autres espèces sensibles avec lesquelles nous partageons notre planète, c'est une idéologie — là toujours — historiquement située et déterminée, datant de la fin du communisme primitif. Le communisme ne sera pas moins une transformation radicale là, que partout ailleurs.

Deuxièmement, il a viré au cauchemar, car l'utopie de la réussite matérielle individualiste s'est fait démasquer pour laisser voir le visage glacé d'un monde où l'individu ne règne pas, mais est atomisé et marchandisé, réduit à une unité d'achat et de vente minimale et sans sens. Troisièmement, c'est le capitalisme lui-même qui est acculé, mis en face de sa propre finitude avec celle des ressources naturelles.

Le vide laissé par la putréfaction de l'idéologie bourgeoise en Occident crée un appel de sens (la croyance dans un récit de soi et du monde). Il ne peut être comblé ni par un retour désespéré à la métaphysique (théologique ou nationale), ni par le négationnisme du risque écologique existentiel (ou de la responsabilité directe et intrinsèque du capitalisme dans celle-ci), ni dans le millénarisme collapsologique (l'aube d'un nouveau copernicien — le retour à l'identique — agricole et pastoral). Il ne faut ni fuir la réalité, ni la nier, ni renoncer à sa transformation en méditant sur « l'effondrement ». Ceux qui ne peuvent pas penser à une fin du capitalisme qui ne soit pas aussi une fin du monde font preuve d'une exceptionnelle courtesse de vue et étroitesse d'esprit (démonstrant la prégnance encore vivace du « réalisme capitaliste »). Ce pessimisme n'est pas celui de la raison, mais le défaitisme angoissé de celui qui ne voit pas (ou ne veut pas voir) l'alternative révolutionnaire, et qui tourne en rond dans le labyrinthe sans issue des idéologies bourgeoises (des plus réactionnaires aux plus pseudo-radicales).¹²⁶

126. Les 12 derniers millénaires sont, pour l'humanité, ceux de la transition du communisme primitif au communisme, c'est-à-dire de l'abondance vers l'abondance à nouveau (« le règne de la liberté »), en passant par « le règne de la nécessité » (propriété privée, exploitation, valeur, échange marchand, accumulation). Cette période est aussi la transition entropique d'un état de complexité suffisante pour réguler son entropie, à une complexité suffisante à nouveau, en passant par le chaos des états de complexité intermédiaires, en complexification et en surplus entropique. Ce qui se joue au XXI^e siècle, c'est l'issue de cette transition, ou non. Dans les hypothèses où la transition échouerait dans le siècle qui vient, le niveau de dégradation de l'environnement est le principal paramètre entre les différents futurs potentiels. Nos sociétés sont trop complexes, donc trop résilientes, pour qu'un effondrement brutal de la Civilisation s'observe. Le risque est donc une régression dans notre degré de civilisation, c'est-à-dire dans la complexité de nos sociétés. Le « retour » au communisme primitif étant impossible pour l'humanité telle qu'elle existe actuellement, pour les mêmes raisons qui ont causé sa crise — la non soutenabilité de la pression anthropique actuelle —, la transition du communisme primitif vers le communisme ne sera pas interrompue, mais son aboutissement sera repoussé jusqu'à ce que l'environnement ne se régénère assez pour permettre une nouvelle accumulation des forces productives, c'est-à-dire une nouvelle complexification suffisante de la Société, pour rendre possible le communisme.

Cependant, il existe un scénario où l'humanité régresserait dans son degré de civilisation jusqu'à l'extrême, et sortirait de la transition. C'est l'hypothèse où la société capitaliste ou communiste en crise, respectivement incapable de « sauter » au communisme, ou de se pérenniser à cause de la pression environnementale (le communisme « mort-né »), se décomposerait progressivement

Le capitalisme est la négation de l'individu au cri de la liberté individuelle — de s'aliéner. La crise écologique nous ramène encore à cette réalité, autant que l'exploitation du Travail, mais à une échelle plus universelle pour l'humanité. Dans les deux cas, seul le mouvement du prolétariat peut offrir une issue : la victoire des individus sur l'individualisme bourgeois. En terme écologique, cela se traduit par la sauvegarde des moyens de vivre, de chacun avec et pour toutes et tous, et ce dans une dignité que le « libre marché » ne peut plus nous vendre.

Il nous reste à saisir cette opportunité en avançant un contre-récit communiste, un « sens de classe », le seul capable de dépasser les paradoxes bourgeois impotents face aux contradictions du Capital, dont la plus irréfutable et fatidique expression est écologique. L'avenir de l'individu n'est pas une parodie de ce présent, l'isolement et l'asphyxie sur une planète stérile. À la solitude, proposer la solidarité de la tranchée de classe. Aux relations mercantiles, proposer la ferveur de la camaraderie. À l'abandon, proposer la bataille révolutionnaire. Aux nihilismes, proposer l'édification de la communauté humaine. À l'agonie de la Civilisation, proposer le communisme.

tout en consommant l'environnement, c'est-à-dire se simplifiant tout en simplifiant en parallèle son environnement, en cherchant à maintenir son niveau de complexité au-delà de l'entropie non régulée que peut dissiper la Nature. Une telle situation pourrait amener à une crise aiguë et prolongée tant de la Civilisation que de la Nature, jusqu'à ce que la Civilisation n'atteigne un plancher à partir duquel sa reproduction deviendrait la plus simple possible, c'est-à-dire son degré minimal. Ce ne serait alors pas une chute en-deçà de la Civilisation — l'extinction de l'espèce humaine —, mais la condition à un « retour » au communisme primitif. Ce retour à une abondance ne serait qu'au prix d'une lente et humainement terrible décroissance démographique, jusqu'à amener la Société et son état d'organisation à un niveau de simplicité soutenable pour l'environnement lui aussi en crise, c'est-à-dire à un niveau minimal. Ce serait une sortie de la transition, non pas « par le haut » (le communisme), mais « par le bas » (le communisme primitif). Un tel scénario dépend de la résilience, ou non, de l'environnement en crise, qu'il est impossible de prévoir en détail, mais il reste dans le champ des possibles : à un certain stade de simplification de la Société — de régression civilisationnelle —, l'environnement simplifié — dégradée —, continuera-t-il ou non de se simplifier, ou retrouvera-t-il un état stable ?

II. NOS POINTS D'UNITÉS

La condition présente de notre organisation est conçue comme temporaire. Nous pensons d'ailleurs qu'il existera de nombreuses autres structures entre nous et le Parti que nous désirons. Nous sommes loin d'être les seuls à s'envisager ainsi. Mais cela ne signifie pas mécaniquement que toutes ces organisations sont dans une logique unitaire et que cela se ressentirait dans les faits.

De plus, il ne faut jamais cesser de rappeler que l'unité est un bon slogan, mais qu'il doit répondre de conditions réelles, pratiques et politiques. Sinon, ce n'est pas une unité vers le haut, mais une stagnation sous une nouvelle forme, un rassemblement opportuniste qui se finit systématiquement dans la crise au plus grand dam du mouvement communiste, et donc de celles et ceux dont il doit porter les intérêts.

Nous voulons, pour ces raisons et en guise de bonne foi, présenter ici la base qui selon nous rendrait possible et désirable une fusion entre notre organisation et une autre.

- Le respect d'un cadre démocratique permettant d'avoir un débat ouvert, franc et complet, sur autant de questions que nécessaire.
- Le partage des principes politiques de base qui font le consensus sur lequel notre groupe est bâti, essentiels pour tracer sur le fond une ligne de démarcation révolutionnaire, et apte à servir de base de travail.
- La compatibilité pratique avec notre organisation, c'est-à-dire avec laquelle une union ne soit pas une greffe d'une organisation sur une autre, mais qui aboutisse bien à quelque chose de neuf et de qualitativement supérieur.
- L'inclusion et la continuation du travail international que nous avons commencé, que nous considérons être d'une grande importance et posséder un caractère salvateur.
- L'expression constatable d'une loyauté et d'une honnêteté envers la cause révolutionnaire, le mouvement communiste, et les convictions unitaires, qui se traduirait par l'exigence d'une rigueur morale chez ses camarades, et donc de ne pas tolérer que se développe un climat malsain (chefferies tyranniques, relâchement affinitaire, enfermement clanique, etc., et déviations consécutives).

Ces cinq points rendent selon nous possible et propice une progression unitaire, quantitative et qualitative, du mouvement communiste vers la constitution du Parti en France.

Comme nous l'avons déjà dit, le projet unitaire se constate plus qu'il ne se déclare. C'est la progression vers l'unité dont nous parlons : d'abord pratique et tactique, puis politique et stratégique, et enfin organisationnelle et idéologique (le Parti). Il se vérifiera dans la lutte, et en cela nos points d'unité sont indicatifs.

Comme le consensus politique sur lequel nous sommes fondés, nos points d'unité sont minimaux, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont en soi suffisants. Ils n'existent que comme conditions objectives préalables à une démarche à enclencher. Ce sont ceux qui rendent possible la progression vers l'unité.

La condition sectaire est, en tant que notre condition présente, le premier frein des communistes en France. C'est notre principal obstacle à surmonter, mais nous sommes confiants dans la tendance actuelle de la lutte des classes qui nous fait tous converger vers son dépassement.

CONCLUSION

Pour résumer cet exposé de nous-mêmes aux informations les plus essentielles, l'unité des communistes est à la fois ce que nous essayons d'être et de faire. C'est notre stratégie pour la reconstruction du Parti et de l'Internationale communiste. Ces objectifs sont les premiers de notre stratégie révolutionnaire, car le Parti et l'Internationale communiste sont les conditions *sine qua non* à la victoire politique du prolétariat, et *in fine* de la révolution communiste mondiale.

Ce que nous entreprenons se résume donc en trois aspects :

- La création d'une proto-unité des communistes en France, préfigurant leur unité dans le Parti communiste.
- La création d'une proto-unité internationale des communistes, préfigurant leur unité dans l'Internationale communiste.
- La formation de protocadres communistes, préfigurant les cadres communistes du Parti et de l'Internationale communiste.

Ces trois points constituent l'essence de notre raison d'exister. Ils sont dans la directe continuité de nos lignes de démarcation et principes fondateurs. Ces énoncés sont :

1. Se revendiquer du communisme ;
2. affirmer comme nécessité à l'instauration du communisme la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat ;
3. lutter pour la reconstitution d'une opposition extraparlamentaire, vers la reconstruction du Parti ;
4. vouloir mener une lutte idéologique contre l'opportunisme sous toutes ses formes, pour régénérer la théorie et l'idéologie du mouvement communiste ;
5. se prononcer comme unitaire et rejeter le sectarisme d'organisation, sous toutes ses formes et quels que soient ses prétextes, pour œuvrer à la reconstruction du Parti ;
6. être engagé dans les luttes progressistes du peuple, qu'elles soient économiques ou politiques, quelle que soit leur forme de mobilisation ;
7. ambitionner de créer un cadre de camaraderie sain dans lequel construire

sur la durée une formation militante professionnalisante ;

8. posséder un fonctionnement selon le principe de l'accord entre totale liberté dans le débat et totale unité dans l'action ;
9. être fondé sur un consensus politique et sur le libre débat théorique et idéologique ;
10. appliquer la méthode du socialisme scientifique ;
11. défendre la théorie historique du matérialisme dialectique ;
12. s'inscrire dans la continuité et dans l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier mondial ;
13. considérer que la France est un pays impérialiste, et qu'en tant que tel, il est notre priorité de communiste de la combattre ;
14. être internationaliste et solidaire des luttes des peuples dominés et des travailleuses et travailleurs de tous les pays ;
15. prendre pour évidence que la lutte féministe, ainsi que les luttes d'émancipations LGBTI, font partie des tâches immédiates des communistes ;
16. et reconnaître l'écologie comme pleinement constitutive du programme présent et futur des communistes, d'un absolu sérieux.

Si nous affirmons la nécessité de l'émergence d'un centre national — le Parti communiste — et international — l'Internationale communiste —, nous ne prétendons pas être ceux-ci, ni nous-mêmes ni avec l'ICOR. Nous travaillons en revanche à leur renaissance comme pôle de gravitation des forces, et d'émission d'une direction politico-idéologique, capable de rompre avec la dynamique centrifuge et anarchique, caractéristique de la crise organique du mouvement communiste en France et dans le monde (si d'autres pays ont déjà leur Parti, il n'existe à ce jour pas d'Internationale). La première conclusion à accepter est que ces pôles n'existent pas encore, respectivement ni en France ni dans le monde, et avec elle notre propre impuissance (absolue ou relative) — mais sans aucun pessimisme.

Cette unité, répétons-le, nous sommes conscients de n'en être qu'une étape. Nous voulons la faire toujours par le haut avec toutes celles et ceux, et toutes les organisations, qui sauront partager les bases essentielles qui délimitent le révolutionnaire de l'opportuniste, et s'engager dans un processus unitaire multilatéral. Si nous cherchons à préfigurer ce centre national et international, c'est pour participer à les reconstruire, pas parce que l'on penserait pouvoir le faire seul.

La dégénérescence du mouvement communiste en France (en tant que pays impérialiste), et dans une moindre mesure dans le monde (il n'existe plus ni de dictature du prolétariat ni d'Internationale), n'est ni l'expression d'une impasse historique ni d'un échec génétiquement programmé du marxisme. Notre état de faiblesse actuel est la conséquence de la période de décomposition du mouvement ouvrier mondial, qui elle-même ne constitue qu'un reflux dans la tendance historique générale du capitalisme à la révolution prolétarienne mondiale. Les conditions ne sont aujourd'hui peut-être pas révolutionnaires en France, mais la crise n'est jamais partie et le mouvement ouvrier non plus : l'on aperçoit déjà les prémisses de son retour sur le devant de la scène politique historique.

La France, et d'autres pays occidentaux, sont engagés depuis les années 80 dans le mouvement néolibéral. Le néolibéralisme est l'offensive bourgeoise contre le consensus keynésien — les acquis sociaux du mouvement ouvrier. C'est un retour progressif du capitalisme à sa forme pré-1918. Il participe à, et est rendu possible par l'actuelle phase de recul contre-révolutionnaire mondiale — les conditions qui ont rendu nécessaire le consensus keynésien ne sont plus remplies.

Le consensus keynésien est un compromis social-impérialiste et pacifiste de classe, adopté progressivement dans les pays dominants post-1918, et généralisé post-1945. Il a été permis par les surprofits de l'impérialisme, et rendu nécessaire par le mouvement communiste mondial, faisant pression sur les bourgeoisies en représentant pour elles un risque existentiel : il a été consenti et autorisé par la bourgeoisie, autant que conquis et imposé par le mouvement ouvrier. Le consensus keynésien est la cause de la crise organique du mouvement communiste dans les pays impérialistes.

Cette crise organique a eu pour conséquence la régression du mouvement communiste jusqu'à la condition sectaire. La condition sectaire est la situation propre à l'immaturité du mouvement communiste : niveaux d'accumulation quantitative faibles, division et absence de centre de direction politico-idéologique, polémiques sans débouchés, instabilité et éphémérité organisationnelle,

renfermement identitaire et affinitaire, jonction entre les intellectuels et le mouvement ouvrier inachevé, relations de jeu à somme négative, impuissance politique, etc.

L'étude et la critique du monde ne s'arrêtent pas à nous-même. Reconnaître l'état sectaire de nos structures politiques, c'est-à-dire nos échelles groupusculaires et nos comportements contre-productifs, est un premier constat à poser. Mais dire «le mouvement communiste en France est réduit à une condition sectaire depuis plusieurs décennies» ne peut pas être la conclusion de l'analyse, car ce n'est que l'introduction du problème. Dire cela ne peut pas être non plus la justification d'une capitulation opportuniste, car ce n'est qu'informer de notre situation présente (décrire les choses telles qu'elles sont), et donc de la particularité des tâches qui nous incombent, en tant que révolutionnaire luttant pour la reconstruction du Parti. La condition sectaire n'est ni une fatalité ni éternelle, elle doit être comprise et elle sera dépassée.

Avec la fin du consensus keynésien amené par l'avènement du néolibéralisme, c'est aussi celle de la condition sectaire du mouvement communiste en France (et ailleurs) qui se présage. Déjà, son accumulation quantitative n'est plus stagnante et devient croissante, les logiques sectaires rentrent en crise, l'on observe une convergence centralisatrice, etc. — c'est la tendance à la reconstruction du Parti communiste. Le mouvement ouvrier s'y reconstitue comme force politique, et y rentre dans une nouvelle phase historique d'offensive révolutionnaire.

Aujourd'hui, en France et dans le monde, les conditions objectives — l'existence matérielle — et subjectives — l'organisation consciente — du prolétariat mondial sont de plus en plus révolutionnaires (à leur niveau respectif).

Personne ne peut échapper à la question du pouvoir — de la domination et de son renversement. Elle se posera à nouveau, car elle s'imposera à toutes et tous dans les tumultes de notre siècle. L'on en entend déjà les échos qui l'annoncent.

Le projet que nous portons, car il est révolutionnaire, c'est-à-dire radical, ne peut être qu'un projet total. Aucun aspect de la vie ne sera laissé indemne par les transformations de la révolution communiste. C'est un suprématisme, celui des intérêts supérieurs de l'humanité et de sa raison universelle, que porte en lui le prolétariat. Il faut oser lutter vers une telle victoire.

Pour réussir, il faut apprendre, et pour gagner, il faut d'abord échouer. Chaque défaite est une expérience pour notre science de la transformation radicale du monde.

UNITÉ COMMUNISTE EST UNE ORGANISATION POLITIQUE QUI SE REVENDIQUE DE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE POUR UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE.

Le paysage politique français ne manque pas de groupuscules se revendiquant du communisme et de la révolution, et nous sommes les premiers à le reconnaître. Qu'est-ce qui, en conséquence, justifie donc notre création et notre existence ? C'est ce que nous voulons expliquer ici.

Le XXI^e siècle, nous en sommes convaincus, n'est pas et ne sera pas un siècle pacifié, mais plutôt la fin d'une éphémère accalmie. C'est la dissipation d'une courte illusion qui a existé dans nos pays riches, avec la fin de la Guerre froide, la victoire éclatante mais factice du capitalisme, et l'avènement du néolibéralisme sur les ruines du consensus keynésien.

Le communisme est souvent accusé d'être une idéologie morte, la relique politique d'un échec. Nous pensons l'inverse : au contraire, nous avons trouvé dans le communisme une destination et les moyens de changer le cours du XXI^e siècle, pour répondre au défi qu'il nous soumet, vers un autre futur.

Poser la question du communisme, c'est selon nous poser celle de la prise du pouvoir et de la lutte idéologique en ce sens. Cela implique le problème épineux de l'organisation politique de classe et de combat, et de sa construction. Autant d'interrogations à savoir poser et à oser résoudre. La révolution n'est pas un caprice ou un rêve, ce n'est que la seule option raisonnable, car la seule qui rende possible une alternative. Or, cette alternative au système capitaliste-impérialiste n'est pas une interrogation d'ordre scolastique ou morale, c'est une fatalité qui s'impose à toutes et tous : soit l'on brise la machine, soit l'on meurt avec elle. Aujourd'hui est décisif : allons-nous nous unir derrière la cause du prolétariat, ou dépérir sur une terre brûlée, stagnant dans l'épuisement des ressources ?

Le communisme est — avec la même actualité maintenant qu'il y a 150 ans — une nécessité à la libération des travailleuses et travailleurs de tous les pays, et avec eux, de l'humanité toute entière. Au III^e millénaire, il est également devenu une condition *sine qua non* à la survie de nos sociétés. Le dilemme se posait et s'impose encore à nous : socialisme ou barbarie ?
